

Le succès de l'Economie Japonaise dans la lutte pour les marchés mondiaux

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue publiquement le 29 Mai 1935

par

PRUNETTI Yves, Joseph, Antoine

né à Ajaccio, le 23 Mai 1904

MM. GAFFIOT. Président.

BIENVENÜE.

BOUSQUET.

} Suffragants.

ALGER
IMPRIMERIE NORD-AFRICAINE
(S. CRESCENZO)

1935

**Le succès de l'Économie Japonaise
dans la lutte pour les marchés mondiaux**

Le succès de l'Economie Japonaise dans la lutte pour les marchés mondiaux

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue publiquement le 29 Mai 1935

par

PRUNETTI Yves, Joseph, Antoine

né à Ajaccio, le 23 Mai 1904

MM. GAFFIOT. Président.

BIENVENÛE.
BOUSQUET

} *Suffragants.*

ALGER
IMPRIMERIE NORD-AFRICAINE
(S. CRESCENZO)

1935

* 38564

UNIVERSITÉ D'ALGER

FACULTÉ DE DROIT

MM. CHAUVEAU	Doyen, Professeur de Droit Commercial.
PELTIER, *, I	Professeur d'Histoire générale du Droit français.
MILLIOT, I.	Professeur de Droit Musulman, en congé.
MALLARMÉ, I.	Professeur de Droit Administratif, en congé.
BIENVENÜE, I.	Professeur de Droit Public.
GAFFIOT,	Professeur d'Economie Politique.
VIARD,	Professeur de Pandectes.
BRETON	Professeur de Droit Civil.
BERGER-VACHON	Professeur de Droit Criminel, en mission.
CHARLIER	Agrégé.
BOUSQUET	Agrégé.
ROUSSIER	Agrégé.
RODIÈRE	Agrégé.
FAÛRE DE CÉRIS, I	Chargé des fonctions d'agrégé.
DROUILLAT	Chargé des fonctions d'agrégé.
TESTAUD, I.	Professeur Honoraire.

JURY DE LA THÈSE



MM. GAFFIOT	Président.
BIENVENÜE	} Suffragants.
BOUSQUET	

NOTA. — La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MA MERE, A MON PERE,

A MA TANTE ET A MON ONCLE

PASCAL CANAVAGGIO,

*en témoignage de pieuse reconnais-
sance et de profonde affection.*

« Sypangu est une isle en Levant
qui est en la haulte mer, loings de la
terre ferme mille cinq cens milles; et
est moult grandissime isle, les gens
sont blans et de belle manière. Ilz
sont idolastres, et se tiennent par eux ;
et si vous dy qu'ils ont tant d'or que
c'est sans fin ; car ils le treuvent en
leurs isles. Ilz sont pou de marchans
qui la voïent, pour ce que c'est si
loings de la terre ferme. Si que pour
ceste raison leur habonde l'or oultre
mesure. »

MARCO POLO.

(VOYAGE AU JAPON)

« Il s'agit de la concurrence économique du Japon qui serait en passe de battre les pays d'Occident sur tous les marchés du monde y compris les leurs propres. »

Roger PICARD,
Professeur à la Faculté
de Droit de Paris.

INTRODUCTION

Depuis quelques années le monde est accablé par une crise économique sans précédent. De grands pays voient leur commerce périlcliter, la courbe de leurs exportations descendre. La plupart de leurs industries se restreignent, en diminuant leur production, en licenciant une partie de leurs ouvriers, quand elles ne ferment pas complètement leurs portes pour attendre des jours meilleurs.

De pareilles mesures ont pour conséquence le chômage, lequel par l'abaissement du pouvoir d'achat de ceux qu'il atteint, aggrave la crise.

Elle est due, pour une grande part, à la mésentente qui règne entre les nations au sujet de leurs productions respectives et de leurs échanges. Ainsi, la guerre qui bouleversa le monde de 1914 à 1918, a

fait place à une autre guerre qui, pour n'être qu'économique, n'en est pas moins dévastatrice.

Dans ce conflit qui touche toutes les nations du monde, il en est une qui se fait remarquer par de brillantes victoires, c'est-à-dire par la conquête de marchés nouveaux, par une reprise d'activité économique d'autant plus remarquable que les autres végètent dans le marasme :

C'est le Japon.

Depuis quelque trente ans, l'effort économique de ce pays est visible. Effort tendant à émanciper son industrie de l'emprise étrangère dans la mesure du possible, à suppléer par les bénéfices de son commerce aux insuffisances de son sol pauvre et surpeuplé, à faire de lui, en définitive, sur le plan économique, ce qu'il est devenu sur le plan politique : une puissance de premier rang.

Un succès presque constant a couronné cet effort continu. Mais depuis quelques années, depuis deux ans surtout, ce succès, qui, jusque là se limitait aux marchés asiatiques, a revêtu une telle ampleur, que les principaux pays du monde s'en sont émus.

C'est que, depuis deux ans, l'effort économique du Japon a pris, avec le bon marché des produits comme arme principale, l'allure d'une offensive de grand style, dont les résultats, terribles, commencent à se faire sentir partout dans le monde où il est question d'industries textiles, et de certaines industries de l'alimentation, du caoutchouc, de la métallurgie, etc...

Partout. En Suisse, dès 1931, des usines horlogères, une des richesses du pays, doivent cesser toute

activité (1) parce que le Japon vend à Bâle des montres à 30 francs le kilog (2).

Dès 1932, trois usines en Autriche, en Allemagne huit et autant en Hollande, mettent à la porte leurs ouvriers parce que le Japon vend des lampes électriques à 26,7 cents (3) à Amsterdam et à 5 pfennigs (4) à Berlin, alors que leur fabrication revient en Hollande à 30,3 cents et à 5 pfennigs à Berlin.

En Amérique, les conserves de poisson japonaises ruinent, depuis 1933, d'innombrables pêcheries de Californie, parce que vendues 50 pour 100 moins cher que les conserves américaines.

Aujourd'hui, l'industrie européenne du caoutchouc est partiellement arrêtée (1) parce que les chambres à air japonaises pour bicyclettes ne coûtent que 75 centimes. Les grandes brasseries tchécoslovaques sont obligées de réduire leurs heures de travail, le Japon vendant partout dans le monde de la bière d'aussi bonne qualité à meilleur prix. En Italie, l'ouvrière perd son emploi parce qu'en Lombardie même — le centre de la soie italienne — la douzaine de bas de soie nippone est vendue 40 francs, soit le tiers du prix milanais.

En France, il y a 32.000 ouvriers (1) de Lille, Rou-

(1) « Le Japon dans le Monde ». A. Zischka, Paris, 1934, p. 265.

(2),(4) « Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers », mars 1934, p. 110.

(3) « Bulletin de la Chambre de Commerce Française du Mexique », mars 1934, p. 12.

(1) « Le Japon dans le Monde ». A. Zischka, Paris, 1934, p. 265.

(1) « La guerre secrète pour le coton », A. Zischka, Paris 1934, p. 167.

baix, Tourcoing, sans travail, et dans ceci la concurrence japonaise ne doit pas être sans influence, étant donnée la différence de prix qui existe entre les produits textiles japonais et français.

Voici, à titre d'exemple, certains prix de tissus de coton japonais C.I.F. Dakar, comparés avec les prix, aux mêmes conditions, d'articles français similaires, suivant les calculs du « Syndicat Général Cotonnier » (1) :

Prix jap. Prix franç.

	<i>par mètre</i>	
<i>Tissu blanchi (longette)</i>	<i>0,915</i>	<i>1,95</i>
<i>Tissu blanchi (cretonne)</i>	<i>1,03</i>	<i>2,14</i>
<i>Tissu teint</i>	<i>1,19</i>	<i>2,43</i>
<i>Tissu Vichy</i>	<i>0,78</i>	<i>2,15</i>
<i>Tissu imprimé</i>	<i>0,89</i>	<i>2,10</i>

En Angleterre, la concurrence japonaise fait des ravages, jette à la rue plus d'ouvriers que partout ailleurs, ruine d'innombrables commerçants et petits industriels, les tissus japonais arrivant maintenant sur tous les marchés des Dominions à des prix inférieurs de 50 % à ceux pratiqués par Manchester (2).

Bornons-nous à cette énumération, la liste serait trop longue. L'expansion nippone est devenue universelle. Elle commence à toucher tous les pays du monde et à les toucher chez eux. Ce succès économi-

(1) « Bulletin de la Chambre de Commerce de Troyes. Avril 1934, n° 46.

(2) « La guerre secrète pour le coton », par A. Zischka. Paris 1934, p. 140.

que est dû aux qualités de l'économie nipponne qui est une sorte d'économie dirigée. « Les méthodes de compétition japonaises sont devenues un réel danger pour la civilisation occidentale » (1), dit M. J.-J. Grey, président de l'Association des Filateurs et Tisseurs de Coton du Lancashire. Aussi, nous paraît-il intéressant d'étudier le succès de cette économie dans la lutte pour les marchés mondiaux ; et cela d'autant plus qu'il est le résultat d'une reprise d'activité économique doublement étonnante, d'abord parce que nous sommes, dès 1931, en pleine crise mondiale — on ne voit aucun autre pays enregistrer la moindre amélioration économique durable — ensuite, parce que la situation financière du Japon est loin d'être brillante.

Pour mener à bien cette étude, nous nous demanderons d'abord, par quels moyens, le pays de Madame Chrysanthème, qui n'avait, il y a soixante ans, pour ainsi dire qu'une valeur artistique, est parvenu à cette situation économique de premier plan ; autrement dit : nous examinerons comment il s'est préparé à la lutte pour les marchés mondiaux.

Ensuite, nous exposerons le succès nippon, tel qu'il se présente aux yeux de l'économiste, c'est-à-dire sous ses différents aspects techniques.

Puis, nous essaierons de l'expliquer, autrement dit : nous rechercherons ses causes profondes.

Enfin, nous terminerons en répondant à la question logique qui découlera de cet exposé : Le succès du Japon est-il durable ?

(1) « Le Japon dans le Monde ». A. Zischka. Paris, 1934, p. 266.

Nous envisagerons donc, en dernier lieu, l'avenir de l'économie japonaise dans la lutte pour les marchés mondiaux.

Ces quatre propositions nous dictent le plan ci-après :

I^{re} Partie. — *La préparation japonaise à la lutte pour les marchés mondiaux.*

II^e Partie. — *Les aspects du succès de l'Economie japonaise dans la lutte pour les marchés mondiaux.*

III^e Partie. — *Les causes du succès de l'Economie japonaise dans la lutte pour les marchés mondiaux.*

IV^e Partie. — *L'avenir de l'Economie japonaise dans la lutte pour les marchés mondiaux.*

PREMIERE PARTIE

**La préparation japonaise
à la lutte pour les marchés mondiaux**

LA PREPARATION JAPONAISE A LA LUTTE POUR LES MARCHES MONDIAUX

Le succès économique du Japon est la conséquence logique d'une intense préparation, commandée par une volonté indéfectible. C'est dire qu'il n'a rien de fortuit ni d'improvisé.

Le Japon le doit entièrement à son industrie. Or, il y a soixante ans, il était encore un pays essentiellement agricole. C'est donc grâce à une industrialisation rapide, que le Japon a acquis une puissance économique si redoutable dans le monde.

Etudier cette industrialisation, c'est étudier la préparation japonaise à la lutte pour les marchés mondiaux.

Nous exposerons d'abord, les raisons qui ont poussé le Japon à s'industrialiser ou l'origine de l'industrialisation. Nous verrons ensuite comment elle s'est opérée, ou son évolution. En dernier lieu, nous montrerons le chemin parcouru, ou les résultats d'ensemble de l'industrialisation.

CHAPITRE I

Origine de l'Industrialisation.

Avant 1853, le Japon était isolé du reste du monde. Connu par les écrits du voyageur vénitien Marco Polo au XIII^e siècle, il n'avait entamé de relations régulières avec les puissances occidentales qu'au XVII^e siècle et, tour à tour, avec les Portugais de Macao, les Espagnols de Manille, les Hollandais et les Anglais. Ces relations commençaient à peine à prendre quelque ampleur, lorsque brusquement le Japon se ferma aux étrangers : L'édit de 1638 interdit à ceux-ci l'entrée de l'Empire, ne laissant qu'aux seuls Chinois et Hollandais l'autorisation de commercer, et reléguant leurs comptoirs dans le petit îlot de Désima dans la baie de Nagasaki. Défense fut faite aux Japonais, sous peine de mort, de quitter le pays. Pour assurer l'exécution de cet ordre, les grandes jonques qui pouvaient affronter la haute mer furent détruites, et on interdit la construction des jonques de plus de 75 tonneaux ou ayant plus de 1 mât. Le cabotage seul resta autorisé. Le Japon, deux siècles durant, mena sa vie solitaire, fut la nation ermite.

Mais, Européens et Américains, poussés par le vif désir de reprendre avec lui des relations commerciales qu'ils espéraient devoir être fructueuses, me-

nacèrent, dès le début du XIX^e siècle, son isolement. En 1824, les Anglais se montrèrent à Mito. En 1846, une escadre américaine tenta d'ouvrir les négociations avec les autorités japonaises. Efforts vains, le Japon resta fermé. Cependant, un matin de juillet 1853 les Américains revinrent, sous la conduite du commodore Perry. Ce dernier était porteur d'une lettre demandant l'ouverture des ports et un traité de commerce. L'année suivante, grâce à la crainte qu'inspiraient ses canons, il obtint la signature d'un traité de paix et d'amitié entre le Japon et les Etats-Unis, et l'ouverture, au commerce américain, des ports de Shimoda et de Hakodaté.

Ainsi, le 13 février 1854, le premier traité entre le Japon et une puissance blanche fut signé. Peu de temps après, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, la Hollande exigeaient la signature de conventions leur octroyant les mêmes avantages qu'aux Américains.

Alors le Japon comprit son infériorité vis-à-vis des étrangers. Il vit qu'il n'y avait qu'un moyen de se libérer de leur insolente domination : *se mettre à leur école, les égaler et même les surpasser*. Œuvre qu'entreprit l'empereur Meiji. Jusque là, l'autorité impériale était restée en sommeil, un sommeil de sept siècles. Le pouvoir appartenait aux Shogun (1). Ces derniers ayant signé les traités avec l'étranger, furent rendus responsables de l'humiliation que le pays en ressentit.

Six mois après son avènement, l'empereur Mat-

(1) Sorte de maires du palais.

suhibito, qui sera connu sous le nom de Meiji, rétablit l'autorité impériale en remplaçant le Shogunat par un règne direct. C'est la Restauration. L'ère de Meiji (1868-1912) commence. Le Japon entre dans sa période moderne.

Dès les premières années de la Restauration, l'empereur s'assigne un programme qui, pense-t-il, lui donnera le moyen de se défendre contre toute agression des blancs, contre toute humiliation. Programme qui tient dans ces deux mots : « *Sanguyo Rikoku* » (« *Bâtir la nation sur l'industrie* »). Et depuis soixante ans, familialement discipliné, socialement encadré, guidé par une oligarchie, le Japon ne s'est pas départi de ce programme rendu officiel par le serment que l'empereur Meiji a prononcé le 14 mars 1868, et dont l'article trois édicte : « Tous les fonctionnaires, militaires et civils, devront s'efforcer d'encourager les *industries* privées de tout ordre ».

CHAPITRE II

Evolution de l'Industrialisation

On peut distinguer sept étapes dans la préparation japonaise à la lutte pour les marchés mondiaux.

1^{re} *Etape* : 1868-1880. — Période d'initiation, marquée par des tâtonnements, de timides essais, des erreurs. C'est, peut-on dire, la période de l'Etat. En effet, l'Etat, afin d'assurer les services publics, crée un hôtel des monnaies avec un laboratoire pour les essais, fonde un arsenal, fabrique des timbres-postes et des billets de banque, fait venir de l'étranger un matériel de guerre et de chemins de fer ; établit, en 1872, une filature modèle à Tomioka, un tissage pour la laine à Sengo ; en 1877, une verrerie à Shinagawa, près de Tokio. L'Etat a donc doté le pays de son premier outillage industriel.

2^e *Etape* : 1880-1895. — L'industrie, qui en était à ses balbutiements en 1868, fait en 1880 ses premiers pas. L'Etat ayant rempli son rôle d'initiateur,

(1) « Le travail industriel au Japon », Genève, 1933, p. 19-28.

« Le Peuple japonais », par J. Arnoux, Paris, 1912, p. 429-432.

« L'expansion industrielle au Japon », par J.-C. Balet, Paris, 1934, p. 3, 4, 5.

« Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris, 1934, p. 296.

et organisé l'éducation technique, cède à des particuliers ses établissements. Il ne gardera que les ateliers de l'armée et de la marine avec quelques manufactures spéciales.

Des sociétés par actions s'organisent avec une fiévreuse activité. La première filature de coton s'ouvre, en 1882, à Osaka. En 1885, il y a 661 usines privées dont 53 seulement disposent d'une machine à vapeur et dont 244 sont des ateliers familiaux sans force motrice. En 1895, le nombre des usines s'élève à 7.640 (2) dont 3.037 ont des machines à vapeur.

3^e Etape : 1895-1914. — Durant cette période, le Japon soutient victorieusement deux guerres qui lui rapportent des capitaux et des terres. La première, en 1894, contre la Chine, lui donne sa première colonie, Formose, et une indemnité de 200 millions de taels (plus d'un milliard de francs) (1).

La seconde, en 1904, contre la Russie, lui vaut l'acquisition de la partie sud de Sakhaline, de Liautung, du chemin de fer sud-mandchourien — ou la succession des intérêts russes en Mandchourie — et l'aide financière des pays anglo-saxons.

Avec cet argent l'industrialisation est intensifiée. « Chaque jour, écrivait à cette époque un Japonais (2), on voit surgir de nouvelles sociétés d'exploitation industrielle ou s'étendre celles qui sont en cours d'exploitation. »

L'Etat s'efface de plus en plus devant les entre-

(1) Un tableau des poids, mesures et monnaies placé à la fin de l'ouvrage indique l'équivalence française de toute mesure citée dans le texte.

(2) M. Onakami, Lettre à l'« Economiste français », du 23 mars 1907, Paris 1907.

prises privées, qui se multiplient. Cependant, il crée, en 1900, l'industrie métallurgique à Yawata.

Voici quelques chiffres de cette période :

En 1904, le nombre des usines s'élève à 9.234 dont 4.000 (1) avec force motrice. De 1904 à 1909, c'est-à-dire au lendemain de la guerre avec la Russie, un pas de géant : on passe de 9.234 à 32.228 dont 9.155 avec force motrice. De 1909 à 1914, le nombre des usines avec force motrice s'élève à 14.578. Par contre, le nombre d'usines sans force motrice diminue.

Pendant cette période, le Japon annexe (1910) la Corée, nouvelle source de richesse, d'industrialisation.

4^e Etape : 1914-1921. — Durant cette période les concurrents du Japon sont occupés par la guerre. Le Japon doit travailler pour les alliés. Il en profite. Gagnant beaucoup d'argent, il le sème sur tout son territoire, d'où : une poussée d'usines. Nous assistons à une véritable débauche industrielle.

A la fin de la guerre (1919) le nombre total des usines s'élève à 43.949 dont 26.947 avec force motrice. Ce dernier chiffre est à peu près le double de son correspondant de la période précédente. Ainsi, 12.369 usines avec force motrice ont été construites en l'espace de cinq ans.

5^e Etape : 1921-1924. — C'est la période du dégonflement inévitable qui suit les excès. La guerre est

(1) « Le Marché économique d'Extrême-Orient et le Dumping japonais », par R. Saint-Pierre et Morel-Journel, Paris, 1934, p. 6.

terminée. Tous les autres pays du monde recommencent à travailler. Le Japon n'est plus seul. Il a à subir une redoutable concurrence.

L'abondance des stocks mondiaux, jointe au ralentissement de la consommation, provoque la crise que l'on sait. Le Japon en est la première victime. Il apparaît surindustrialisé. Cette crise est aggravée chez lui par le séisme de 1923.

En 1924, le nombre d'usines s'élève à 48.047 dont 36.850 (1) avec force motrice. Cette période a été mortelle pour 5.805 usines n'utilisant pas la force motrice.

6^e Etape : 1924-1928. — Le « petit Jap » a atteint sa majorité... industrielle. Fort de sa jeune expérience, averti par ses propres erreurs et par celles des autres, il entreprend une œuvre de révision générale et d'assainissement à l'exemple de l'Allemagne pour laquelle il a tant de sympathie.

Avec méthode, avec vigueur, d'une manière continue, il supprime les organismes malsains. De 1924 à 1928, 1.529 usines (sans force motrice) passent de vie à trépas.

Il abaisse les prix de revient, il rénove l'outillage et centralise par voie de fusion ou par la création de cartels bancaires, commerciaux, industriels. En un mot il « *rationalise* ».

7^e Etape : 1931. — Elle commence en 1931, et n'est pas encore terminée. 1931 ! c'est plus que jamais la crise. Le monde entier est atteint de cette maladie

(1) « Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris, 1934, p. 296.

depuis 1929. Mais le Japon s'est pour ainsi dire vacciné durant la période précédente. Tous ses concurrents sont affaiblis. Ce sera un jeu pour lui que de les combattre. Pour le Japon, la fin de l'année 1931, c'est l'heure H.

Outillé en vue de se suffire à peu près en tout et en vue de jouer un rôle de premier plan sur le marché international, formidablement armé pour la guerre économique mondiale, fin 1931 il attaque.

Quelques mois avant, il a fait une large provision de matières premières qu'il a payée avec un yen apprécié. Fin 1931, le yen baisse de 22 % (1) de sa valeur or et le Japon vend ces matières premières transformées en filés, en tissus, en bicyclettes, etc., au taux du yen déprécié.

Dès le commencement de 1932 le succès lui sourit. C'est une brusque apparition de marchandises japonaises de toutes sortes, sur le marché européen, vendues à des prix « défiant toute concurrence ». C'est le chômage aggravé en Angleterre, en France, en Hollande, en Italie, en Tchécoslovaquie, en Allemagne, c'est la grève aux Etats-Unis, ce sont des milliers d'ouvriers blancs jetés sur le pavé. Nous sommes fin 1934, voilà 3 ans que la grande offensive japonaise dure, émaillée d'une réussite politique : l'affaire de Mandchourie, et de succès lucratifs pour son auteur, qui se traduisent, dans les autres pays,

(1) La baisse atteindra 58 % à la fin de 1932, 61 % à la fin de 1933 après être passée par 61 % et 63 % dans le courant de 1934. (Bulletin de la Banque pour le Commerce et l'Industrie, n° 14, p. 4, Paris, 1934).

par la ruine d'industries, le chômage (1), la grève.

Hier c'était le coton et la soie naturelle. Aujourd'hui c'est encore le coton, mais c'est aussi la soie artificielle, la bonneterie, les jouets, le caoutchouc qui font du Japon la « bête noire » des autres pays.

Demain, ce seront les automobiles ou autres produits de la métallurgie ; enfin, tous les marchés industriels sans doute y passeront. Et qui sait si les mesures de défense que certains pays prennent, et qui, à coup sûr, se multiplieront, suffiront à arrêter cette invasion.

La préparation d'autres succès s'élabore. La 7^e étape n'est pas close.

(1) Ce qui ne veut pas dire que le Japon soit responsable de tout le chômage qui sévit dans le monde.

CHAPITRE III

Résultats d'Ensemble de l'Industrialisation

Il y a cinquante ans à peine, le Japon était encore un pays arriéré et avant tout agricole. Aujourd'hui, il est une des puissances industrielles les mieux armées du monde. Et cela grâce à une industrialisation intensive et continue. Les résultats d'ensemble de cette dernière, nous montrent le chemin parcouru par le Japon en si peu de temps.

Ils apparaissent :

1° Dans le capital global du pays ou sa richesse nationale.

2° Dans la valeur de la production en général ou revenu national.

3° Dans son capital industriel.

4° Dans sa population (accroissement, exode des ruraux vers les villes).

5° Dans la variété de ses industries.

6° Dans leur modernisation.

§ 1. — LA RICHESSE NATIONALE.

Parti autant dire de zéro, en 1870, le Japon s'est considérablement enrichi en 60 ans, et cela grâce à son expansion industrielle et à l'impulsion qu'elle a donnée à l'agriculture, au commerce, aux transports, à la construction,

Le bureau des statistiques du gouvernement nippon évaluait, en 1924, la richesse nationale à 102.342 (1) millions de yen-or (2), soit 1.738 yen par tête.

§ 2. — LE REVENU NATIONAL.

Il s'élevait :

En 1887 (2^e étape) à 235 millions de yen-or pour 40 millions d'habitants).

En 1907 (3^e étape), à 1.532 millions de yen-or pour 47 millions d'habitants.

En 1916 (4^e étape), à 2.363 millions de yen-or pour 55 millions d'habitants.

En 1925 (6^e étape), à 13.382 millions de yen-or pour 60 millions d'habitants.

Soit environ 218 yen par tête, en 1925.

Nous pouvons rendre, par la figure suivante, la progression de ce revenu.

Revenu national du Japon en millions de yen
de 1887 à nos jours



(1), (3) « Le travail industriel au Japon », Bureau International du Travail, Genève, 1933, p. 37.

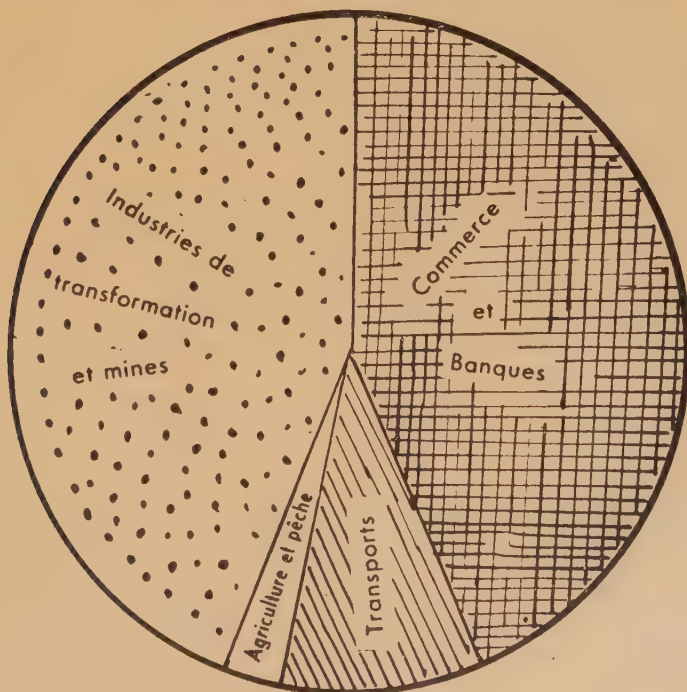
(2) Jusqu'en décembre 1885 le yen-or contenait 0,4 mommé d'or pur. De janvier 1886 à septembre 1897, le yen-argent contenait 6,7 mommé d'argent pur. Depuis octobre 1897 à nos jours, le yen-or renferme 0,2 mommé d'or pur.

§ 3. — LE CAPITAL INDUSTRIEL.

Depuis 1895, début de la 3^e étape, le capital industriel et le capital commercial ont été multipliés respectivement par 100 et par 50.

Actuellement le capital global des sociétés de toutes sortes se répartit à peu près de la façon suivante : 45 % sont investis dans les industries de transformation et dans les mines ; 42 % dans le commerce et la banque ; 10 % dans les transports ; 3 % seulement à l'agriculture et à la pêche. Voilà qui, mieux que tout, indique combien l'industrialisation a enrichi le Japon.

Répartition du capital global des sociétés japonaises



Au début de 1932, on comptait au Japon 9.673 sociétés en participation à responsabilité illimitée, avec un capital de 1.157 millions de yen ; 27.655 sociétés en participation avec un capital de 940 millions 346.000 yen ; 19.649 sociétés par actions avec un capital de 17 milliards et demi ; 8 mutuelles avec 4.880.000 yen de capital et une quarantaine de sociétés par actions à responsabilité limitée avec 10 millions de capital. L'ensemble représente donc un capital souscrit de près de 20 milliards de yen, dont 13 effectivement versés. Les bénéfices nets de l'ensemble de ces sociétés ressortaient à 743.675.000 yen soit environ 6 % et *cela pendant la crise mondiale*. Les réserves globales atteignaient 2.892 millions soit 22 % du capital versé.

§ 4. — LA POPULATION.

Du fait de l'industrialisation deux phénomènes se sont produits dans la population japonaise.

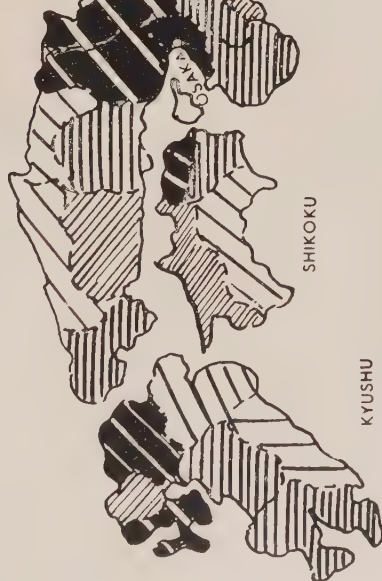
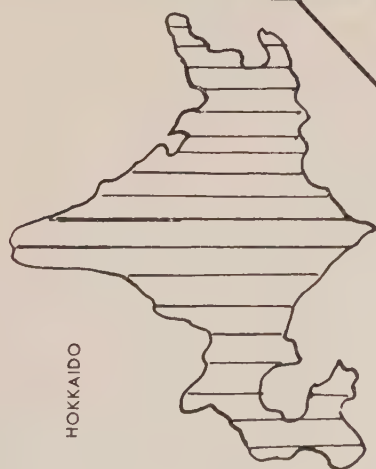
- a) Son accroissement prodigieux.
- b) L'exode des ruraux vers les villes.

a) *L'accroissement prodigieux de la population.*

Pour se bien rendre compte de cette conséquence de l'industrialisation, il est nécessaire de connaître les chiffres de la population nippone, pendant la période de l'ouverture des ports (1854).

Densité de la population par départements.

Densité Kilométrique
au dessous de 100
de 100 à 149
de 150 à 199
de 200 à 299
de 300 à 399
de 500 à 999
de 1000 et au dessus



Voici d'après M. E. Honjo (1) les chiffres donnés par les recensements de 1726 à 1846.

TABLEAU I.

ANNÉES	POPULATION	INDEX
1726	26.458.998	100,00
1732	26.921.816	101,02
1744	26.153.450	98,51
1750	25.917.830	97,24
1756	26.061.830	98,16
1762	25.921.458	97,25
1768	25.252.057	98,88
1774	25.990.451	97,51
1780	26.010.600	97,57
1786	25.086.466	94,49
1792	24.891.441	93,71
1798	25.471.033	95,93
1804	25.517.729	86,11
1816	25.621.957	96,50
1828	27.201.400	102,45
1834	27.063.907	101,93
1846	26.907.625	101,35

Ainsi, pendant la période envisagée, la population est restée stationnaire. Cette constance dans les chiffres est due à la volonté des « Shogun ». On se rappelle que pendant cette période, le Japon était isolé du reste du monde. Les Shogun ayant estimé que les ressources du pays ne pourraient suffire à une population dépassant 25 millions, pensèrent que

(1) « The population and its problems in the Tokugawa Era ». XIX^e session de l'Institut International de Statistique. Tokyo 1930. L'index a été calculé en prenant comme base l'année 1726.

l'Empire Japonais ne devrait pas dépasser cette limite sans risquer des troubles graves ou une émigration forcée. Aussi la limitation des naissances fut, non seulement tolérée, mais souvent imposée par des lois ordonnant de sévères condamnations pour un nombre trop élevé d'enfants.

« Le peuple japonais, dit E. Honjo, aussi bien à la campagne que dans les villes, pratiquait l'infanticide, comme on déracine des légumes ou des herbes. A Kiushu, deux enfants sur cinq devaient être tués ; dans la province de Tosa, un garçon et deux filles étaient considérés comme le maximum d'enfants qu'une famille pouvait avoir ; dans la province de Hyuga le premier né seul avait le droit de vivre, tous les autres étaient tués aussitôt, ou avant qu'il ne fussent nés.

« L'avortement et l'infanticide étaient de pratique si courante, qu'à Kyoto et Yédo il y avait des docteurs et des sages-femmes renommés par leur habileté qui traitaient leurs patients dans de véritables cliniques d'avortement » (1).

On désigne l'infanticide en japonais par le mot « higaeri » qui signifie s'en retourner dans la même journée, ou plus fréquemment par « mabiki » ; le verbe « mabiki » signifie éclaircir (des plants de légumes).

Il y avait des régions où les filles étaient tuées, où l'on gardait seulement les garçons, si bien que les

(1) « Le problème de la population au Japon », par Marcel Requier. Tokyo, 1934, p. 33,

registres gouvernementaux n'enregistraient que des naissances mâles.

Nukai Chikuzan écrivait dans « Soho Kigen » (1) : « Il y a un très grand nombre de pauvres gens dans les provinces reculées qui refusent d'élever leurs enfants. En fait, cette coutume est tellement répandue, que les gens n'y font même pas attention. Cet usage est spécialement en vogue dans la province de Hyuga (Kyushu). J'ai souvent entendu dire que cette coutume s'étend à la classe des « samuraï ». Si un enfant vient au monde dans une famille de « samuraï » les amis de la famille se demandent entre eux si l'enfant est destiné à être élevé. S'ils apprennent que le nouveau-né n'est pas destiné à vivre, ils se tiennent à l'écart de l'affaire et prétendent n'être au courant de rien. Beaucoup de familles ne prennent pas la peine d'élever leur progéniture, à l'exception du premier-né. Si une famille élève deux ou trois enfants, les autres la tournent en ridicule. Il y a là une situation scandaleuse ».

Avec l'ouverture des ports, ces pratiques vont disparaître. Le Shogunat, puis l'Empereur Meiji, imposèrent des lois sévères contre la restriction de la natalité. C'est que les missions qu'ils avaient envoyées à l'étranger, étaient revenues avec cette idée qu'il était inutile de résister aux *barbares*, qu'il fallait user de leurs armes. Il fallait bâtir la nation sur l'industrie. Or, pour atteindre ce but il fallait une population nombreuse.

(1) « Le problème de la population au Japon », par Marcel Requien, Tokyo, 1934, p. 34.

Dès 1870, l'Empereur Meiji fit adopter la législation française visant la répression sévère de l'avortement et autres pratiques tendant à diminuer le nombre des naissances. Lentement la population s'adapta à ce nouveau régime.

En 1872, soit cinq ans après la restauration du régime impérial, la population atteignait 35 millions. De 1872 à la guerre sino-japonaise de 1894, elle augmenta de 250.000 par an et atteignit ainsi le chiffre de 40 millions (1).

Depuis, la moyenne d'augmentation annuelle ne fit que croître. Elle dépassa les 500.000 de 1895 à 1921. Si bien que la population atteignait 56 millions en 1926.

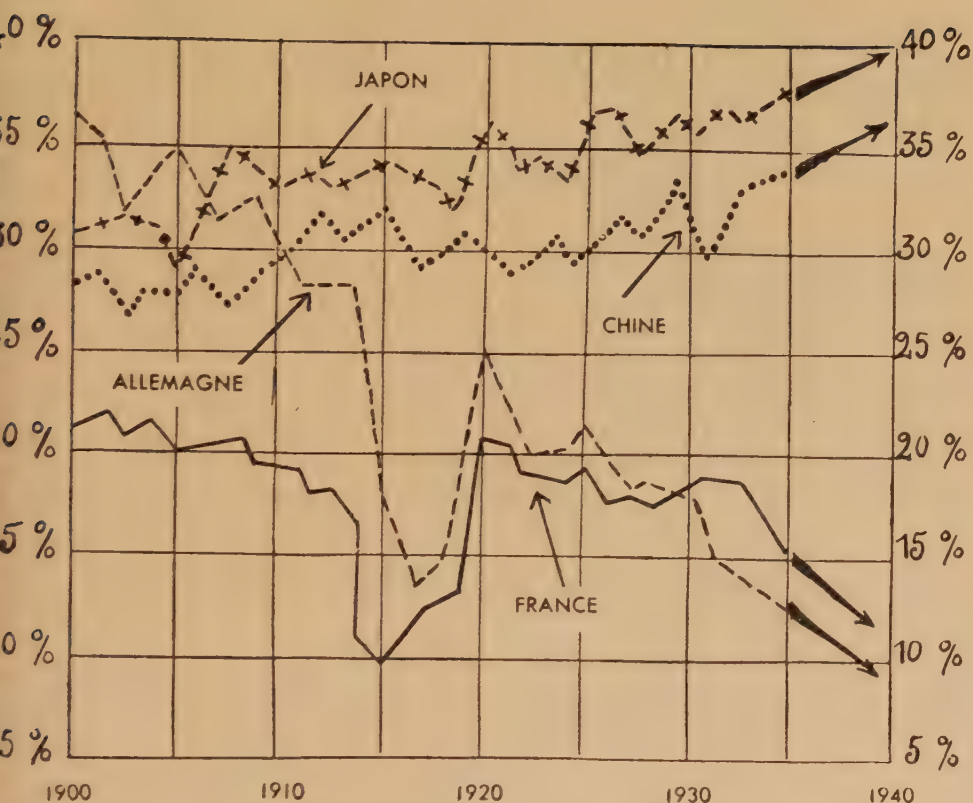
De 1926 à 1933, la moyenne d'accroissement (2) annuel est passée de 500.000 à 900.000 et la population du Japon a atteint en 1933, le chiffre (4), formidable de 67.230.000 (3) habitants, ce qui donne 175 habitants par kilomètre carré pour l'ensemble du territoire.

Le diagramme suivant montre la progression extraordinaire de la natalité au Japon en comparaison avec celle de la France et de l'Allemagne, qui sont parmi les pays où le taux de natalité est le moins fort et avec celle de la Chine, pays le plus prolifique du monde (14 millions de naissances par an).

(1), (3), (4) « Present day Nippon ». Annual english supplement of the Asahi. Osaka and Tokyo, 1934, p. 58.

(2) Il est à remarquer que l'accroissement s'entend toujours de l'excédent des naissances sur les décès.

(5) Paris-Midi, 1^{er} octobre 1934.



D'après le calcul (1) du Dr Teijiro Uyéda qui fait autorité en la matière, la population du Japon atteindra 71.846.000 habitants en 1940, 78.355.000 en 1950, 83.582.000 en 1960 et 87.723 en 1970.

La nation, disions-nous, avait besoin de bras pour s'industrialiser. Cette pénurie s'est transformée en pléthore. En effet, la densité actuelle du Japon est

(1) « Present day Nippon — Annual English supplement of the Asahi », N° 10, 1934. Osaka and Tokyo.

de 175 pour l'ensemble du territoire, mais si on la calcule par rapport à la superficie du sol cultivé (15,4 pour cent de la surface totale) on arrive au chiffre inquiétant de 875 individus par kilomètre carré. Chiffre inquiétant, quand on calcule que, la ration individuelle étant par an de 1,10 koku (un koku vaut 180 litres de riz, nourriture nationale, c'est 72 millions de koku qu'il faut trouver annuellement. Or, la moyenne de la récolte nippone des sept dernières années oscille autour de 60 millions de koku. Il y a donc actuellement près de 11 millions de japonais que les ressources agricoles du pays ne suffisent pas à nourrir.

La population japonaise augmentant tous les ans, pose de ce fait un problème angoissant aux autorités nippones. Comment le résoudre ? Trois solutions s'offrent :

- 1° La limitation des naissances ;
- 2° L'émigration ;
- 3° L'industrialisation.

1° La limitation des naissances.

Mrs Margaret Sanger, la propagandiste américaine du *Birth-Control*, vint au Japon, en 1922, afin de faire des adeptes à ses théories, mais la police saisit tous les tracts de propagande qu'elle avait distribués, et lui interdit de faire des conférences sur ce sujet. Cependant, son livre « Family limitation » fut traduit en japonais, et son influence sur les éléments avancés de la « Confédération Japonaise du

Travail » fut telle, qu'il se fonda à Osaka une société pour l'étude du « Birth-Control ».

Les chefs prolétariens avaient, en effet, constaté que les ouvriers ayant une nombreuse famille constituaient un élément moins combatif dans les conflits du travail.

Parti d'Osaka, le mouvement atteint la région de Tokyo. En 1925, parut un périodique consacré aux questions de birth-control ; sa durée ne fut qu'éphémère mais la propagande continua sous une forme ou sous une autre.

La question est maintenant discutée ouvertement et parfois même préconisée dans la presse.

A Tokyo et à Osaka, des cliniques de birth-control ont été ouvertes, à l'usage des classes populaires. Néanmoins, il ne semble pas que l'on doive revenir aux coutumes des Shogun. Le gouvernement est opposé à cette solution.

Une organisation nationale en faveur du birth-control, créée en 1931, a été dissoute au bout de quelques mois.

A la réunion inaugurale de la commission d'enquête sur la question de la population, en juillet 1927, le général baron Tanaka, alors premier ministre, déclara qu'il y avait lieu de se réjouir de l'augmentation rapide de la population et qu'il fallait voir là un signe de la prospérité future de l'Etat.

Donc le « birth-control » ne présente pas actuellement une solution pour le trop plein de la population japonaise.

2° L'Émigration.

Si le gouvernement nippon repousse le « birth-control », par contre il accepterait bien volontiers une autre solution : l'émigration (1). Malheureusement cette mesure se heurte à des obstacles, aussi bien intérieurs qu'extérieurs, qui la rendent tout à fait inefficace. L'histoire de l'émigration japonaise nous le montre.

Bien que dans les dernières années du Shogunat certaines dérogations individuelles aient été autorisées en faveur de sujets japonais qui désiraient aller à l'étranger pour étudier la médecine, il n'y a pas eu d'émigration, au sens propre du terme, avant la restauration de 1868. C'est que la loi shogunale condamnait à la peine de mort, tout japonais qui essayait de quitter sans permission sa patrie.

En 1869, au début de son règne, l'Empereur Meiji abolit l'interdiction shogunale. Dès cette année, les nippons essaient de s'expatrier. Ce sont d'abord 153 ouvriers qui partent pour les plantations sucrières des îles Hawaï, à la suite d'un contrat passé entre le gouvernement japonais et les autorités hawaïennes.

Un an ne s'est pas écoulé, que la grande majorité des émigrants reviennent au Nippon. Raison qu'ils invoquent : impossibilité d'adaptation à la vie ha-

(1) « Le travail industriel au Japon », Genève, 1934, p. 316-327.

« Le problème de la population au Japon », Tokyo, 1934. Par M. Requier, p. 113-134.

waïenne. Raison véritable : le Japonais n'aime pas quitter son pays.

En 1885, les essais d'émigration recommencent et cette fois avec l'aide et le contrôle du gouvernement.

De 1885 à 1894, 29.000 nippons s'installent à Hawaï.

Ces résultats commencèrent à inquiéter les Etats-Unis. Aussi, ces derniers annexèrent-ils Hawaï, en 1898, et avant la fin des deux années qui suivirent, ils ordonnèrent une loi interdisant l'entrée des ouvriers sans contrat. Cette mesure provoqua un arrêt brusque de l'émigration japonaise.

Les Japonais se tournèrent, alors, vers la terre nord-américaine ; la main-d'œuvre nippone afflua en Californie. De 5.000 en 1902, elle était passée à 91.000 en 1910. Mais la population américaine ne tarda pas longtemps à regarder, avec défaveur, cette arrivée incessante de travailleurs japonais. En 1907, le président Roosevelt négocia avec Tokyo le « Gentlemen's Agreement », en vertu duquel le Japon s'engagea à empêcher l'émigration des ouvriers japonais aux Etats-Unis en leur refusant un passeport (1).

Cet accord arrêta presque totalement l'émigration nippone vers les U.S.A., ne faisant d'exception que pour les personnes qui y avaient été domiciliées et cherchaient à y retourner, ainsi que pour les fem-

(1) « Kiyo Sue Inui. The insolvent problem of the Pacific », p. 174-175.

mes et les enfants des Japonais déjà établis dans le pays.

Alors l'émigration nippone s'éparpilla :

Simultanément — et, malgré la politique de nette restriction vis-à-vis de l'émigration adoptée par le gouvernement — de 1907 à 1917, les familles nippones partirent nombreuses vers les Philippines, l'Australie, le Mexique, le Brésil, le Canada, etc... Hélas, partout des difficultés et des restrictions les attendaient.

En 1917, on comprend au Japon que pour être fort il faut s'unir : les innombrables compagnies privées, pour « le développement de l'émigration », qui s'étaient constituées jusqu'ici, fusionnent et forment la « Kaigai Koghyo Kaisha » ou « compagnie pour le développement au-delà des mers ».

L'émigration japonaise, ainsi rationalisée, s'annonçait fort dangereuse.

Les pays menacés redoublèrent alors de protections :

Aux Etats-Unis, dès 1920, on interdit aux immigrants nippons de posséder ou de louer des terres. Puis, la loi de 1924, sur l'immigration, qui remplace le « Gentlemen's Agreement » de 1907, barre le territoire des U.S.A. aux ouvriers nippons.

Au Canada, une loi de 1910, sur l'immigration, modifiée en 1924, autorise le gouvernement général en conseil, soit à interdire, soit à limiter le débarquement des émigrants d'une catégorie ou d'une nationalité déterminée ; le gouvernement a ainsi le

pouvoir de fermer les portes du Canada aux émigrants de n'importe quel pays.

En outre, en vertu d'un accord conclu la même année que le « Gentlemen's Agreement » (Japon-Etats-Unis), et modifié en 1923, le contingent d'immigrants japonais au Canada est limité, pour chaque année, à 150 personnes.

En Australie, la loi fédérale tendant à restreindre l'immigration interdit, en fait, l'entrée du pays aux travailleurs nippons, spécifiant que l'immigrant devra montrer qu'il est « capable d'écrire sous la dictée un passage de cinquante mots d'une langue prescrite ».

En 1923, 23.150 nippons arrivent au Brésil, aussitôt le gouvernement de ce pays décrète que l'immigration nippone annuelle ne doit pas dépasser 20 pour cent de son contingent déjà installé. Celui-ci s'élevant à 150.000 âmes, c'est donc seulement 3.000 immigrants qui doivent être acceptés annuellement.

Aux Philippines, on s'emploie à refouler les 150.000 nippons qui y sont déjà.

Où trouver d'autres débouchés ?

Aux Indes Néerlandaises ? Impossible à cause de la surpopulation.

En Mandchourie ? Les conditions de vie du travailleur chinois étant beaucoup plus basses que celles du travailleur japonais ne permettent pas à celui-ci de vivre aisément dans ce pays, et ce, malgré la domination nippone. En outre, le climat très froid de la Mandchourie convient difficilement aux Japonais.

Ceci explique que le Mandchou-Kuo ne compte (1) que 230.000 Japonais sur une population de 30 millions d'habitants dont 28 millions de Chinois, 1.100.000 Coréens, 150.000 Russes Blancs, 520.000 Mongols.

En Chine ? Il ne faut pas y songer à cause de la xénophobie chinoise.

En définitive : des obstacles partout. Alors le gouvernement nippon blessé dans sa fierté nationale et de plus en plus effrayé par la croissance de sa population, encourage, subventionne, les sociétés privées.

A partir de 1923, de grosses sommes destinées à la « Publicité en faveur de l'émigration », figurent dans le budget nippon.

Mais, malgré les dépenses, malgré la publicité, malgré tous les efforts, l'émigration n'a pas été une solution pour le problème de la surpopulation nipponne.

La balance nette de l'émigration nipponne est infime. Voici un tableau (II), montrant le nombre des émigrants quittant le Japon et y retournant chaque année de 1921 à 1930 (1) :

(1) « Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris, 1934, p. 310.

(1) « Nihon Tekokou Tokei Nenkon ». Edition de 1931, p. 63.

TABLEAU II.

ANNÉE	Nombre d'émigrants allant au Japon	Nombre d'émigrants rentrant au Japon	Émigration effective
1921	12.944	18.755	—
1922	12.879	14.812	—
1923	8.879	10.784	—
1924	13.098	15.579	—
1925	10.696	13.918	—
1926	16.184	14.549	1.635
1927	18.041	14.735	3.306
1928	19.850	15.094	4.846
1929	25.704	14.073	11.631
1930	21.829	15.482	6.347

Voici les différents pays d'émigration durant les récentes années :

Émigration des dernières années classées par pays

TABLEAU III. *de destination (1925-1930)*

PAYS	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Brésil	4.908	8.599	9.625	12.002	15.597	13.741
Philippines (y compris Guam)	1.635	2.197	2.659	2.077	4.535	2.685
Pérou	922	1.250	1.271	1.410	1.585	831
Canada	979	1.009	1.062	1.050	430	187
Sibérie	108	531	896	870	884	1.513
États-Unis	269	344	370	306	236	—
Hawaï	485	636	526	420	119	—
Straits Settlements et États-Malais	437	402	475	265	513	835
Mexique	160	336	319	353	249	434
Rep. Argentine	121	122	262	327	430	489
Indes Néerland	169	226	248	191	507	558
Australie	250	139	129	270	277	75
Cuba	127	117	45	37	29	37
Autres pays	106	216	154	212	313	494
Total	10696	16184	18041	19850	25704	21829

L'importance limitée de l'émigration nippone devient encore plus apparente quand on considère le nombre total des Japonais vivant à l'étranger.

TABLEAU IV. — *Japonais résidant à l'étranger en 1930.*

Chine.	194.129	(dont 116.052 dans le Kwantung).
Amérique du Nord	127.605	(dont 99.600 aux E. U. et 20.800 au Canada).
Amérique du Sud ..	142.276	
Océanie	124.861	(dont 120.909 à Hawaï).
Europe	3.463	
Afrique	69	

Ajoutons que les principales colonies japonaises comptent en 1930 :

Formose 232.229 Japonais sur 4.679.066 habitants

Corée 501.867 Japonais sur 20.256.563 habitants

Il ressort des tableaux II, III et IV que l'émigration fait perdre à la population nippone une moyenne annuelle de 5.500 âmes et qu'il y a un peu plus de 600.000 Japonais en dehors du Japon.

Que sont ces chiffres en comparaison de l'augmentation annuelle de la population nippone ?

L'excédent des naissances sur les décès, est actuellement de 900.000 par année, soit un tiers de plus que le total de l'émigration nippone depuis 60 ans.

Soixante années d'émigration, c'est-à-dire soixante années d'efforts, de dépenses, de propagande,

(1) « Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris, 1934, p. 295.

sont annéanties par une seule année de naissances et l'on sait que sur ce chapitre les années nippones se suivent et se ressemblent toutes.

Tout autour du Japon il y a des murs, des murs infranchissables ; le temps des Shogun semble revenu. Il est défendu au Japonais de sortir de son île (peut-être cette défense lui semble-t-elle douce, car il est de nature casanière et a une véritable répugnance à quitter son pays). Mais aux temps féodaux, il fallait nourrir 25 millions d'habitants tandis qu'aujourd'hui c'est 67 millions d'êtres qu'il faut préserver de la faim.

3° L'Industrialisation.

Que faire alors ? Recourir à la troisième solution : l'industrialisation. Elle permet au pays entre autres avantages d'échanger ses produits industriels, contre les produits nécessaires à son excédent de population. Ainsi l'industrialisation est actuellement la seule solution qui convienne au problème angoissant que pose la surpopulation nipponne.

b) *L'exode vers les villes.*

Du fait de l'industrialisation, nombreux sont les paysans nippons qui abandonnent leur campagne pour aller vers la ville, dans l'espoir, sans doute, d'y trouver du travail et une vie d'un « standing » plus élevé.

En 1880, le pourcentage (1) de la population ru-

(1), (2) « Le travail industriel au Japon », B.I.T., Genève 1930, p. 7.

rale du Japon, était de 88 %. Il tomba à 82,28 % en 1898, à 75 % en 1908, à 67,77 % en 1920, à 65 % en 1925 et à 60 % en 1930.

L'aire et le nombre des villes entre 10.000 et 20.000 habitants, augmentèrent en conséquence. Il y en avait 153 seulement en 1898. Ce nombre est passé à 378 en 1919, à 392 en 1925 et à 753 en 1932. La rapidité de l'accroissement dans le développement urbain, est démontrée par la progression rapide du nombre des villes de plus de 100.000 habitants, qui est passé de 15, en 1920, à 28, en 1930 (1). Six d'entre elles qui sont les centres industriels les plus importants de l'Empire, dépassent 500.000 habitants. Ce sont (2) :

Tokyo, avec une population de 5.755.302 (3)

Osaka avec une population de 2.586.300

Kyoto avec une population de 1.052.500

Nagoya avec une population de 1.017.700

Kobé avec une population de 853.000

Yokohama avec une population de 703.900 (1)

Les cités supérieures à 100.000 habitants représentent dans le dernier recensement (1933) une population de 11.129.745 soit 17,3 % de l'ensemble de la population.

Le tableau V permet de comparer ces chiffres à ceux des principales puissances (2) :

(1), (2) « Le problème de la population au Japon », par M. Requien, Tokyo, 1934, p. 57.

(3) Chiffres de décembre 1932, Tokyo a annexé sa grande banlieue en 1932.

TABLEAU V.

PAYS	Année de recensement	Nombre de villes au-dessus de 100.000 habitants	POPULATION	Pourcentage par rap. à la population totale
Japon	1930	28	11.129.745	17,3
Angleterre	1921	50	16.621.703	38,9
Etats-Unis	1920	68	27.429.326	25,9
Allemagne	1925	47	18.332.239	29,4
France	1926	17	6.310.811	15,4
Italie	1921	18	5.352.041	13,8

La concentration urbaine au Japon contribuera sans aucun doute, à un changement profond dans les mœurs.

§ 5. *La variété des industries*

Au cours de son évolution industrielle, le Japon a agrandi le champ d'application de ses industries. Celles-ci étant avant tout des industries de transformation, ne travaillaient d'abord en grand qu'une seule matière : la soie naturelle. Mais la population augmentant et le poids des importations étrangères se faisant par trop onéreux, le gouvernement songea à faire travailler ses usines sur d'autres matières. C'est ainsi que successivement, le coton, les métaux, la cellulose, la laine, le caoutchouc, donnèrent naissance aux industries cotonnière, rayonne (soie artificielle), lainière, bonnetière, qui, avec celle de la soie, constituent les industries textiles au Japon, aux industries métallurgique, sidérurgique, caoutchoutière, de la mécanique et de l'outillage et à

leurs dérivées. Toutes ces industries, jointes aux anciennes et à de nouvelles ayant un autre objet, donnent actuellement à l'industrie japonaise une variété telle, qu'elle arrive presque à suffir aux besoins de la population et à satisfaire ceux d'autres pays.

Cette variété, le tableau VI, établi d'après les statistiques officielles (1) les plus récentes, nous en donne un aperçu :

TABLEAU VI.

PRINCIPALES INDUSTRIES	PETITE		MOYENNE		GRANDES	
	Fabriques	Ouvries	Fabriques	Ouvriers	Fabriques	Ouvriers
Filatures et tissages	16.474	324.000	1.205	255.000	362	482.000
Sidérurgie et métallurgie	3.180	49.000	85	21.000	14	42.000
Mécanique et outillage	4.148	72.000	198	47.000	69	152.000
Céramique	2.286	40.000	76	18.000	14	14.000
Industries chimiques	2.383	56.000	189	43.000	30	29.000
Bois et scieries	3.737	53.000	38	6.000	0	0
Industrie du livre	2.790	41.000	66	12.000	6	7.000
Produits alimentaires	10.203	138.000	97	22.000	30	31.000
Electricité et gaz.	377	7.000	16	3.000	0	0
Industries diverses	4.137	39.000	75	15.000	1	10.000
	49.317	849.000	2.045	442.000	525	767.000

(1) Sources : Inventaire dressé en 1928 par les soins du ministère de l'Industrie et du Commerce, de toutes les industries existant au Japon, l'industrie familiale mise à part étant très difficilement recensée.

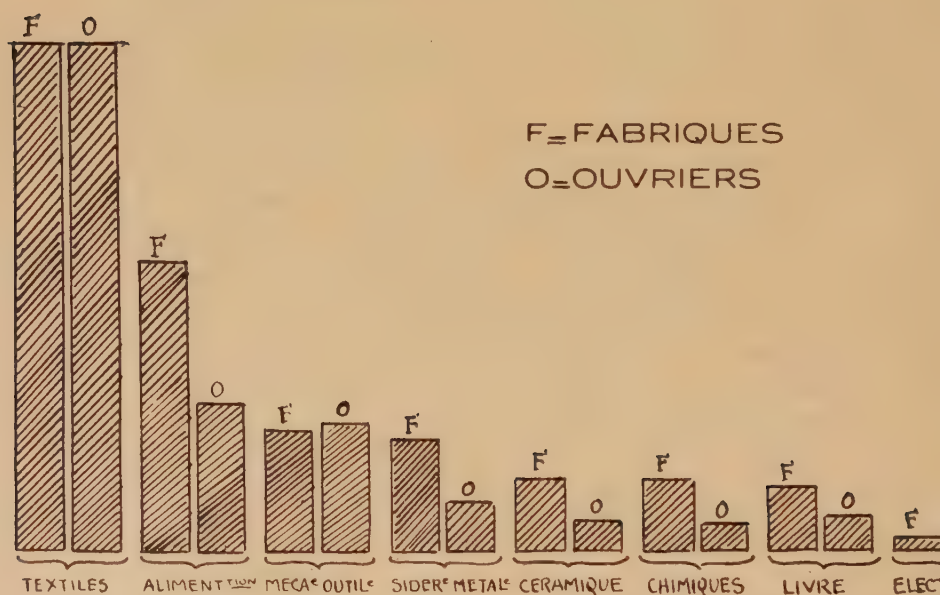
Le Ministère Japonais entend par grande industrie celle qui emploie par établissement au moins 500 ouvriers et par petite industrie, celle qui occupe de 10 à 100 ouvriers. Au-dessous c'est l'industrie familiale. Ainsi, les industries japonaises varient quant à leur objet, offrent aussi une variété quant à leur importance. Si l'on se fie à la classification du Ministère, il y a 4 catégories d'industries au Japon.

Il ressort du tableau VI que l'industrialisation japonaise favorise surtout l'essor de l'industrie textile qui groupe au total 1.061.000 ouvriers et 18.041 fabriques. Puis, viennent la mécanique et l'outillage avec 271.000 ouvriers et 4.413 fabriques, la sidérurgie et la métallurgie avec 112.000 ouvriers et 3.282 fabriques ; la céramique avec 2.576 fabriques et 72.000 ouvriers ; les industries chimiques avec 2.602 fabriques et 128.000 ouvriers ; le bois et scieries avec 3.775 fabriques et 59.000 ouvriers ; l'industrie du livre avec 2.262 fabriques et 60.000 ouvriers ; l'industrie de l'alimentation avec 10.330 fabriques et 191.000 ouvriers ; l'industrie de l'électricité et du gaz avec 353 fabriques et 10.000 ouvriers ; enfin diverses autres industries avec 4.212 fabriques et 94.000 ouvriers.

Tous chiffres dont on peut rendre l'importance relative, en prenant pour base les chiffres de l'industrie textile, par le dessin ci-après :

Au total, grandes, moyennes et petites, les industries japonaises classées (familiale exceptée) comptaient en 1932 : 59.907 fabriques ou usines et un personnel ouvrier de 2.058.000 individus dont un peu plus de la moitié de sexe féminin, lequel prédomine

dans les industries textiles. L'industrialisation a favorisé la femme japonaise, elle lui offre une source de richesse qui, nous le verrons, lui donnera la possibilité de se créer un foyer lorsqu'à 23 ans elle aura quitté l'usine.



Si, aux 2.058.000 individus cités plus haut, on ajoute le personnel des mines, celui des transports terrestres ou maritimes, on arrive, d'après de récentes estimations, au chiffre de 5 millions ; sur une population de plus de 65 millions, ce chiffre n'est pas tellement considérable.

Ainsi, le Japon, exclusivement agricole au début de la Restauration, est devenu une grande puissance industrielle, alors que la majorité de sa population est demeurée agricole.

§ 6. *La modernisation de l'industrie japonaise*

Depuis la Restauration, le Japon a imité l'étranger au moins pour tout ce qui concerne l'industrie. Il s'est « occidentalisé ». Voulant d'abord posséder une industrie textile puissante, il a cherché à copier la plus forte du moment : celle de l'Angleterre. Il a envoyé des missions afin d'acheter des machines et, si possible, de surprendre les secrets de fabrication des industries européennes. Il a importé des machines d'Angleterre, de Suisse, d'Allemagne, des Etats-Unis, de France,.

D'autres missions à lui furent envoyées dans les pays « civilisés » pour étudier leurs institutions sociales, industrielles et politiques « en vue de transplanter sur le sol japonais celles qui sembleraient susceptibles de porter de bons fruits » (1).

Petit à petit, il s'est ainsi modernisé. A présent, il est à l'avant-garde du progrès industriel. Deux descriptions, l'une tirée d'un ouvrage remarquable de G. Bousquet (2), l'autre d'un reportage (3) de Marc Chadourne et Jules Sauerwein, nous offrent, à soixante années d'intervalle, une image de l'industrie japonaise. Leur comparaison nous donnera une idée de sa modernisation...

Voici le texte de G. Bousquet, qui date du début de l'ère Meiji : « Kirin est une ville manufacturière

(1) Comte Okuma : « The industrial revolution in Japan ». North American Review, vol. 2, p. 677.

(2) « Le Japon de nos jours et les échelles de l'Extrême-Orient, par G. Bousquet, Paris, 1877, p. 202, tome I.

(3) « Tour du monde 1934 », par Marc Chadourne et Jules Sauerwein, Paris-Soir, juin-août 1934.

par excellence, elle représente dans cette contrée (le Japon) ce qu'est Lyon en France, toutes proportions gardées...

« Une roue de bois à palettes plongée dans le ruisseau qui court sur chaque bout de la rue centrale et tournant paresseusement au cours de l'eau, signale un atelier ; voilà le moteur. Le premier établissement que je vois est dirigé par une femme. Au rez-de-chaussée, un atelier de dévidage dont il est inutile de décrire le mécanisme primitif et surtout fort lent. Au premier, un atelier de moulinage pour la fabrication de la trame et de l'organsin. Diverses bobines, disposées autour d'un cercle de bois horizontal, contiennent la soie grège, déjà teinte ; les fils vont se réunir au centre et se tordre ensemble au moyen d'un mouvement de va-et-vient, que l'ouvrier imprime au cercle en pressant du pied une pédale... Dans d'autres ateliers c'est le même mécanisme.

« ...Nous arrivons chez un gros industriel, un tisserand... On ignore ici l'emploi des cartons qui permettent à nos ouvriers de faire à l'envers un dessin fort compliqué. Aussi faut-il deux personnes pour une pièce à ramage, l'une faisant courir la navette destinée au fond, l'autre celle du dessin... En somme, l'impression que l'on emporte de Kirin, c'est que ce peuple est laborieux, industriel, mais peu inventif et que, malgré le bas prix de la main-d'œuvre, il ne peut lutter contre la concurrence européenne pourvue d'engins supérieurs et économiques ».

Et voici, soixante ans plus tard, le récit de Marc Chadourne (1) :

« La « Dai Nippon Cotton Spinning Company » est propriétaire de cent trente usines au Japon... J'ai passé quatre heures, l'après-midi, à parcourir celle qui s'élève à Tsumori... J'ai parcouru pendant des heures des salles gigantesques. Il y en avait une, où sept cents métiers à tisser étaient en activité, d'autres, où d'immenses machines à laver et à coller faisaient vibrer l'air de leur ronflement assourdissant. Ce qui me frappait le plus, c'était de voir si peu d'ouvrières. C'est là, me dit le directeur, une des raisons de notre bon marché. Une jeune fille suffit à surveiller vingt machines à tisser, et, dans la filature, le travail de huit cent bobines, réparties sur deux grands appareils... Je m'arrête à regarder l'étonnant spectacle. La petite bonne femme a ses cheveux recouverts d'un bonnet de coton blanc pour les protéger de la poussière et pour éviter aussi qu'ils soient pris dans les engrenages. Avec précision on la voit surveiller ses deux grandes batteries de bobines, prises dans un mouvement rythmique vertigineux ; elle a l'œil froid d'un capitaine qui inspecte sa compagnie, elle trouve même le moyen de nous gratifier d'un profond salut, mais il ne faut pas qu'elle perde la tête une seule minute.

« Elles sont excellentes, me dit le directeur, mais ne croyez pas que ce soit difficile : c'est uniquement une question d'attention et de coup d'œil ; il n'y a ni danger ni effort... Dans les salles voisines qui sont

(1) « Tour du monde 1934 », par Marc Chadourne et J. Sauerwein, Paris-Soir, 26 juin 1934, Paris.

consacrées au tissage, la vue est encore plus remarquable. Là, au milieu d'un vacarme assourdissant, dans une sorte de vapeur tiède, une jeune fille surveille vingt grandes machines. Il est vrai que tout est automatique et qu'il y a simplement à remettre de temps en temps, la bobine où le fil est enroulé, à l'entrée de longues glissières. Vingt grandes machines pour une jeune fille, c'est tout de même surprenant et pourtant elles n'ont pas l'air gênées.

« Dans les salles de peignage, de lavage, et dans beaucoup d'autres, que mon ignorance de l'industrie cotonnière m'empêche de vous décrire avec précision, le directeur tient à me faire remarquer que des machines japonaises ont pris peu à peu la place des machines anglaises. Un inventeur du pays, M. Toyoda, a créé le « super draft », que fabrique aujourd'hui une usine de la « Manufacturing Company » d'Osaka, qui prend partout la place de MM. Platt Brothers, de Oldham, en Angleterre.

« Nous sommes, me dit-il, très fiers de nos nouvelles machines, elles nous donnent un rendement immensément supérieur ».

Ainsi, la modernisation de l'industrie japonaise qui était jusqu'ici tributaire de l'étranger, commence à se décharger de ce poids. C'est maintenant le Japon que l'on doit copier, si l'on veut progresser dans certaines industries. Les rôles sont renversés. L'élève a dépassé ses maîtres.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

L'industrialisation a servi de prélude au succès japonais ; elle a été l'œuvre des hommes d'Etat qui ont fait le Japon moderne. Aspirant à voir leur pays jouer un rôle dans le monde, à côté des puissances occidentales qui l'avaient contraint à sortir de son isolement, ils comprirent qu'ils devaient, pour cela, dérober à leurs futurs rivaux le secret de leur force. Pour atteindre ce but il leur fallait s'industrialiser, s'équiper à l'européenne. Ils abordèrent cette lourde tâche sans hésitation. Ce n'est pas sans surprise, quand on envisage d'ensemble, l'évolution de cette industrialisation, que l'on en constate la régularité et la continuité.

L'œuvre éducatrice du gouvernement s'est fait sentir dans toutes les branches. C'est que, outre qu'il était magistralement dirigé, le Japon tenait en mains trois atouts, pour arriver à son but.

Le premier vient de son caractère géographique. Etant une île, il avait de grandes facilités de commercer. La réussite commerciale des îles Britanniques, par l'industrie, lui servit d'exemple. Il les prit pour modèle.

Le second était l'expérience des autres, dans laquelle il puisa avec son incomparable faculté d'observation, d'imitation, d'assimilation.

Le troisième était son adresse, sa patience, son sens artistique très affiné, qui devaient faire de l'ancien artisan nippon un ouvrier remarquable de l'industrie moderne. D'autant plus remarquable qu'il n'a cessé de posséder deux qualités rares, qu'on ne

rencontre pas souvent en Europe : un esprit familial qui facilite ses rapports avec son patron et un amour propre national qui semble faire de lui un soldat de l'industrie japonaise, un excellent soldat avec tout ce que ce terme comporte d'abnégation et de discipline.

Par contre, en regard de ces avantages, le Japon était, et il demeure encore — mais sans doute pas pour longtemps, en raison de son expansion territoriale sur le continent et de sa politique économique — fortement handicapé par le manque de matières premières indispensables à la grande industrie de transformation. Il l'était aussi par le manque absolu de capitaux ; mais il a su en créer, depuis le début de l'industrialisation, suffisamment pour pouvoir poursuivre sa route.

L'industrialisation japonaise continue. Elle doit inéluctablement se poursuivre, car le Japon dont le sol et le sous-sol sont très pauvres (peu de terres arables, quelques mines de cuivre et de houille qui ne peuvent que le pousser vers l'industrie), ainsi que nous le verrons par la suite, doit nourrir une population augmentant, nous l'avons vu, de 900.000 bouches par an. Aussi la famine menace-t-elle ce pays comme une épée de Damoclès. Pour l'éviter, il lui faut « vendre » à l'étranger, et il lui faut vendre toujours davantage. Dans vingt ans le Japon comptera, sans doute, 90 millions d'habitants, et le sol est arrivé depuis longtemps à son rendement maximum. L'industrie seule permet de « vendre ». L'industrialisation est donc devenue une nécessité vitale pour le Japon.

DEUXIEME PARTIE

Les aspects du succès
de l'Economie Japonaise dans la
lutte pour les marchés mondiaux

*LES ASPECTS DU SUCCES DE L'ECONOMIE
JAPONAISE DANS LA LUTTE POUR LES
MARCHES MONDIAUX*

Le succès de l'économie japonaise dans la lutte pour les marchés mondiaux, revêt de multiples aspects. Nous n'étudierons que les plus intéressants :

En premier lieu, un aspect général du succès, retiendra notre attention. Il nous sera fourni par les indices généraux et les statistiques globales de l'industrie et du commerce nippons.

Nous exposerons, en second lieu, le développement des industries exportatrices du Japon, qui sont en somme les instruments de son succès. C'est là peut-être l'aspect le plus frappant de ce dernier.

Enfin, nous examinerons la répartition géographique du commerce nippon, c'est-à-dire les marchés extérieurs du Japon, troisième et dernier aspect.

CHAPITRE I

L'Aspect Général du Succès

Les indices et les statistiques

§1 : Les indices : Voici les plus intéressants :

a) *Les indices de la production* : Le bulletin mensuel de statistique de la Société des Nations publie le tableau VII des indices généraux de la production industrielle, qui montre combien s'est comportée magistralement la production japonaise, vis-à-vis de ses concurrentes, durant ces dernières années.

TABLEAU VII.

ANNEES	Indices généraux de la production* Base 1928 : 100				
	Allema- gne (1)	Etats-Unis (2)	France (3)	Royaume- Uni (4)	Japon (5)
1925	80,1	93,7	85,0		85,6
1926	80,8	97,3	99,2		87,1
1927	101,1	95,5	86,6	101,2	92,7
1928	100	100	100	100	100
1929	100,4	107,2	109,4	106	111,8
1930	90,1	86,5	110,2	97,9	105,8
1931	73,6	73,0	97,6	88,8	108,7
1932	61,2	57,7	75,6		115,7
1933	68,9	68,5	84,6	93,5	133,0
1934 (7 mois)	85,5	73,8	80,4	104,2	142,6 (5 m.)

* Sources : (1) Institut für Konjunktur forching.

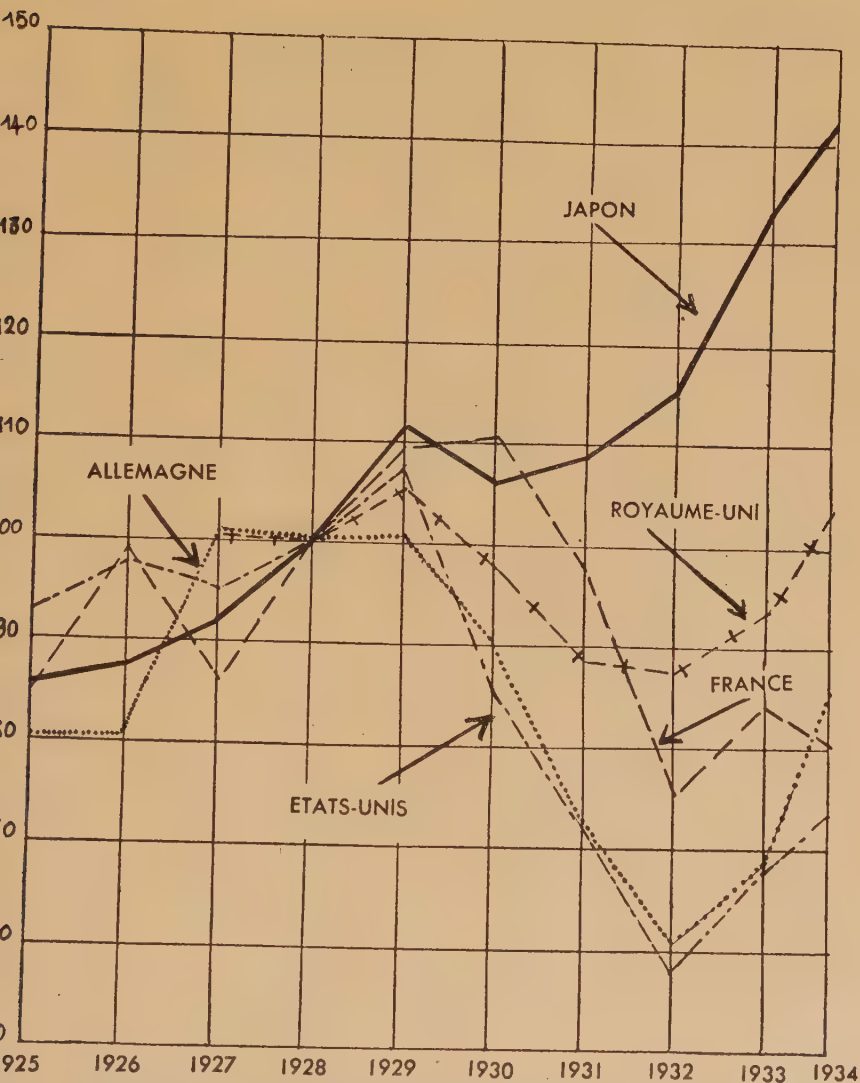
(2) Federal Reserv Bank.

(3) Statistique Générale.

(4) Board of Trade.

(5) Mitsubichi Economic Research Bureau.

Le tableau VII se traduit par le graphique suivant :



La lecture de ce graphique est éloquent : Depuis 1931, le Japon est le seul des cinq principaux pays

du monde à posséder une courbe qui soit au-dessus du niveau de 1928.

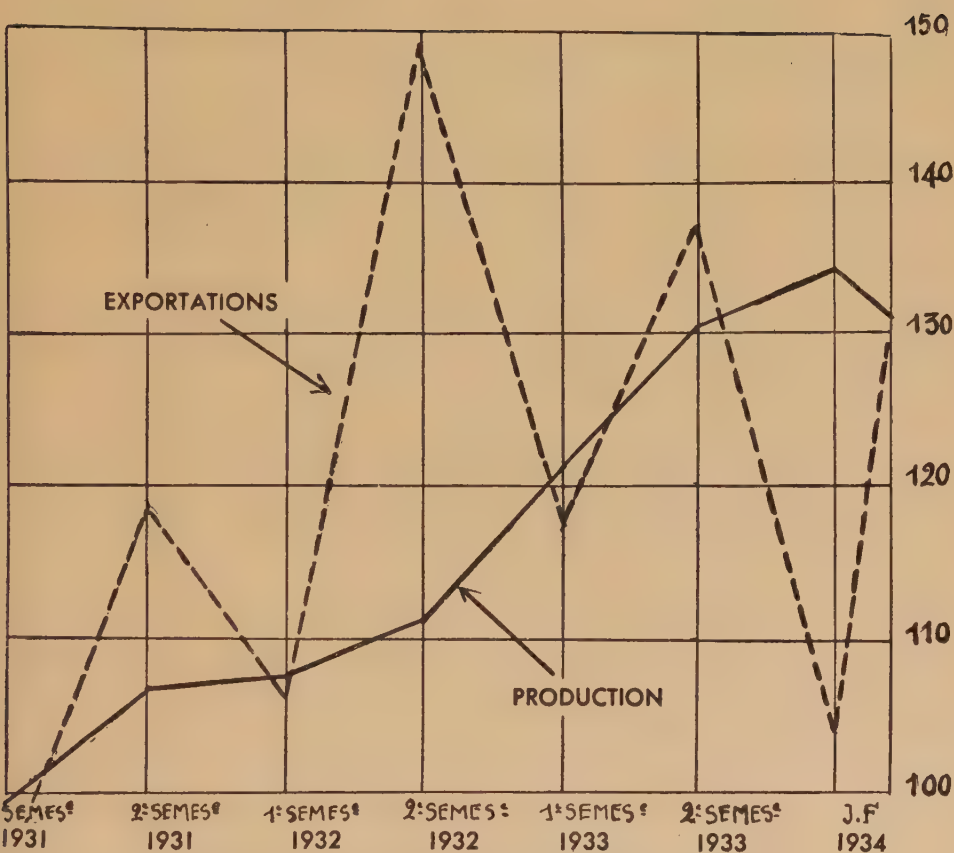
b) *L'indice des exportations en volume* (1) : Le tableau VIII met en regard l'index de la production industrielle avec celui des exportations durant ces trois dernières années (on prend le chiffre 100 comme point de départ en 1930) :

TABLEAU VIII.

ANNEES	Index de la production industrielle (1930 : 100)	Index des exportations en volume (1930 : 100)
1 ^{er} semestre 1931..	99,2	95,3
2 ^e semestre 1931..	106,2	119,3
1 ^{er} semestre 1932..	107,1	106,9
2 ^e semestre 1932..	110,8	149,8
1 ^{er} semestre 1933..	121,0	117,0
2 ^e semestre 1933..	130,4	136,9
Janvier 1934	134,7	103,4
Février 1934	131,5	130,2

Tableau VIII qui se traduit par le graphique ci-après :

(1) Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises, sept. 1934, p. 8, Paris 1934.



La lecture de ce graphique nous montre que l'exportation s'est aussi bien comportée que la production, dont nous avons dit plus haut la valeur comparée à celle des autres pays.

c) *L'indice de l'industrie textile :*

L'industrie textile, nous le verrons, l'emporte de loin sur toutes les autres industries. Elle est le facteur le plus important du succès japonais. Voici ses index durant ces dernières années :

TABLEAU IX.

BASE : 1930 = 100						
ANNEES	Index de la production textile	Index des exportations des différents textiles				
		Soie grège	Colonnade	Fils de laine	Fils de soie artificielle	Tissus de soie nat. et art.
1 ^{er} semestre 1931..	106,9	97,7	89,2	71,8	97,4	86,2
2 ^e semestre 1931..	110,2	138,9	90,7	154,6	63,3	78,2
1 ^{er} semestre 1932..	108,8	95,6	103,8	49,3	287,2	94,7
2 ^e semestre 1932..	147,1	137,0	154,8	368,8	175,4	125,3
1 ^{er} semestre 1933..	130,2	91,5	131,8	373,8	168,0	126,0
2 ^e semestre 1933..	138,5	114,2	134,1	652,5	389,2	153,9
Janvier 1934	121,1	86,4	118,7	227,7	406,7	136,2
Février 1934	141,3	104,7	156,4	394,3	672,8	164,5

Ce tableau montre combien la production de l'industrie textile japonaise, a été stimulée par le succès de ses produits à l'exportation, durant la période envisagée.

d) *L'indice général des prix de gros et le pourcentage des bénéfices :*

D'une étude approfondie faite par le Bureau des Recherches Economiques du Consortium Mitsubishi, voici quels seraient les chiffres (tableau X) des profits, dans l'ensemble, par rapport au capital versé au cours de ces cinq dernières années :

Le pourcentage semestriel est néanmoins calculé en pour cent par an et mis en regard de l'indice général des prix de gros et du change de la monnaie yen-dollar (au pair 49,82 dollars pour 100 yens).

TABLEAU X.

ANNEES	Pourcentage des bénéfices par rapport au capital versé	Indice général des prix de gros	Nombre de dollars pour cent yen
1 ^{er} semestre 1928..	9,8 %	168,8	46,98
2 ^e semestre 1928..	9,6 %	171,5	45,94
1 ^{er} semestre 1929..	11,1 %	169,2	44,85
2 ^e semestre 1929..	9,4 %	161,2	47,29
1 ^{er} semestre 1930..	5,9 %	144,2	49,36
2 ^e semestre 1930..	4,6 %	124,2	49,38
1 ^{er} semestre 1931..	6,2 %	116,0	49,38
2 ^e semestre 1931..	4,2 %	111,6	38,31
1 ^{er} semestre 1932..	6,9 %	115,2	32,83
2 ^e semestre 1932..	7,7 %	124,1	23,30

Ces chiffres démontrent que l'économie japonaise n'a pas considérablement souffert de la crise mondiale. On ne peut en dire autant des autres nations.

e) *Les prix de détail :*

Les prix de détail des produits japonais livrés dans leur pays de destination, tous frais compris, sont en général de 40 à 50 % plus bas que les prix des produits similaires des autres pays. Si les produits nippons entraient en franchise, ils seraient de 60 à 150 % meilleur marché que les produits similaires étrangers.

f) *Le tonnage transporté par chemin de fer (1) :*

Le trafic marchandises des chemins de fer se résume ainsi : (en millions de tonnes kilomètres) :

(1) Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises, décembre 1934, Paris, p. 20.

	1934	1933
Janvier	972	875
Février	973	963
Mars	1.120	963
Avril	1.094	941
Mai	1.083	943
Juin	1.007	923

Si l'on rappelle que la moyenne mensuelle de 1930 était de 932 millions de tonnes-kilomètres, celles de 1931 : 875, de 1932 : 878, de 1933 : 968, on voit le progrès réalisé au cours des derniers mois.

g) *Le tonnage des bateaux passant par le canal de Suez* (2) : Le tonnage des bateaux passant par le canal de Suez était de 939.000 en 1930. Il s'élevait en 1931 à 1.530.000, en 1932 à 1.440.000 tonnes, chiffre qui a été dépassé en 1933.

En fait, tandis que de 1929 au début de 1933, le tonnage passant par Suez diminuait de 17,7 % pour l'Angleterre, de 33 % pour la Hollande, de 27,5 % pour l'Allemagne, et de 25,4 % pour les Etats-Unis, il augmentait de 51,4 % pour le Japon.

h) *L'indice du chômage* : Le nombre maximum de chômeurs au Japon était au début du 2^e trimestre de 1932, de 510.000. A la fin du deuxième trimestre

(2) Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises, mars 1934, Paris, p. 17.

de 1933 il n'était plus que de 430.000 (1). Pendant cette période de 18 mois, 80.000 chômeurs nippons ont trouvé du travail, alors que dans les autres grands pays industriels le nombre des chômeurs était en augmentation.

§ 2. LES STATISTIQUES

Voici les plus importantes :

a) *Commerce visible et commerce invisible* (2) :

D'après la « Yokohama Specie Bank », le déficit qui avait atteint de 1914 à 1930, la moyenne de 280 millions de yen, est tombé à 88.692.000 yen en 1931 et à 21.469.000 yen en 1932, ainsi qu'il ressort du tableau XI.

TABLEAU XI. — *Commerce visible* (en 1.000 yen).

	1932	1931
Exportations	1.409.992	1.146.981
Importations	1.431.461	1.235.673
Excédents des import...	21.469	88.692

Voici les chiffres du commerce invisible pendant ces deux années :

	1932	1931
Exportations	707.879	886.338
Importations	752.761	1.035.382
Excéd. des import. (—)	(+) 15.118	(—) 149.044
Excéd. des export. (+)		

(1) C'est le chiffre le plus récent que nous possédions.

(2) « Financial and Economic Annual of Japan », Tokio, 1934, p. 153.

Pour la première fois depuis 1924, les chiffres du commerce invisible (de 1932) annoncent un excédent (15.118.000 yen).

b) *Les exportations comparées en valeur or :*

Voici, (tableau XII), les exportations en valeur-or des cinq plus grands pays commerciaux du monde :

TABLEAU XII.

PAYS	Exportations en millions d'anc. dollars des U.S.A.					
	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Etats-Unis	5.030,1	5.157,1	3.781,2	2.738	1.576,2	1.279,6
Japon . . .	886	968,8	706,4	547	388,2	365,9
Angleterre .	3.521,3	3.549,4	2.777,6	1.772,1	1.279,5	1.212,6
Allemagne	2.924	3.211,6	2.866,7	2.288,4	1.363,1	1.154,6
France . .	789	801,4	637,5	528	358	314,7

Il ressort de ce tableau que les exportations en valeur-or de tous les pays envisagés sont en baisse depuis 1929, début de la crise mondiale, mais si l'on

(1) Source : Bulletin de Statistique de la S.D.N., Genève, 1934.

compare les chiffres de 1929 à ceux de 1933, pour chacun de ces pays, on constate que la baisse des exportations qui est de 64,1 % pour l'Allemagne, de 63 % pour la France, de 65,9 % pour l'Angleterre, de 75 % pour les U.S.A., n'est que de 61,9 % pour le Japon. Ce dernier enregistre donc la plus petite moins-value.

c) *Les exportations en volume et en valeur :*

En ce qui concerne les exportations en volume et en valeur, d'après le bulletin de statistique de la S.D.N., on constate que durant la période 1929-1932, elles se sont réduites de 37 % en volume et de 64 % en valeur pour l'Angleterre ; de 42 % en volume et 69 % en valeur pour les Etats-Unis, alors que pour le Japon elles ont diminué de 59 % en valeur, mais ont augmenté de 11 % en volume. Cette augmentation atteignit 38 % en 1933, alors que pour cette dernière année les exportations en volume ont plutôt diminué dans les autres pays.

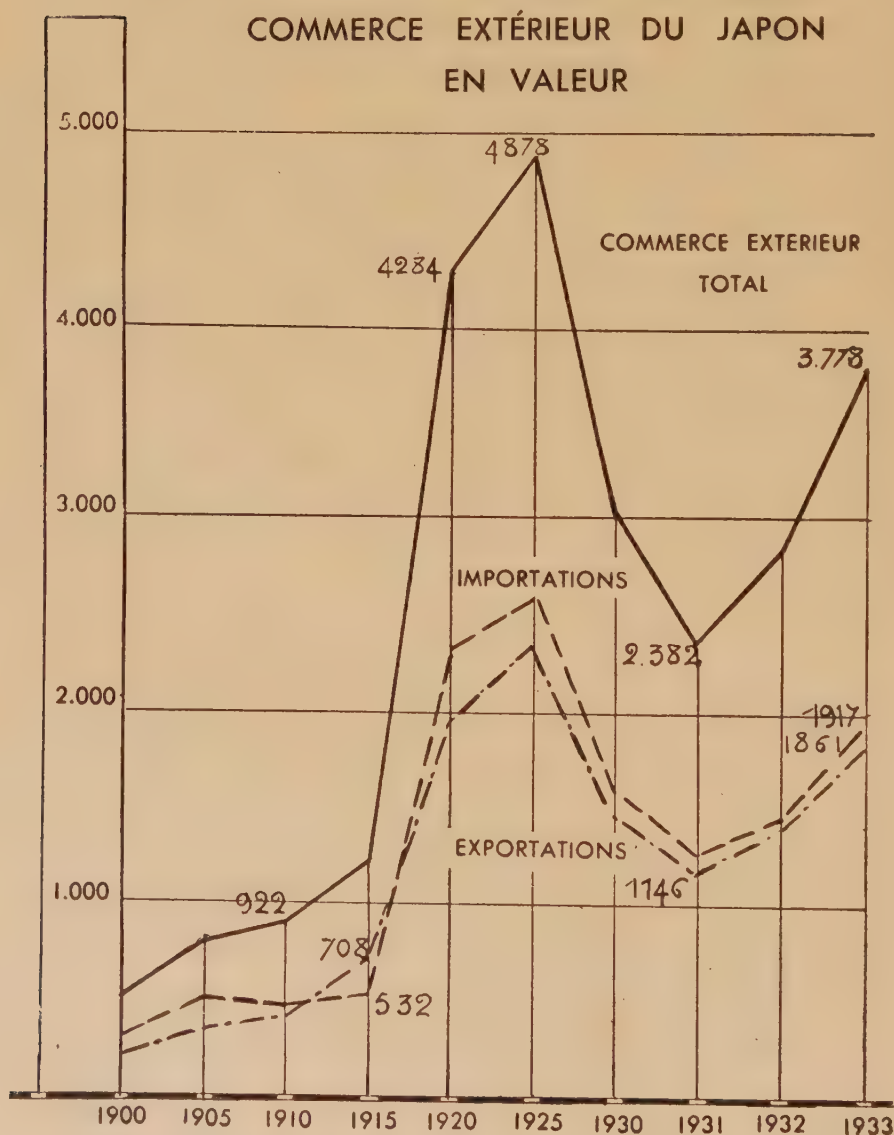
d) *Le commerce extérieur du Nippon :*

Si nous consultons les statistiques du commerce nippon nous constatons que les exportations totales (colonies nippones non comprises) qui n'étaient en 1897 que de 163 millions de yen, se sont élevées en 1933 à 1 milliard 861 millions de yen après avoir atteint 2.305 millions en 1925.

Et pour les trois premiers mois de 1934, les exportations se sont accrues de 21 % par rapport aux trois premiers mois de 1933.

Les exportations totales japonaises, colonies comprises, s'élevaient en 1933 à 2.350 millions.

Voici, ci-dessous, d'après M. Roger Picard (1), le graphique du commerce extérieur nippon (colonies non comprises) durant ces trente dernières années :



(1) Bulletin n° 14 de la B.N.C.I. rédigé par M. R. Picard, professeur à la Faculté de Droit de Paris, 1934.

On remarquera l'ascendance des courbes A, B, C, depuis 1931, date de la chute du yen. Il faut voir dans cette montée un signe de prospérité, malgré la dépréciation de la devise. Cela pour deux raisons :

La première, c'est que le yen malgré qu'il ait été déprécié de près de 65 % de sa valeur-or, comme nous l'exposerons ultérieurement, est loin d'avoir perdu dans cette proportion, de son pouvoir d'achat. En effet depuis sa chute, le coût de la vie a augmenté de 11 % ce qui veut dire que le yen a perdu 11 % de son pouvoir d'achat (1).

La deuxième raison, c'est que les prix-or des matières premières importées par le Japon ont baissé pour la plupart en même temps que le yen et dans une forte proportion (40 à 60 %).

Ainsi, les deux conséquences classiques de la chute d'une devise : Augmentation des prix d'importation, diminution du pouvoir d'achat, qui se sont si vite manifestées au pays du dollar, ne se sont pas produits au Japon de manière appréciable.

On peut donc en conclure que la chute du yen a été jusqu'ici heureuse pour l'économie japonaise.

En résumé, les chiffres des indices et statistiques que nous venons d'exposer, démontrent que le Japon bénéficie depuis quelques années d'une activité industrielle et commerciale des plus remarquables. Et cela en pleine crise mondiale, alors que tous les autres pays sont dans le marasme.

(1) D'après les chiffres les plus récents (décembre 1934) du Bulletin de la Société d'Informations Economiques de Paris, le pouvoir d'achat du yen revenu à son niveau d'avant la chute.

Nous venons de voir là un aspect très général du succès nippon. Passons à présent à d'autres aspects plus particuliers, plus révélateurs de la réussite japonaise.

CHAPITRE II

Le développement des industries exportatrices

Nous exposerons seulement les industries ayant une part appréciable dans le succès nippon. Nous étudierons donc :

1° Les industries textiles ;

2° Les industries de l'alimentation ;

3° Diverses autres industries qui se font remarquer par un rapport croissant à l'exportation nipponne.

§ 1. — LES INDUSTRIES TEXTILES

De toutes les industries japonaises c'est celle du textile qui est la plus importante, aussi bien pour l'exportation que pour la consommation intérieure. Elle atteignait en 1929, 1.445 millions sur un total de 2 milliards 148 millions d'exportations, soit les 72 %. En 1932 ce chiffre était de 858 millions sur 1.410 millions d'exportations soit les 62 %. La proportion est à peu près la même en 1933.

Délaissant le chanvre, le lin et le jute trop peu importants au Japon, nous étudierons successivement la soie naturelle, la soie artificielle, le coton et la laine.

Venus à des époques différentes, ces quatre textiles ont une importance inégale dans l'économie japonaise. La soie naturelle et le coton sont en tête, comme nous allons le voir. Leurs exportations sont sensiblement de même valeur. Puis viennent la soie artificielle et la laine.

La soie naturelle qui, pendant très longtemps, a été la grande richesse du Japon, faisant vivre plus de deux millions de familles de paysans et des centaines de milliers d'ouvriers des deux sexes, subit en ce moment une crise parce que, fibre chère, elle a été remplacée dans beaucoup de ses applications par la soie artificielle (1). Cette dernière, bien que très récente, a pris un développement extraordinaire. Parti pour ainsi dire de zéro en 1924, le Japon est le sixième des pays producteurs du monde de rayon (2) en 1930 et le second en 1934. Tout porte à croire qu'en 1935 il aura le premier rang.

L'industrie cotonnière apporte au Japon ses plus grands succès commerciaux. Ils ont alerté les pays intéressés et à un point tel que ces derniers ont pris des mesures protectionnistes énergiques.

Quant à l'industrie de la laine, elle est encore la moins importante bien que depuis 4 ou 5 ans on s'efforce de la développer. Elle a surtout été créée en vue de répondre aux besoins de l'armée et à ceux des civils qui ont adopté le costume européen, combattant ainsi une coûteuse importation. A ce point de vue intérieur on peut dire qu'elle a atteint

(1) La soie artificielle est tirée de la cellulose.

(2) Soie artificielle.

son but, mais sa place dans l'exportation est encore loin d'atteindre celle de ses devancières.

Pendant ces dernières années, en raison de l'appauvrissement général, dû à la crise mondiale, qui provoqua un abaissement de la demande des fibres chères (laine et soie naturelle), le Japon fit porter le plus gros de ses efforts sur la soie artificielle et le coton, dont le prix de revient est relativement bas et qui peuvent, grâce à des appropriations de plus en plus variées, remplacer les deux autres.

En dehors des tissus, la transformation de ces diverses fibres (soie, coton, cellulose, laine) a donné naissance à une industrie aujourd'hui très prospère au Japon bien que relativement jeune, et dont l'avenir est très brillant : Nous voulons parler de la bonneterie.

Ainsi, le textile est l'objet de cinq industries importantes.

Examinons-les successivement :

a) — *L'industrie de la soie naturelle.*

L'industrie de la soie naturelle est au Japon une industrie millénaire, dont l'histoire et la légende se confondent, et qui, il y a une soixantaine d'années, avait encore un caractère purement familial.

C'est au lendemain de la guerre 1870-71 que les premières usines à l'européenne ont été construites, notamment la plus célèbre d'entre elles, Tomioka, dirigée par un français, Paul Brumat. On peut se demander s'il faut se féliciter qu'un français soit le père de l'industrie moderne de la soie japonaise.

Quoi qu'il en soit, l'industrie japonaise de la soie naturelle a progressé à pas de géant depuis cinquante ans et elle a aujourd'hui plus de 400.000 bassines, cent fois plus que nous n'en avons en France. Elle est la plus grande richesse du Japon lequel consomme les 40 % de sa production.

On peut considérer la soie naturelle sous deux points de vue :

1° Comme soie grège ou filés.

2° Comme tissus.

I° — *Comme soie grège.*

Sous ce premier aspect, il est à peine besoin de dire que la soie est plutôt considérée comme produit agricole que comme produit industriel. La production et le dévidage des cocons d'où sort la soie grège, sont le fait de quelque deux millions de familles paysannes auxquelles se sont joints des groupements ruraux pour le dévidage des cocons.

a) *Production* : La part du Japon dans l'approvisionnement mondial de la soie naturelle, n'était en 1902-1903 que de 26 %. Elle s'est élevée progressivement pour atteindre 85 % en 1932-33.

De 1920 à 1933 sa production passe de 236 millions à 390 millions de kilos de cocons (399 en 1930). Soit une augmentation de 37 % en 13 ans.

Le Japon est ainsi devenu le plus grand producteur de soie grège du monde.

Il en est aussi le plus grand exportateur.

b) *Exportation* : En 1876, le Japon exportait un million de kilos de soie grège. En 1933, il en vendait

30 millions, sur une récolte mondiale de 37 millions de kilos !.

II° *Tissus de soie naturelle.*

a) *Production* : Il produisait 150 millions de yards (1) de tissus en 1932.

b) *Exportation* : Il vendait 70 millions de yards en 1932. Plus des 40 % de la production étant absorbés par la consommation intérieure.

La crise de la soie.

Cependant, malgré l'éloquence de ces chiffres, l'industrie de la soie naturelle subit depuis quelques années une crise sans précédent, qu'il est nécessaire de mettre au point brièvement.

Disons d'abord que les exportations de soie grège japonaise se font presque uniquement vers les Etats-Unis (85 %). Viennent ensuite l'Empire britannique, la France et l'Australie.

Or, dès 1929, les Etats-Unis sont frappés par la crise. Conséquence : ils abaissent leur demande de soie grège. D'où, le Japon étant leur grand fournisseur, crise de la soie grège au Japon.

Cet abaissement de la demande américaine a de nombreux effets sur lesquels nous ne pouvons nous appesantir. Enregistrons seulement ceux qui nous intéressent : Restriction de la production et baisse des exportations.

(1) Bulletin économique de la Banque de l'Indochine, Paris.

(1) Yard : mesure anglaise équivalant à 0,912 mètre.

En ce qui concerne la soie grège ou filés :

La diminution de la demande américaine a entraîné une chute verticale des prix de cette matière.

a) *Production :*

L'année 1929 marque le maximum de la production, soit : 399 millions de kilos de cocons en 1929; puis nous avons 364 millions de kilos de cocons en 1931, et 355 millions de kilos de cocons en 1932.

b) *Exportations :* Les statistiques (1) de 1932-33 donnent en poids : 479.000 balles (2) en 1933 contre 541.000 en 1932; en valeur : 156.360.000 yen-or en 1933 contre 217.948.000 en 1932. Depuis 1929, le Japon ne vend pas toute la soie grège qu'il produit.

En ce qui concerne les tissus de soie naturelle :

a) *Production* (3) : Depuis le maximum qu'elle avait atteint en 1929, elle montre une régression lente mais continue passant de 70 millions de yards en 1929 à 160, 150 et 140 millions de yards dans les années suivantes soit une diminution de 10 millions par an depuis 1929.

(1) Bulletin de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (B.N.C.I.), rédigé par M. Roger Picard, juin 1934, Paris, p. 9.

(2) 1 balle : 500 livres anglaises : 226,8 kgs.

b) *Exportations* (3) : Elles semblent avoir baissé dans une plus grande proportion que la production. Elles tombent en effet de 120 millions de yards en 1929, à 100 et 85 millions pendant les années suivantes. L'effondrement en valeur est beaucoup plus considérable : de 150 millions de yen en 1929 à 66 et 45 en 1930 et 1931. En 1932, la chute de la devise a relevé ce niveau à 50 millions qui correspond vraisemblablement à un volume inférieur à celui de 1931.

Ce recul observé dans le domaine des tissus est dû en grande partie à l'appauvrissement des masses d'Extrême-Orient qui constituent le principal client du Japon.

Donc, abaissement de la demande américaine, appauvrissement des masses d'Extrême-Orient sont des ralentisseurs du développement de l'industrie japonaise de la soie naturelle. Hélas ! pour celle-ci il en est un nouveau qui s'affirme tous les jours, c'est la rayonne ou soie artificielle, dont nous étudierons le formidable développement au Japon même.

Le tableau XIII (1), de la consommation de soie aux Etats-Unis (clients dans la proportion que l'on sait du Japon), nous montrera l'importance croissante de cette concurrence :

(3) Supplément au « Bulletin Quotidien », n° 239 du 20 octobre 1933, Paris, p. S. 5.

(1) « Bulletin économique de la Banque de l'Indochine n° Mars F, 5, année 1934, Paris.

TABLEAU XIII. — *Consommation de soie aux Etats-Unis.*
(en mille balles).

ANNEES	SOIE NATURELLE		SOIE NATURELLE		TOTAL
		o/o du Total		o/o du Total	
1920	220	75 %	73	25 %	293
1925	503	53 %	446	47 %	949
1933	408	23 %	1.551	76 %	2.019

Alors que la consommation de soie artificielle aux Etats-Unis, en 1933, battait tous les records, atteignant le double de celle de 1928, la consommation de soie grège ne représentait, l'an dernier, que 75 % à peine de la consommation de 1929. Comme les 3/4 des importations de soie grège aux Etats-Unis proviennent du Japon, nous comprenons certains Japonais qui pensent que l'ère de la soie naturelle, produit de luxe, est périmée. La soie artificielle, meilleur marché et se prêtant à une beaucoup plus grande variété d'applications, lui ayant porté un coup fatal auquel d'ailleurs le Japon lui-même a contribué plus que quiconque. Cependant, il semble que l'on doive faire confiance au gouvernement nippon qui fait de sérieux efforts pour ne pas laisser périliter sa vieille industrie. Ce pays d'ailleurs, se prête plus aisément au contrôle officiel que tout autre.

On pense que le programme gouvernemental : réglementation sévère de la production et des fila-

tures, complétée par une assistance rationnelle, maintiendra, coûte que coûte, l'industrie de la soie naturelle jusqu'au retour de jours meilleurs (1) et des gros achats américains. La soie naturelle qui représente actuellement 1/5^e de la totalité des exportations du pays ne peut abdiquer devant la soie artificielle inférieure en qualité. Si le Japon, comme nous le verrons, a adopté cette dernière en grand et avec succès, c'est à n'en pas douter, pour parer aux défaillances passagères de la première.

Défaillances qui n'empêchent pas le Japon de demeurer, dans le domaine de la soie naturelle, un adversaire très redoutable pour ses concurrents étrangers, pour ne pas dire un vainqueur. Quelques chiffres pour l'Europe et la France le prouvent.

Achats européens : L'Europe qui n'avait importé que 25.946 balles de soie grège du Japon, en 1932-33, lui en a acheté 55.676 balles en 1933-34, soit une augmentation de 120 % en un an.

En ce qui concerne la France, nous nous demandons, au début de ce chapitre, s'il fallait se réjouir qu'un Français soit le père de l'industrie japonaise moderne de la soie. En voici la raison :

L'industrie française de la soie pure, qui était jadis très florissante, ne peut vivre aujourd'hui, à cause pour une grande part de la concurrence japo-

(1) Jours meilleurs qui semblent revenir puisque, d'après les statistiques les plus récentes du « Bulletin de la Société d'Informations Economiques de Paris », les exportations de soie naturelle japonaise marquent, en 1933, une plus-value de 8.543.000 yen sur 1932 et que le premier trimestre de 1934 a donné une plus-value de 14.651.000 yen sur le premier trimestre de 1933.

naise, que grâce aux primes gouvernementales. Celles-ci, payées aux sériciculteurs et aux filateurs, représentent plus que la valeur de la soie.

Chaque année, malgré la sévérité du régime douanier, on voit progresser en France les importations de soie grège japonaise. Elles atteignaient en 1932 la proportion imposante de 30 % de la totalité de nos importations du Nippon.

Mais si la France est battue chez elle, elle l'est encore davantage dans ses colonies : En Indochine, par exemple. Dans ce pays, où les soyeux de Lyon ont d'importants intérêts, le pourcentage des importations japonaises est passé de 9 % en 1930 à 55 % en 1932, en trois ans !

Et lorsque, fin 1932, le tarif minimum a été appliqué aux produits japonais, Lyon a perdu complètement le marché indochinois, il n'y a pu vendre que 400 kilos de soie pure pendant tout un trimestre de 1933 (1).

Contre le Japon, les autres pays — en ce qui concerne la soie naturelle, — ne sont pas beaucoup plus armés que la France. Et nous pensons qu'un jour viendra où tout ce qui se consommera de soie pure en Europe, sera d'origine japonaise. « La sériciculture, dit M. Morel-Journel (1), est une occupation de paysan pauvre ; elle le sera de plus en plus avec les bas prix actuels, et partout où l'on pourra cul-

(1) « Le Marché économique d'Orient et le Dumping japonais », par Morel-Journel, vice-président de la Chambre de Commerce de Lyon et René Saint-Pierre, sous-directeur de la Banque de l'Indochine de Paris, (1934), p. 33.

tiver des fruits et des légumes, on ne replantera plus de mûriers ».

Ce changement de décor ne s'opèrera pas de si-tôt au Nippon, mais ailleurs sans aucun doute, et précisément à cause de ce terrible Japon.

b) *L'industrie de la soie artificielle (rayonne)*

C'est un Français, de Besançon, le comte de Char-donnet qui, en 1886, a inventé la soie artificielle. Ce nouveau fil a pris place, depuis dix ans, dans les grands textiles, à côté du coton, de la laine et de la soie. Il est devenu un élément dont les tissages ne peuvent plus se passer. La production mondiale, qui était de 11 millions de kilos en 1913, a dépassé 287 millions en 1933, soit, en vingt ans, une augmen-tation de 2.500 pour cent.

Qui est responsable du rythme accéléré des der-nières années ? Encore une fois le Japon.

L'industrie japonaise de la soie artificielle a fait ses premiers pas (timidement d'ailleurs), quelques mois avant la guerre de 1914. A cette époque, l'Eu-rope et l'Amérique faisaient déjà de gros efforts dans cette voie.

Elles pensaient y trouver une remplaçante à la soie naturelle, pour laquelle elles étaient, en grande partie, tributaires du Japon.

Au Japon même, de 1918 à 1923, cette fibre étran-gère vint concurrencer la fibre nationale. Malgré tous les efforts nippons, en vue de protéger la pro-duction indigène, celle-ci ne passait que de 100.000

à 780.000 lbs (1), tandis que les importations s'élevaient de 77.000 à 950.000 lbs.

A ce moment le Japon comprit l'importance de la « rayonne ». Bien que l'essor de sa nouvelle industrie fut ralenti par le désastre sismique qui venait de se produire (1923), les plans d'organisation furent établis. C'est en 1926 et 1927 qu'apparurent les puissantes sociétés qui lui font remporter aujourd'hui, dans ce domaine, le succès que nous allons étudier.

Dès 1928, ces nouvelles usines donnèrent un développement prodigieux à la production japonaise, permettant au Japon de produire 16.500.000 lbs, soit vingt fois plus que cinq ans plus tôt.

Le Japon qui ne produisait rien, en 1913, et fabriquait, en 1918, à peine 100.000 livres (1) de soie artificielle, en produit 64 millions en 1932, et 89 millions en 1933.

Alors qu'il n'occupait encore, en 1927, que la neuvième place dans la production mondiale, il était au quatrième rang en 1932, derrière les Etats-Unis et l'Italie. En 1933, il est au second rang, ayant centuplé sa production dans ces quinze dernières années, et semble devoir menacer la prépondérance des Etats-Unis en 1934 ou 1935. Le tableau XIV est d'ailleurs assez éloquent :

(1) Lbs : livres anglaises (il s'agit et il s'agira toujours au cours de cette étude, de la livre avoir du poids qui équivaut à 450,544 grammes).

TABLEAU XIV. — *Production mondiale de soie artificielle.*
(en millions de livres-poids).

PAYS	1913	1924	1929	1930	1931	1932	1933
Etats-Unis	1,8	38,5	119,5	110	144,8	131	
Italie	0,3	23	71	66,2	76,1	70,5	
Grande-Bretagne .	6,6	24,6	56,2	49,5	54	69,8	
Japon		1,4	26,4	36	46,7	64,4	89
Allemagne	3,9	23,1	58,3	59,4	61	61	
France.	6,4	13,3	49,3	55	46,8	47,3	
Autres pays	5,5	22,1	74,1	66,6	66,9	71,4	
Total, ...	24,5	146	454,4	442,7	496,3	515,4	

En huit ans, de 1924 à 1932, les chiffres de la production ont donc été multipliés par 2,8 en Grande-Bretagne, par 3 en Italie, par 3,4 aux U.S.A., par 3,6 en France et par 46 au Japon.

(1) Les chiffres indiqués par ce tableau, sont empruntés pour tous les pays, excepté le Japon, à la Publication de Changhaï : « Finance and commerce ». Ceux du Japon sont tirés de la « Far Eastern Review ». La raison de ces deux emprunts n'est pas dans une différence de qualité des deux sources, — la « Finance and commerce » et la « Far Eastern Review » étant également dignes de foi, mais dans le fait que la « Far Eastern Review, » plutôt encline d'ordinaire à insister sur le succès japonais, donne ici, pour le Japon, des chiffres inférieurs, pour ces quatre dernières années, à ceux correspondants à la « Finance and Commerce ». — En outre, la « Far Eastern Review » nous donne le chiffre japonais pour 1933, et nous annonce avec toutes les autres revues et publications économiques dignes de foi, que le Japon prend le second rang de la production mondiale en 1933 et devancera les Etats-Unis en 1934-1935.

Production nippone et production mondiale

Ainsi que pour la soie naturelle, il nous faut distinguer les filés des tissus. Le tableau XV, détaillant de 1918 à 1933 la production japonaise et mondiale, et le commerce nippon des filés, nous donne des chiffres intéressants :

TABLEAU XV. — *Production et commerce des filés. (En 1.000 lbs).*

ANNEES	Production mondiale	Production japonaise	Importation	Exportation
1918	35.200	100	77	—
1919	44.000	140	75	—
1920	55.000	200	79	—
1921	66.000	250	138	—
1922	76.800	527	226	—
1923	108.100	780	952	—
1924	146.000	1.368	810	—
1925	190.400	3.200	833	—
1926	224.900	5.000	3.318	—
1927	309.600	10.500	800	—
1928	384.700	16.500	256	682
1929	454.800	26.368	625	1.161
1930	442.700	35.959	1.166	3.204
1931	496.300	46.684	374	2.575
1932	514.400	64.382	212	7412
1933		89.000		11.394

Il ressort du tableau XV que :

1° Les progrès de la production pendant les premières années ont servi à concurrencer la soie artificielle étrangère sur le marché intérieur. En effet,

de 1918 à 1928, il n'y a pas d'exportations, alors que la production passe de 100.000 lbs à 16.500.000 lbs et que les importations ne dépassent pas 1.000.000 de lbs.

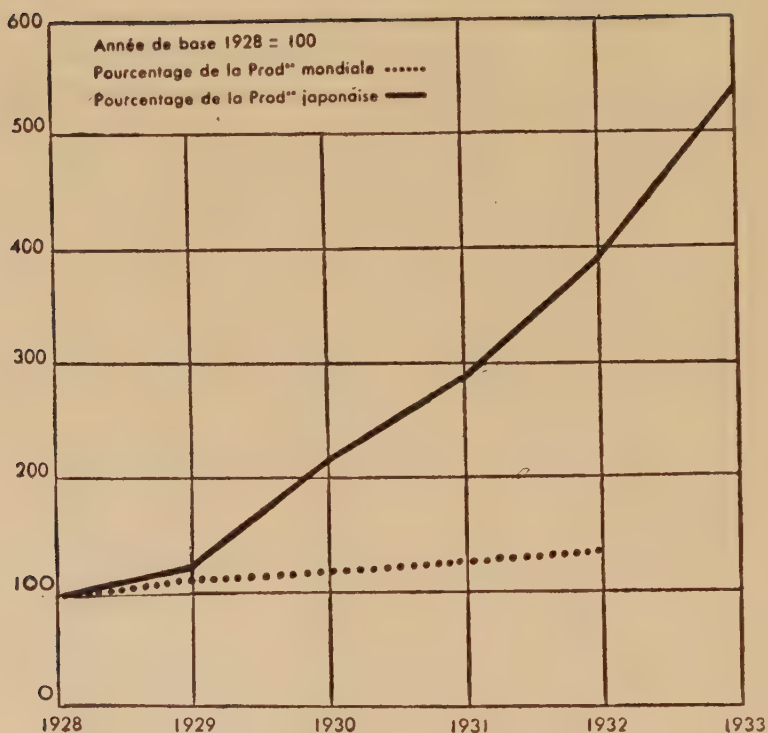
2° En 1928 apparaissent les exportations. Elles augmentent d'une façon continue et dans de fortes proportions à partir de 1931. Leur chiffre de 1928 est multiplié par 16 en 1933.

3° On peut avec le tableau précédent faire une comparaison imagée de la production japonaise de 1918 et de celle de 1933 et constater les fabuleux progrès de ce pays : Si l'on représente par un fil de soie artificielle d'une longueur de 1 mètre, la production japonaise de 1918, celle de 1933 devrait être représentée par un fil d'une longueur de 890 mètres.

6° D'autre part, si l'on prend comme indice de production l'année 1928, 100, (1928 étant l'année où le Japon commence à exporter), on obtient, pour les productions mondiale et japonaise, les chiffres (tableau XVI) suivants qui nous permettent de comparer les progrès du pourcentage de la production japonaise relativement à ceux du pourcentage de la production mondiale.

TABLEAU XVI. — *Année de base : 1928 = 100.*

ANNEES	Production Mondiale	Production Japonaise
1928	100	100
1929	110	123
1930	115	210
1931	120	282
1932	130	390
1933		530



Alors que la production mondiale augmentait de 30 % de 1928 à 1932, celle du Japon augmentait de 490 % pendant la même période.

Et le rythme de cette dernière semble devoir s'accélérer progressivement avec le temps, si l'on en juge par les projets des compagnies productrices (projets suscités par leur prospérité croissante).

a) *Projets des compagnies* (1) :

1° La compagnie « Teikoku rayon » dont la production journalière atteignait 30 tonnes en juin 1933, a entrepris la construction d'une nouvelle usine à Hiroshima dont la production journalière sera de 10 tonnes.

2° La compagnie « Asahi Kenshoky », dont la production journalière atteignait 13,5 tonnes au début de 1933, construit aussi une nouvelle fabrique qui produira 10 tonnes par jour.

3° Enfin, une nouvelle fabrique, en cours de construction dès 1933, fondée par trois sociétés existantes de rayon et de coton, devait produire 10 tonnes par jour de soie artificielle.

Les compagnies nouvelles :

Quatre compagnies nouvelles, au moins, seraient créées (1).

1° la « Kinka Jinken » (du groupe Rinka Cotton Spinning C°), au capital de 15 millions de yen, produira 10 tonnes (dont deux de « staple fibre »).

2° « La Nisshin Rayon » (de la Nisshin Cotton

(1) Supplément au « Bulletin Quotidien », n° 239 du 20 octobre 1933, Paris, pp. S-13 et S-14.

(1) Il est à remarquer le rôle des fabricants de cotonnades dans ces projets. Une partie appréciable des nouvelles productions sera, en effet, constituée par la « staple fibre ». Cette soie artificielle qui ne diffère de la rayonne ordinaire que parce qu'elle n'a pas à être filée mais se mêle en fibre courtes à d'autres textiles et notamment au coton pour constituer des filés mixtes. Cette sorte d'alliance entre la soie artificielle et le coton sera probablement favorable à l'expansion des deux industries. C'est, du moins, l'espoir de beaucoup d'industriels japonais.

Spinning C°), au capital de 10 millions, produira 20 tonnes (dont 8 de « staple fibre »).

3° La « Shinko Jinken » (de la Shinko Woolwoow-ing C°), au capital de 7 millions de yen, devait fonctionner au début de 1934 avec une production de 5 puis 20 tonnes par jour.

A ces chiffres, en ajoutant ceux des compagnies déjà existantes non énumérées, c'est-à-dire : la « Nippon rayon » (capital 15 millions, production: 10 tonnes) ; la « Showa rayon » (capital 12 millions, production : 14 tonnes) et autres compagnies (production 35 tonnes), on arrive à un total d'environ 135 tonnes produites journallement, pour l'année 1934.

b) *La croissante prospérité des compagnies :*

Le tableau XVI bis établi par la « Far Eastern Review » (2), d'après les statistiques officielles, donne une idée de cette prospérité :

TABLEAU XVI bis.

ANNEES	Nombre de Compagnies	EN MILLIONS DE YEN			
		Capital	Réserves	Bénéfices nets	Dividen- des
1927	11	76.105	1.460	3.041	1.639
1928	10	87.360	2.876	4.350	2.465
1929	8	87.000	3.927	4.346	1.763
1930	9	97.000	5.347	4.094	2.708
1931	11	107.000	4.823	4.298	2.879

(2) De Shanghai.

En cinq ans, le capital des sociétés augmentait d'un tiers. Encore, ces chiffres ne donnent-ils pas la totalité des placements effectués et « l'Economist » du Japon estime que les cinq plus grosses compagnies à elles seules : Teikoku, Asahi, Nippon, Shou-sa, Kurashiki ont investi 12 millions de plus que leurs capitaux sociaux réunis. Et nous n'avons malheureusement pas les statistiques de 1932 et 1933. Elles révéleraient certainement un accroissement de cette prospérité, laquelle est due à la demande croissante de l'étranger, c'est-à-dire, aux exportations. Nous connaissons les chiffres de ces dernières. Leur bond, en 1932, est menaçant pour leurs concurrents.

La grande masse de ces filés est néanmoins destinée à l'industrie japonaise, comme nous le verrons.

2° Tissus de soie artificielle :

Nous ne connaissons pas la production des tissus de soie artificielle, (il n'est, à notre connaissance, publié aucune statistique, jusqu'à présent, sur cette production), mais seulement leurs exportations, ce qui est, en somme, le plus intéressant pour nous.

Le développement des exportations fut si rapide, au début, qu'il est sensible même semestriellement.

Les exportations en millions de yards carrés, et par semestre, du 1^{er} janvier 1928 au 31 décembre 1930, sont, en effet, successivement : 3,6 ; 9,4 ; 17,6 ; 29,9 ; 40,4 ; 43,8. Ces chiffres pour les soieries ordinaires, car depuis 1928, on note, comme l'indique le

tableau XVII l'apparition de tissus de qualité supérieure : habutae.

TABLEAU XVII. — *Exportation de tissus de soie artificielle.*
(Millions de yards carrés et de yen).

ANNEES	Soie ordinaire		Soie habutæ	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur
1928	13	8,3		
1929	47,5	27,2		
1930	84,2	32,9		1
1931	94,8	28,4	5,6	2
1932	147,2	41,2	11,1	11,3
1933	259,5	77,4		19,4

Les exportations de tissus de soie ont donc, en l'espace de cinq ans, décuplé en valeur, et leur volume a été multiplié par vingt. Et le premier trimestre de 1934 marque une plus-value de 7.283.000 yen sur le premier trimestre de 1933.

Quelles sont les destinataires de ces soieries ?

Le tableau XVIII nous en donne les principaux:
TABLEAU XVIII.

PAYS	VALEUR DE 1.000.000 DE YEN ET POURCENTAGE						Quantité
	1930		1931		1932		1932
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	1 million yards
Indes Britanniq. .	10,5	30,1	16,5	41,5	22,6	37,2	92
Indes Néerland..	7,8	22,3	8	20	13,6	22,5	59,4
Canada	—	—	—	—	0,04	—	—
Egypte.	0,04	—	0,9	2,2	5,7	9,4	19,8
Afrique Orientale.	0,3	—	0,7	1,9	1,3	2,1	5,1
Afrique du Sud. .	0,5	—	2,9	7,3	3,1	5,1	12,2
	0,04	—	0,2	0,7	2	3,3	8,6
Straits Settlement	3,7	10,6	2,1	5,3	2,1	3,5	8,5
Philippines	5	13,9	2,7	7,1	1,6	2,5	6,7
Australie et Nou- velle Zélande . .	0,2	—	0,5	—	3,1	—	—
Chine	1,4	—	0,5	—	0,04	—	—
Hong-Kong	2,1	—	1,2	—	0,07	—	—
K w a n t u n g et Mandchourie . .	0,5	—	0,2	—	0,55	—	—
Divers	2,82	—	3,3	—	4,54	—	—
Total	34,9	—	39,7	—	60,3	—	—

La lecture du tableau XVIII nous montre :

1° que l'Extrême-Orient est pour la très grande partie le destinataire de ces soieries,

2° que le marché de Chine tend à se fermer au Japon. Qu'en revanche le Japon gagne de nouveaux marchés en Australie et en Afrique.

(1) Notons que les légères discordances entre ce tableau et celui qui le précède ne viennent pas d'erreurs de notre part, mais de ce que le supplément au « Bulletin Quotidien » n° 239 p. 11), qui est, ici, notre source, puise lui-même à deux sources différentes : la « Far Eastern Review » et un journal allemand.

3° que l'Inde Britannique se détache nettement ne tête des clients du Japon.

4° la présence de quelques Dominions britanniques. Le total de leurs importations est plus fort que le chiffre d'importations de n'importe quel autre pays. C'est dire que la Grande-Bretagne est la principale victime de l'offensive japonaise en ce qui concerne la soie artificielle.

Les importations de l'Inde sont un exemple frappant de cette offensive, en même temps qu'elles démontrent la supériorité du Japon sur ses concurrents. Trois pays se disputent la clientèle de l'Inde, pour les tissus de soie artificielle pure et les tissus de soie artificielle mélangée. Le tableau XIX nous donne les positions respectives de ces trois pays, dans ce domaine, pendant la période 1930-1933.

TABLEAU XIX.

EN MILLIONS DE YARDS CARRÉS				
Tissus de soie artificielle mélangée	Japon	Italie	Grande-Bretagne	TOTAL
1930-31.	0,9	2,3	0,7	3,9
1931-32.	1,2	4,9	1,2	7,3
1932-33 (8 mois) .	1,7	3,3	0,1	6,7
Tissus de soie artificielle pure				
1930-31.	22,6	0,1	2	22,8
1931-32.	73,3	0,3	0,4	74,0
1932-33 (8 mois).	79,2	0,1	0,3	79,6

On peut déduire de ce tableau que si les Anglais et les Italiens tiennent tête aux Japonais sur le marché de la soie artificielle mélangée, ils sont, par contre, éliminés par ces derniers du marché de la soie artificielle pure, sept fois plus important aux Indes que le marché de la soie artificielle mélangée.

5° Le Canada, dont la part d'importations japonaises est ici relativement petite, verra certainement augmenter celle-ci dans les années qui viennent, et cela, malheureusement, au détriment de la France, du fait de la dénonciation, le 16 juin 1932, du traité de commerce franco-canadien de 1922, qui frappe les tissus français des plus hauts tarifs et laisse les tissus de soie japonais au tarif intermédiaire.

Le duel anglo-japonais nous montre, d'ailleurs, combien le succès japonais est rapide dans la soie artificielle et combien doit être puissante l'économie japonaise, pour battre aussi facilement l'Angleterre.

Le duel Anglo-Japonais :

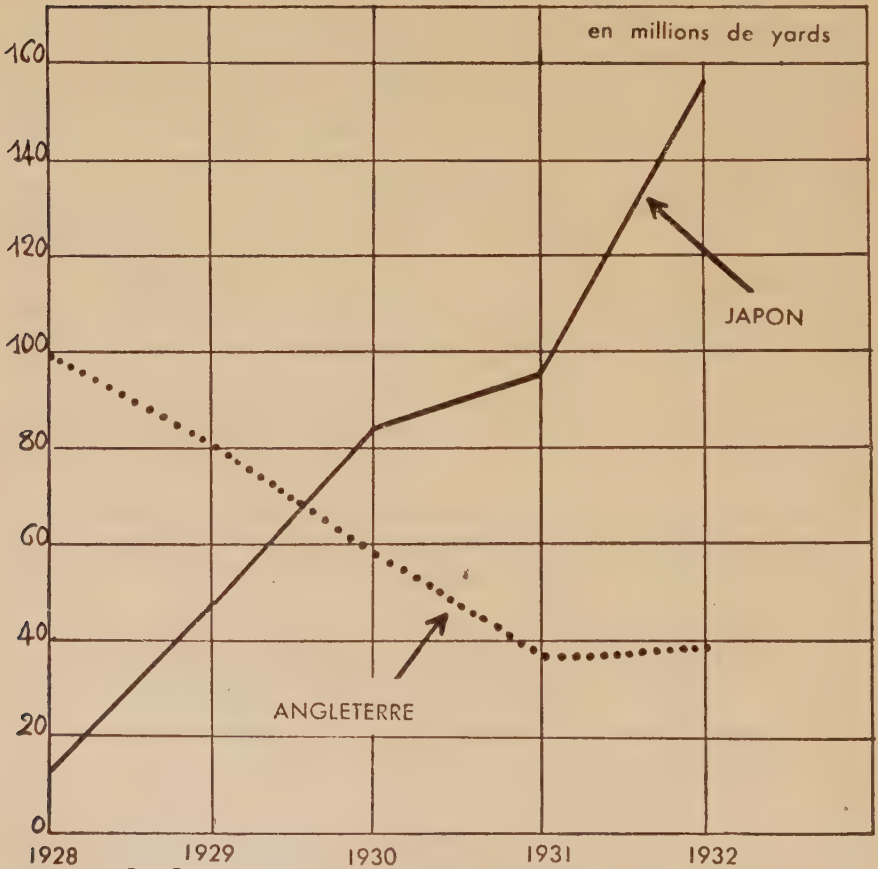
De 1928 à 1932, en l'espace de quelques années, les exportations britanniques tombent à 1/3 du volume de 1928, tandis que les exportations japonaises se multiplient par 9, pendant la même période.

En 1928, le Japon exporte (1) 13 millions et demi de yards carrés de tissus de soie artificielle contre 99 millions et demi exportés par l'Angleterre.

(1) « La guerre secrète pour le coton », par A. Zischka, Paris 1934, p. 180.

En 1929, le Japon vend 47.594.000 yards carrés contre 80.670.000 provenant d'Angleterre ; en 1930 : 84.485.000 yards contre 57.204.000 ; en 1931 : 94.854.000 contre 36.486.000 ; et en 1932 : 147.268.000 yards carrés de soie artificielle contre 38.271.000 yards de soie artificielle anglaise.

Ces chiffres sont traduits par le graphique ci-après :



Le Japon ne bat pas seulement l'Angleterre. Il est en train de battre tous les pays du monde.

Dans le monde entier, et même en Angleterre, les tissus japonais ont fait leur apparition. Leurs importations globales ont atteint en 1928 : 8.328.539 yen. En 1929 : 28.168.197 yen ; en 1930 : 34.900.000 yen ; en 1931 : 39.712.811 yen.

En 1934, les producteurs japonais s'étant rendu compte que les tissus de haute qualité, ou habutae, étaient beaucoup plus demandés que les tissus communs, ont abandonné le tissage de ces derniers. Résultat : le rythme de leurs exportations s'est accéléré. Cette progression est sensible même mensuellement. En janvier 1934, la valeur des tissus exportés n'était que de 5.841.000 yen. En février, elle passait à 7.237.000 yen ; en mars, à 8.918.000 yen ; en avril, à 8.528.000 yen et en mai, à 9.912.000 yen, donnant un total de 40 millions 446.000 yen pour ces cinq mois. A ce rythme, les exportations de tissus de soie artificielle dépasseront cette année le chiffre imposant de 100 millions de yen (1/2 milliard de francs) — c'est là un résultat extraordinaire, — et placeront, avant peu, le Japon au second rang des pays exportateurs comme nous le montre le tableau XX.

TABLEAU XX. — *Répartition des exportations.* (En millions de lbs).

PAYS	1932	1933
Italie	37.200	34.070
Frañce.	13.400	15.700
Hollande	13.800	13.730
Japon	7.430	11.400
Suisse	8.030	8.820
Grande-Bretagne .	6.760	6.685
Divers		21.707
	107.600	112.110

A cette allure, les exportations italiennes étant nettement décroissantes, il se pourrait qu'en 1935-36 il atteigne le premier rang. Si ce n'est pas à cette époque, ce sera un peu plus tard, mais cela sera.

Le succès du Japon, dans l'industrie de la soie artificielle, est qualifié d'extraordinaire par toute la presse économique. Mais, si brillant soit-il, il n'a pas encore l'envergure de celui acquis, toujours par le Japon, dans l'industrie cotonnière.

c) — *L'industrie cotonnière.*

La place du coton dans le monde :

Le coton, « l'or blanc », comme on l'appelle (1) aujourd'hui, a une importance soulignée dès les temps les plus reculés par des guerres entre les puissances du moment. Vers 575 avant J.-C., Babylone était la reine des cotonnades venant des Indes ou fabriquées sur place avec des fibres. Ninive veut lui ravir sa suprématie. Voilà une guerre allumée.

« Quinze cents ans plus tard, Gênes et Venise se ruinent pour ces mêmes cotonnades. Marco Polo est envoyé en expédition par les marchands de Venise afin de trouver du coton, « de l'or blanc ». Et quand

(1) « Guerre secrète pour le coton », par A. Zischka, Paris, 1934.

Christophe Colomb cherche une route vers les Indes qui ne soit pas bloquée par les Mahométans, il est en grande partie commandité par les marchands de cotonnades. Guerre de Sécession en Amérique, à cause du coton, conquête du Soudan pour le coton » (1).

Guerre dans les provinces asiatiques de la Russie, à cause du coton. Lutte pour le coton brut et lutte pour les marchés. Pour le coton brut, les adversaires actuels sont les U.S.A., l'Angleterre et le Japon et nous y verrons peut-être un jour la France.

’ Pour les marchés, il y a deux mille ans c'était Ninive et Babylone qui étaient rivales, aujourd'hui c'est l'Angleterre et le Japon.

La place de l'industrie cotonnière au Japon :

Comme nous l'annoncions plus haut, si brillant que soit le développement de la soie artificielle au Japon, cette industrie est encore loin d'atteindre l'importance de celle des cotonnades. Cela semble tout à fait normal puisque la consommation mondiale de coton représente en poids vingt fois celle de la soie artificielle, à peu près la moitié de celle des textiles réunis et qu'au Nippon même la consommation de la « rayonne » (soie artificielle) est le 1/10^e de celle des cotonnades.

(1) « La guerre pour le coton », par A. Zischka, Paris, 1934.

Le Japon ne produit presque pas de coton parce que les conditions de son sol et de son climat ne sont pas favorables, et d'ailleurs, soucieux de sa défense nationale, il est obligé de réserver toutes ses terres arables à l'approvisionnement de ses habitants. Par conséquent, la filature et le tissage du coton sont, au Japon, des industries que ne favorisent pas les conditions de lieu. Elles sont essentiellement, comme en Angleterre, des industries de transformation d'une matière première importée. C'est dans cet exemple que l'on peut saisir, pleinement, l'influence des « causes » qui feront l'objet de la 3^e partie de cette étude. Mais il faut ajouter que, dans ce domaine, plus peut-être que dans tout autre, le Japon a bénéficié pour son expansion de la situation vulnérable dans laquelle la guerre a mis, pendant cinq ans, un de ses concurrents les plus redoutables, l'Angleterre. Situation qui n'a fait qu'empirer depuis, par suite de la campagne nationaliste du Mahatma Gandhi, l'agitateur hindou.

*Histoire et évolution de l'industrie cotonnière
nipponne*

Le tableau XXI, tiré de celui que publie la « Japan Cotton Spinner's Association » retrace brièvement toute l'histoire de cette industrie pendant vingt ans et fait ressortir les principaux caractères de son évolution :

TABEAU XXI.

ANNÉES	Nombre des Cies	Capital en Millions	Réserve en Millions	Fabrique	EN 1.000			
					BROCHES			
					Ring	Mule	Doubling	Méttero
1912 ...	41	83	28	147	2.125	52	317	22
1914 ...	42	86	37	157	2.506	51	349	25
1920 ...	56	277	166	198	3.761	52	466	51
1923 ...	70	376	217	241	4.422	14	510	64
1925 ...	64	386	224	243	5.413	34	760	73
1927 ...	64	392	238	257	6.079	37	787	78
1929 ...	70	429	260	258	6.776	41	808	73
1930 ...	74	425	252	263	7.172	42	803	79
1931 ...	72	399	241	263	7.498	37	802	78
1932 ...	71	398	246	265	7.930	35	810	79
1934 ...								

Remarque. — Ces chiffres ne concernent que les compagnies membres de l'Association, mais celles qui n'en font pas partie, possédaient en 1932 moins de 3 % du nombre de ces métiers, et 1,5 % du nombre des broches.

Le tableau XXI nous montre :

1° Les progrès financiers de cette industrie jusqu'en 1929 ;

2° Les effets de la crise mondiale : affaissement des réserves en 1930 et 1931 ;

3° Une augmentation de ces dernières en 1932 ;

4° Un accroissement des fabriques, des broches et des métiers (encore le tableau n'indique-t-il que les métiers appartenant à des filateurs), signe d'une activité industrielle grandissante.

5° Une évolution très différente des trois catégories de broches. Les « Ring » ont presque quadru-

plé, les « datting » plus que doublé, tandis que les « mule » ont diminué de 30 %. Cela tient à la modernisation du matériel de tissage que le Japon poursuit sans relâche.

6° L'augmentation du nombre des broches. Elle ne saurait correspondre exactement à celle de la production en raison des changements apportés à l'utilisation de la main-d'œuvre. C'est ainsi que l'accroissement du nombre des broches après 1929 doit être dû, en partie, à la suppression du travail de nuit des femmes et des enfants, qui a eu des répercussions d'autant plus forte que les femmes sont en majorité dans les filatures, comme dans toutes les fabriques de textile, (fin 1931, on compte dans l'ensemble des filatures nippones 81 % de femmes sur 124.000 ouvriers et fin 1932 84 % sur 127.000 ouvriers).

Ainsi, le nombre des broches qui n'était en 1900 que de 144.027 a été multiplié par 8,5 en trente ans, et le fait, de la part de l'association japonaise des filateurs de coton, d'avoir, au printemps de 1933, décliné l'offre du « Comité de la Conférence Mondiale du coton », de réduire la production par une entente internationale, doit être interprété comme volonté, de la part des filateurs, d'accroître le nombre des broches. Bien que cet accroissement, pour les raisons que nous avons dites plus haut, ne soit pas tout à fait proportionnel à celui de la production, nous pouvons quand même en conclure qu'ils ont décidé d'activer la production.

Production et commerce

Nous distinguerons, comme pour les soies, les filés des tissus ou cotonnades.

a) Production et commerce des filés :

Production (1). — En 1933, la production, en filés, a battu de loin tous les records précédents, avec 3.099.725 balles, soit 289.297 balles de plus qu'en 1932 et 305.436 balles de plus qu'en 1929.

Exportations. — Les exportations de filés sont très faibles, les filés étant surtout destinés à l'industrie nationale.

Nous indiquons ci-dessous leurs variations depuis 1928 :

TABLEAU XXII. — (En millions de Kin) (1).

1928	21,5
1929.	20,1
1930.	17,9
1931.	9,8
1932.	26,9

(1) Source: « Present-Day Nippon », n° 10 1934, Annual English supplement of the Asahi, Osaka and Tokyo, 1934 p. 175. — Le bulletin de la BNCI (Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie), p. 11, rédigé par M. Picard, professeur à la Faculté de Droit de Paris, donne les chiffres de production suivants : 2.792.000 balles en 1929 2.810.000 balles en 1932 et 3.100.000 balles en 1933. Les chiffres de la première source ont donc été ici arrondis.

(1) Kin : mesure de capacité japonaise équivalent à 0,6 kgs.

Notons un redressement en 1932 quant à la répartition des ventes qui a considérablement varié depuis quelques années ; le tableau XXIII nous donne leurs différents chiffres de 1928 à 1933 (en millions de kin).

TABLEAU XXIII.

PAYS	1928	1929	1930	1931	1932	1933
Mandchoukuo . . .	—	—	—	—	0,6	1,6
Chine	6,8	5,3	3,5	0,6	1	0,1
Kwantung	0,8	0,7	0,7	0,7	1	0,4
Hong-Kong	4,8	2	4	0,9	2,5	0,2
Indes Britanniq. .	5,2	8,3	6	4,9	15,3	2,2
Indes Néerland. ..	0,9	0,7	0,6	0,5	2,2	0,4
Divers	3,0	3,1	3,1	2,4	4,3	1,6
Total.	21,5	20,1	17,9	9,8	26,9	6,5

La lecture du tableau XXIII montre :

1° La baisse progressive des achats de la Chine et des Indes néerlandaises jusqu'en 1931 ;

2° Une reprise en 1933 des importations japonaises pour tous les pays, même la Chine ;

3° L'importance progressive du Mandchoukuo, qui contribue largement à relever la part du groupe Chine ;

4° que l'accroissement des importations de la Chine n'est pas seulement dû au ralentissement du mouvement de boycottage, mais à l'installation en Chine de fabriques japonaises de cotonnades dont le nombre grandit chaque année, sans doute en vue de la demande hindoue.

b) *Les cotonnades :*

Il n'est pas publié, à notre connaissance, de statistique officielle sur la production des cotonnades, nous savons seulement qu'elle est en augmentation continue ; mais nous possédons, ce qui est plus intéressant pour notre étude, les chiffres de leurs exportations. Voici ceux de la période 1929-1933 :

TABLEAU XXIV. — *Exportations (en 1.000 yards) (1).*

1928	1.418.435
1929	1.789.775
1930	1.571.401
1931	1.412.070
1932	2.032.719
1933	2.087.413

Le dernier chiffre met le Japon au premier rang des pays exportateurs de coton dans le monde. Et cela, au grand détriment de la Grande-Bretagne.

Le tableau XXV nous montre le duel anglo-japonais pendant la période 1928-33 et la victoire japonaise.

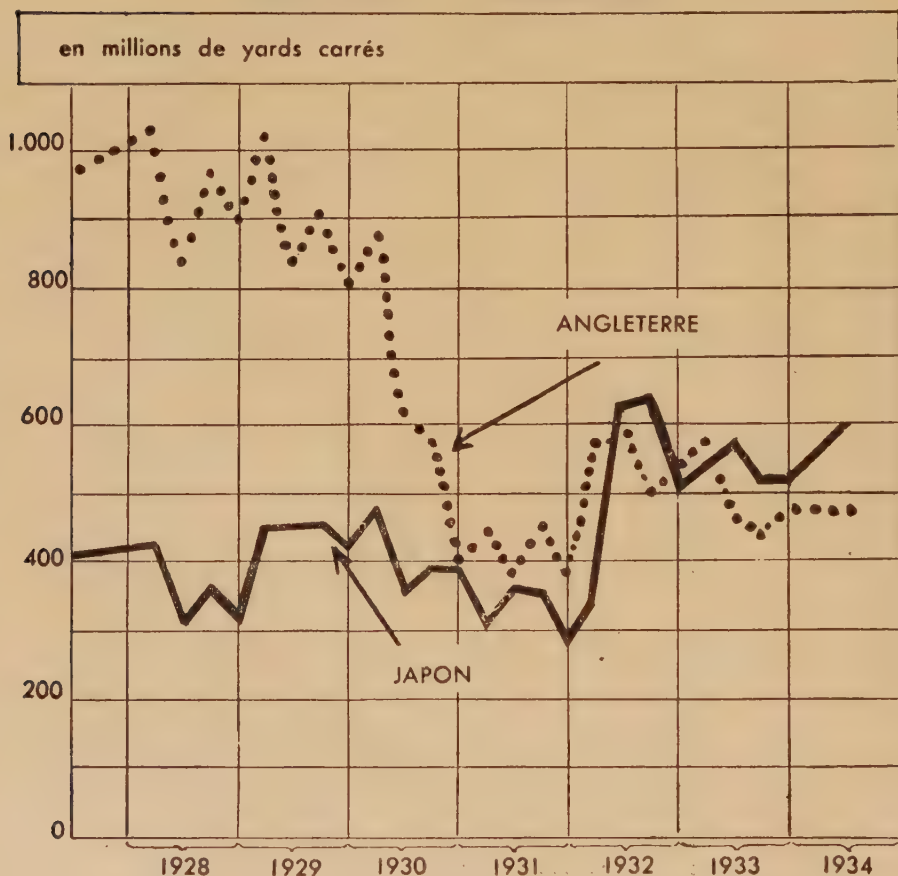
TABLEAU XXV. — *(En 1.000 yards).*

ANNEES	Exportations de cotonnades an- glaises	Exportations de cotonnades japo- naises
1928	3.866.499	1.418.435
1929	3.671.586	1.789.775
1930	2.406.766	1.571.401
1931	1.716.341	1.412.070
1932	2.198.035	2.032.719
1933	2.031.000	2.087.413

(1) « L'Expansion Industrielle du Japon », par J.-C. Balet, Paris, 1934, p. 17.

Ce duel, l'« aperçu général du commerce mondial » publié par la Société des Nations (Genève 1934), le traduit par le graphique ci-après :

MOUVEMENT TRIMESTRIEL



Ainsi, pour la première fois dans son histoire, l'Angleterre qui possède l'industrie cotonnière la plus formidable du monde, a été reléguée au second rang des pays exportateurs, et cela par le Japon dont le nombre de broches n'est que de

8.200.000 contre plus de 50.000.000 à l'Angleterre. C'est là un résultat que la Grande-Bretagne n'accepte pas facilement. Nous verrons sa réaction dans la quatrième partie de cette étude.

Voici la répartition des exportations japonaises de cotonnades sur les principaux marchés du monde en millions de yards carrés (1).

TABLEAU XXVI. — *Exportations de cotonnades japonaises dans le monde.*

PAYS DE DESTINATION	1929	1930	1931	1932	1933
Mandchoukuo . . .	—	—	—	9	177
Chine	531	436	239	194	113
Kwantung	56	45	38	89	
Hong-Kong	85	106	63		28,5
Indes Britanniq. .	581	404	404		451
Straits Eettlement	30	45	41		90
Indes Néerland..	193	183	212		423
Turquie	11	20	25		—
Egypte.	107	109	104	195	210
Afrique du Sud . .	14	24	39	36	204
Australie	14	14	21	36	57
Divers	169	186	228	329	335
Total . . .	1.791	1.572	1.414	2.032	2.088

En 1934, on constate d'après les résultats du premier trimestre, une diminution considérable des ventes en Chine, dans les Indes Néerlandaises, au Kwantung, mais le Japon se défend bien et rattrape d'un côté ce qu'il perd de l'autre, ses gains sont beaucoup plus élevés que ses pertes.

(1) Supplément au « Bulletin Quotidien » du 20 octobre 1933, Paris, p. S-3.

Voici les résultats du premier trimestre 1934, comparés à ceux du trimestre correspondant de 1933 (1) :

TABLEAU XXVII.

DESTINATION	QUANTITE	COMPARAISON
	EN YARDS 1 ^{er} trimestre 1934	EN % (+ ou —) avec 1 ^{er} trimestre 1933)
Chine	5.16.557	— 79 %
Mondchoukuo . . .	16.995.875	+ 40 %
Kwantung	9.599.908	+ 30 %
Siam	6.353.392	+ 40 %
Philippines	12.223.655	+ 205 %
Indes Néerland. . .	42.496.514	— 19 %
Malaisie	9.542.425	+ 6 %
Indes Britanniq. .	65.881.604	+ 22 %
Syrie	6.092.642	+ 30 %
Europe.	2.803.506	+ 9 %
Amérique Centr. .	6.748.519	+ 698 %
Amérique du Sud	9.135.094	+ 86 %
Océanie	3.425.337	+ 16 %
Afrique	49.578.059	+ 22 %
Divers	17.484.164	+ 167 %

Alors que les exportations diminuent de 79 % en Chine, de 42 % vers le Kwantung et de 19 % vers les Indes Néerlandaises, elles augmentent de 698 % vers l'Amérique centrale, de 205 % vers les Philippines, de 88 % vers l'Amérique du Sud, de 40 %

(1) Sources concordantes : Bulletin d'informations économiques et financières japonaises, n° 31, p. 14, et Bulletin de la B.N.C.I., rédigé par le professeur Picard, de la Faculté de Droit de Paris, n° 14 p. 11.

vers le Siam et le Mandchoukuo, de 39 % vers Hong-Kong, de 22 % vers l'Inde anglaise et l'Afrique. Il y a donc un changement de direction. Il est caractéristique de la politique économique du Japon : *Lorsqu'un marché est saturé ou hostile : offensive sur un autre marché.* Le monde entier doit y passer. Un rapport présenté à l'assemblée générale du Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière Française, fournit les renseignements suivants qui concrétisent les dangers de l'expansion japonaise : « Alors que les chiffres d'exportation des tissus de coton à l'étranger sont tombés, de 1928 à 1933, de 80 % pour la France, de 48 % pour la Belgique, de 67 % pour l'Italie, de 48 % pour l'Angleterre, dans ce même laps de temps elles ont augmenté de plus de 47 % pour le Japon qui réalise, même en 1933, un gain considérable par rapport à 1932. Aussi bien, le problème japonais est-il, aujourd'hui, un problème mondial.

En ce qui concerne spécialement notre industrie cotonnière française, le problème de la concurrence japonaise reste avant tout un problème colonial et même, plus spécialement, africain. Parmi nos colonies ou pays de protectorat africain, ce sont le Maroc, l'A.O.F. et Madagascar, qui, dès 1932, ont été le plus durement touchés ».

Ces plaintes, nous les trouvons, à peu près identiquement exprimées, dans tous les pays producteurs de tissus et, en particulier, en Grande-Bretagne.

Une grande émotion s'empara de la Chambre des Communes quand, au cours de l'été 1933, les deux

plus importants représentants du Lancashire, au Parlement, se levèrent pour dénoncer le péril japonais. « Ce péril, disait le lieutenant commander Frederick W. Asthury, est maintenant chez nous sous une forme plus dangereuse encore que dans la guerre. Si le gouvernement britannique ne réagit pas immédiatement, dans cinq ans il n'y aura plus une seule fabrique de cotonnades dans le Lancashire » (1).

Le major Cyril F. Entwistle, chiffres en mains, démontra la réalité du danger.

Cependant, grâce à l'accord de troc passé avec les Indes en janvier 1934, grâce aussi à l'amélioration des commandes venant, comme on vient de le voir, de l'Amérique centrale, de l'Amérique du Sud, du Siam, des Philippines, des Indes Néerlandaises et du Mandchoukuo, le Japon peut et doit maintenir ses positions et accroître, même, l'activité de son marché.

En 1933, en effet, les exportations de tissus de coton atteignent la valeur de 382.977.000 yen contre 288.560.000 yen en 1932. Et le premier trimestre de 1934 annonce une plus-value de 16.643.000 yen sur le premier trimestre de 1933.

Les principales sociétés japonaises s'occupant de la transformation du coton, possédaient, fin 1933, un capital de 674.423.318 yen et avaient réalisé un bénéfice de 30.279.621 yen. Et les carnets de commandes sont bien garnis. Les industriels japonais

(1) « La guerre secrète pour le coton », par A. Zischka, Paris, 1934, p. 140.

ont l'intention d'augmenter le nombre d'heures de travail dans les filatures à partir du 1^{er} octobre 1934.

Renforcement du succès. — Le succès du Japon dans l'industrie cotonnière, est déjà très inquiétant pour ses concurrents. Or, le Japon, nous l'avons vu plus haut, produit très peu de coton. Le tableau XXVIII nous montre de quels pays il est tributaire pour cette matière et l'importance progressive de ses achats durant la période 1928-1932 :

(En millions de kin)

TABLEAU XXVIII.

	1928	1929	1930	1031	1932
Etats-Unis	287	448	388	532	910
Indes Britanniq ..	460	514	473	481	274
Chine	104	78	70	71	53
Egypte.	18	23	18	23	33
Divers	5	16	5	7	1
Total.	974	1.079	954	1.114	1.271

Mais le Japon veut se libérer de ce tribut. Nous verrons de quelle façon dans un paragraphe ultérieur. Nous ne doutons pas qu'il y parvienne rapidement. Alors qu'il était tributaire de l'étranger pour le coton brut, il a écrasé l'Angleterre, que sera-ce quand il n'achètera plus de coton brut aux autres pays ?

d). — *L'industrie de la laine.*

Importance et histoire :

Bien que très développée depuis trois ou quatre ans, l'industrie de la laine est encore la moins importante des industries textiles du Japon.

Elle a d'abord été établie, nous l'avons dit, pour suffire aux besoins nouveaux de la population, principalement de l'armée et des civils, qui ont adopté le costume européen. Refoulant ainsi une importation assez onéreuse, elle donnait en même temps du travail à un nombre croissant d'ouvriers venus des champs à la ville. Son importance croissant, elle est devenue une industrie exportatrice. Son rôle vis-à-vis des exportations, est encore de second plan, mais un avenir brillant lui semble réservé.

*Evolution de l'industrie de la laine depuis la guerre
1914-1918*

Après avoir connu la grande prospérité, de 1915 à 1921, grâce à la demande de fournitures de guerre des Alliés, l'industrie lainière nipponne passa de durs moments, la vieille industrie européenne ayant repris ses droits. Les importations envahirent le marché nippon et le danger fut tel, que le gouvernement dut intervenir en relevant les tarifs. Cette mesure de protection assura une reprise lente, mais sûre, aux entreprises indigènes. Elles prennent place, jusqu'ici, parmi les industries nippones qui ont le moins souffert de la crise. Leurs progrès vont croissant chaque jour.

A la fin de 1931, le Japon comptait 47 entreprises lainières dont sept ou huit réellement importantes : la « Nippon Woollen textile C^o », au capital versé de 27 millions de yen ; la « Godo Woollen textile C^o », au capital versé de 25 millions de yen ; la « Tokio Muslin » avec 10 et 11 millions respectivement, et la « Mandchou Mongolian Woollen C^o », au capital versé de 27.500.000 yen, dont le but est plutôt l'élevage des moutons.

Voyons, tour à tour, la production et le commerce des filés et tissus de laine.

A). — *Filés* :

a) — *Production* (1). — La fabrication de laine filée est estimée à 26.369 tonnes (1), en 1932, contre 24.367 tonnes en 1931, et celle des 4 premiers mois de 1933 est de 2.313 tonnes contre 8.139 tonnes pendant la même période de 1932.

b) — *Commerce*. — Les importations sont de plus en plus réduites, passant de 4.000 tonnes en 1931, à 1.400 en 1932 et tombant à 400, pendant le 1^{er} trimestre de 1933. Les exportations de laine filée sont, pour ainsi dire, nulles.

B) — *Tissus* :

a) — *Production*. — La production des tissus de laine progresse dans l'ensemble. Elle passe, en pleine crise mondiale, de 95 millions de mètres en 1930, à 184 et 194 millions en 1931 et 1932. Exception doit être faite pour les mousselines. Leur fabrication

tend à diminuer par suite de l'abandon progressif du kimono de laine.

b) — *Commerce*. — Le tableau XXIX ci-dessous nous inspire les remarques suivantes : Les importations sont en continuelle régression. On peut dire qu'à l'exception des tissus anglais de haute qualité qu'il ne produit pas encore, le Japon n'importe plus de tissus de laine.

TABLEAU XXIX. — *Commerce des tissus de laine (en 1.000 yen)*.

	1930	1931	1932	1933
Importations	11.434	9.993	10.484	7.209
Exportations	2.758	1.396	4.480	12.376

Voici les pays d'origine des importations japonaises et leurs parts respectives :

TABLEAU XXX. — *Importations (en 1.000 yen)*.

PAYS	1932	1933
Angleterre	8.597	6.833
Allemagne	1.541	297
France	157	51
Italie	7	7
Amérique	18	4
Divers	164	17
Total	10.484	7.309

Le tableau XXXI nous donne la destination des exportations japonaises de tissus de laine :

TABLEAU XXXI. — *Exportations (en 1.000 yen).*

PAYS	1932	1933
Kwantung	2.925	5.944
Indes Anglaises . .	591	1.647
Manchukuo	171	1.360
Havai.	24	35
Divers	809	3.390
Total.	4.480	12.376

Ainsi, nous constatons une avance notable du Japon sur tous ces marchés et cette avance en l'espace d'un an constitue un progrès considérable.

L'offensive japonaise de la laine sur le marché mondial commence. Elle est bien amorcée.

Le Japon est cependant tributaire de l'étranger pour la laine brute que ses industries transforment.

Importations. — Voici les chiffres d'importation de laine brute pendant ces dernières années :

TABLEAU XXXII. — *Importations de laine brute au Japon.*
(En millions de lbs).

Années 1928.	116
— 1929.	108
— 1930.	116
— 1931.	186
— 1932.	201
1 ^{er} trimestre 1932	129
1 ^{er} trimestre 1933	144

Les importations de laine brute ont donc plus que doublé depuis 1930. La baisse du yen aurait pu les ralentir. S'il n'en fut rien, c'est grâce à la baisse plus accentuée encore des prix mondiaux des laines en 1932. Ainsi, de 1932 à 1933, la valeur de ces importations passe de 10.484.000 yen à 7.209.000 yen alors que leur volume augmentait au contraire pendant la même période.

Voici, de 1931 à 1933, la répartition, suivant leur origine, des importations japonaises de laine brute. Les quantités sont en balles et la valeur en 1.000 yen.

TABLEAU XXXII.

ORIGINE DE LA LAINE		ACHATS 1931	ACHATS 1932	ACHATS 8 mois de 1933
Australie	Quantité	1.372.030	1.488.098	1.163.945
	Valeur .	83.202	84.245	88.364
Nouvelle-Zélande	Quantité	19.442	?	?
	Valeur .	1.067	?	?
Grande-Bretagne .	Quantité	1.401	4.263	5.529
	Valeur .	126	375	576
Amérique du Sud	Quantité	33.093	8.930	31.871
	Valeur .	1.362	503	2.120
Chine	Quantité	924	608	299
	Valeur .	67	67	29
Mandchourie . . .	Quantité	118	10	100
	Valeur .	6	—	13

De ce tableau il ressort que les quantités de laine achetée par le Japon, en 1933, ne seront pas inférieures à celles de 1932 et de 1931 : Elles coûteront plus cher au Japon, surtout en raison de la dépréciation du yen. De même, il semble bien qu'un effort est fait en Afrique du Sud et en Argentine pour y augmenter les achats. L'Australie est de beaucoup le plus grand fournisseur du Japon.

En résumé, l'industrie japonaise de la laine est une industrie exportatrice naissante ; ses progrès sont remarquables et un brillant avenir lui est sans doute réservé, mais elle contribue pour une faible part encore au succès du Japon sur le marché mondial.

e). — *L'industrie de la bonneterie.*

C'est l'industrie du tricot. La première machine à tricoter fut importée à Yokohama, en 1870.

Cette industrie a végété jusqu'à ces dernières années, pour deux raisons : les Japonais ne connaissaient pas l'usage du tricot pour eux-mêmes, et ignoraient les goûts des étrangers en cette matière.

La guerre mondiale avec ses immenses besoins de tricots de toutes sortes, décida le Japon à se lancer dans cette industrie qui n'en demeura pas moins par son caractère une industrie familiale jusque vers 1929. A cette date on comptait dans tout l'empire 4.178 fabriques employant, environ, 30.000 ou-

vriers, ce qui donne en moyenne 7 à 8 ouvriers par fabrique. Osaka venait en tête avec 1.871 petits établissements ; Tokio la suivait avec 609 ; le département d'Aïchi avec 427, etc...

Depuis 7 ou 8 ans, cependant, la rationalisation a quelque peu corrigé les excès de cette production éparpillée. Une concentration s'opère petit à petit, de grandes filatures comme la Kanegafuchi, la Woollen textile C°, ajoutant à leurs broches et à leurs métiers de filature et de tissage de coton et de laine, des départements spéciaux pour le tricotage.

Un contrôle, qui se fait de plus en plus sérieux par le moyen des « Hosiery Conditionning Houses » d'Osaka, Nagoya, Tokio, est venu standardiser, dans une certaine mesure, les produits destinés à l'exportation.

Il est assez difficile de chiffrer en quantité et en valeur, la production globale de la bonneterie japonaise, à cause de son éparpillement et de la consommation des articles, de plus en plus variés, par la population indigène. Par contre, on possède les chiffres à l'exportation. Dans le tableau XXXIV, les quantités sont exprimées en douzaines, qu'il s'agisse de gants, chaussettes, caleçons, etc... La moyenne descendante des prix par douzaine, explique pourquoi, malgré l'augmentation régulière des exportations, les revenus de cette industrie n'ont pas suivi la progression des exportations (1).

(1) « L'expansion Industrielle du Japon », par J.-C. Balet, Paris, 1934, p. 18.

TABLEAU XXXIV.

ANNEES	Douzaine	Valeur en 1.000 yen	Prix moyen de la douz.
1920	6.930.271	42.609	6 yen 15
1922	4.648.533	19.026	4 yen 00
1924	6.309.127	23.426	3 yen 70
1926	8.757.029	28.457	3 yen 31
1927	10.214.458	29.744	2 yen 91
1929	12.736.806	36.362	2 yen 85
1930	13.207.485	29.392	2 yen 23
1931	10.114.234	21.176	2 yen 11
1932	12.895.321	26.934	2 yen 07
1933	15.632.725	32.428	2 yen 03

Les articles de la bonneterie japonaise sont de ceux dont les prix de vente provoquent l'étonnement et on les trouve partout dans le monde. Evidemment, beaucoup sont de qualité inférieure et conviennent surtout à des populations pauvres et peu difficiles. Il n'en est pas moins vrai qu'on a pu voir des chaussettes vendues par des détaillants qui n'y perdent sans doute pas, au prix dérisoire de un franc, transport et droits compris.

Le Japon produit aussi de la bonneterie fine de coton, de laine ou des deux fils mélangés, et maintenant la grande vogue est au mélange de la soie artificielle au coton ou à la soie naturelle.

L'industrie de la bonneterie est l'une des plus prospères du Japon. Elle ne doit pas être une des plus rémunératrices.

f). — *Résultats d'ensembles des industries textiles.*

En bloc, le Japon importe chaque année pour plus de 800 millions de fibres brutes, coton et laine, sans tenir compte de la cellulose (qui sert pour la soie artificielle). Et il exportait en 1933, pour un peu plus d'un milliard de tissus divers ou de soie grège. Après avoir fait vivre plus de 3 millions d'individus travaillant à ces produits, il lui reste un bénéfice d'environ 200 millions de yen (soit un milliard de francs). Ce n'est pas énorme, mais, par temps de crise, c'est appréciable.

Voici le total (1) de ces principaux tissus, en 1933 et 1932 :

TABLEAU XXXV.

PRODUITS	1933	1932
Soie grège	390.900 yen	381.500 yen
Tissus de coton ..	382.855 yen	288.195 yen
Tissus de soie art.	77.379 yen	61.242 yen
Tissus soie natur..	63.542 yen	50.301 yen
Bonneterie	42.044 yen	27.153 yen
Filés de coton . .	15.710 yen	20.130 yen

§ 2. — LES INDUSTRIES DE L'ALIMENTATION.

Malgré le niveau de vie relativement peu élevé et malgré les besoins modestes d'une population très

(1) « L'expansion Industrielle du Japon », par J.-C. Balet, Paris 1934, p. 17.

sobre, le Japon n'importe pas moins, bon an mal an, pour environ 80 millions de yen de comestibles et de boissons. Mais, en contre partie, il exporte, pour une somme supérieure, une foule de produits alimentaires. Il a créé une industrie de l'alimentation.

Voici la comparaison des importations et des exportations, sur ce chapitre, de 1929 à 1932 (en yen).

ANNEES	PRODUITS ALIMENTAIRES	
	Exportations (en yen)	Importations (en yen)
1929	116.844.000	83.304.000
1930	99.778.000	82.320.000
1931	71.556.000	70.235.000
1932	72.430.000	47.336.000

Les principales industries de l'alimentation sont :

a) l'industrie des conserves ; b) la meunerie ; c) l'industrie sucrière ; d) la brasserie ; e) l'industrie du thé. Cette dernière exceptée, elles ont été créées de toutes pièces, autant pour satisfaire à des besoins nouveaux de la population nippone, que pour en tirer des bénéfices à l'exportation, en occupant une main-d'œuvre non négligeable.

a) — *L'industrie des conserves :*

L'industrie des conserves, en général, a fait au Japon, de très grands progrès. Il suffit, pour s'en rendre compte, de relever le chiffre des exportations de ces dernières années. Ceux qui suivent,

comprennent toutes les variétés de conserves, viandes, poissons, légumes et fruits, à l'exception de deux produits spéciaux qui, à eux seuls, font l'objet d'une industrie particulière devenue très brillante en ces dernières années et visant surtout les exportations en Europe et en Amérique: Il s'agit des conserves de crabes et de saumons qui méritent une mention à part.

En 1929, le Japon a exporté pour 25.681.000 yen de conserves diverses (autres que crabes et saumons) ; en 1930 pour 21.762.000 yen et en 1933 pour 25.631.000 yen.

Le tableau XXXVI nous donne, en yen, la valeur des exportations de crabes et de saumons ou truites saumonées, de 1929 à 1933 inclus :

TABLEAU XXXVI.

ANNEES	Exportations en 1000 Yen	
	CRABES	SAUMONS
1929	16.712	4.387
1930	14.418	3.983
1931	12.159	3.697
1932	10.750	5.039
1933	15.432	6.321

Le compte rendu de l'Association des Fabricants de conserves, publie le résultat des trois années, 1927, 1928, 1929. Retenons ceux de l'année 1928 qui figurent dans le tableau XXXVII. Une caisse égale quatre douzaines de boîtes de 500 grammes ou huit douzaines de boîtes de 250 grammes.

TABLEAU XXXVII.

NATURE DES CONSERVES		CAISSES	Valeurs en yen
Viandes	porc		
	bœuf	240.000	4.410.000
	volaille	390.000	6.825.000
Lait condensé			
Poissons divers (y compris crabes et saumons)		1.165.000	22.860.000
Fruits divers		202.000	2.103.000
Ananas		330.000	4.125.000
Légumes divers		569.000	6.430.000
Total		2.896.000	46.755.000

A quoi il faut ajouter le produit des pêches faites en eaux russes, à Kamchatka (embouchure de l'Amour, côte sibérienne), en vertu des traités qui concèdent aux Japonais un certain nombre de zones de pêche et qui leur permettent de soumissionner, chaque année, à la concession par voie d'enchères publiques faites à Vladivostok, pour un certain nombre d'autres zones variables.

Ce qui intéresse le Japon c'est le saumon de diverses espèces, la truite saumonée et le crabe de Kamchatka de taille colossale, qui complète la pêche en Hokkaido.

De puissantes compagnies, dont la principale la « Nichiro Gyôgyô », exploitent ces concessions. Outre des installations à terre, tant au Japon qu'en territoire russe, elle possède une magnifique flotte de vapeurs de 2 à 3.000 tonnes, munis de l'outillage le plus perfectionné pour mettre en conserve à bord

la prise du jour. Le poisson y gagne en fraîcheur.

L'accueil fait par le monde entier aux conserves de crabes et de saumons japonais en indique la qualité.

Leur bon marché vraiment incroyable constitue également un attrait. Ainsi, en 1934, (au moment où sont écrites ces lignes), une boîte de 500 grammes de crabes de la meilleure qualité, peut être vendue, (par caisse en gros), dédouannée en France, à raison de 4 francs la boîte ; le saumon et la truite saumonée à raison de 2 francs.

Le tableau XXXVIII nous donne les produits de la pêche en eaux russes (1918) :

TABLEAU XXXVIII.

NATURE DES CONSERVES	CAISSES	VALEUR EN YEN
Saumon rouge . . .	801.828	23.253.012
Saumon argenté ..	76.242	803.550
Chum saumon . . .	1.408	15.488
	407.728	4.281.144
Crabes géants . . .	127.895	5.115.800
Total.	1.373.001	33.518.994

Depuis 1928, la situation des fabriques de conserves, notamment du saumon et du crabe, n'a pas beaucoup varié, parce que, d'une part, la concurrence russe s'est développée et que, d'autre part, une réglementation sévère a limité la production, surtout en conserves de crabes, afin de ne pas avilir les prix outre mesure et de ne pas dépeupler les cô-

tes de ce précieux crustacé, parce qu'enfin divers pays se sont mis à élever des barrières pour protéger des industries similaires, et même parfois très différentes de celles des conserves de saumon et de crabe, comme celles des sardines et de la langouste. Il n'en reste pas moins que lorsque les temps seront devenus meilleurs, le Japon possède là une industrie fort bien réglée et dont les profits sont importants.

b) — *L'industrie de la bière :*

La boisson nationale du Japon est le saké, produit par la fermentation du riz. En temps normal, le Japon produit environ 5 millions de koku de saké, soit 9 millions d'hectolitres. Mais depuis une quarantaine d'années, l'industrie de la bière est venue faire au saké une redoutable concurrence. En outre, tandis que l'exportation de Saké a toujours été insignifiante, celle de la bière se fait remarquer par de notables progrès.

A l'heure actuelle, le Japon produit des bières qui ne le cèdent pas à celles des pays occidentaux. Elles sont connues sur tous les marchés d'Extrême-Orient, d'où elles ont presque évincé les bières d'Europe.

Voici la situation de cette industrie, telle qu'elle se présentait au début de 1933 :

Les grands établissements sont groupés en trois grandes compagnies qui ont absorbé les diverses marques aimées du public. Par ordre d'importance ce sont : 1° « Dai Nippon Beer » ; 2° « Japan Beer Kosen » ; 3° « Kirin Beer ». Toutes les trois, sociétés anonymes par actions.

La première appartient, en grande partie, aux fameux businessmen Okura Kichichiro et Magoshi Kyokei. Sa production est supérieure à celle des deux autres réunies ; elle n'a pas de dette obligatoire et est fort bien administrée. Pendant de longues années, elle a donné des dividendes invraisemblables, de 25 à 30 %. Ils ont sérieusement diminué depuis l'augmentation successive du capital (1), 27.000.000 de yen en 1927, 42.500.000 en 1928, 50.000.000 en 1929, 50.000.000 en 1933 (2). Dividende de 12 % en 1932.

La seconde, dénommée aussi « Union Beer », fait partie du groupe d'affaires dirigé par un autre magnat de l'industrie, M. Nezu Kaichiro. Son capital (1) est passé de 12.500.000 yen en 1927, à 13.994.000 yen (3) en 1933. Ses dividendes étaient de 5 % pour l'année 1932. Ses produits sont les plus utilisés dans la vente sous pression. Elle s'occupe aussi de la fabrication de plusieurs boissons légèrement alcoolisées, à goût de fruits, très demandées au Japon. Ses profits sont toujours restés au-dessous de la « Dai Nippon ».

La troisième n'a qu'une marque: « Kirin » (Dragon). Son capital versé n'a pas varié depuis 1927. Il s'élève à 8.300.000 yen. Ses dividendes ont atteint 10 %, en 1932. Ses bières furent longtemps les préférées des étrangers. Elle est aujourd'hui financée par Mitsubishi. Ses profits sont substantiels et ses amortissements très importants, suivant la règle invariable de la célèbre firme.

(1) Versé.

(2), (3) « Bulletin de la Chambre de Commerce Française du Japon », juin 1933, p. 130, Yokohama.

Le tableau XXXIX indique, pour chaque société, le nombre de ses brasseries et sa capacité de production en 1932.

TABLEAU XXXIX.

En 1.000 koku (1)

<i>Dai Nippon Beer (1930)</i>	
Meguro	200
Azumabashi	150
Nagoya	100
Osaka	200
Hakala	100
Tsingtao (Chine)	30
Total	780
<i>Kirin Beer (1930)</i>	
Yokohama	140
Osaka	160
Sendai	100
Total	400
<i>Japan Beer Kosen</i>	
Tokyo	100
Handa	50
Nishinomya	100
Total	250
Grand total	1.430

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières japonaises », n° 23, p. 6, Paris

« Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon », juin 1933, p. 130-131, Yokohama.

Mais il faut dire qu'aucune de ces compagnies ne travaille à plein. Depuis longtemps, elles s'entendent pour maintenir les prix de la bière, grâce à une limitation de leur production proportionnelle à leur capacité.

En juin 1933, la « Dai Nippon Beer » et la « Japan Kosen » ont fusionné. La « Kirin Beer » a, de son côté, accepté le principe d'une coopérative de vente avec elles. Le contrôle de l'industrie de la bière, au Japon, se trouve ainsi réalisé. Le tableau XL nous donne les chiffres de la production (1). en hectolitres, durant les dix dernières années.

TABLEAU XL.

ANNEES	HECTOLITRES
1925	1.577.655
1926	1.548.339
1927	1.384.560
1928	1.434.713
1929	1.631.415
1930	1.616.204
1931	1.526.133
1932	1.438.697
1933	1.405.754
1934	1.731.321

Et voici (tableau XLI) les exportations (2), en volume et en valeur, durant cette même période :

(1) « Financial and Economic Annual of Japan », 1934, p. 97.

(2) « The Japan trade Review », volume VI n° 5, p. 15, Yokohama, 1933.

et « Financial and Economic Annual of Japan », 1934, p. 132.

TABLEAU XLI.

ANNEES	KOKU	YEN
1925	17.352	1.879.623
1926	22.454	2.542.927
1927	37.303	4.245.708
1928	41.017	4.412.322
1929	39.156	3.755.223
1930	38.634	3.439.828
1931	36.637	3.034.543
1932	68.812	4.835.042
1933		7.684.342

On peut ainsi se rendre compte des rapides progrès de l'industrie de la bière, laquelle, après avoir payé un léger tribut à la crise, est repartie pour un grand développement.

Pays de destination des exportations avec leur part respective en volume et en valeur :

TABLEAU XLII.

PAYS	VOLUME (koku)	VALEUR (en yen)
Manchukuo	821	57.834
Kwantung	20.542	1.509.037
Chine	20.698	1.496.712
Hong-Kong	1.610	120.513
Inde Anglaise	10.375	694.415
Straits Settlements	1.292	96.420
Indes Néerlandaises	8.856	535.120
Autres pays	4.610	324.991
Total	68.812	4.835.042

c) — *L'industrie sucrière* (1) :

En peu d'années, le Japon qui était autrefois tributaire de l'étranger, pour la plus grande partie du sucre qu'il consommait, est arrivé à se suffire. En effet, la demande intérieure est d'environ 15 millions de piculs (1), et la production totale était en 1932 de 19.291.000 piculs dont (2) :

TABLEAU XLIII.

Formose (sucre de canne) . . .	16.291.000 piculs
Iles Okimawa (3) et Kyushu (sucre de canne)	1.850.000 piculs
Iles polynésiennes et sous mandat japonais (sucre de canne)	718.000 piculs
Okkaido (sucre de betterave) ..	402.000 piculs
Corée (sucre de betterave) . .	30.000 piculs

Malgré le développement que l'on s'efforce de donner à la culture de la betterave en Corée et dans le Hokkaido, l'industrie sucrière gardera son siège principal à Formose, dans le sud du Japon et dans les îles polynésiennes sous mandat. La canne à sucre continuera à en fournir la base.

(1) Le sucre a été introduit au Japon en même temps que le Bouddhisme. Les Japonais ne possédant pas de sucre indigène et n'en important pas de l'extérieur, tiraient leurs produits sucrés de la pomme de terre, du kaki (plaqueminier), ainsi que d'autres fruits et légumes. C'est en l'an 754 de l'ère chrétienne que pour la première fois, une petite quantité de sucre fut importée de Chine.

(1) Le picul est une mesure très courante en Extrême-Orient. C'est un mot malais qui signifie : sac que l'on porte dans le dos. Le picul vaut généralement 60 kgs 68 ou 133 lbs 1/2 anglaises.

(2) « Bulletin de la Chambre de Commerce Française du Japon, juin 1933, Tokio.

(3) Iles reliant le Japon à Formose.

Lorsque Formose fut cédée par la Chine au Japon, en 1895, en vertu du traité de Shimonoseki, cette île fournissait à peine 550.000 piculs. Le reste de la consommation japonaise était importé de Java. C'est dire l'effort produit par le Japon depuis cette date. Mais le Japon ne se contente pas de produire du sucre brut. Il a installé à Formose et sur son territoire, de grandes raffineries qu'il alimente, non seulement avec le sucre indigène, mais encore avec le sucre d'importation de Java, en vue de l'exportation. Les quantités de sucre brut importées en grande partie de Java (95 %), sont cependant en diminution à mesure que la production nationale augmente.

Ainsi, il a été importé (1) :

TABLEAU XLIV.

ANNEES	QUANTITE
1924-1925	340.253
1925-1926	491.637
1926-1927	404.861
1927-1928.. . . .	450.875
1928-1929	222.060
1929-1930.. . . .	
1930-1931	230.280
1931-1932	200.547
1932-1933	40.712

Quant aux exportations (sucre raffiné), elles ont

(1) « Bulletin d'informations économiques et financières japonaises », n° 19, p. 3 et « Bulletin de la Chambre de Commerce française du Japon », p. 128-129, juin 1935.

été les suivantes, durant ces dix dernières années :

TABLEAU XLV.

ANNEES	QUANTITE (piculs)	VALEUR (en yen)
1924	1.881.709	28.643.648
1925	2.338.051	32.253.581
1926	3.002.132	34.032.452
1927	2.631.057	28.917.437
1928	3.797.485	38.414.569
1929	3.925.327	29.974.917
1930	3.221.000	26.734.585
1931	2.650.000	14.862.528
1932	1.475.000	7.797.251
1933		14.909.111

Ainsi, cette industrie, fortement touchée par la crise, dès 1929, a repris son essor en 1933.

Pays auxquels étaient destinées ces exportations, en 1933 :

TABLEAU XLVI.

PAYS	VALEUR EN 1.000 YEN
Mandchukuo	653
Kwantung	6.994
Chine	6.158
Russie d'Asie	593
Divers	511
Total	14.909

(1) Bulletin n° 19 d'informations économiques et financières japonaises, p. 4.

L'exportation est trustée par les sept grandes compagnies dont les noms suivent : Taiwan, Meiji, Dai Nippon, Niitaka, Teikoku, Ensinko et Taishô. Elles représentent, réunies, un capital versé de 150 millions de yen.

d) — *L'industrie du thé :*

Le Japon est la terre du thé. Il commença dès la fin du XVI^e siècle à exporter ce produit, mais en petite quantité, par l'intermédiaire des Hollandais tolérés à Nagasaki. Le véritable commerce du thé ne s'affirma qu'après l'ouverture de Yokohama aux étrangers, en 1859. Les affaires se confinèrent d'abord aux marchés des Etats-Unis et du Canada ; puis, peu à peu, la Russie, l'Afghanistan, le Maroc accueillirent le thé japonais ; il arrive à présent sur les principaux marchés d'Occident. Aujourd'hui, le Japon produit une moyenne annuelle d'environ 100 millions de lbs de thé dont 70 % servent à la consommation intérieure. Le reste, raffiné, est exporté. Voici, pour 1933, les pays qui recevaient ces exportations (en quantité) (1) :

TABLEAU XLVII.

PAYS	EN 1.000 LBS
Etats-Unis et Canada	21.000
U.R.S.S.	6.500
Maroc	1.500
Autres pays	1.000

« Bulletin de la Chambre de Commerce Française du Japon », juin 1933, p. 130, Yokohama. « Financial and Economic Annual of Japan » 1934, p. 132-133.

(1) « Present Day Nippon », n° 7, 1934, p. 39.

Les exportations en valeur (1), durant ces dernières années, étaient les suivantes :

TABLEAU XLVIII.

ANNEES	EN 1.000 YEN
1929	12.028
1930	8.387
1931	8.232
1932	8.173
1933	8.449

La baisse de valeur que l'on observe jusqu'en 1933 est due à une diminution considérable des prix du thé au Japon.

L'industrie japonaise du thé puise sa force d'expansion dans les deux groupements « Japan Central Tea Association » et « Tea Experiment Stations », sortes de cartels.

Le thé nippon est manufacturé par un outillage ultra-moderne et dans les conditions les plus hygiéniques. De la cueillette au dernier traitement, il n'est touché que par des machines.

Il y a plusieurs sortes de thés japonais. Ceux qui sont le plus demandés actuellement par l'étranger sont :

le thé vert frisé appelé « Tama Ryokucha », qui contient la vitamine C, et le thé noir.

(1) « Financial and Economic Annual of Japan », 1934, Tokyo, p. 130.

e) — *La meunerie* :

Le Japon n'est ni un grand producteur, ni un grand consommateur de blé. Cependant, il occupe dans le monde le cinquième rang pour l'exportation des farines. Voici qui prouve à quel point le Japon s'est industrialisé : il importe la matière brute, en l'espèce le blé, de trois grands pays producteurs (Canada, Etats-Unis, Australie), la transforme en farine qu'il exporte, réussissant à concurrencer ces mêmes pays, sur les marchés orientaux, et à les évincer de son marché intérieur.

Les chiffres suivants donnent la récolte annuelle du blé, en ces dernières années :

TABLEAU L.

ANNEES	HECTOLITRES
1924.....	9.503.266
1925.....	11.042.052
1926.....	10.638.108
1927.....	10.925.533
1928.....	10.525.366
1929.....	11.407.034
1930.....	11.048.514
1931.....	11.555.373
1932.....	11.721.374
1933.....	14.442.764

La production japonaise de blé suffit à la consommation intérieure ; mais pour alimenter son industrie de la meunerie, le Japon a dû importer 9 millions d'hectolitres en 1930 et en 1931, 9 millions 900.000 hectolitres en 1932 et 7 millions d'hectolitres en 1933.

Donc, si le Japon arrivait à produire environ le double de sa production actuelle de blé, il suffirait à la fois à tous les besoins de la consommation locale et à ceux de la meunerie pour l'exportation, sans avoir à recourir au blé étranger.

En vue d'obtenir ce résultat, dès 1932-1933, un plan quinquennal d'intensification de la production du blé fut dressé par le Ministère de l'Agriculture. Avec des subsides restreints, on se mit aussitôt à l'œuvre. Dès la première année, c'est-à-dire pour la récolte de 1933, l'accroissement de la production a été de 2.721.390 hectolitres (Voir tableau L).

Sans doute, c'est encore peu de chose que ce gain; mais le gouvernement a soumis à la dernière session parlementaire (juin 1934) un bill pour la protection du blé japonais, destiné à encourager sa production.

Ce « bill », en cinq articles, se résume ainsi :

1° Le ministre de l'Agriculture est investi du pouvoir de restreindre l'emploi, soit du blé étranger dans les minoteries, soit de l'orge dans les brasseries, lorsqu'il le jugera nécessaire pour le maintien des prix.

2° Il est également autorisé, si besoin, à relever les tarifs douaniers, sur les céréales d'importation ; et cela par simple ordonnance impériale.

3° Des mesures sont prises, pour étudier, de temps à autre, les variations du coût à la production du blé, et pour en réglementer la production et les prix.

4° A cet effet, le ministre peut obliger les producteurs, les négociants et les détenteurs de blé, à fournir aux fonctionnaires, nommés pour ces enquêtes, toutes données et tous renseignements nécessaires, à montrer leurs livres, leurs magasins, etc...

5° Tout individu enfrenant la défense d'emploi du blé étranger sera passible d'une amende maximum de 5.000 yen et ce blé sera confisqué. Si le gouvernement n'a pas l'emploi de ce blé, la confiscation pourra être remplacée par le paiement d'une somme forfaitaire.

Suit, (tableau LI), la valeur (1) des exportations de farine japonaise durant ces dernières années

TABLEAU LI.

ANNEES	(EN 1.000 YEN)
1927.....	6.191
1928.....	9.688
1929.....	10.431
1931.....	9.517
1932.....	20.539
1933.....	34.955

Ces chiffres montrent le remarquable essor de cette industrie.

Les pays principaux auxquels sont destinées ces exportations sont : la Mandchourie, la Chine, le

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », n° 18, Paris, p. 5. et « Financial and Economic Annual of Japan », p. 153 et j. 151, 1933 et 1934, Tokyo et Osaka.

Kwantung, les Straits Settlements et les Indes Néerlandaises.

A l'heure actuelle, on peut dire que presque tout le marché intérieur et celui de l'exportation, sont contrôlés par les deux grandes compagnies : La « Neshin Flour Company » et la « Nippon Flour C^o ».

La première nommée dépend elle-même de la puissante firme Mitsubishi. La seconde a le soutien de la firme Mitsui. Après une vaine tentative de fusion, ces deux entreprises ont tout de même fini par conclure une entente pour la vente des farines : chacune d'elles a ses sphères de vente et des prix uniformes, ce qui a permis le maintien des prix.

§ 3. — INDUSTRIES DIVERSES

L'activité du Japon sur le marché mondial ne se manifeste pas seulement par ses industries textiles et alimentaires ; il est d'autres industries avec lesquelles, dans des domaines autres que les fibres ou les aliments, il évince de grands pays industriels. Elles sont représentées généralement par de moyennes ou petites entreprises. Leurs produits bien que de qualité souvent inférieure sont préférés aux articles similaires étrangers, parce qu'étant nettement meilleur marché, ils conviennent mieux à l'acheteur appauvri par la crise. De telles industries contribuent dans une mesure croissante au succès nippon.

Ce sont :

a) l'industrie de la faïence et de la porcelaine,

- b) l'industrie des jouets,
- c) l'industrie de la mécanique,
- d) l'industrie du caoutchouc,
- e) l'industrie des ampoules électriques,
- f) l'industrie de la verrerie,
- g) l'industrie des articles de Paris,
- h) l'industrie du papier,
- i) l'industrie de l'émail,
- j) l'industrie de la savonnerie,
- k) l'industrie des boutons,
- l) l'industrie du ciment,
- m) l'industrie de la cellophane,
- n) l'industrie des colorants.

Nous dirons un mot de chacune. Sa place dans le succès nippon nous sera donnée par la valeur de ses exportations.

a) *L'industrie de la faïence et de la porcelaine.*

C'est l'une des plus anciennes industries japonaises; d'inspiration chinoise, elle débute au Japon en 1223 (1). La valeur artistique de ses produits est de réputation mondiale.

(1) « Quand en 1223 le prêtre Dogen organisa un pèlerinage aux lieux saints bouddhiques chinois, il emmena un potier du village de Seto, Kato Shirozaëmon Kagemasa, connu aujourd'hui sous le nom de « Toshiro » qui sut si bien s'approprier les techniques chinoises, que, revenu à son village de Seto, il y utilisa une terre et organisa un atelier, souche d'une dynastie de maîtres potiers auxquels nous devons les plus nobles créations de la céramique japonaise ». (p. 34, L'art Japonais, Gaston Migeon).

Cependant, la fabrication en série, adoptée depuis une vingtaine d'années par cette industrie, semble nuire à la beauté de ses produits. Il faut dire qu'elle doit répondre à la demande de gens de mauvais goût, comme le sont en cette matière, par exemple, les américains de classe moyenne.

Par contre, le travail, en série a intensifié la production et les exportations.

Cette industrie, désormais, compte dans le commerce nippon.

En 1906, sa production valait 32 millions, et ses exportations 8 millions de yen. En 1924, elles atteignaient respectivement 68 millions 533.000 yen (production) et 25.437.182 yen (exportation).

Le tableau LII, nous donne leurs variations de 1924 à 1929 :

TABLEAU LII. — (*En yen*).

ANNEES	PRODUCTION	EXPORTATIONS
1924	68.533.000	25.437.182
1925	78.177.000	35.272.738
1926	73.790.000	33.182.370
1927	74.863.000	30.491.395
1928	76.726.000	34.642.678
1929	77.422.000	36.962.654

Ainsi, en quelque vingt ans, l'industrie de la cé-

(1). Source : « Financial and Economic Annual of Japan », 1933. « The Department of Finance », Tokyo, 1933.

ramique a plus que doublé sa production et quadruplé ses exportations. Mais, en 1929, survient la crise mondiale qui abaissa considérablement la demande l'étranger : les exportations tombèrent alors à 27.171.265 yen en 1930, à 19.307.409 en 1931, et le déclin de cette industrie eut continué, sans la chute du yen, en 1931, qui redressa la courbe de ses exportations.

Depuis, elle connaît une nouvelle prospérité affirmée, chaque année, par des plus-values croissantes. Ses exportations (1) passent de 19.307.000 yen en 1931 à 22.937.000 en 1932, accusant ainsi une plus-value de 18 % ; puis, en 1933, elles font un pas de géant atteignant 35.634.000 yen (2) soit une plus-value de 55 % sur 1932. C'est là un résultat des plus remarquables et les chiffres du premier trimestre 1934 accusent une plus-value de 342.000 yen sur ceux du trimestre correspondant de 1933. Autrement dit, cette industrie est actuellement en pleine expansion.

On a vu avec quelle vigueur elle a repris son essor. Aussi, lui prédisons-nous un bel avenir. Voici les pays de destination de ses exportations avec leurs chiffres en 1931-1932 :

(1) « Financial and Economic Annual of Japan », 1934, « The Department of Finance », Tokyo, 1934, p. 133.

(2) « The Japan Trade Review », septembre 1934, Yokohama.

TABLEAU LIII.

PAYS (1)	ANNEE 1933	ANNEE 1931	ANNEE 1932
Mandchoukuo . . .	531	—	71
Kwantung prov. .	1.193	560	756
Chine.	991	617	554
Hong-Kong	247	243	142
British India . . .	3.965	1.391	3.463
Straits Settlement	900	210	374
Dutch India	3.728	1.711	
Philippine Island	959	400	635
Greal Britain . . .	1.296	6.634	825
France	643	1.079	311
Italy	146	199	100
United States of	371	195	236
Germany.	981	1.200	848
Holland	10.180	6.634	6.441
Canada.	1.399	1.139	1.317
Argentine.	395	174	150
Brazil	370	79	118
Egypt	438	146	408
Australia	2.707	665	1.768
Other countries ..	4.185	1.960	1.998
Total.	35.634	19.307	22.937

b) *L'industrie des jouets.*

Chacun sait que les jouets japonais se trouvent en bonne place dans tous les bazars d'Europe et d'Amérique où, par leur fini et surtout par leur bon mar-

(1) « Financial and Economic Annual », 1934, « The Department of Finance », Tokyo, 1934, p. 139.

ché, ils luttent avantageusement avec ceux de Nuremberg et d'ailleurs.

C'est en 1896, que le Japon commença à exporter quelques jouets. Or, voici, par comparaison avec l'Allemagne, la première, sinon l'unique pourvoyeuse de ces articles, les progrès réalisés à ses dépens par le Japon :

TABLEAU LIV.

ANNEES	Valeur des exportations de jouets japonais en 1.000 yen (1)	Valeur des exportations de jouets allemands en 1.000 yen (2)
1896	307	103.340
1913	2.480	81.500
1931	9.823	48.480
1932	15.119	38.457
1933	26.397	
1 ^{er} trimestre 1933.	5.874	
1 ^{er} trimestre 1934.	6.515	

Du 1^{er} janvier au 31 août 1933, le Japon avait déjà exporté pour 7.140.000 yen de jouets en caoutchouc; 2.620.000 yen de jouets en celluloïd; 4.060.000 yen en métal et 2.030.000 yen de jouets en bois.

Voici quels ont été, et sont encore, les grands clients du Japon pour cette industrie (en 1.000 yen) :

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », n° 31, Paris, 1934. « Financial and Economic Annual of Japan », p. 153, Tokyo, 1933, p. 13.

TABLEAU LV.

PAYS	ANNEE 1931	ANNEE 1932	ANNEE 1933
Amérique Nord....	2.921	4.997	5.740
Angleterre	2.099	2.288	3.269
Inde Anglaise . . .	711	1.466	2.864
Australie	207	861	1.639
Indes Néerland. ..	313	597	1.526
Mandchukuo . . .	0	8	146

La plus grande partie de la fabrication des jouets appartient encore à l'industrie familiale, ou tout au moins à la petite industrie. La preuve en est tirée des rapports officiels qui ne visent que des fabriques employant plus de dix ouvriers. En effet, d'après les statistiques du Commerce et de l'Industrie, les fabriques japonaises, en 1931, n'auraient produit que pour 800.000 yen de jouets métalliques, alors que les registres de l'exportation les font figurer pour 1.460.000. De même, les jouets en celluloid ne figurent, la même année, que pour 860.000 yen à la fabrication et, à l'exportation pour 4 millions 400 yen. C'est là une preuve indiscutable que la production familiale domine. Elle défie, d'ailleurs, en qualité et en bas prix, la production des fabriques, pour aussi étrange que paraisse la chose.

Les grossistes et les vendeurs sont les vrais bénéficiaires de cette production éparpillée. Un tableau, LVI, montre les variations dans le goût de la clientèle des jouets.

TABLEAU LVI. — *Exportation (en 1.000 yen).*

JOUETS	1930	1931	1932	1933
En caoutchouc . .	2.049	2.198	5.506	7.140
» celluloïd	4.423	3.041	2.527	2.820
» métal	588	1.460	2.491	4.060
» bois	1.477	449	1.588	2.030
» toile	739	592	797	?
Divers	4.981	3.755	4.665	?

En dehors de la laine, du coton et du caoutchouc, toutes les matières premières servant à fabriquer les jouets se trouvent au Japon.

Par ses résultats à l'exportation, l'industrie des jouets, tout à fait secondaire jusqu'à la veille de la guerre mondiale, mérite de prendre place, depuis 1933, parmi les dix plus grandes industries exportatrices du Japon.

c) *L'industrie de la mécanique.*

Le Japon a été longtemps largement tributaire de l'étranger, en ce qui concerne les machines nécessaires à son industrie. Il en fabriqua un nombre insignifiant durant toute l'ère Meiji, c'est-à-dire de 1868 à 1912. L'étranger lui fit payer bien cher ses importations. Ainsi, par exemple, les métiers qu'il achetait à l'Angleterre et à l'Amérique lui coûtaient 40 % de plus qu'aux Européens. L'installation d'un fuseau, qui revenait, en Amérique, à une soixantai-

ne de dollars, en coûtait plus de quatre-vingt-dix au Japon.

Mais, pendant la guerre mondiale, le Japon, fort enrichi par les bénéfices réalisés sur ses fournitures aux belligérants, put s'initier aisément à cette difficile industrie de l'outillage.

Il y fit des progrès tels, qu'à l'heure actuelle, non seulement il est capable de s'outiller à peu près complètement, mais il équipe déjà ses voisins d'Extrême-Orient et, dans ce domaine, commence à battre ses rivaux occidentaux : en Afrique, en Amérique du Sud et même en Europe. Comme le démontrent les tableaux LVII et LVIII, il achète de moins en moins de machines et en vend chaque année davantage :

TABEAU LVII. — *Importations.* (en 1.000 yen).

SPECIFICATION DES MACHINES	1932	1933
Moteurs à combustion interne	18.113	16.147
Machines de filatures et de tissage	14.486	3.520
Machines à coudre	9.220	2.060
Machines à travailler les métaux et le bois	5.624	16.247
Machines à comprimer l'air .	2.540	34.014
Machines diverses	79.017	669
Total	129.000	72.657

(1) « L'expansion industrielle du Japon », par J.-C. Balet, Paris, 1934, p. 49.

Du tableau LVII, il ressort que :

1° En 1933, les importations totales de machines et outils (principal fournisseur : l'Allemagne), sont en baisse de plus de 50 millions de yen sur 1929.

2° Cependant, durant cette période, les importations des machines à travailler les métaux et le bois, ont passé, de 5.624.000 yen en 1929, à 16.247.000 yen en 1933. A quoi faut-il attribuer cet accroissement anormal ? On pense, en général, qu'il est dû à l'armement intensif que poursuit actuellement le pays.

3° Les importations de toutes les autres catégories de machines ont baissé.

Si l'on s'en tient au programme des associations de fabricants de l'outillage, on doit prévoir pour 1935, la disparition des importations. Voyons, ci-dessous, les exportations :

TABEAU LVIII (1). — *Exportations.* (en 1.000 yen).

SPECIFICATION DES MACHINES	1931	1932	1933
Outillage de filatures et tissages	5.156	3.650	4.878
Machines électriques diverses	2.686	1.414	2.724
Machines d'imprimerie	248	371	902
Pompes diverses	351	344	909
Chaudières	408	343	577
Machines à travailler les métaux et le bois	219	216	566
Machines diverses	4.569	4.601	15.301
	13.637	10.939	25.857

(1) « Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris, 1934, p. 271.

Ainsi, de 1932 à 1933, en un an, le Japon a plus que doublé ses exportations de machines. Le premier trimestre de 1934 annonce une plus-value de 3.449.000 yen sur les ventes du premier trimestre de 1933.

Les métiers Toyoda constituent la part la plus importante de ces exportations. Leur valeur technique n'ayant pas été égalée par les métiers américains ou européens, ils doivent être l'objet d'une demande croissante.

Voici les pays auxquels sont destinées ces exportations avec leurs chiffres respectifs pour la période 1931-1933 :

TABLEAU LIX.

PAYS	1931	1932	1933
Chine	6.731	3.848	4.951
Hong-Kong	177	107	119
Mandchukuo . . .	150	394	1.938
Kwantung	4.280	3.953	14.197
Inde Anglaise. . .	470	900	2.104
Indes Néerland. .	80	123	312
U.R.S.S.	1.364	1.179	1.328
Brésil	34	73	104
Australie	3	41	31

Si la Chine, le meilleur client actuel, a diminué ses achats durant la période 1931-1933, c'est, sans aucun doute, en raison des événements de Mand-

chourie. Mais cette dernière remplacera certainement la Chine défailante.

Le tableau LX donne un aperçu des progrès de l'outillage confectionné au Japon. Il montre, après ce que nous venons de voir, que ce pays possèdera bientôt en cette industrie, un facteur important pour le succès de son commerce extérieur :

TABLEAU LX.

ANNEES	Nombre de fabriques	Nombre d'ouvriers de ces fabriques	Valeur de la production en 1.000 y.
1909	137	42.320	40.974
1914	388	80.862	110.906
1919	590	195.227	716.241
1921	526	162.724	568.322
1926	4.429	273.269	538.917
1929	5.296	190.154	682.162
1930	5.604	205.308	615.682

d) *L'industrie du caoutchouc.*

Cinquante ans après la fondation de la première usine de produits de caoutchouc en Angleterre, par C. Mac-Kintosh (1843), le Japon décida d'avoir, lui aussi, son industrie caoutchoutière. Les débuts en ont été difficiles et les progrès fort lents. En 1892, les fabricants japonais commencèrent à produire l'ébonite ; en 1897, les balles rondes ; en 1902 les

pneus de bicyclettes et, en 1910, les chaussures et les divers articles de vêtements en caoutchouc.

Depuis dix ans environ, et particulièrement depuis 1929, cette industrie a fait des progrès étonnants. Aujourd'hui, elle suffit largement à tous les besoins (les pneus d'automobile exceptés) du pays et plusieurs de ses produits inondent littéralement les marchés asiatiques et débordent sur ceux d'Amérique, d'Europe et d'Australie. Ce sont les chaussures de caoutchouc, les imperméables, les jouets, etc...

En décembre 1931, on comptait 238 sociétés pour la fabrication des articles de caoutchouc. Leur capital nominal ne dépassait cependant pas 38 millions de yen dont 26 versés. Chiffres qui indiquent que cette fabrication appartient encore à la moyenne et petite industrie. Cela ressort d'ailleurs du nombre des fabriques qui, à cette date, était de 593, sur lesquelles 469, soit 80 %, employaient chacune de 10 à 100 ouvriers, 24 en employaient de 100 à 200, 19 de 200 à 500 et 2, 1.000 et au-dessus.

Les principales sociétés qui exploitent ces entreprises sont ;

La *Mitatsuchi Rubber Manufacturing C° Ltd*, à Tokio (produits pour machines) qui a fréquemment contracté avec le gouvernement. Depuis quelques années, elle a étendu le champ de son activité et produit des chaussures, des articles de caoutchouc durci, des enveloppes, des balles, des jouets, des gants, etc...

La *Dunlop Rubber C°* (filiale de la société anglai-

se), à Hobé. Cette société a installé à Wakinahama (Hobé), une seconde manufacture qui doit utiliser le matériel le plus moderne.

La *Japan Rubber Footwear Manufacturing C^o*, à Kurunée et Fukuoka, spécialisée dans la fabrication des chaussures (7.500 ouvriers, production annuelle évaluée à 50.000.000 de yen).

La *Matsushita Rubber Works* et l'*Akiyama Rubber Works*, toutes deux à Osaka. D'autres sociétés sont également installées à Osaka pour la fabrication des chaussures (*Kuwahara and C^o*, *Marna Rubber Manufacturing Works*, *Tamura Kogyo and C^o*, *Ikumo Rubber Works*).

Les manufactures principalement spécialisées dans la fabrication des articles pour machines, sont: la *Settsu Rubber C^o*, la *Mikikosaku*, d'Osaka ; la *Tokio Rubber Industrial C^o*, à Tokio et Osaka ; la *Meiji Rubber C^o*, à Tokio.

Le Japon ne produit pas l'hévéa (1). Il est donc obligé d'importer le caoutchouc brut de divers pays dont voici les noms avec les quantités de matière brute importés au Japon en 1932 et leurs prix :

TABLEAU LXI.

PAYS	VOLUME (en tonnes)	VALEUR (en yen)
Malaisie (Straits Settlements . . .	36.427	10.060.000
Indes Néerland. .	18.215	4.995.000
Indochine franç. .	1.123	273.000
Etats-Unis	183	124.000
Divers		
Total	57.140	15.988.000

(1) « Arbre dont le suc épaisi forme le caoutchouc ». (Larrouse illustré p. 388).

Les importations de gutta-percha vont en progressant, ainsi que la production des articles manufacturés. (Tableau LXII) :

TABLEAU LXII.

ANNEES	Importations.		Production en 1.000 y.
	Tonnes	Valeur	
1929	34.891	33.885	76.509
1930	33.434	17.930	60.767
1931	44.246	13.183	59.661
1932	57.140	15.988	70.000 en,
1933 (1 ^{er} semest.).	28.927	7.387	34.500 en.
1933 (2 ^e semest.).	37.254	12.529	(inconnus)

A ces chiffres, il faut ajouter ceux des importations et des exportations d'articles en caoutchouc. En voici le tableau détaillé, LXIII, pour la période 1929-1933 :

TABLEAU LXIII. — *Importation d'articles en caoutchouc.*
(en 1.000 yen).

Années	Pneus d'auto	Articles non vul.	Articles en caoutchouc souple	Divers et total
1929	4.955	280	1.117	6.436
1930	3.832	189	754	4.798
1931	2.084	186	901	3.198
1932	423	340	680	1.470
1932 (1 ^{er} s.)	315	186	414	932
1933 (1 ^{er} s.)	4	111	371	497

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », n° 29, Paris 1933, p. 8.

TABEAU LXIII (suite). — *Exportation d'articles en caoutchouc. (en 1.000 yen).*

Années	Pneus divers	Bottes et sandal.	Jouets	Divers et total
1929	6.301	7.445	2.161	17.356
1930	5.274	6.593	2.049	13.195
1931	3.858	4.394	2.199	11.496
1932	4.378	4.890	5.507	16.254
1932 (1 ^{er} s.)	1.549	1.465	1.943	5.469
1933 (1 ^{er} s.)	4.083	4.596	4.431	14.501

Il ressort de ce tableau, que cette industrie est en pleine effervescence : les importations, au Japon, d'articles manufacturés à l'étranger, vont en décroissant, tandis que le Japon développe ses exportations. Si elles continuent à la cadence du premier semestre, on voit qu'elles atteindront près de 30 millions de yen à la fin de l'année 1933.

Fournisseurs du Japon. — Le Nippon n'important plus en 1932 qu'une quantité négligeable d'objets en caoutchouc, il n'y a plus grand intérêt à savoir, que ce sont les U.S.A. qui viennent en tête de ses fournisseurs, avec 1.110.000 yen, puis l'Angleterre, avec 283.000 yen.

Les clients du Japon :

Par contre, il est intéressant de savoir que ses principaux acheteurs, en 1932, furent : la Grande-Bretagne, avec 3.180.000 yen ; les Etats-Unis, 2.324.000 yen ; l'Inde, avec 2.211.000 yen ; la Chine,

194.000 yen ; les Indes Néerlandaises, 1.880.000 yen.

Quant à la production japonaise, elle est aussi parfaite que dans les meilleurs pays producteurs, et aussi variée. Parmi les articles qu'elle jette à profusion sur les marchés extérieurs, une place à part, doit être faite, aux chaussures à semelles de caoutchouc. En 1929, on comptait 296 fabriques ; en 1930, 302 ; en 1921, 268. La production totale et la valeur s'établissent comme l'indique le tableau LXIV.

TABEAU LXIV.

ANNEES	Paires de chaussures	Valeur en yen	Prix moyen de la paire de chaussure
1926	15.080.000	15.585.000	1,03
1927	17.172.000	18.153.000	1,05
1928	26.143.000	21.306.000	0,82
1929	37.913.000	24.934.000	0,63
1930	47.290.000	20.379.000	0,42
1931	32.266.000	15.922.000	0,49
1932	44.500.000	17.793.000	0,39

La moyenne du prix de la paire de chaussure, diminue, à peu près proportionnellement, avec l'augmentation de la production. Cela est dû, non seulement à l'importance des bénéfices réalisés, mais aussi à la concurrence forcenée, que se livraient, entre eux, les producteurs nippons. Ils étaient même arrivés à vendre certaines espadrilles à semelles de caoutchouc, au prix dérisoire de 4 yen 54 la douzaine.

Alors, on organisa une guilde des producteurs,

qui, dès la fin de 1931, exerça un contrôle sévère tant sur la qualité des produits, que sur leurs prix. Ce contrôle, joint aux mesures protectionnistes prises par la plupart des pays importateurs, releva les prix de vente. Dès 1932, le coût à la production des sandales ordinaires, s'établit à 4 yen 83 la douzaine et à 5 yen 25 pour la vente, soit un bénéfice de 0 yen 42 par douzaine. Ce chiffre modique nous montre combien l'industriel japonais se contente de peu.

Malgré le relèvement des tarifs et les contingents pratiqués par certains pays, il a été exporté, rien que pour le premier trimestre 1933, pour 13.821.078 yen, d'articles en caoutchouc, soit 21.110.000 paires de sandales et 6.800.000 paires de bottes et galoches. Ce qui prouve que l'essor de cette industrie continue.

e) L'industrie des ampoules électriques

Comme celle qui précède, l'industrie des ampoules électriques, insignifiante avant la guerre, profita, pour se développer, de l'absence de la concurrence étrangère durant le conflit mondial. De 1914 à 1918, le nombre de fabriques passait de 13 à 46, et, dès 1919, l'industrie indigène suffisait à la demande intérieure.

Depuis, elle se mit à exporter, et d'une façon progressive. De 1925 à 1929, la valeur de ses exportations passait de 20 millions à 60 millions de francs

français, soit une augmentation de 200 % en quatre ans, alors que la plus-value enregistrée par ses concurrentes (Allemagne, Pays-Bas, Angleterre, France, Hongrie, Etats-Unis, Autriche), n'atteignait pas, pendant la même période, 30 % dans leur ensemble.

Le tableau LXV nous donne l'évolution de l'exportation nipponne depuis la crise :

TABLEAU LXV.

ANNEES	1.000 unités	1.000 R.-M. (1)	Prix d'exportation moyen par 1.000 unités
1929	96.759	10.506	10,9
1930	101.596	11.010	10,8
1931	151.473	12.103	8,0
1932	273.455	12.103	4,4

A une augmentation en quantité de 183 % en quatre années, correspond un accroissement de 15 % en valeur. Cette disproportion est due à un abaissement de 59 % des prix de vente. Aussi, a-t-on crié au dumping. A cette accusation, les représentants des fabricants d'ampoules ont répondu, en publiant récemment le tableau LXV bis, qui donne le détail du prix de revient (en R.M.) (1), de mille pièces :

Matière première	2,56
Déchets	0,07
Energie	0,22
A reporter	2,85

(1) Reich mark. (Le yen-or vaut 2.09250 mark-or).

Report.	2,85
Salaires	0,56
Emballage	0,46
Transport	0,04
Divers	0,31
Bénéfices	0,41
	4,63

Ces prix dérisoires sont obtenus grâce à des conditions de travail exceptionnelles.

La grande majorité des entreprises ne comporte pas plus de cinquante ouvriers. Nombreuses sont celles qui utilisent le travail à domicile, y compris celui des enfants. D'où, absence de surveillance et manque d'homogénéité dans la production nippone. C'est là une infériorité qui, si elle persistait, entraînerait certainement une diminution de la demande étrangère et, par suite, un ralentissement dans l'essor de cette industrie. Aussi, le gouvernement, ayant senti le danger, a décidé de contrôler lui-même, la qualité et les prix des ampoules destinées à l'exportation. La préfecture de Tokio et le Ministère du Commerce, viennent déjà d'imposer la fusion d'un certain nombre d'entreprises.

Pays de destination des exportations :

Le Japon est le plus gros fournisseur de lampes à incandescence pour l'Extrême-Orient. L'avenir semble devoir maintenir et consolider cette position. En outre, il fait de sensibles progrès en Australie, en Afrique du Sud, et jusqu'en Amérique du Nord et du Sud. L'Europe commence à être touchée. L'of-

fensive nipponne, dans ce domaine, n'est pas terminée.

f) *La verrerie*

Les verreries japonaises sont peu nombreuses, mais fort bien outillées. L'une des principales est l'« Asahi Glass ».

Par les chiffres comparés, (tableau LXVI), des importations et des exportations de la verrerie, on se rend compte que le Japon, non seulement se suffit, surtout en verres à vitres et à bouteilles, mais qu'il devient redoutable pour ses concurrents, jusque sur les marchés d'Europe et d'Amérique.

TABLEAU LXVI.

ANNEES	Valeur des exportations en 1.000 yen	Valeur des importations en 1.000 yen
1929	13.211	4.287
1930	9.609	4.655
1931	6.534	2.665
1932	9.281	3.123
1933	15.336	2. 967

De l'avis des spécialistes japonais sur cette matière, si les barrières douanières de l'étranger n'étaient pas trop élevées, les exportations japonaises pourraient facilement doubler, dans les deux ou trois prochaines années. Actuellement, les prix

(1) Financial and Economic Annual of Japan, 1934, Tokyo, p. 135.

moyens sont de 30 % inférieurs au prix de revient, et peuvent être sérieusement comprimés, si besoin est. Par la liste des clients du Japon, que nous donne le tableau LXVII, on peut juger des progrès de cette industrie :

TABLEAU LXVII.

DESTINATION	ANNEE 1932 (en 1.000 yen)	ANNEE 1933 en 1.000 yen)
Mandchukuo	11	421
Kwantung	335	480
Chine.	809	1.047
Hong-Kong	126	233
Inde Anglaise . . .	4.106	5.506
Straits Settlement	202	617
Indes Néerland.. .	1.070	2.068
Philippines	503	809
Siam.	132	398
Angleterre	101	160
Etats-Unis	491	802
Sud Afrique	158	450
Australie	357	755
Divers	784	1.573
Total	9.281	15.326

(1) Financial and Economic Annual, 1934, Tokyo, p. 139.

g) *Articles de « Paris ».*

Sous ce nom générique, connu du monde entier, nous entendons ces mille petits objets qui servent d'ornement à la toilette, perles d'imitation, verroterie, joaillerie de pacotille, et qui donnent l'illusion du luxe et de la richesse. Ils ne sont pas tous faits à Paris, loin de là, et le Japon est passé maître dans l'art de pasticher nos modèles.

En 1928, sans compter la consommation intérieure, le Japon en exporta pour plus de 8 millions de yen. Le yen valait alors 12 fr. 60. Les perles en toc entraient, dans ce total, pour 3.869.553 yen, et les bracelets de fantaisie, pour 2.813.298 yen.

Nous n'avons pas les résultats des années suivantes, mais il est certain que la fabrication de ces colifichets, qui convient si bien aux Japonais, n'a fait que croître, ainsi que leurs exportations.

Voici les principaux clients du Japon et en regard, le montant de leurs achats en articles de Paris « made in Japan », de 1926 à 1928 :

TABLEAU LXVIII.

DESTINATION	1926	1927	1928
Inde Anglaise . . .	2.285.476	2.451.748	2.813.298
Chine	432.998	249.900	383.266
Philippines	187.666	299.532	278.333
Australie	110.058	74.331	223.281
Autres Pays	965.078	888.848	4.319.353

h) *L'industrie du papier.*

Nous ne parlerons que du papier européen. L'autre, le papier japonais, est produit en si petites quantités, qu'il ne vaut pas la peine de s'étendre longuement sur son sujet.

Il suffit de rappeler que certaines qualités de ce papier sont très recherchées par les éditeurs, pour leurs ouvrages de luxe. Il est alors fabriqué à la main, d'après certains procédés familiaux.

Les papiers fabriqués mécaniquement, servent plutôt à des usages vulgaires.

Il en fut produit 18.293.731 livres en 1929 ; 21.273.497 livres en 1930 ; 18.897.005 en 1931 ; et 17.416.193 en 1932.

Quant à l'industrie du papier genre européen, elle date de 1872, où une petite firme, la Yukooha, installa une fabrique près de Kyoto. L'année suivante, le baron Shibusawa fondait, près de Tokio, la papeterie d'Oji, au capital de 150.000.000 de yen. Pendant les 30 années qui suivirent, le développement de cette industrie fut plutôt lent, en dépit de la rapide transformation des mœurs japonaises. Cependant, vers 1906, la production annuelle atteignait 85.000 tonnes, tandis que la consommation dépassait déjà 120.000 tonnes.

C'est que le Japon, devant les bas prix de l'Occident, n'avait pas cru devoir tenter la concurrence avec l'étranger. Mais sa victoire sur la Russie et sa politique continentale lui ouvrirent des perspectives nouvelles.

Il fit, pour le papier, ce qu'il commençait à faire pour plusieurs autres industries : il s'y lança résolument. Pour réussir, dès 1906, il releva fortement les tarifs douaniers sur les papiers importés. Le résultat ne se fit pas attendre. Dès 1912, la production annuelle était de 162.000 tonnes; en 1921, de 255.000; en 1926, de 420.000 tonnes. A partir de 1928, il nous est possible de donner un tableau, LXIX, comparé de la production, de la consommation, et de l'exportation.

TABLEAU LXIX.

ANNEES	Production (tonnes)	Import.	Cons.	Export.
1928.	652.877	50.313	526.002	89.050
1929.	709.093	39.692	560.380	93.754
1932.	655.657	58.237	557.806	66.302

Le tableau LXIX ne renferme que les quantités produites par les papeteries affiliées à la « Sershi Rengô-Kwai », dont voici les noms, et qui contrôlent d'ailleurs plus de 90 % de la production totale :

La plus importante, l'« Oji Seishi », qui a englobé, en 1932, « Fuji seishin » et « Karafuto-Kogyâk » — au capital de 140 millions de yen, soit les 14/18^e des capitaux consacrés à cette industrie, — contrôle les 85 % de la production.

Puis viennent : la « Nitsabichi Seishi », avec un capital de 15 millions de yen, l'« Hokuetsu Sei-

(1) « L'expansion industrielle du Japon », par J.-C. Balet, Paris 1934, p. 26.

shi », la « Japan Shigyô K », l'« Inu Seishi », la « Japan Seishi », la « Nishino Paper Milles ».

Nous ne possédons pas les chiffres de 1933, mais l'on sait déjà qu'ils ne s'écartent guère des précédents, desquels on peut, semble-t-il, tirer les conclusions suivantes : le Japon produit, et au-delà, tout le papier qui lui est nécessaire et en tous cas, il est largement outillé pour faire face à une augmentation de la consommation ; car l'industrie du papier, l'une des mieux organisées en cartel, (Association des producteurs et des vendeurs), a connu des restrictions à la production, comme la plupart des produits, variant de 10 %, en 1927, à 55 %, en 1931. Les importations ne portent que sur certaines quantités limitées, largement compensées, d'ailleurs, par les exportations.

Il est hors de doute, que cette industrie pourra offrir au Japon, en Asie, de très larges débouchés, à mesure qu'évolueront les nations orientales, sur lesquelles il a pris une avance formidable. En attendant, aux Etats-Unis, où la consommation est de 219 livres par tête, soit sept fois plus grande qu'au Japon et deux fois plus qu'en Angleterre, le Japon se fait une solide clientèle. Parmi ses gros acheteurs américains, on doit citer la presse « Hearst » et le « San Francisco Chronicle », le grand journal de l'ouest américain. L'offensive sur l'Europe est à prévoir.

i) *L'industrie de l'émail.*

Malgré son ancienneté et sa technique de haute

valeur, cette industrie japonaise n'avait pas réussi à s'imposer au dehors, jusqu'en 1914. La grande guerre lui fut une occasion unique de supplanter les produits occidentaux, qui avaient à peu près monopolisés les marchés d'Orient. Après la guerre, le Japon soutint, sans faiblir, les concurrences allemande et tchécoslovaque.

En 1919, les exportations avaient atteint 6 millions de yen ; en 1929, la production globale valait 10 millions, sur lesquels 7 millions furent dévolus à l'exportation.

La crise mondiale frappa durement cette industrie, en 1930-1931, et la concurrence se fit plus acharnée, non seulement de la part de l'Allemagne et de la Tchécoslovaquie, mais de la Chine elle-même, qui s'adonnait de nouveau à la fabrication des produits émaillés. Mais, dès 1932, les fabricants nippons furent soumis au contrôle de la fabrication et de l'exportation. Ils s'en trouvèrent bien, puisqu'en 1933 les exportations se relevèrent à 5.550.000 yen.

Voici la valeur des exportations (1), des dernières années :

1925	6.918.000 yen
1926	5.970.000 »
1927	5.933.000 »
1928	6.644.000 »
1929	6.707.000 »
1930	4.045.000 »
1931	2.698.000 »
1932	4.113.000 »
1933	5.550.000 »

(1) « L'expansion industrielle du Japon », par J.-C. Balet, Paris, 1934, p. 37.

L'industrie de l'émail appartient à la catégorie de la petite ou moyenne industrie. En 1933, on comptait une cinquantaine de fabriques, dont 24 autour de Tokio, travaillant pour la consommation domestique, et 26 dans l'ouest, dont 21 à Osaka, travaillant pour l'exportation.

j) *L'industrie de la savonnerie*

C'est une des industries qui ne datent que de quelques années, mais qui progressent rapidement depuis deux ans. En 1928, la production nationale ne valait guère que 100.000 yen. En 1933, elle a dépassé 3 millions. Les industriels japonais osent même affirmer que leur fabrication est supérieure à celle de l'étranger, parce qu'ils emploient, disent-ils, uniquement de l'huile de poisson solidifiée, tandis que les occidentaux se servent de préférence du suif. C'est là une vue un peu sommaire. Quoi qu'il en soit, le Japon produit effectivement, chaque année, quelque 100.000 tonnes d'huile de divers poissons : sardines, morues, harengs, baleines. Il les raffine chez lui, et en exporte, même, certaines quantités. L'huile de soya est, également, l'une des matières dont le Japon ne saurait manquer, étant donnée la production mandchoue.

Il va de soi que les savons fabriqués au Japon, sont d'abord destinés à chasser les savons d'importation étrangère. Ils y ont partiellement réussi, sauf en ce qui concerne la savonnerie de luxe. Mais ils sont surtout destinés à la clientèle asiatique, ou d'ailleurs, en raison de leur excessif bon marché.

Les exportations de savon de ménage ont marqué la progression suivante :

En 1930	179.000 yen
En 1931	168.000 »
En 1932	288.000 »
En 1933 (dix premiers mois	885.000 »

Lès exportations de savon de toilette :

En 1930	1.231.000 yen
En 1931	524.000 »
En 1932	907.000 »
En 1933 (dix premiers mois ...	1.627.000 »

Les principaux clients du Japon sont : Le Mandchoukuo, avec 570.000 yen pour les dix premiers mois de 1933, contre 12.331 yen en 1931, et 45.589 yen, en 1932.

L'Inde anglaise, les Indes néerlandaises, le Siam, Hong-Kong, et même la Chine, qui en acheta pour 205.407 yen, en 1931, mais qui a presque cessé ses achats, depuis les démêlés sino-japonais, et aussi pour favoriser la fabrication chinoise.

k) *L'industrie des boutons.*

C'est encore une des petites industries dans lesquelles le Japon exerce sa maîtrise. Naturellement, le commerce suit les progrès de l'industrie.

Comme la précédente, elle appartient à la catégorie des industries familiales ou semi-familiales.

Son centre principal est Nara, ancienne capitale du Japon, près de Kyoto. A elle seule, cette ville en exporte pour plus de 5 millions de yen, annuellement.

D'après les statistiques officielles du Ministère du Commerce et de l'Industrie japonais, on comptait, en 1932, dans tout le Japon, 155 fabriques employant de 5 à 10 ouvriers; 40, de 10 à 15; 19 une trentaine; 8, de 30 à 50 ouvriers et une seule, plus de 50. Voici les grandes catégories de boutons (qui comportent à leur tour une grande variété de produits) exportés du Japon, au cours de ces dernières années. (Les sommes (1) sont en 1.000 yen) :

TABLEAU LXX.

SPECIFICATION	1931	1932	1933
Boutons de nacre.	3.195	3.632	4.574
Boutons métalliq.	170	96	164
Bout. corne et os	210	113	341
Divers	438	713	1.048
Total	4.013	4.554	6.127

Avant les événements de Chine, le Japon importait les coquillages nacrés de la vallée du Yang-Tsé-Kiang, bien supérieurs en qualité à ceux du Japon. Depuis lors, il s'adresse à d'autres pays. Il en a importé, au cours des dix premiers mois de cette année, 21.512.800 livres, d'une valeur de 3.143.080 yen, soit 6.291.000 livres de moins que l'an dernier, mais coûtant 1.061.700 yen de plus en raison de la baisse du yen.

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », mars 1934, Paris, p. 7.

Les clients s'étendent partout dans le monde :

La Grande-Bretagne est en tête, puis viennent les Indes, l'Allemagne, l'Italie, la France, et cela malgré des tarifs assez élevés.

L'Angleterre de 15 % ad valorem, en 1931, les a porté à 33 %, en janvier 1933. L'Australie, de 15 à 50 %. Il est à noter que ce sont les boutons courants et de qualité ordinaire qui constituent le gros des exportations en Angleterre, Amérique, France, Italie.

1) *L'industrie du ciment.*

L'installation de la première usine de ciment au Japon date de 1873, à Fukagawa, faubourg de Tokio. Elle végète jusqu'en 1881, date où elle fut acquise par M. Asano Soitchovô devenu, depuis, le roi du ciment. En 1907, on comptait déjà sept entreprises et, de 1907 à 1913, huit nouvelles sociétés virent le jour.

Dès 1908, les producteurs de ciment de Portland formèrent une association, dans le but de régler la production et de surveiller les prix. Malgré certains tiraillements parmi ses membres, elle a donné d'excellents résultats. Dès 1913, il n'était déjà plus question d'importation de ciments étrangers, car, en 1910 et 1923, la production avait progressé de 500 p. 100, et, de 1923 à 1930, elle a encore doublé, comme le montreront les tableaux ci-dessous.

L'exportation de ciments japonais, insignifiante en 1921, approche maintenant de 4 millions de ba-

rils par an, grâce à la baisse du yen et à la demande accrue de la Mandchourie.

L'Association englobe tous les gros producteurs de ciment, dont voici les noms et la capacité de production au 1^{er} janvier 1932 :

TABLEAU LXXI.

NOMS DES PRODUCTEURS	CAPITAL (en yen)	USINES	CAPACITÉ en barils
Asano	56.892.000	7	11.200.000
Anoda	22.770.000	6	6.254.000
Iwaki	13.173.000	3	2.625.000
Oïsa	13.843.000	3	1.750.000
Hokoku	10.377.000	3	1.927.000
Nippon	6.930.000	2	1.687.000
Tosa	8.061.000	1	1.143.000
Ubé	7.031.000	1	1.969.000
Osaka-Yoggô . . .	4.980.000	1	1.552.000
Nanao	4.773.000	1	847.000
Chichibu	3.315.000	1	2.330.000

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », n° 21, Paris, p. 6.

Quelques chiffres, (tableau LXXII), suffiront à montrer le degré d'activité de cette industrie. Les chiffres sont en 1.000 barils :

TABLEAU LXXII.

ANNEES	Production	Consomm.	Exportat.
1923	13.017	11.671	311
1924	12.739	12.843	449
1925	14.558	13.382	1.295
1926	18.609	16.733	1.930
1927	20.752	18.654	1.948
1928	22.475	20.556	1.991
1929	25.017	21.686	2.609
1930	22.049	18.276	3.466
1931	22.450	18.094	3.059

Si l'on s'étonne que les chiffres réunis, de la consommation et de l'exportation, dépassent parfois ceux de la production, cette anomalie s'explique par le fait qu'il y a toujours un stock disponible qui varie, et aussi, parce qu'environ 7 % des cimenteries ne font pas partie de l'association et contribuent tout de même à la consommation, sinon à l'exportation.

Il est également à remarquer que, depuis 1925, des restrictions nouvelles ont été apportées, chaque

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », n° 21, Paris, p. 5.

année, à la production, pour empêcher l'avilissement des prix. Jusqu'en 1927, cette limitation fut de 15 à 20 % de la capacité totale ; de 1927 à 1929, elle oscille entre 25 et 35 % ; en 1930 et jusqu'à la fin d'octobre 1933, elle monte jusqu'à 57 %. Ce qui n'a pas empêché la production mensuelle moyenne de 1933, de dépasser de très loin celle des meilleures années précédentes et de s'établir à 430.000 tonnes environ, soit 5 millions de tonnes pour l'année, parce que beaucoup d'usines ont perfectionné leur outillage de façon remarquable. Il n'existe pas de limitations à l'exportation. La production du mâchefer est quantitativement de même grandeur que celle du ciment.

L'industrie du ciment, en dehors des années 1930 et 1931, a constamment été l'une des plus rémunératrices.

La compagnie « Anoda », qui dépend du consortium Mitsui, a presque constamment donné un dividende de 10 % ; « Asano » a parfois dépassé ce chiffre, mais a connu, par contre, quelques défaillances, bien que ses produits fassent une prime de 20 sen par baril sur tous les autres ciments. Cette compagnie est la seule à produire le velo-ciment à prise extra-rapide. La compagnie Iwaki, qui dépend du consortium Mitsubichi, possède, à Minato, la plus parfaite usine du Japon.

Le Japon est outillé pour subvenir à tous les besoins de l'Asie en ce moment. Aussi, une offensive de sa part, chez ses voisins immédiats, est à prévoir.

m) *L'industrie de la cellophane.*

Cette industrie a débuté en 1926, par une floraison de petits établissements qui disparurent aussi vite qu'ils étaient nés. Mais en octobre 1933, le nombre des fabriques sérieuses est réduit à neuf principales, qui produisent 4.620 rames (1) par mois. Si on ajoute la production des petites fabriques, on atteint 5.600 rames, dont 2.850 en rouleaux, 1.220 en feuilles pour la consommation domestique, et 7 ou 800 rames, en feuilles, pour l'exportation. Le coût est estimé à 28 yen par rame : matière première, 20 yen ; salaire, 5 yen ; fourniture, 1,80 yen ; frais divers, 1,40 yen.

La quantité exacte des exportations japonaises de cellophane n'est pas connue, mais elles sont estimées à 3.000 rames par mois, dont 2.500 rames sont vendues semi-ouvrées pour la fabrication des bordures en replis, et le reste est vendu n^e feuilles.

n) *L'industrie des colorants.*

Avant la grande guerre, le Japon ne produisait pas de colorants. Il importait par conséquent tous ceux qu'il employait. Ses besoins ont plus que doublé, depuis 1912, et il arrive néanmoins à se suffire, aujourd'hui, dans la proportion de 78 %, après avoir exporté 4.000 tonnes de matières colorantes qu'il a en excès, tandis qu'il lui en manque encore quelques-unes de qualité spéciale.

C'est dans cette industrie principalement, qu'on a vu les effets heureux d'un change très bas du yen.

(1) Une rame de papier comprend 500 feuilles.

Couplé avec des droits élevés sur les colorants étrangers qui, précisément en raison du bas cours de la monnaie japonaise depuis deux ans, ont vu leurs prix au Japon monter de 100 %, ce facteur a forcé les Japonais : 1° à n'employer que les produits japonais dans les gammes courantes ; 2° à s'adonner à la fabrication des colorants de haute qualité. Par là, ils ont coupé court à toute importation de colorants ordinaires, et même, commencé l'exportation et créé un commencement de fabrication de produits supérieurs, qu'ils tiraient auparavant de l'Allemagne.

A la tête de cette industrie, on trouve la « Japan Dyestuff Manufacture C^o ». L'an dernier (1933), elle a porté son capital de 7 à 15 millions de yen et augmenté de 30 % sa capacité de production. Les couleurs de haut grade, importées jusqu'ici d'Allemagne par la « Doitsu Senryo. K. K. » vont désormais être fabriquées par la « Japan Dyestuff C^o », qui est une dépendance des grands charbonnages de Miiké appartenant à la Mitsui.

Il en sera de même pour la « Hodogaya Soda C^o » près de Yokohama. Elle est en train de construire une usine à Oji, qui sera terminée en juillet. Le Japon se dit certain d'évincer complètement l'Allemagne de son marché, même pour les colorants supérieurs.

D'après les statistiques de la « Japan Dyestuff M. C^o », voici un tableau d'ensemble, (LXXIII), de la production nationale, des importations, des exportations, de la consommation du Japon avec le pourcentage de la fabrication nationale qui marque les progrès réalisés.

TABLEAU LXXIII. (En tonnes métriques).

ANNEES	Production nationale	Importation	Exportation	Consommation	Pourcentage des produits japonais
1913	—	5.765		5.765	—
1914	—	3.906		3.906	—
1918	5.065	1.315	501	5.879	79
1919	7.500	1.451	1.701	7.249	84
1920	4.935	2.597	2.518	5.014	65
1928	10.078	2.906	1.166	12.717	79
1929	10.845	2.803	811	12.836	79
1930	9.813	1.699	2.086	9.425	85
1931	9.714	1.998	2.011	9.621	78
1932	13.000	2.000	4.000		

Désormais, le Japon occupe le sixième rang dans la production mondiale. (L'Allemagne étant en tête, avec 37 % ; suivie par les U.S.A avec 21 % ; puis par la Grande-Bretagne, la France, la Suède, et le Japon avec 4 %). Ces résultats sont obtenus avec un nombre assez considérable d'entreprises généralement petites, ayant un personnel de techniciens très restreint et un chiffre d'ouvriers insignifiant.

C'est dans la fabrication des colorants directs, des colorants acides, dont la demande progresse, que vont se lancer les trois compagnies sus-nom-

(1) « Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris 1934, p. 269, et « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », mars 1934, Paris p. 10.

mées, notamment la « Japan Dyestuff ». Elle a réalisé, au cours du 1^{er} semestre 1933, un bénéfice net de 1 million 701.000 yen et de 2 millions de yen pour le second semestre. Ses bases sont solides et l'on compte beaucoup sur elle, pour aider à la prospérité de l'industrie textile nationale, dont elle est le complément. L'industrie des colorants est l'une des rares activités où la compétition ne s'est pas exercée entre firmes japonaises, et il est peu probable qu'en dehors des trois ou quatre compagnies ci-dessus, on assiste à l'éclosion de compagnies rivales.

o) L'industrie de la soude caustique

Cette industrie a commencé, en 1933 seulement, à exporter et très peu d'ailleurs; son rôle, actuellement, est donc insignifiant, mais son avenir est des plus brillants et elle s'annonce comme une industrie des plus rémunératrices.

Jusqu'en 1928, l'industrie de la soude caustique se traînait paresseusement, absolument incapable de lutter contre les prix des importations étrangères. Mais à partir de 1929, la demande ayant fortement augmenté, par suite de l'énorme développement de la soie artificielle et des savons, dans lesquels la soude caustique trouve un emploi, les Japonais firent un effort pour accroître leur production. La crise vint la retarder en 1930 et 1931, mais la chute du yen et d'autres facteurs, que nous étudierons, eurent pour effet de la stimuler de façon prodigieuse.

Voici la marche suivie par la production et par les importations, au cours des huit dernières années. (En tonnes métriques) :

TABEAU LXXIV.

ANNEES	Production nationale	Importations	Consommation annuelle
1926	25.341	36.208	61.549
1927	25.094	40.916	65.040
1928	28.700	61.123	89.823
1929	5 .382	42.338	99.770
1930	34.738	37.592	72.330
1931	48.536	41.595	90.131
1932	71.327	28.185	99.512
1933	111.000	14.000	125.000

En 1933, le Japon commence à exporter. Pendant le 1^{er} semestre 1933 il a vendu 2.883 tonnes.

Les deux sociétés principales sont: la « Japan Soda Industry », qui peut fournir 1.400 tonnes et la « Nippon Soda Industry » (N.S.K.), qui peut, depuis juillet 1934, produire 8.000 tonnes par mois.

Puis viennent : l'« Asahi Glass C^o », qui achève une usine capable de produire 36.000 tonnes, la « Hokkai Soda », l'« Electro Chemical Industry »,

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », n° 30, Paris 1934, p. 8, et A. Zischka « Le Japon dans le Monde », Paris 1934, p. 268.

la « Nankai Bleaching ». Ainsi, la production de 1934 atteindra aisément 160.000 tonnes.

Si l'on veut avoir une idée des bénéfices laissés par cette industrie, en ce qui regarde la « Nippon Soda Industry », le dividende du 2^e trimestre de 1931, son premier dividende, était de 5 %. Il passait à 8 % pour le 1^{er} trimestre 1932, à 10 % pour le second et, en 1933, il ressort à 30 %.

La « Japan Soda Industry », de son côté, a réalisé, en 1933, des bénéfices de l'ordre de 40 %. Trois autres sociétés, la « Bahi Electro Chemical Industry », la « Nankai Bleaching » et la « Hokkai Soda », sont également satisfaites des résultats obtenus.

p) *Appendice :*

Il est d'autres industries et d'autres sources de richesse au Japon. Nous n'en parlerons pas, soit parce que, touchant seulement le marché intérieur du Japon, elles n'entrent pas dans le cadre de notre étude, soit parce qu'elles contribuent pour une part infime, pratiquement nulle, à la conquête des marchés mondiaux par l'économie japonaise.

CONCLUSION DU CHAPITRE II

L'exposé que nous venons de faire des industries japonaises exportatrices, montre qu'actuellement ce sont les industries textiles, celles du jouet, du caoutchouc et de l'alimentation qui assurent, pour la plus grande part, le succès nippon dans la lutte pour les marchés mondiaux. Les autres industries ont un

brillant rôle à jouer dans un avenir prochain. Elles ne feront qu'accentuer l'essor japonais.

Ainsi, le succès de l'économie nippone est un succès industriel, provoqué, accéléré, par une réussite commerciale.

CHAPITRE III

Les marchés extérieurs du Japon

Au début de l'ère Meiji, l'industrie japonaise s'était assigné deux buts :

Le premier était de pourvoir au ravitaillement national en produits fabriqués, exigés par les besoins d'une civilisation nouvelle et par ceux de la défense du pays.

Le second était d'augmenter les revenus d'un pays pauvre en ressources naturelles, en exportant le plus possible de produits fabriqués, sur le plus grand nombre de marchés possibles, et en donnant à sa population démesurément prolifique des moyens de vivre, que ne pouvaient plus lui donner l'agriculture et la pêche des âges précédents.

Ces deux buts sont restés aujourd'hui ce qu'ils étaient au début. Ils s'imposent de plus en plus au Japon. Ils commandent impérieusement l'activité de la nation, et d'après ce que l'on peut voir, l'on peut dire, sans exagérer, que le second se réalise, chaque jour, avec un succès inégalé. Chaque jour le Japon vend davantage : parce que ses clients sont chaque jour plus nombreux, parce qu'il gagne de nouveaux marchés. Quels sont ces clients, ces marchés ? Voici :

§ 1. — LES MARCHÉS DU JAPON

Pays asiatique, le premier de toutes les nations orientales à s'être assimilé parfaitement la science théorique et la science appliquée des nations d'Occident, le Japon devait avoir d'abord, et a effectivement, pour principaux acheteurs de ses produits, les pays qui l'avoisinent.

En 1929, l'Asie, prise dans son ensemble, était le second client du Japon, avec 42 % de ses exportations. Depuis la crise, elle est devenue le premier, avec 48 %, et le demeurera vraisemblablement, tandis que l'Amérique du Nord, en tête en 1929, avec 44 %, est passée au second rang des acheteurs, en 1930, avec 32 %.

L'Europe, très loin des deux premières, occupe le troisième avec 8 %.

L'Afrique, marché à peu près neuf, mais dont les achats sont significatifs pour un proche avenir, de même que ceux de l'Amérique du Sud, occupe la quatrième place avec 6 %.

Le Japon, dont le monde se passait fort bien (la soie grège mise à part) il y a 30 ans à peine, est présent partout, a su s'imposer partout. Le chiffre de ses ventes sur les divers marchés mondiaux n'est pas très redoutable, en apparence, puisqu'il est de 2.350 millions (1) de yen, en 1933, soit, à la valeur du change en francs, de 11 milliards de francs, mais où il le devient, c'est par comparaison avec ce qu'il

(1) Y compris les exportations en Corée, Mandchourie et Formose.

était au cours de la crise : 1.479 millions d'exportations en 1931 ; 1.802 millions, en 1932.

En second lieu, les plus gros acheteurs de produits japonais sont également ses plus gros fournisseurs de matières premières.

Tel est le cas pour les pays d'Asie et pour les Etats-Unis, mais il n'en est de même ni pour l'Europe, ni pour l'Océanie, qui vendent au Japon beaucoup plus qu'elles ne lui achètent.

Il résulte de cette double constatation, que le Japon est bien placé pour défendre les positions de son commerce extérieur, en ce moment où paraît devoir triompher la formule de l'égalité des échanges qu'il se dispose à appliquer lui-même, comme nous le verrons par la suite, et dont pâtiront, plus que lui, certains pays comme la Grande-Bretagne, avec le cortège de ses colonies et de ses dominions qu'elle veut entraîner dans sa lutte contre le Japon.

Ces considérations générales nous sont inspirées par le tableau LXXV de la répartition géographique du commerce nippon (en yen) :

TABLEAU LXXV. — Répartition géographique du commerce nippon (en yen).

PAYS	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	1931	1932	1933	1931	1932	1933
A S I E						
Corée	217.770.365	258.670.063	339.817.196	249.026.967	282.144.296	315.854.449
Formose	114.763.307	133.456.947	149.912.395	201.424.107	222.682.738	230.746.911
Mandchourie		25.947.145	82.071.259	—	51.569.935	147.897.860
Kwantung	65.541.932	120.583.521	221.068.304	90.165.051	76.718.775	20.161.372
Chine	155.750.668	129.478.517	108.253.039	145.697.197	77.175.024	113.357.334
Hong-Kong	36.754.290	18.041.338	23.419.278	498.501	977.070	2.093.397
Indes Anglaises	110.367.354	192.491.854	205.154.660	133.165.251	116.865.470	204.737.858
Straits Settlements	19.119.864	25.549.467	46.133.209	21.857.976	25.337.968	38.771.639
Russie d'Asie	14.941.478	13.065.459	12.090.011	30.880.557	31.078.872	31.042.414
Bornéo (Anglaise)	53.900	51.344	137.779	3.096.490	3.622.633	5.771.834
Indochine française	1.709.663	2.343.790	3.680.018	6.380.919	5.691.687	9.909.697
Indes Néerlandaises	63.450.143	100.251.108	157.487.754	46.080.522	40.409.383	55.709.966
Iles Philippines	20.425.381	22.362.070	24.050.881	8.987.775	9.764.148	14.185.013
Siam	4.721.842	8.581.239	18.124.093	6.792.425	11.197.838	12.255.961
Aden	4.809.076	8.307.026	7.193.073	22.185	839	10.141
Autres Pays	7.372.869	10.559.573	21.773.224	327.656	501.180	2.652.949
Total	837.552.132	1.069.740.468	1.420.366.173	944.403.579	955.737.856	1.205.158.795

AFRIQUE ET OCÉANIE

— 185 —

Australie, ...	18.405.600	36.895.205	51.416.425	113.337.336	134.277.239	204.586.330
Union Sud Africaine . .	19.282.605	16.418.283	26.740.815	1.332.952	2.635.552	4.312.994
Est de l'Afrique, ...	10.867.870	15.760.136	23.174.900	2.263.134	3.414.283	14.356.610
Egypte	22.829.859	41.876.960	55.607.947	13.567.562	19.787.715	26.455.823
Hawaï	5.623.937	6.676.472	6.484.500	268.829	532.962	135.892
Nouvelle Zélande, ...	1.966.577	2.993.044	6.452.500	1.439.850	1.470.660	2.399.741
Autres Pays	6.482.867	12.352.856	32.742.101	3.499.636	5.253.232	7.550.592
Total	85.459.315	132.972.956	202.619.188	135.709.299	167.371.643	259.797.982

TABLEAU LXXV (suite).

PAYS	EXPORTATIONS			IMPORTATIONS		
	1931	1932	1933	1931	1932	1933
EUROPE						
Grande-Bretagne	53.166.380	60.536.239	87.849.073	63.334.601	78.760.233	82.558.928
France	16.099.947	21.547.331	38.736.313	12.398.624	21.094.295	21.745.904
Allemagne	8.423.992	9.349.596	12.411.722	73.250.502	71.741.909	95.797.524
Italie	3.215.587	5.672.752	6.167.850	4.262.017	3.971.905	6.035.627
Belgique	2.451.994	4.160.845	7.739.040	4.726.411	6.133.198	14.693.282
Autriche	84.816	54.321	93.027	934.412	1.549.434	2.473.945
Suisse	473.206	311.073	323.406	10.410.530	12.104.534	9.185.222
Hollande	10.136.487	12.444.900	12.325.195	2.884.619	3.879.007	3.717.737
Russie	2.134.635	1.378.539	1.575.347	3.770.985	1.356.556	5.717.441
Norvège	309.276	464.654	1.608.690	3.292.616	5.956.708	11.624.285
Suède	1.239.769	1.610.281	3.259.265	8.580.826	9.826.582	16.085.840
Espagne	683.117	910.027	1.844.354	924.899	2.273.070	3.629.057
Turquie	3.790.214	5.964.742	2.431.847	374.217	139.177	976.295
Danemark	1.114.803	1.411.809	1.412.514	536.007	311.913	504.446
Grèce	359.364	329.994	1.095.230	68.300	118.752	215.447
Portugal	59.345	344.222	529.759	873.414	1.303.413	1.515.322
Pologne	15.935	18.869	44.199	4.999.403	1.638.236	947.308
Tchécoslovaquie	55.601	30.538	26.303	2.947.563	1.453.631	1.702.835
Autres Pays	296.752	635.515	2.605.123	1.178.934	1.648.764	3.685.948
Total	104.111.220	127.176.247	182.078.257	199.748.874	225.261.317	282.812.393

Etats-Unis	425.330.176	445.147.462	492.237.580	342.289.973	509.873.556	620.778.684
Canada	13.067.136	8.562.081	6.580.441	35.672.842	39.504.887	46.891.334
Mexico	666.482	638.252	1.491.706	90.070	318.776	188.874
Cuba	641.069	961.738	3.328.485	16.726	195.964	193.806
Salvador	384.983	394.225	684.704	—	3	106
Panama (canal zone) . .	449.578	551.323	1.110.145	8.611	35.297	9.372
Pérou	800.203	840.574	3.899.521	17.030	41.361	1.553.785
Chili	804.785	286.848	1.475.859	2.942.849	761.395	2.962.618
Argentine	4.700.605	7.553.092	12.261.761	2.901.496	2.719.367	6.738.805
Brésil	642.338	1.330.245	2.765.874	452.603	753.864	1.008.143
Uruguay	1.150.943	422.701	2.451.143	686.648	173.859	317.792
Autres Pays	3.754.033	5.540.782	17.424.472	209.484	359.427	368.885
Total	452.392.331	472.229.323	545.711.691	385.288.332	534.737.756	681.012.204
Importations entreprises . .				20.973.556	33.179.688	35.039.844
Grand Total	1.479.514.998	1.802.118.987	2.350.775.309	1.686.123.640	1.936.288.260	2.463.821.218

Etudions à présent par le détail ces marchés.

§ 2. — LES CLIENTS DU JAPON

Nous ne retiendrons que les principaux, c'est-à-dire :

a) — *En Asie* :

- 1° — La Chine,
- 2° — L'Inde Anglaise,
- 3° — Les Indes Néerlandaises,
- 4° — Les Etats Malais (Straits Settlements),
- 5° — Les Philippines,
- 6° — La Russie d'Asie,
- 7° — L'Indochine,
- 8° — Le Siam,
- 9° — Les nouveaux clients.

b) — *En Océanie* :

- 1° — L'Australie,
- 2° — La Nouvelle Zélande,
- 3° — Les Iles Hawaï,
- 4° — Les autres clients.

c) — *En Amérique du Nord* :

- 1° — Les Etats-Unis,
- 2° — Le Canada.

d) — *En Amérique Centrale* :

Le Mexique, Cuba et les nouveaux clients.

e) — *En Amérique du Sud* :

L'Argentine, le Brésil, le Chili, le Pérou, l'Uruguay et autres pays.

f) — *En Europe :*

- 1° — La Grande-Bretagne,
- 2° — La France,
- 3° — L'Allemagne,
- 4° — Autres pays.

g) — *En Afrique :*

- 1° — L'Egypte,
 - 2° — Le Cap et le Natal,
 - 3° — L'Est Africain,
 - 4° — Autres pays.
-

a) — *Les clients asiatiques du Japon :*

1° — LA CHINE :

Par son étendue, par sa population de 400 millions d'habitants, et aussi par sa lenteur à développer chez elle l'industrie moderne, la Chine est apparue, depuis longtemps, et apparaît encore, comme le déversoir idéal pour les produits des nations industrielles.

La querelle du Pacifique n'a pas d'autre signification, que celle d'une lutte pour la prédominance sur le marché chinois.

Pour des raisons de voisinage d'abord, par sa connaissance sans égale de la langue, des mœurs, des goûts et des besoins des Chinois, le Japon, préparé comme nous l'avons vu, devait tout naturellement devenir le plus gros fournisseur de la Chine et son principal acheteur.

C'est, en effet, ce qui est arrivé.

Dès 1926, le Japon a relégué l'Angleterre et les Etats-Unis au second et au troisième rang. Aux exportations (1), on trouve, (Kwantung et Hong-Kong compris) :

575 millions de yen en 1926
492 millions de yen en 1927
540 millions de yen en 1928
532 millions de yen en 1929
403 millions de yen en 1930

La crise qui commence alors, et les démêlés sino-japonais qui vont éclater, ramèneront le chiffre des exportations japonaises en Chine, à 258 millions, en 1931 ; 294, en 1932 ; le Japon est passé au troisième rang.

Mais, déjà en 1933, le chiffre se redresse à 320 millions, parce que le boycottage chinois a perdu considérablement de son intensité, et surtout parce que la Mandchourie, organisée en Etat autonome, va devenir pour le Japon un débouché précieux avec ses 32 millions d'habitants.

Les importations de Chine au Japon ont suivi, durant la période examinée, des fluctuations analogues à celles des exportations. On note 398 millions en 1926 (Kwantung et Hong-Kong compris) ; 350 millions en 1927 ; 386 millions, en 1928 ; 377 millions, en 1929 ; 283 millions, en 1930 ; 236 millions en 1931 ; 206 millions, en 1932. En 1933, ils s'élèvent à 286 millions.

Dans le commerce général du Japon, la Chine, y

(1) Les chiffres du tableau LXXV ont été ici arrondis.

compris le territoire à bail du Kwantung, Hong-Kong et depuis 1932, le Mandchoukuo, entrain pour le quart environ aux exportations et pour le sixième environ, aux importations, jusqu'en 1932. Cette année là, le pourcentage des exportations est descendu à $1/5^e$, celui des importations à un peu plus de $1/7^e$. En somme, le commerce japonais est en forte régression sur le marché chinois. Mais, il y a de bonnes raisons de croire que cette régression n'est que temporaire.

D'abord la masse chinoise a plus d'avantages à s'approvisionner en articles japonais qu'en articles étrangers. Elle a été la première à pâtir du boycottage des produits du Japon, ordonné pour des raisons purement politiques. Déjà, le boycottage a perdu beaucoup de son intensité depuis la fin de 1932. Les exportations japonaises à Tien-Tsin et à Tsing-Tao ont pris, en effet, depuis 15 mois, une ampleur inaccoutumée. La géographie finit toujours par avoir raison. Ensuite, l'appoint de la demande mandchoue, qui s'accroît rapidement, non seulement compensera la défection du Sud de la Chine, mais la dépassera. La Chine, si l'on y comprend la Mandchourie, comme le font encore les statistiques officielles, demeure, en Asie, le premier et le plus sûr client du Japon.

2° — L'INDE ANGLAISE

A peine inférieure à la Chine, en étendue et en population, moins riche en ressources naturelles et d'un standard de vie de même niveau, l'Inde diffère

re cependant de la Chine en tant que marché pour les produits du dehors, en ce qu'elle est un pays réservé, d'abord, aux produits britanniques, et en ce qu'elle possède, pour son propre compte, des industries déjà prospères qui demandent à être protégées.

Malgré tout, le Japon s'est attaqué à ce marché, depuis longtemps, et il a fini par y conquérir la seconde place, immédiatement après la Grande-Bretagne, une place tellement importante, que l'Angleterre a pris peur et a poussé l'Inde à prendre à l'égard du commerce japonais des mesures tellement exorbitantes (1), que le Japon a usé de représailles, en cessant ses achats de coton de l'Inde. La conférence de Simla a imposé une trêve aux adversaires, mais la lutte reprendra sans doute un jour.

Tant que le Japon vendait moins à l'Inde qu'il ne lui achetait, l'Angleterre se taisait. Or, depuis trente ans que fut signé le premier traité de commerce indo-japonais, la balance des échanges était régulièrement défavorable au Japon. Voici les chiffres de ces dernières années :

TABLEAU LXXVI.

ANNEES	Importations	Exportations
1926	391.136.194	155.591.539
1927	270.592.276	167.580.191
1928	284.798.694	146.006.638
1929	288.119.644	198.056.9c8
1930	180.424.577	129.262.375
1931	133.165.251	110.367.354

(1) Mesures qui seront étudiées dans la 4^e partie.

De 1901 à 1931, le Japon a payé, somme toute, un excédent de 2 milliards de yen à l'Inde.

Mais, brusquement, à la fin de 1932, la balance des échanges penche du côté du Japon. Il lui vend pour 192 millions et ne lui achète plus que pour 116 millions. Ce revirement avantageux est dû aux exportations massives de tissus de coton qui, nous l'avons vu, dépassèrent même celles du Lancashire, favorisées qu'elles étaient par la baisse du yen au-dessous de la baisse de la livre, et malgré les tarifs préférentiels accordés aux produits anglais.

Si l'Inde était vraiment libre de ses destinées, la question serait entendue : le Japon écraserait la concurrence britannique.

On conçoit, dans ces conditions, l'émoi de l'Angleterre et la lutte que prétend accentuer M. Runciman, secrétaire du Board of Trade. Mais, le Japon a de quoi se défendre. En attendant, l'Inde demeure le second des clients asiatiques du Japon et le troisième dans le monde.

3° — LES INDES NÉERLANDAISES

Le troisième marché d'Asie où le Japon était parvenu à conquérir la première place sur la métropole, ce sont les Indes Néerlandaises : Java, Batavia, Sumatra, Bornéo, Timor, etc... Le montant de ses exportations dans les possessions hollandaises a marqué les progrès suivants : en 1926, 75 millions de yen représentant 3,65 % du total de ses exportations ; en 1929 : 87 millions, soit 4,07 % de ses exportations mondiales ; en 1931 : 5,2 % ; en 1932 : 7,11 % ; et en 1933 : 9 %.

La Hollande, fortement alarmée, a déjà pris diverses mesures (1) de protection : relèvement des tarifs douaniers et contingentement. On pense qu'une conférence devra avoir lieu, entre les deux parties, pour trouver un *modus vivendi* acceptable. Le Japon est, en effet, un excellent acheteur du pétrole, du sucre et du caoutchouc des Indes Néerlandaises ; par là, il a sa monnaie d'échange.

Les colons, du Japon se trouvent à l'aise sous le climat des Indes Néerlandaises, y sont très nombreux, travaillent le marché et s'accomodent à merveille aux goûts de la population.

4° — LES ETATS MALAIS (STRAITS SETTLEMENTS) (2)

Depuis 1926, le Japon y a conservé sa position, sans plus. Les exportations, au cours des sept dernières années, n'y ont varié que dans de faibles limites, entre 41.497.276 yen, en 1926, soit 1,7 % de son commerce total et 46.133.209 yen, en 1933, soit 1,9 %. La population, moins dense que dans les pays précédents, n'est pas susceptible d'absorber, beaucoup plus que par le passé, les produits japonais.

Aux importations, le Japon est en bonne place et ses achats y ont régulièrement dépassé ses ventes de quelques millions chaque année. Ils représentent un pourcentage de 1,67 % de toutes ses importations, en 1926; de 1,87 %, en 1929 et de 1,77 % en 1932. Cet équilibre entre les achats et les ventes est le plus sûr garant de la stabilité de ce marché.

(1) Mesures qui seront étudiées en quatrième partie.

(2) Etablissements du Détroit.

5° — LES PHILIPPINES :

Les Philippines viennent à peu près sur le même plan que les Straits Settlements pour les produits japonais, avec une tendance à un plus grand développement dû sans doute au voisinage de cet archipel avec le Japon et au développement des besoins des indigènes, qui n'ont pas encore su créer une industrie. Il est vrai que les Américains ne les ont pas encouragés.

En 1926, le Japon y exportait pour 27.821.060 yen, soit 1,31 % de toutes ses exportations ; en 1929, pour 30.596.599 yen, soit 1,43 % ; en 1930, pour 28.369.499 yen, soit 1,55 %. Par contre les achats du Japon sont tombés de 18.714.494 yen, en 1926, à 9.764.148 yen, en 1932.

6° — LA RUSSIE D'ASIE :

Deviendrait très certainement un excellent débouché pour le Japon, si les relations politiques s'améliorait entre les deux pays.

En 1926, le Japon n'exportait que pour 5.299.972 yen de produits variés et achetait déjà à l'U.R.S.S. pour 23.883.964 yen. En 1930, il vendait aux Russes pour 26.973.351 yen et leur achetait pour 37.232.883 yen. En 1932, ces chiffres ont été ramenés à 13.065.459 yen pour les ventes et à 31.078.872 yen pour les achats.

7° — L'INDOCHINE :

Les transactions nippon-indochinoises sont à un

étiage très bas. De 1926 à 1928 inclusivement, le Japon achetait à notre colonie pour 24.519.627 yen, 33.179.629 yen et 20.300.454 yen, principalement de riz, de charbon et de conserves. En 1932 ses achats sont tombés à 5.691.687 yen; ses ventes de 6.206.645 yen, en 1926, à 2.343.790 yen en 1932. L'accord commercial (1) signé précisément en 1932 n'a pas eu grand effet parce que la crise a trop durement touché nos colonies.

8° — LE SIAM

Le Siam est un petit client pour le Japon. Encore se fait-il remarquer par sa constance. Il a acheté au Japon pour 4.721.842 yen en 1931 ; pour 8.581.239 yen en 1932 et pour 18.124.093 yen en 1933. Ainsi, ses importations ont plus que triplées depuis 1931.

(1) Cet accord signé à Paris le 13 mai et entré en vigueur le 26 août 1932 porte sur 130 articles japonais sur lesquels 50 jouissent du tarif minimum et le reste de réductions allant de 10 à 60 % sur le tarif général.

En fait, 70 % des marchandises japonaises admises sur le marché indochinois, bénéficient ainsi du tarif minimum. Voici les principales : tissus de soie, exception faite des tissus de soie artificielle et de quelques tissus de soie mélangée ; porcelaine, poissons séchés, conserves de saumon, fruits et légumes, algues marines, gelatines, huile et cristaux de menthe, camphre, papier d'imprimerie, pneus, bicyclettes, poudres insecticides, savates de caoutchouc, bas et chaussettes, nattes de fantaisie, farine, thè, charbon, bitume, bois, sucre, etc...

Parmi les autres, les filés et tissus de coton jouissent d'une réduction de 40 % sur le tarif général ; la bière de 50 % ; la verrerie de 30 % ; les cloisonnés de toutes sortes de 33 % ; les boutons de nacre et d'écaille 50 ; les bottes de caoutchouc 15 ; les chapeaux de feutre, 30 ou 40 %.

Quant à l'Indochine, en vertu de l'accord, certains de ses produits bénéficient du tarif le plus réduit ou de l'exemption des droits. Voici leur liste :

9° — NOUVEAUX CLIENTS

Pour la première fois, en 1930, sur la liste des clients asiatiques du Japon, on trouve Aden, avec le chiffre de 6.136.147 yen. En 1933, le Japon lui vendait pour 7.193.073 yen. Ceci indique que l'Arabie et la Perse commencent à entrer dans le champ d'action du Japon. Il en est de même de l'Afghanistan.

b) — *Les clients d'Océanie.*

Dans cette partie du monde, le Japon est particulièrement actif et il est présent partout.

1° L'AUSTRALIE représente un de ses principaux fournisseurs en même temps qu'un bon client. Voici les chiffres des importations et exportations du Japon en Australie :

a) Produits indochinois admis au Japon au bénéfice du tarif le plus réduit :

Ma s, caoutchouc brut, gommes arabiques, shell-lac, résine de pin et autres gommes et résines de gomme non reprises ailleurs à l'exclusion de celles destinées à l'usage médicinal..., laque, coton non égrené ou égrené y compris le coton cardé ou peigné, zinc (lingots ou saumons, plaques et grains), coprah, joncs et roseaux, rotin, teck.

b) Produits indochinois admis au Japon au bénéfice de l'exemption des droits :

Houille, minerai de zinc (y compris le minerai calciné ou grillé) et motte de zinc.

(Sources : Chambre de Commerce Française du Japon. Juillet-août 1932, p. 195 à 212 et « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », décembre 1932, p. 20 et 21).

(En yen et en % des importations ou exportations
totales du Japon)

TABLEAU LXXVII.

ANNEES	Exportations		Importations	
	Valeur	%	Valeur	%
1926	51.611	2,52	128.396.266	5,40
1927	50.566	2,54	122.840.338	5,63
1928	43.001	2,18	130.494.754	5,94
1929	44.075	2,05	132.600.701	5,98
1930	25.486	1,74	94.215.102	6,10
1931	18.406	1,60	113.337.336	9,17
1932	36.895	2,61	134.277.239	9,39

Malgré une population limitée, mais dont les besoins sont plus élevés que ceux des autres pays extra-européens ou du Nord-Amérique, parce qu'elle est de race blanche, l'Australie devrait représenter pour le Japon un marché idéal. S'il n'y avait pas de barrière indigène et la pression anglaise, il ne fait aucun doute que le Japon y évincerait tous les autres concurrents, y compris l'Angleterre ; d'autant plus que les Australiens, voyant en lui l'un des plus gros acheteurs mondiaux de sa laine et de son blé, se montreraient assez disposés à favoriser ses produits.

2° — LA NOUVELLE-ZÉLANDE

La Nouvelle-Zélande absorbe, bon an mal an, pour 2 ou 6 millions de produits japonais et lui vend pour la moitié de ce chiffre.

3° — ILES HAWAÏ :

Les Iles Hawaï, parce que peuplées en partie de Japonais, — plus de 100.000 sur 300.000 habitants, — offrent un débouché non négligeable à l'exportation japonaise, mais sans fluctuation appréciable autour de 6 millions de yen.

4° — *Autres clients d'Océanie :*

LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Nous ne possédons pas de statistique pour la Nouvelle-Calédonie, mais nous savons que l'indolence et le laisser-aller de nos compatriotes, y ont été rapidement débordés par l'activité japonaise.

c) — *Les clients d'Amérique du Nord.*

1° — LES ETATS-UNIS :

Ce qui caractérise jusqu'ici les relations nippon-américaines, c'est une interdépendance très étroite, et dont les deux termes, achats et ventes, s'équilibrent à peu près. — Le tableau LXXVIII nous le montre :

TABLEAU LXXVIII.

ANNEES	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	Valeur des exportations japonaises	Pourcentage par rapport à l'ensemble	Valeur des importations japonaises	Pourcentage par rapport à l'ensemble
1926	860.880.579	42,09 %	680.185.761	28.61 %
1927	833.804.256	41.85 %	673.685.906	30,91 %
1928	826.141.097	41.89 %	625.536.409	28,48 %
1929	914.084.452	42,55 %	654.060.240	29,51 %
1930	506.220.082	34.43 %	442.882.536	28 66 %
1931	425.330.176	37,08 %	342.289.973	27.69 %
1932	445.147.462	31,57 %	509.873.556	35,65 %
1933	492.237.580	21 %	620.773.684	25 %

Le marché américain occupe de loin, pour le Japon, la première place dans le monde, tant aux ventes qu'aux achats, avec une forte tendance à la diminution des premières et au relèvement des seconds ; en d'autres termes, les U.S.A. achètent de moins en moins au Japon et lui vendent toujours autant.

L'explication de ce phénomène assez inquiétant pour le Japon, est donnée évidemment par l'intensité de la crise économique en Amérique. Pourtant, il n'est pas certain que, la crise finie, les choses reviennent à l'état où elles étaient auparavant, et voici pourquoi :

D'une part, les Etats-Unis ont été et demeurent les plus gros acheteurs de soie grège japonaise, produit naturel mais produit de luxe dont à la rigueur un pays peut se passer, dans une mesure d'autant plus large que la soie artificielle y est plus développée, ce qui est le cas pour les U.S.A.

Voilà pourquoi les exportations du Japon aux U.S.A. sont tombées, en 1932, de moitié en valeur, tandis que ses importations, — exception faite pour 1931, — n'ont baissé que de 20 %. Les échanges ont légèrement repris en 1933, mais l'interdépendance économique peut s'atténuer. Le coton américain, peut être remplacé en partie, malgré sa qualité supérieure, par les cotons indien, chinois, égyptien, voire mandchou-coréen, avant dix ans. Le blé et le bois d'Amérique ont de grands concurrents. Le pétrole américain, lui non plus, n'est pas indispensable au Japon, étant donné ses autres sources de ravitaillement. Réciproquement, les deux pays se li-

vrent surtout des matières premières. S'ils peuvent arriver à s'en passer dans une large mesure, c'en est fait de l'interdépendance première. Les échanges s'amenuiseront et il ne restera plus en face, que deux rivaux implacables dans la conquête des marchés asiatiques et des marchés sud-américains, où vient de s'introduire brillamment le Japon.

2° — LE CANADA :

Si le Japon est un des bons clients du Canada, l'inverse n'est pas également vrai. Le Canada est un pays en pleine croissance industrielle, qui se protège féroce-ment contre toutes les invasions, notamment celle des produits japonais, non point pour complaire à l'Angleterre, mais pour sauvegarder son développement.

Il exporte au Japon du blé, du bois, des métaux et minerais pour des sommes importantes. En 1926 : 63.929.190 yen ; en 1928 : 66.464.953 yen ; en 1929 : 68.729.648 yen ; en 1931 : 35.672.842 yen ; en 1932 : 39.504.887 yen ; en 1933 : 46.891.334 yen. En même temps, il achetait au Japon divers articles, dont les tissus de soie, pour 24.753.778 yen, en 1926 ; 27.096.148 yen, en 1929 ; seulement 8.562.081 yen, en 1932, et 6.580.441 yen, en 1933.

La conférence d'Ottowa a beaucoup contribué à ce revirement. Mais le Japon s'en souviendra et trouvera ailleurs les matières premières du Canada.

d) — *Les clients d'Amérique Centrale.*

On peut dire qu'en dehors du Mexique et de Cuba, le Japon n'avait pas encore tenté sa chance dans les pays de l'Amérique Centrale, avant 1924. Les résultats de ses tentatives ne sont pas encore bien importants. Mais là, comme dans l'Amérique du Sud, il se prépare à développer une offensive méthodique et tenace, pour s'y implanter.

Les petites républiques autour de la zone du Canal de Panama, Costa-Rica, Salvador, Equateur, sont particulièrement travaillées, et ce, il faut le dire, pour un motif autant politique que commercial.

Le tableau LXXIX nous donne les exportations du Japon vers Mexico, Cuba, Salvador et Panama, durant ces dernières années.

TABLEAU LXXIX.

PAYS	1930	1931	1932	1933
Mexique		666.482	638.252	
Cuba		641.069	961.738	
Salvador	483.905	384.983	394.225	684.704
Panama	376.376	449.578	551.323	

e) — *Les clients Sud-Américains.*

Les Japonais accordent, fréquemment, une grande importance au développement de leurs transac-

(1) « Financial and Economic Annual of Japan », 1934, Tokyo, p. 125.

tions avec les pays de l'Amérique du Sud. En lui-même, le marché Sud-Américain, dont les immenses possibilités matérielles commencent à peine à être exploitées, dont la population est susceptible de s'accroître considérablement et dont l'industrie est encore embryonnaire, réserve évidemment les plus belles possibilités d'avenir à qui saura s'y implanter solidement. L'heure peut sembler d'autant plus propice, que la crise très grave que traversent actuellement la plupart des pays Sud-Américains, réduit leur capacité d'achat et les empêche de s'adresser à leurs anciens fournisseurs, en même temps que les Etats-Unis, empêtrés dans leur propre crise intérieure, ne peuvent plus continuer l'effort de financement des marchés Sud-Américains qu'ils avaient entrepris sur un plan si vaste.

Les tableaux ci-après (1) nous montrent quelle a été la part du Japon, dans le commerce avec les pays Sud-Américains, par comparaison avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France (dans les cas où nous avons pu nous procurer les chiffres l'intéressant). Toutes ces données ont été calculées en 1.000 marks allemands (2).

Les chiffres ci-dessous s'appliquent aux six premiers mois de chacune des années considérées.

(1) Wirtschaftsdients — (13/10/10/1933), p. 1.400 et suivantes.

Deutsche Bergwerks Zeitung (15/10/33) (Hambourg).

The Japan Advertiser, 15/8 et 28/9/33.

Bulletin Quotidien du 2/11/33, p. O-1 et suivantes.

(2) Le cours moyen du mark, pendant le premier semestre de 1933 a été de 6 francs.

TABLEAU LXXX.

	EXPORTATIONS VERS L'ARGENTINE DE :				
	États-Unis	Gde-Bretagne	Allemagne	France	Japon
1931 . . .	128.501	175.333	101.485	51.537	5.379
1932 . . .	63.735	77.483	44.813	26.590	2.921
1933 . . .	57.678	87.660	47.614	30.004	5.353

	IMPORTATIONS D'ARGENTINE EN				
	États-Unis	Gde-Bretagne	Allemagne	France	Japon
1931 . . .	72.289	532.743	120.830	125.708	3.384
1932 . . .	27.338	410.384	95.687	104.802	2.733
1933 . . .	42.373	302.517	80.643	57.997	2.913

TABLEAU LXXXI.

	EXPORTATIONS VERS LE BRÉSIL DE :				
	États-Unis	Gde-Bretagne	Allemagne	France	Japon
1931 . . .	61.851	44.369	40.410	14.651	513
1932 . . .	57.813	35.703	23.620	9.964	900
1933 . . .	51.927	43.750	39.451	16.254	1.178

	IMPORTATIONS DU BRÉSIL EN				
	États-Unis	Gde-Bretagne	Allemagne	France	Japon
1931 . . .	258.847	158.541	65.460	52.824	392
1932 . . .	209.223	31.907	45.470	47.571	362
1933 . . .	62.739	33.268	34.184	39.662	625

TABLEAU LXXXII.

	EXPORTATIONS VERS LE PÉROU DE :			
	États-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Japon
1931	17.815	6.858	3.440	669
1932	9.392	6.579	3.361	559
1933	5.696	5.155	2.155	1.579

	IMPORTATIONS DU PÉROU EN			
	États-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Japon
1931	21.725	22.677	10.217	13
1932	6.993	24.767	4.350	18
1933	5.988	21.633	6.243	528

TABLEAU LXXXIII.

URUGUAY :

	EXPORTATIONS VERS L'URUGUAY DE :			
	États-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Japon
1931 . . .	26.959	25.047	14.430	1.423
1932 . . .	8.020	11.681	5.078	241
1933 . . .	4.828	11.106	7.488	543

	IMPORTATIONS DE L'URUGUAY :			
	États-Bretagne	Grande-Bretagne	Allemagne	Japon
1931 . . .	10.192	62.228	26.297	971
1932 . . .	5.511	26.805	23.583	189
1933 . . .	3.010	23.457	14.675	132

TABLEAU LXXXIV. CHILI :

EXPORTATIONS VERS LE CHILI DE :				
	États-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Japon
1931 . . .	63.451	27.652	26.506	1.130
1932 . . .	8.323	5.522	5.197	200
1933 . . .	7.908	3.556	3.329	440

IMPORTATIONS DU CHILI EN				
	États-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Japon
1931 . . .	103.451	63.806	27.598	4.246
1932 . . .	40.564	37.798	13.715	1.004
1933 . . .	7.817	26.232	9.532	2.112

TABLEAU LXXXV.
AUTRES PAYS DE L'AMÉRIQUE DU SUD :

EXPORTATIONS DE :				
	États-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Japon
1931 . . .	116.063	43.966	27.242	2.219
1932 . . .	61.805	30.466	13.893	1.254
1933 . . .	69.872	38.312	19.554	2.837

IMPORTATIONS EN				
	États-Unis	Grande-Bretagne	Allemagne	Japon
1931 . . .	370.777	87.602	39.626	131
1932 . . .	296.477	62.413	18.102	215
1933 . . .	150.591	88.505	29.226	165

De l'examen de ces tableaux, il résulte, tout d'abord, qu'en 1933, les Etats-Unis ont beaucoup moins vendu à l'Amérique du Sud ; leurs exportations, dans ces contrées, ne sont évaluées, en effet, qu'à 197.909.000 de R.M. en 1933 (six mois), en regard de 209.088.000 en 1932 (six mois), et 414.640.000 en 1931 (six mois). En revanche, on enregistre pour 1933 et par rapport à 1932, des augmentations pour la Grande-Bretagne (189.589.000 R. M. en 1933 contre 167.433.000, en 1932) et l'Allemagne (119.591.000, en 1933, contre 95.962.000, en 1932). Des gains analogues ont pu être réalisés par l'exportation française à destination de l'Argentine et surtout du Brésil.

En ce qui concerne le Japon, encore que ce pays reste bien loin derrière ceux que nous venons de nommer, ses progrès sont très accentués, puisque ses exportations dans l'Amérique du Sud sont évaluées à 11.930.000. R.M. en 1933, en regard de 6.075.000 R.M. en 1932.

Le pourcentage de cet accroissement est très supérieur à celui que nous avons constaté pour les concurrents du Japon.

Au point de vue des débouchés sud-américains, nous arrivons à des conclusions analogues. Tous les grands pays industriels ont réduit leurs achats. Les importations des pays de l'Amérique du Sud aux Etats-Unis, sont tombées de 601.142.000 RM, en 1932, à 352.985.000, en 1933 ; en Grande-Bretagne, elles ont fléchi de 594.074.000 à 495.612.000 ; en Allemagne, de 200.907.000 à 174.503.000. La France suit le mouvement. Seul le Japon a augmenté ses achats (6.712.000 RM en 1933, contre 4.784.000 RM en 1932).

Cet accroissement simultané des exportations et des importations entre l'Amérique du Sud et le Japon, est un résultat intéressant de la politique commerciale du Japon.

Ce dernier, en effet, a comme fournisseurs certains pays, tels que les Etats-Unis, l'Inde Britannique, ou l'Australie, dont la politique en matière douanière ou touchant l'émigration lui a été, comme nous le verrons, souvent hostile. Aussi, cherche-t-il à créer, entre l'Amérique latine et lui, des courants d'affaires à la fois plus vastes et plus stables et impliquant une réciprocité réelle de concessions et d'avantages. C'est ce qui l'a amené à élaborer un plan décennal pour la pénétration en Amérique du Sud. L'élaboration de ce plan est confiée à un comité, composé de représentants du gouvernement, d'armateurs et de consortiums industriels. Il consistera surtout, semble-t-il, à créer des sociétés coopératives d'exportation pour chaque pays, à installer, dans les principaux ports, des filiales des banques et des compagnies de navigation japonaises, à inaugurer des « musées commerciaux » dans les principales villes, etc...

Les deux pays, que vise tout spécialement l'offensive commerciale japonaise, sont l'Argentine et le Brésil.

L'Argentine est, de toute l'Amérique latine, la contrée dont le développement économique a été le plus poussé et c'est elle qui dispose des classes d'acheteurs les plus riches. Les intérêts anglais y sont puissants et nettement opposés aux intérêts nippons. Le principal article pour lequel les japonais

peuvent offrir à l'Argentine une contre-partie des avantages commerciaux qu'ils sollicitent d'elle, c'est la laine. Ils seraient fort désireux de s'adresser à elle, de préférence à l'Australie. Déjà, durant les six premiers mois de 1933, le Japon a importé d'Argentine 1.900 tonnes de laine, contre 700 seulement durant la période correspondante de l'année précédente. Assurément, des difficultés pourront surgir du fait que le commerce des laines à La Plata n'est pas soumis à une standardisation aussi sévère que dans les Dominions britanniques ; mais les industriels nippons ne se laissent pas décourager. C'est ainsi que la « Kanegafuchi Spinning C^o » a transformé, de même que la « Day Nihon Bôseki », ses filatures de soie à Ydogawa et s'adonne désormais au travail de la laine. Elle exploite systématiquement ses achats de laine argentine, pour ouvrir à ses exportations de tissus de laine et de coton, le marché argentin.

De leur côté, les Argentins ont envoyé, en mars 1933, une mission commerciale au Japon, avec foire et exposition.

Le Japon exporte surtout en Argentine, outre des textiles manufacturés, des articles en celluloïd, des jouets, de la bijouterie, des brosses, etc... Il achète à l'Argentine, sans parler de la laine, des céréales, du bétail, des peaux, du quebracho et des graines de lin.

Les relations commerciales avec le Brésil s'avèrent moins faciles. Le Japon n'a nul besoin de café, — principal produit de l'exportation brésilienne, — et, d'autre part, le Brésil protège fortement son

industrie textile. Cependant, le Japon peut encore placer dans ce pays, ses jouets, ses boutons, ses poteries, ses machines textiles. Au moment où le conflit douanier entre l'Inde Britannique et le Japon battait son plein, ce dernier pays envisageait sérieusement l'hypothèse d'assurer au coton brésilien l'avantage de sa clientèle.

Notons qu'un projet a été élaboré par le gouvernement brésilien, aux termes duquel le Japon se verrait confier la construction d'un nombre important de navires de guerre (il s'agirait de trois croiseurs, neuf destroyers, dix-huit sous-marins et d'appareils pour les chantiers maritimes brésiliens), et cela moyennant un paiement en marchandises.

En résumé, la politique commerciale nippone dans l'Amérique du Sud, s'inspire de deux principes :

1° Diversifier ses sources d'approvisionnement pour ne plus être à la merci de ses fournisseurs des Etats-Unis ou des Dominions anglo-saxons ; 2° profiter du débouché nouveau qu'elle offre ainsi à des pays en difficulté, pour obtenir une position solide et étendue sur ces marchés d'avenir. Mais on ne saurait oublier que cette politique constitue en même temps une riposte à l'attitude de l'Empire Britannique à l'égard du Japon en matière économique et commerciale. C'est, peut-on dire, une réponse à la Conférence d'Ottawa (1).

(1) D'Août 1932.

f) — *Les clients européens.*

Si le Japon offre un excellent débouché pour les Etats européens pris en bloc, l'inverse n'est guère possible, quoi qu'on en ait dit. L'Europe est trop industrialisée, trop riche en produits manufacturés de toutes sortes, pour donner au Japon un débouché de quelque importance, exception faite pour les filés de soie grège, pour certains tissus de soie et pour les articles de bazar. Sans doute le Japon a-t-il réussi à faire quelques brèches dans cette forteresse, mais ces brèches ont peu de chance de s'agrandir, maintenant que l'Europe est sur ses gardes.

Les principaux clients européens sont :

1° — LA GRANDE-BRETAGNE :

Elle est, sans contredit, le marché qui représente le plus d'intérêt pour le Japon. De façon à peu près constante, l'Angleterre absorbe bien près de la moitié des exportations japonaises en Europe.

Ainsi, en 1926, sur 129.420.603 yen, la part de l'Angleterre était de 59.493.735 yen. En 1927, sur 147.892.030 yen elle était de 64.929.713 yen. En 1932, 60.536.239 yen sur un total de 127.176.247 yen. En 1933, ce chiffre s'est élevé à 87.849.073 yen sur un total de 182.078.257 yen.

Par contre, elle est également presque toujours la plus grosse exportatrice européenne au Japon. (L'Allemagne la devance parfois, et, en tous cas, ses exportations au Japon ont atteint souvent le double de ses achats dans ce pays).

Ainsi, en 1926, l'Angleterre exportait pour 170.274.500 yen au Japon; en 1927, pour 153.271.946 yen ; en 1932, 78.760.233 yen ; en 1933, pour 82.558.928. Depuis 1930, les deux plateaux de la balance tendent à se rapprocher d'abord parce que le Japon s'est efforcé de réduire au minimum ses achats extérieurs et ensuite parce qu'il s'est appliqué à se suffire en bien des choses, pour lesquelles il était tributaire de l'étranger.

En 1933, la balance anglaise est déficitaire à son égard. Les gros achats du Japon, en Angleterre, étaient constitués par les aciers, les machines diverses, les tissus de laine. Or, l'on aura vu au cours de cette étude les progrès que le Japon a faits dans ces industries. Et l'heure n'est pas loin, où le Japon pourra, en toute sécurité, appliquer à l'Angleterre le principe de l'égalité des échanges « Yushutsu Kinto », dont il veut faire l'une des bases de son commerce.

2° — LA FRANCE :

Après la Grande-Bretagne, la France est le second des clients européens du Japon. Client infiniment meilleur pour le Japon, car il lui achète beaucoup plus qu'il ne lui vend.

Qu'on en juge par le tableau LXXXVI. Les chiffres sont en yen :

TABLEAU LXXXVII.

ANNEES	EXPORTATIONS de France au Japon	IMPORTATIONS en France du Japon
1926	24.545.101	42.411.882
1927	27.309.700	54.045.068
1929	26.185.050	44.494.959
1931	12.398.624	16.099.947
1932	21.094.295	21.547.331
1933	21.745.904	38.736.313

On voit par ces chiffres les progrès réalisés par le Japon chez nous. Le Japon nous achète des vins, des liqueurs, de la parfumerie, quelques lainages et automobiles. Le principe de réciprocité appliqué par la France, assurera désormais une meilleure répartition des échanges.

3° — L'ALLEMAGNE :

Petit acheteur de produits japonais, ce pays est, avec l'Angleterre le plus gros exportateur européen vers le Japon. La proportion de ses achats et de ses ventes au Japon est la suivante, de 1926 à 1933 :

TABLEAU LXXXVII.

ANNEES	Exportations alle- mandes au Japon (En yen)	Importations ja- ponaises en Alle- magne
ANNEES	145.220.980	8.131.002
1927	131.390.530	10.612.161
1928	133.537.490	12.582.099
1929	157.273.913	13.446.619
1930	106.179.631	11.388.441
1931	73.250.502	8.423.992
1932	71.741.909	9.439.596
1933	95.797.524	12.411.722

La grosse métallurgie, l'outillage et les machines, les colorants, le sulfate d'ammoniaque, etc... tels sont les principaux produits que l'Allemagne écoule au Japon. Mais, de même que pour les produits anglais, les grands jours de leurs exportations au Japon sont passés. L'Allemagne est un pays à l'égard duquel le Japon désire redresser une balance d'échanges trop inégale. Mais il ne peut guère compter sur un développement de ses exportations, sauf en ce qui concerne les pois soya de Mandchourie, et seulement à titre d'intermédiaire.

4° — AUTRES CLIENTS EUROPÉENS :

Des autres pays d'Europe qui méritent une mention, on peut retenir :

La Suisse qui, en règle générale, exporte vingt fois plus qu'elle n'achète au Japon.

La Hollande, au contraire, dont les achats au Japon sont passés de 24.961.198 yen seulement en 1926, à 12.444.900, en 1932 (soya) et 12.325.195, en 1933, tandis que ses exportations au Japon faiblis-
saient de 4.726.487 yen, en 1926, à 2.938.064 en 1930, 3.879.007 yen en 1932, et 3.717.737 yen en 1933.

La Suède, acheteur négligeable (1.610.281 yen en 1932 et 3.259.265 yen, en 1933) et vendeur appréciable (16.085.840 yen en 1933) au Japon.

La Turquie qui, en 1933, achetait 2.431.847 yen et vendait au Japon pour 976.295 yen.

La Belgique, dont les achats au Japon ont péniblement progressé de 1.168.550 yen, en 1926, à 4.160.845 yen, en 1932, et 7.739.040 yen en 1933, tandis que

ses exportations déclinaient de 14.240.880 yen, en 1926, à 6.613.198 yen, en 1932, pour remonter à 14.693.282 yen, en 1933.

Enfin, l'Italie, dont le commerce avec le Japon est insignifiant, se totalisant entre 10 et 12 millions de yen, dont les 2/3 à l'exportation et le reste à l'importation, ce qui n'empêche pas ce pays de s'inquiéter de la concurrence japonaise, plus sensible d'ailleurs pour les exportations italiennes du côté de l'Inde anglaise et hollandaise, en Egypte et en Abyssinie, que dans la métropole.

g) — *Les clients africains.*

L'Afrique est un champ d'action relativement nouveau pour le Japon et déjà très prometteur. De 1926 à 1933, la progression des exportations japonaises dans toute l'Afrique s'établit comme suit : en 1926, 2,11 % de ses exportations totales ; en 1927, 2,57 % ; en 1929, 2,81 % ; en 1930, 3,88 % ; en 1931, 5,13 % ; en 1932, 6,07 %. En 1933, le pourcentage exact approche de 7 %.

Les principaux clients africains du Japon sont :

1° — L'EGYPTE

De tous les pays africains, c'est l'Egypte qui achète et vend le plus au Japon. Le tableau LXXXVIII nous donne la valeur des importations et exportations japonaises dans ce pays, et leur pourcentage par rapport aux importations ou exportations totales du Japon dans le monde :

TABLEAU LXXXVIII.

ANNEES	EXPORTATIONS JAPONAISES		IMPORTATIONS JAPONAISES	
	Valeur en yen	%	Valeur en yen	%
1926 . . .	23.098.253	1,13	31.958.679	1,34
1931 . . .	22.829.859	1,99		1,10
1932 . . .	41.876.960	2,97	19.787.715	1,38
1933 . . .	55.607.947	2,33	26.455.823	1,05

Il va sans dire qu'aux importations d'Egypte au Japon, c'est le coton brut qui constitue le gros des achats, de même que les cotonnades, et, depuis deux ans, les tissus de soie artificielle pure ou mélangée, forment le gros des exportations japonaises. Comme beaucoup d'autres, le marché égyptien a pris des mesures de protection, assez sévères, contre les produits japonais. Cependant, le Japon estime que l'Egypte est pour lui un centre d'observation des marchés méditerranéens et il se prépare à ériger une légation au Caire, avec tous les services commerciaux. Il n'a actuellement qu'un consulat à Alexandrie.

2° — LE CAP ET LE NATAL

Ils suivent d'assez près l'Egypte comme clients du Japon. En effet, si, en 1926, celui-ci n'exportait encore dans le Sud de l'Afrique que pour 10.741.011 yen, ce chiffre passait à 13.179.323 en 1929, à 14.196.483 en 1930, à 19.282.605 en 1931 malgré la crise, et à 26.740.815 en 1933. Comme pour les autres Dominions britanniques, il est visible que la

Conférence Impériale d'Ottawa a sérieusement arrêté l'invasion japonaise sur le marché sud-africain. Cependant, le Japon ne désespère pas d'y reprendre une bonne place.

3° — L'EST-AFRICAÏN

L'Est Africain, — et par là il faut entendre toutes les colonies étrangères : l'Erythrée, le Somaliland, le Mozambique, etc., de la côte est, — relié directement avec le Japon par un service spécial de deux compagnies japonaises, est en passe de devenir un excellent acheteur des produits japonais. Il ne figure sur les rubriques du commerce, que depuis 1928. Voici, (tableau LXXXIX), depuis cette dernière année jusqu'à 1933, quels ont été les échanges :

TABLEAU LXXXIX.

	Importations du Japon (en yen)	Exportations au Japon (1.000 yen)
1928	6.426.479	6.261.384
1929	13.123.678	11.405.744
1931	10.867.870	2.263.134
1932	15.760.136	3.414.283
1933	23.174.900	14.356.610

Sous le nom d'Est-Africain, nous croyons que le Japon a englobé jusqu'ici dans ses statistiques le Congo Belge où il mène une offensive vigoureuse qui a provoqué l'attention des Belges.

4° — AUTRES CLIENTS AFRICAINS

Nous devons citer le Maroc où de nombreuses possibilités sont ouvertes au Japon par les traités. Il y a trois ans, il n'y importait que des quantités insignifiantes de marchandises. En 1933, il occupe le second rang des pays importateurs immédiatement après la France. Les filés de coton ou les blanchis qui provenaient d'Angleterre ou d'Italie, sont remplacés par des articles japonais. Les babouches indigènes cèdent le marché aux souliers en caoutchouc de provenance japonaise. L'importation des babouches japonaises a aussi pris une telle extension, qu'il a fallu l'interdire par un dahir pour protéger une industrie marocaine traditionnelle. Par ailleurs, on doit s'attendre à un afflux de bicyclettes japonaises, car elles sont offertes actuellement au Maroc pour le prix maximum de 150 francs (1), soit le quart du prix français.

L'ALGÉRIE

Protégée par son régime douanier, elle n'a pas encore subi fortement l'afflux des marchandises nippones. Voici les chiffres (2) de ses échanges avec le Japon, durant les dernières années :

(1) « Le Messenger du Commerce et de l'Industrie », 1^{er} mai 1934, Alger.

(2) « Le Sémaphore de Marseille », 20 septembre 1934.

TABLEAU XC.

ANNÉES	IMPORTATIONS du Japon en Algérie (en francs)	EXPORTATIONS d'Algérie au Japon
1930	1.208.000	4.260.000
1931	1.120.000	
1932	1.261.000	952.000
1933	1.088.000	1.049.000

La balance est à peu près égale en 1933. On note, durant cette année, des diminutions d'importation notables sur certains produits japonais (1), par rapport à 1932, comme le montre le tableau XCI.

TABLEAU XCI.

	1932	1933	en moins
Le thé	19.600 kgs	18.200 kgs	1.400 kgs
Faïences	16.600 kgs	7.300 kgs	9.300 kgs
Porcelaines	19.900 kgs	3.800 kgs	16.100 kgs
Tissus (soie artf.)	75.800 kgs	3.800 kgs	72.000 kgs
Vêtements autres qu'en soie) . . .	124.400 kgs	64.100 kgs	60.300 kgs
Cartons (en boît.)	2.300 kgs	800 kgs	1.500 kgs
Chaussures (bains de mer)	1.410 p ^{res}	16 p ^{res}	1.394 p ^{res}

Par contre, on enregistre, en 1933, une augmentation sensible des importations japonaises sur les articles suivants (tableau XCII) (2) :

(1) On ne saurait perdre de vue qu'un certain nombre de ces produits sont soumis à l'heure actuelle au contingentement.

TABLEAU XCII.

	1932	1933	en plus
Cons. poissons ..	27.200 kgs	30.500 kgs	3.300 kgs
Tissus de soie ...	387 kgs	3.038 kgs	2.651 kgs
Vêtem. de soie ..	671 kgs	2.556 kgs	1.885 kgs
Chaussures caout- chouc et autres	713 p ^{res}	3.874 p ^{res}	3.161 p ^{res}

Alors qu'en 1930 les importations japonaises de poisson étaient de 3.600 kilogs, elles passent, en 1933, à 30.500 kilos, soit une augmentation de 740 % en trois ans, celle des tissus de soie qui était de 32 kilos, en 1930, passe à 3.088 kilos, en 1933, soit 9.393 % d'augmentation.

Si l'on considère que les achats algériens de vêtements de soie en provenance de France atteignent environ 7.000 kilos (1) annuels, on constate que les importations de produits analogues japonais représentent plus du 1/3 en 1933.

Jusqu'ici, les échanges entre le Japon et l'Algérie sont encore trop peu importants pour que la situation puisse être considérée comme grave. Cependant, il ne faut pas oublier que le Japonais, se nourrissant de riz et buvant du thé, ne sera jamais un bon client pour l'Algérie.

Toute augmentation d'importations japonaises en

(1) « Journal du Commerce », 12 août 1934, Paris.

Algérie, pèsera donc sans contre-partie sur la balance commerciale algérienne.

En dehors des pays africains sus-mentionnés, le Japon a réussi à exporter dans les autres pays pour une dizaine de millions de yen, en 1926 et 1927 ; pour deux ou trois millions seulement, durant les années 1928, 1929, 1930 ; pour repartir de plus belle, en 1931, avec près de 6 millions, et, en 1932, avec 11.640.000 yen. L'année 1933 sera certainement bien au-dessus de ces chiffres.

En résumé, des indications que nous venons de donner sur les marchés du Japon dans le monde, il ressort que l'Asie apparaît, sans conteste possible, comme le plus grand marché présent du Japon.

De l'Europe le Japon apprend peu à peu à se passer et se dispose à le faire de plus en plus. Et cela pour plusieurs raisons : La première, c'est qu'il peut produire à peu près tout ce que lui fournissait l'Europe ; la seconde, c'est que les pays occidentaux sont de mauvais clients pour le Japon, lui vendant plus qu'ils ne lui achètent ; la troisième enfin, c'est que ce sont les nations les plus avancées de l'Europe qui cherchent à barrer la route à l'expansion japonaise.

Autrement important que le marché européen est pour le Japon le marché de l'Amérique du Nord. Il est probable que les transactions entre le Japon et les U.S.A. ont déjà atteint un niveau qu'elles ne pourront guère dépasser. C'est pour compenser la perte qui en résulte pour lui, que le Japon développe son offensive commerciale en Amérique du Centre et du Sud, dans tout le continent africain, dans

le Proche-Orient, autant de régions qui constituent des marchés neufs très accessibles à un pays qui, comme le Japon, sait se mettre à leur portée.

En attendant que la Chine ait repris le chemin du Japon, que le monde ait retrouvé son équilibre économique, le Japon, sachant qu'il a peu à gagner sur les anciens marchés, va faire porter son effort sur les marchés nouveaux moins bien préparés à se défendre que les autres contre l'afflux des produits japonais.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

S'il fallait résumer en quelques mots la situation économique actuelle du Japon dans le monde, on pourrait dire :

1° « Qu'il est présent à peu près sur tous les marchés.

2° « Que, par l'adaptation de ses produits aux besoins et aux goûts d'une clientèle très disparate, il déploie une ingéniosité remarquable.

3° « Qu'il est parvenu, malgré la crise, malgré les barrières qu'on lui oppose, à écouler au dehors, 60 p. 100 de sa production, alors que de vieux pays industriels comme l'Angleterre et l'Allemagne, dans les conjonctures les plus favorables n'ont jamais réussi à exporter plus de 25 % de leur production totale (1) ».

Ces trois points nous serviront de conclusion.

(1) « L'expansion Industrielle du Japon », par J.-C. Ballet, Paris, 1934, p. 72.

III^e PARTIE

Les causes du succès de l'économie japonaise dans la lutte pour les marchés mondiaux

LES CAUSES DU SUCCES DE L'ECONOMIE JAPONAISE DANS LA LUTTE POUR LES MARCHES MONDIAUX

Les progrès de l'industrialisation et des exportations japonaises que nous venons d'exposer, montrent combien est prodigieux l'essor économique de ce pays. Devant une telle réussite, on est logiquement amené à se demander comment un pays, qui était réputé comme un endroit « charmant et étrange que toute âme voyageuse espérait un jour visiter, parce qu'il avait gardé son caractère médiéval sur une planète qui s'uniformisait déjà » (1), et que l'on connaissait comme produisant de belles soies et du thé, de charmantes œuvres d'art (paravents, laques, poteries, armes), comment un tel pays qui n'inspirait que cette sorte de sympathie que l'on a pour les délicats et les faibles, est devenu le concurrent économique le plus redouté des marchés mondiaux, et ce, pour toutes sortes de produits dont la plupart étaient encore ignorés de son industrie il y a trente ans à peine.

Comment a-t-il pu brûler une pareille étape ?

(1) « Le Marché Economique d'Extrême-Orient et le Dumping Japonais », par R. Saint-Pierre et Morel Journal, Paris, 1934, p. 3.

Est-ce par les ressources de son sol ? Avec ses quatre îles : Hondo, Sikok, Kiou-Siou et Yéso il n'a qu'une superficie de 382.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire moins des quatre cinquièmes de la superficie de la France. Son sol montagneux ne contient que quarante pour cent de terres cultivables. Il est d'ailleurs soumis, en moyenne tous les sept ans, à des catastrophes sismiques. Ses terres ne sont devenues fertiles que par l'ingéniosité des habitants. Elles suffisent à peine à les nourrir, grâce aux engrais chimiques, mais elles ne fournissent à l'exportation que de la soie et du thé. Le sous-sol ne produit, comme nous le verrons ultérieurement, que du cuivre, du manganèse et du charbon gras de qualité médiocre, impropre à la sidérurgie entravée d'ailleurs par le manque de fer.

Sur ce territoire vivent aujourd'hui 67 millions d'habitants, dont le nombre s'accroît actuellement au rythme de neuf cent mille par an. Cette race est donc pleine de vitalité. Mais se distingue-t-elle par des qualités d'intelligence spéciales ? Cloîtrée dans un isolement farouche pendant des siècles, ce n'est pas à elle que sont dues les grandes inventions qui ont transformé la vie des hommes. Elle a produit, jadis, des poètes, des prosateurs, de grands artistes (1), mais qui n'ont brillé que comme satellites

(1) On cite : parmi les *poètes*, Hitomaro (XIII^e siècle), Tsomayouki (XI^e siècle), Teikokou (XVII^e siècle) ; parmi les *prosateurs* : Araï, Kakouseki, Motôori, considéré comme le plus grand penseur du Japon (XVIII^e siècle), Hirata (XIX^e siècle) et Bakin, le romancier japonais le plus connu en Europe (XIX^e siècle) ; parmi les *artistes* : les *peintres* Kanaoka (IX^e siècle), Motomito (X^e siècle), Motonobou, fils de Massanobou, « qui est un des plus grands noms de l'art

de leurs modèles chinois. Actuellement, elle compte quelques savants de valeur ; mais on ne peut pas dire qu'elle se distingue des autres nations par des qualités d'intelligence spéciales, et le rendement des ouvriers nippons, bien que s'étant considérablement amélioré, est encore inférieur, quelques exceptions mises à part, à celui des ouvriers anglais ou français.

Quelle est donc la cause de cette étonnante transformation, de cet essor, qui se traduit aujourd'hui par une activité industrielle et commerciale d'autant plus remarquable qu'elle est unique dans un monde accablé par une crise sans précédent ?

— Le succès économique du Japon, surtout depuis 1931, apparaît comme un phénomène complexe. Nous voulons dire par là que ses causes sont multiples.

Elles apportent suivant leur nature, une contribution plus ou moins importante, plus ou moins directe à la conquête des marchés mondiaux par le Japon. Elles se différencient les unes des autres suivant leur degré de permanence ; en sorte que nous les grouperons en causes permanentes d'une part et d'autre part en causes temporaires ou accidentelles.

Une seule de ces dernières est digne d'attention : la dépréciation du yen.

chez tous les peuples » (XVI^e siècle), Tokanobou et ses fils (XVI^e), Genrokou et Korin (XVII^e siècle), Hokousai (XIX^e siècle), etc. ; les *sculpteurs* : Anami Jôcho (XI^e siècle) Zingoro (XVII^e siècle) (d'après « Le Peuple Japonais », par Jules Arnoux, Paris, 1912).

Quant aux causes permanentes, il est nécessaire, vu leur grand nombre, de les classer avant de les énumérer. Et comme elles peuvent se différencier suivant qu'elles concernent plus spécialement l'organisation de l'économie nipponne, ou bien les caractères de ses dirigeants, ou bien les conditions de vie et de travail de ses ouvriers industriels, nous les exposerons suivant une division tripartite qui comprendra :

1° L'organisation rationnelle de la production et de l'exportation ;

2° les caractères des dirigeants nippons ;

3° les conditions de vie et de travail de l'ouvrier industriel japonais.

Dans le premier groupe nous étudierons les causes suivantes : outillage, technique, rationalisation, aide gouvernementale, contrôle de la production et de l'exportation (guildes et cartels), concentration industrielle et bancaire, missions commerciales.

Dans le deuxième groupe : le nombre restreint des dirigeants nippons, leur puissance financière et politique, leur mentalité.

Dans le troisième : le système familial, le travail à domicile, la durée du travail et le taux des salaires industriels.

CHAPITRE I

Cause temporaire ou accidentelle :

La dépréciation du yen

Avant d'aborder cette question, rappelons les grandes lignes du système monétaire japonais.

La Banque du Japon, société par actions au capital de 60 millions de yen dont 37 millions et demi versés, est investie du monopole d'émission. Le Japon pratique le monométallisme-or. La banque émet d'abord des billets contre de l'or monnayé ou en lingots, la couverture métallique étant alors de 100 pour cent. Cette première partie de la circulation est donc constituée par de véritables certificats d'or. Aucune limite, naturellement, n'est apportée à cette émission.

Par ailleurs, la Banque du Japon émet des billets garantis par des titres d'Etat, des bons du Trésor, des titres et des effets de commerce de premier ordre ; la limite de ces émissions est fixée actuellement à un montant de 120 millions de yen.

En outre, si des circonstances exceptionnelles nécessitent un accroissement de la circulation, le Ministre des Finances peut accorder l'autorisation de dépasser ce plafond, ces émissions supplémentaires étant de même gagées sur des titres d'Etat et du papier commercial ; mais, dans ces conditions, la

banque doit payer sur les billets ainsi émis une taxe de 5 % à l'Etat.

Ainsi, des deux conditions essentielles que doit remplir un bon système d'émission : sécurité et élasticité, la première se trouve, ici, sacrifiée au bénéfice de la seconde, étant donné qu'il n'est pas fixé de rapports nécessaires entre l'encaisse-or et le montant total de la circulation (1).

La valeur du yen au pair est d'environ 12,72 francs français.

Rappelons, aussi, la situation commerciale du Japon dans les mois qui précédèrent la chute du yen (décembre 1931) :

Le Japon, en dépit de sa préparation industrielle très poussée, paya son tribut à la crise mondiale, et ce, pendant deux ans : en 1930 et 1931.

Si l'on compare les résultats du commerce extérieur, obtenus en 1930 et en 1931, à ceux de 1929 qui fut pour le Japon une assez bonne année, on constate qu'en 1930 les exportations et les importations sont en diminution de 33 % ; qu'en 1931 la diminution s'accroît de 24 % aux exportations et de 20 % aux importations par rapport à celle déjà sévère de 1930. Pendant ces deux années, le Japon vivait sous le régime de la libre sortie de l'or, l'embargo sur l'or établi en 1917 ayant été levé en janvier 1930 par le cabinet Minseito, partisan de la déflation, et de l'assainissement financier au moyen de l'équilibre budgétaire et sans recours à l'emprunt.

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », n° 32, Paris 1932, p. 12.

En septembre 1931, l'abandon de l'étalon-or par l'Angleterre laissa prévoir que le Japon, pour éga-
liser ses chances contre la Livre dépréciée sur le
terrain des échanges commerciaux, serait forcé d'i-
miter l'Angleterre.

Effectivement, d'énormes quantités d'or quittè-
rent les coffres japonais, les unes inevitables, les
autres volontaires et spéculatives. Au 5 décembre
1931, les sorties d'or se chiffraient, pour l'année, à
304 millions de yen (1). Désormais, la couverture
métallique était réduite de moitié, soit 500 millions
contre une circulation de 1 milliard environ. C'est
alors que le parti Seiyukai succéda au parti Minsei-
tô : Son premier acte gouvernemental fut de décréter,
le 13 décembre 1931, l'abandon de l'étalon-or,
qui devint effectif en janvier 1932.

Les effets de cette mesure vont aller en s'accen-
tuant de mois en mois dans la valeur du yen par
rapport à l'or et aux autres monnaies, et par suite,
dans les résultats du commerce extérieur.

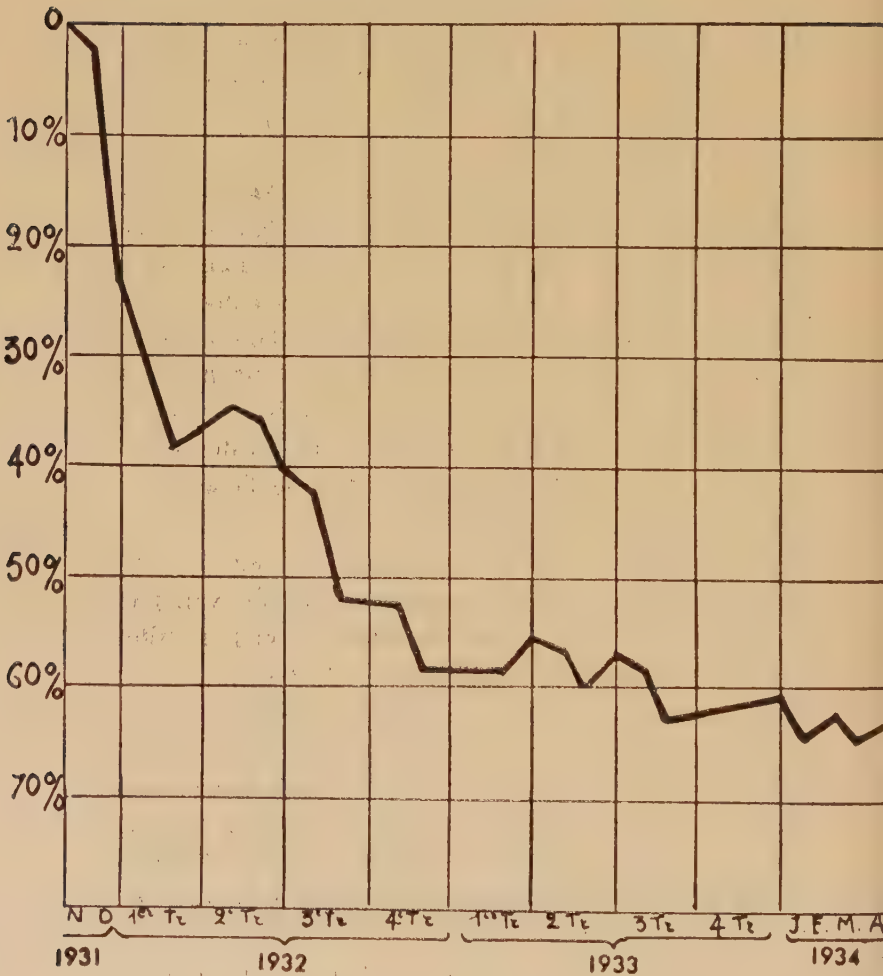
En ce qui concerne le yen : alors que depuis 1927
il était resté à peu près stationnaire aux environs du
pair, c'est-à-dire aux environs de 12,75 francs, son
cours moyen était pour l'année 1931, de 12,52 francs;
de 7,06 francs pour l'année 1932, et pour l'année
1933 de 5,08 francs. Depuis, il est demeuré aux en-
viron de ce dernier chiffre.

Voici les différentes phases de cette chute, d'après
le diagramme de M. Roger Picard (2) :

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières
Japonaises », n° de mars 1932, p. 11.

(2) « Bulletin numéro 14 de la Banque pour le Commer-

Dépréciation du yen par rapport à l'or (1)



ce et l'Industrie », rédigé par M. Roger Picard, professeur à la Faculté de Droit de Paris, 1934, p. 4.

(1) Cette courbe s'arrête au mois d'Avril 1934, mais depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui (mars 1935) le yen est resté sensiblement stationnaire (entre 63 et 65 %).

La perte du yen par rapport à l'or dépasse aujourd'hui 63 %. La livre ayant perdu 35 % de sa valeur et le dollar 40 %, la dépréciation du yen est, par rapport à ces deux monnaies, d'environ 25 %.

En ce qui concerne le commerce extérieur, il est indéniable que les résultats suivants, sont dus en partie à la baisse du yen : A la fin de 1932, le montant des exportations a regagné 18 % et le chiffre des importations 12 % sur ceux de 1931 et se rapprochent des chiffres de 1930, avec 2 milliards 800 millions de yen, contre 3 milliards 100 millions pour l'ensemble du commerce extérieur. En 1933 la progression s'accroît considérablement, tandis que le yen poursuivant sa baisse vers les plus bas cours perd un moment jusqu'à 63 % de sa valeur-or, l'année se termine par un chiffre d'échanges de 3.778 millions de yen dont 1.917 millions pour les importations et 1.861 pour les exportations.

L'année 1934 accentue encore la marche en avant. Pour cette dernière période, les exportations s'élèvent à 2.171.925.000 yen, soit 310 millions de plus que l'année précédente, et les importations à 2.282.531.000 yen soit une augmentation de 365 millions sur 1933. Le total des échanges atteint donc, pour 1934, le chiffre imposant de 4.454.456.000 yen.

La baisse de la monnaie qui, théoriquement, est une arme à deux tranchants pour les pays obligés de s'approvisionner au dehors en matières premières, n'a eu jusqu'ici, pour le Japon, que d'excellents résultats. Elle n'a provoqué à l'intérieur du pays qu'un relèvement de 11 % du coût de la vie et qu'une légère augmentation des salaires (à partir de

1933), ainsi que nous le montre le tableau XCIII (1) :

TABLEAU XCIII.

ANNEES	Indice des prix de détail Base 1914 : 100	Indice des salaires Base 1926 : 100
1930	155	98,7
1931	135	90,7
1932	136	88,1
1933	145	89,2
1934 (4 pr. mois).	149	

Quant aux prix de gros, leur hausse est plus marquée : La moyenne générale est passée de 121,7 en 1931, à 142 en 1933 (2).

Ainsi, le yen déprécié, conservant au Japon son même pouvoir d'achat, permettait à l'industrie de produire dans les mêmes conditions, ou presque, qu'au temps de sa parité avec l'or, et, par suite, d'abaisser les prix de revient à l'exportation à des limites inaccessibles pour les concurrents du Japon.

Il aurait dû y avoir un revers de médaille à cette euphorie, les achats au dehors devenant plus onéreux. Il n'en a pourtant rien été, du moins jusqu'ici (1934), et voici pourquoi :

En premier lieu, les prix des matières achetées

(1) « Bulletin numéro 14 de la Banque pour le Commerce et l'Industrie », Paris, 1934, p. 6.

(2) « Financial and Economic Annual of Japan », 1934, Tokyo, p. 197.

par le Jajon, coton, laine, pétrole, caoutchouc, etc..., avaient, pour la plupart, baissé avant le yen et presque autant que ce dernier devait le faire par la suite.

En second lieu, les Japonais, en prévision de ce qui allait arriver, avaient précipité les sorties d'or et avaient ainsi constitué aux Etats-Unis des avoirs très importants qui purent assurer l'achat de stocks considérables de coton et autres matières, sans avoir à les payer en yen dépréciés.

Ces achats étaient en partie déjà faits au moment de la chute du yen.

On ne saurait cependant, comme certains le pensent, attribuer à la seule baisse du yen la reprise d'activité économique que nous avons constatée. Ainsi, par exemple, pour les produits tissés, — dont on sait le rôle prépondérant dans le succès nippon, — le prix de la matière première constitue en moyenne les 60 p. 100 de leur valeur, 40 pour 100 étant attribués à la fabrication et aux frais généraux (1) ; le Japon étant actuellement obligé d'acheter à l'étranger la plupart des matières premières (à part la soie brute) nécessaires à ses tissages, il est évident que l'avantage de sa dépréciation monétaire ne peut avoir d'influence que sur 40 p. 100 des prix de vente de ses tissus. La seule dépréciation du yen (65 % au maximum) ne peut donc nous expliquer pourquoi les tissus nippons présentent, droits non compris, une différence de prix allant de 50 à 150 p. 100 et plus, avec ceux de l'étranger.

(1) « L'Economiste Européen », 24 août 1934, Paris, p. 115.

Si l'on a pu croire que la baisse du yen était la seule cause de la reprise économique nipponne, c'est sans doute parce que les autres facteurs de cette dernière étaient peu apparents et coïncidaient dans le temps avec la chute du yen.

Les effets de celle-ci seront-ils toujours bienfaisants ?

CHAPITRE II

Les causes permanentes

Ainsi que nous l'avons exposé, on doit rechercher les causes permanentes du succès nippon dans :

1° L'organisation rationnelle de la production et de l'exportation japonaises.

2° Les caractères des dirigeants nippons.

3° Les conditions de vie et de travail des ouvriers industriels japonais.

§ 1. — L'ORGANISATION RATIONNELLE

DE LA PRODUCTION ET DE L'EXPORTATION.

Cette organisation est dans l'industrie, plus que partout ailleurs, la condition sine qua non de tout progrès et de tout succès. Elle comprend principalement :

- a) — l'Outillage,
- b) — la Technique,
- c) — la Rationalisation,
- d) — l'Aide financière de l'Etat,
- e) — le Contrôle de la production et de l'exportation,
- f) — les Concentrations industrielle et bancaire,
- g) — les Missions commerciales.

a) — *L'Outillage* :

Les compétences industrielles (1) sont unanimes à reconnaître que la grande industrie japonaise, particulièrement celle qui travaille en vue d'un grand rendement en série et pour l'exportation, est dotée d'un outillage de premier ordre. Les Nippons y ont quelque mérite, car ils sont partis de rien. Sans doute, pensera-t-on, ils n'avaient qu'à copier les modèles qu'ils avaient sous les yeux, mais leur mérite est d'avoir su choisir cet outillage. Ennemis de la routine, ils n'ont jamais hésité à adopter ce que chaque pays inventait de meilleur, et dans certains cas, non contents d'utiliser les dernières créations en fait d'outillage, ils les ont perfectionnées pour un meilleur rendement, comme par exemple en ce qui concerne les métiers automatiques « Toyoda » dans les filatures de coton. Les ouvriers du Lancashire n'ont-ils pas refusé de les adopter, ces métiers, parce qu'ils permettaient de réaliser avec une ouvrière le travail de 15 ou 20 ouvriers ?

Un tel perfectionnement dans l'outillage explique, en grande partie, que le Japon, qui ne possède que 8.200.000 broches, arrive à produire et à exporter, en 1933, plus de cotonnades que l'Angleterre qui en a plus de 50 millions.

Dans le textile notamment, l'outillage japonais est le meilleur du monde entier. On peut en dire pres-

(1) Entre autres : MM. Balet, Morel-Journal, Sanson (conseiller commercial près de l'Ambassade britannique à Tokio), Jottrand (ancien conseiller juridique du gouvernement siamois, secrétaire de la Chambre de Commerce de Mons).

qu'autant pour le ciment, les conserves de saumon et de crabes.

b) *La Technique* :

Il en est ici comme pour l'outillage : rien de spécialement japonais, mais une assimilation des techniques étrangères dans ce qu'elles ont de meilleur.

Grâce à leur aptitude à s'assimiler tout ce qu'ils voient, les Japonais, venus après les autres peuples aux sciences appliquées, s'approprient leur expérience.

Et non seulement dans les Universités, mais dans de nombreuses écoles spéciales, le Japon forme des spécialistes qu'il envoie ensuite se perfectionner dans les pays réputés pour telles ou telles branches de la science ou de l'industrie.

Ils n'ont pas de parti-pris. Ils se répandent partout, voient tout, comparent tout. Ils se livrent même à l'espionnage industriel, pour voir et pour comparer. C'est ainsi qu'en 1933, à Zlin, où se trouve la plus grande fabrique de chaussures du monde (Bata), quatre Japonais ont été arrêtés pour avoir soudoyé trois contremaîtres tchèques afin de se faire remettre par ces derniers des plans et des descriptions de procédés de fabrication.

Les Japonais ne sont pas des inventeurs et ils veulent, coûte que coûte, posséder les meilleures inventions. Mais s'ils ne sont pas inventeurs, par contre ils possèdent un merveilleux don d'adaptation, qui leur confère aujourd'hui, dans les applications mécaniques à l'industrie, une habileté technique qu'ils

ne possédaient pas il y a quelque trente ans. Voici ce qu'écrivait, au sujet de cette habileté, M. G.-B. Sanson, conseiller commercial près de l'Ambassade britannique à Tokio, dans son rapport du 31 décembre 1932 (1) :

« Dans le passé, ceux qui avaient à souffrir de la concurrence japonaise pouvaient se consoler à la pensée que les Japonais manquaient de l'habileté technique, dans les applications mécaniques à l'industrie, que seule peut donner une longue tradition, et que leurs ouvriers ne pouvaient espérer atteindre au degré de perfection de leurs camarades des vieilles contrées industrielles. Ceci était peut-être vrai, il y a plusieurs décades, alors que dans la plupart des maisons on ignorait ce qu'était un tournevis ou une clef anglaise; mais tel n'est plus le cas aujourd'hui, où le dernier des gamins est capable d'installer un poste de TSF et est familier avec tous les trucs de la mécanique. Ce n'est pas par manque d'habileté technique que l'expansion industrielle du Japon pourra se trouver gênée. Ni les ingénieurs, ni les contremaîtres, ni les simples ouvriers ne manquent de l'habileté réclamée par leur emploi. En tout cas, dès qu'ils sont inférieurs en quelques points, ils déploient à corriger leur ignorance une énergie et une décision inégalées ».

Une preuve de leur habileté technique est dans le fait qu'ils sont arrivés à utiliser des cotons de qualité inférieure dédaignés par leurs concurrents et bien meilleur marché que ceux de la Chine et

(1) « L'Expansion Industrielle du Japon », par C. Balet, Paris, 1934, p. 76.

des Indes. Ils sont même parvenus à utiliser indifféremment des cotons de qualités diverses, ce qui leur donne une indépendance complète vis-à-vis de leurs fournisseurs.

c) — *La Rationalisation* :

La Rationalisation apparaît comme le fait saillant et le facteur le plus efficace de la préparation industrielle, organisée en vue de l'expansion commerciale.

Par *rationalisation*, il faut entendre :

Réduction du nombre des entreprises similaires par voie de suppression des organismes débiles, de fusion des organismes viables, qui aboutit à la concentration industrielle et bancaire ; *réduction du coût de la production* par le remplacement systématique de l'ancien outillage par des machines neuves et plus efficaces ; *aménagement minutieux de la division du travail*, qui fait qu'aucune minute du temps d'aucun ouvrier n'est perdue et que le rythme du travail, sans être rapide à l'excès aboutit au même rendement ; *mise au point parfaite de la technique* ; *organisation intérieure et extérieure des usines et fabriques* ; *ajustement des salaires* ; *emploi intensif de l'outillage* par le travail à double équipe, ce qui permet de raccourcir les délais d'amortissement du matériel et d'utiliser ainsi les plus récents perfectionnements ; enfin, *spécialisation des entreprises* : Ainsi dans le textile certaine usine ne produira qu'un seul article et dans une seule largeur.

Voilà les principales mesures qui constituent la

Rationalisation. Elles ont été appliquées au Japon avec un merveilleux esprit de méthode.

Depuis 1927, le Japon s'était, nous le savons, engagé dans cette voie, et à partir de 1930, lorsque la crise mondiale se fit sévère, il accentua ses efforts dans ce sens. Les deux-tiers des organismes inutiles et des entreprises non viables disparurent, le capital des sociétés fut réduit, on aménagea, en l'améliorant, le rendement de la main-d'œuvre et on arriva ainsi à diminuer le prix de revient.

En outre, les industriels moins indisciplinés comprirent la nécessité des guildes et des cartels, — dont nous parlerons ultérieurement, — en voyant les bienfaits de la rationalisation. Ces derniers ne s'étaient pas fait longtemps attendre : En effet, dès le second semestre de 1932, les produits nippons envahissaient peu à peu tous les marchés et ce n'est pas, répétons-le, en raison seulement de la baisse du yen, mais aussi, mais surtout, parce que l'industrie nippone, par suite de la « rationalisation » avait atteint un haut degré de rendement.

d) — *L'Aide financière de l'Etat :*

Quelle est l'importance de cette aide ?

Nous ne parlerons pas des industries de l'acier et du fer qui, étant sous le contrôle du gouvernement, bénéficient de subsides de la part de l'Etat si elles ne réalisent pas de bénéfices. Ce sont là des industries nationales, dont la plupart ne fabriquent pas de produits exportables.

En ce qui concerne les autres industries, l'aide financière est minime. On sait, par exemple, que pour

aider l'agriculture, le gouvernement achète souvent du riz (1) ou de la soie brute, qu'il stocke en vue de maintenir les prix du marché, et l'on n'ignore pas qu'il pratique des opérations d'« open-market » avec le riz en ne le jetant sur le marché que lorsque les prix lui semblent favorables.

Rien de pareil n'existe en faveur de l'industrie. Ici l'aide gouvernementale se manifeste par une action bancaire et par l'octroi de subsides.

1° *L'action bancaire* : L'industrie japonaise peut se trouver handicapée vis-à-vis de ses concurrents par un fait bien simple: au Japon le système du crédit est fort peu répandu ; les industriels nippons vendent comptant alors que le Lancashire vend très souvent à 90 jours après livraison. De ce fait, l'industrie japonaise pourrait être freinée dans son expansion. Le gouvernement nippon qui a rapidement remarqué ce défaut dans le mécanisme japonais, a autorisé la « Yokohama Specie Bank », organe semi-gouvernemental chargé des opérations à l'étranger, à escompter des traites dans des cas déterminés. On ne saurait voir là une mesure de dumping car la « Yokohama Specie Bank » est ainsi autorisée à faire des opérations que toutes les banques européennes, mieux outillées que leurs consœurs japonaises, font couramment.

2° *Les subsides de l'Etat* : Ainsi que M. Sanson le déclare dans son rapport de décembre 1932 sur la

(1) Le riz nippon est acheté par le gouvernement non pas seulement pour maintenir les prix du marché mais aussi pour être exporté en Europe et en Amérique ; il est alors remplacé au Japon par du riz coréen ou chinois moins bon, mais meilleur marché.

situation économique du Japon : « La dépense de fonds publics pour venir en aide à l'industrie et au commerce privés, s'avère, quand on l'étudie, beaucoup plus petite qu'on ne le croit généralement ». Voici, en effet, d'après un relevé de la Banque du Japon, les subsides gouvernementaux reçus en 1929 par les diverses catégories d'industrie privée :

Compagnies de navigation	10.321.000	yen
Aéronautique	936.000	»
Industrie automobile	980.000	»
Colorants	1.004.000	»
Raffineries de sucre	670.000	»
Recherches industrielles.	700.000	»
Fonderies	190.000	»
Forages pétrolifères.	492.000	»
Aciéries	1.750.000	»
Soude en poudre	213.000	»
Industrie de la soie	773.000	»
Encouragement au commerce ex- térieur	1.105.000	»

Au cours de l'année 1929, les subventions à l'industrie privée se sont donc élevées à un peu moins de 20 millions de yen. Sur cette somme, la moitié environ va aux compagnies de navigation qui, en plus des transports, font la poste. Le reste, somme insignifiante par rapport à l'importance de l'économie japonaise, est affecté à l'industrie et au commerce. D'ailleurs, quand on étudie le détail de ces subventions, on constate qu'elles ont surtout été accordées à des industries naissantes qui ne portent encore aucun ombrage aux exportateurs étrangers.

Il est vrai que depuis lors, en 1930, a été édictée une loi dite de compensation, qui correspond à ce que nous appelons chez nous : le crédit à l'exportation. Mais il ne semble pas que les industriels nippons en aient, jusqu'à présent, tiré grand profit, car, d'après M. Sanson, les avances consenties par les banques, en application de cette loi, ne se sont élevées, pendant les 9 mois qui ont suivi avril 1932, qu'à (1) :

1.287.000 yen pour les exportations de cotonnades
450.000 yen pour les exportation de thés verts
et la soie artificielle
401.000 yen pour les exportations de soie grège.

Ces traites ont d'ailleurs presque toutes été tirées sur des pays dont l'industrie nipponne n'avait pas encore attaqué les marchés, comme l'Ethiopie, l'Afghanistan, la Perse ou les colonies européennes d'Afrique.

Notons qu'en contre-partie des lois sur les guildes que nous allons étudier, l'Etat alloue aux guildes des sommes toujours modérées (1.265.645 yen de 1927 à 1933 et pour 61 guildes); ou leur avance certains capitaux à un taux inférieur à celui du marché public (4.666.000 yen entre 1929 et 1932 à un taux variant entre 3,5 % et 4,5 %. Ajoutons enfin que le commerce nippon qui, pour les deux tiers, se fait sous pavillon national, bénéficie des frets très avantageux qu'est en mesure de lui assurer un armement subventionné ; c'est là une aide fi-

(1) « Le Marché Economique d'Extrême-Orient et le Dúmping Japonais », par R. Saint-Pierre et Morel-Journal, Paris, 1934, p. 11.

nancière (1) indirecte à l'industrie mais, comme les autres, de peu d'importance.

Telle est l'aide financière soit directe, soit indirecte que l'état japonais accorde à ses industries. On ne peut soutenir qu'elle ait une part importante dans le succès des exportations japonaises.

e) — *Le Contrôle de la Production et de l'Exportation :*

Si l'aide financière du gouvernement est minime, par contre on ne saurait sous-estimer l'importance capitale qu'a eue l'intervention de l'Etat, aussi bien pour l'essor industriel que pour l'expansion du commerce, dans la création d'un contrôle sur la fabrication et l'exportation par l'intermédiaire des Guildes et des Cartels.

1^o — Les Guildes :

En 1925, le gouvernement a fait voter deux lois : l'une dite « sur les Guildes d'exportation », l'autre « sur les Guildes de fabricants de produits destinés à l'exportation ». Ces lois ont eu pour but de grouper en associations ou Guildes, d'un côté les fabricants de produits similaires, de l'autre les principaux exportateurs, afin d'éviter la concurrence et

(1) On peut aussi voir une aide financière indirecte de l'Etat dans le fait que le total des charges fiscales s'élève, au Japon, à seulement 700 millions de yen, soit au cours du change actuel à 3.500.000 francs, soit 1/20^e de celui de la France, (70 milliards de francs, d'après le bulletin de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie, du 1^{er} janvier 1935).

toutes ses conséquences. Par ces lois, les fabricants appartenant aux Guildes obtiennent certains avantages (avances à bas intérêts, exemption de charges fiscales), à condition d'observer strictement les règles gouvernementales tendant à unifier et à élever le type des objets destinés à l'exportation.

Les membres de ces Guildes sont soumis aux obligations suivantes :

Inspection des articles fabriqués.

Vente en commun.

Achat en commun des matières premières servant à leur industrie.

Etablissement de laboratoires communs.

Examen en commun de nouveaux débouchés par l'envoi périodique de missions.

Réduction par tous les moyens, des prix de revient..

En contre-partie de ces obligations, le gouvernement a accordé à ces Guildes certains privilèges, entre autres, l'avance de certains capitaux à un taux inférieur à celui du marché public, et l'octroi de subsides, indiqués plus haut.

Les grandes industries du Japon, celles du coton, de la laine, du fer, etc..., sont complètement concentrées sous la direction incontestée de Guildes.

Un exemple de l'utilité et de la puissance de ces organismes nous est donné par l'Association des Filateurs de coton » (Boseki Rengo Kœai). Elle englobe 97 % des usines de cette industrie dont le capital, en 1932, était déjà voisin de 400 millions de yen. Au cours de la campagne septembre 1932-juin 1933, elle a acheté pour ses associés à l'étranger,

principalement aux Etats-Unis et aux Indes, 3 millions de balles de coton brut (1).

Se rend-t-on compte de la force colossale d'un client qui achète de telles quantités et qui jouit d'un crédit incontesté ? Il peut obtenir les plus bas prix et souvent imposer les siens.

D'ailleurs, aucune économie, si minime soit-elle, n'est négligée par l'Association, car, portant sur des achats qui sont de l'ordre de 400 millions de yen par an, aucune n'est négligeable.

L'Association a ses propres courtiers, ses magasins, jusqu'à ses équipes de dockers. Elle obtient naturellement des compagnies de navigation les frets les plus bas, et de ses banques, les conditions les plus avantageuses.

Quand la matière première arrive au Japon, l'industrie qui l'emploie s'est déjà assuré une avance de plusieurs points sur ses concurrents.

Nous retrouvons les mêmes soucis d'organisation à la vente : l'Association est admirablement documentée par ses représentants sur les besoins des différents marchés. Elle organise des bureaux de vente, des expositions permanentes, des entrepôts commerciaux permettant de livrer immédiatement la marchandise.

Elle dispose d'une armée de commis-voyageurs. Ils sont habiles, insinuants, patients, et comme ils sont tenus au courant de la politique générale de la

(1) « Le Marché Economique d'Orient et le Dumping Japonais », par Morel-Journel et R. Saint-Pierre, Paris, 1934, p. 17.

Guilde, ils savent en profiter pour annoncer à coup sûr la hausse ou la baisse et inciter le client à acheter plus qu'il n'avait l'intention de le faire.

L'Association est d'ailleurs admirablement renseignée. Il y a quelques années, quand le coton est tombé à sept pence la livre, elle a acheté aux Indes et aux Etats-Unis de quoi alimenter ses usines pour deux campagnes, et elle a réalisé un bénéfice de 60 % sur cette vaste opération.

En contact étroit avec son gouvernement, elle est au courant des décisions qu'il compte prendre et elle peut en profiter dans l'intérêt de ses membres. C'est ainsi que, prévenue de l'abandon imminent de l'éta-lon-or, elle a pu passer des marchés pour des achats considérables de coton à livrer. Avantage énorme qui a certainement été la plus importante cause de l'offensive brusque de l'exportation japonaise, au cours de ces deux dernières années.

Les Guildes des autres industries, comme celle notamment de la laine qui achète en Australie et en Nouvelle-Zélande 700.000 balles par saison, bénéficient naturellement des mêmes avantages.

D'ailleurs, si ces Guildes procurent à leurs adhérents des avantages de premier ordre pour les achats de matière première, elles contrôlent la fabrication dans les usines de leurs adhérents, elles leur imposent des réductions quand elles estiment que des restrictions de production sont nécessaires à l'intérêt commun et, afin qu'un industriel peu scrupuleux ne puisse pas nuire à la bonne renommée du produit national par des livraisons défectueuses, elles ont organisé une surveillance des produits à l'exportation.

Cette direction éclairée entre dans tous les détails du négoce. Ainsi, la Guilde des fabricants de tissus de soie, qui a consacré 3 millions de yen à la propagande, au cours des trois dernières années, vient d'organiser à Paris un bureau destiné à la renseigner sur les variations de la mode.

L'Etat surveille d'ailleurs, par ses agents diplomatiques, les répercussions de son commerce national. Et c'est ainsi que, dernièrement, il a appelé l'attention de l'« Association des Filateurs de Coton » sur l'émotion créée à l'étranger par les bas prix de ses ventes à l'exportation et sur le danger de réduire ses prix à un niveau inutilement bas.

La force d'une pareille discipline est grande, car elle permet l'application d'une politique générale vis-à-vis du fournisseur et du client. A ce sujet, l'exemple de l'Inde Anglaise est typique :

Le 7 juin 1933, l'Inde britannique ayant porté au taux de 75 % ad valorem ses tarifs sur les cotonnades japonaises, ordre fut immédiatement donné aux Guildes, de cesser leurs achats de coton brut aux Indes. Et ces achats qui étaient de l'ordre de plus d'un million de balles par an, ont brusquement cessé. Au mois d'août 1933, le Japon avait importé 391.000 balles en provenance des Indes, et 315.000 balles des Etats-Unis. En novembre 1933, il n'a acheté aux Indes que 2.871 balles et l'importation des Etats-Unis est montée à 816.839 balles. Il n'est donc pas étonnant que le gouvernement des Indes soit, — comme nous le verrons, — venu à composition pour ne pas ruiner ses agriculteurs. •

Croit-on qu'une industrie dispersée et individua-

liste comme celle des vieux pays d'Europe, pourrait lutter victorieusement contre une pareille organisation, sur les marchés libres, même si le yen était resté à sa parité or ?

A la fin de 1933, il y avait au Japon 212 Guildes de fabricants, dont 19 étaient des Fédérations. 52 de ces Guildes ont accepté les prescriptions de contrôle, prévues par la loi, pour bénéficier des avantages qu'elles comportent.

Le système des Guildes touche actuellement à peu près toutes les catégories d'industries que nous avons étudiées et une foule d'autres. Retenons que chaque fabricant est libre d'en faire partie ou non.

2° — Les Cartels :

Le système de contrôle du Cartel s'applique aussi à la production et à la vente.

En ce qui concerne la production, il a suivi une certaine évolution : D'abord, il fut appliqué à la limitation du rendement, puis peu à peu il fut étendu à un accord sur le partage de la production et de la répartition du rendement.

Pour les ventes aussi le contrôle par cartel évolua. Il fut d'abord limité à un accord temporaire sur les prix à l'effet d'affronter une panique ou autre conjoncture, puis il se développa dans un système compliqué de marchés affectés, de ventes et d'achat en commun, de pools (pooling of accounts), etc..

Cette évolution vers un contrôle toujours plus étendu, — aussi bien pour la production que pour la vente, — a été ultérieurement accentuée par la loi

dite du « Contrôle du marché industriel », appliquée depuis 1931.

D'après cette loi (1), quand un accord est conclu par des entreprises importantes en vue d'un certain contrôle de la production ou de la vente, le Gouvernement peut, sur la prière ou avec l'approbation de la Commission de Contrôle instituée par ces entreprises, appliquer l'accord en question aux tiers aussi bien qu'aux parties de l'accord, pourvu que ce dernier soit admis par plus de la moitié des entreprises auxquelles on veut l'appliquer, et que cette extension soit demandée par les deux-tiers des parties de l'accord.

Les Cartels comme on peut le voir, ne diffèrent pas beaucoup des Guildes. Ils ont simplement un peu plus de liberté que ces dernières vis-à-vis du contrôle, mais ils bénéficient des mêmes avantages commerciaux. Ils concernent surtout les industries lourdes et les très grosses entreprises tandis que les Guildes s'appliquent indifféremment à toutes les entreprises.

Il y a, à l'heure actuelle, 42 Cartels au Japon.

f) — *Les Concentrations bancaire et industrielle :*

Toutes deux vont de pair, l'une se répercutant sur l'autre.

1° — *La Concentration bancaire :* C'est en 1902, alors que le Japon n'était pas encore fortement industrialisé, que l'on comptait le plus grand nombre

(1) « Present Day Nippon », Annuel English supplement of the Asahi, n° 10, 1934, Osaka and Tokyo, 1934, p. 169.

de banques, afin de faire face à la poussière des petites industries locales ou familiales. Mais, peu après la guerre, la concentration et le développement des grandes entreprises amenèrent progressivement la concentration des capitaux et des dépôts dans un nombre plus restreint de banques.

Le tableau XCIII indique cette régression depuis 1923, année du grand tremblement de terre :

TABLEAU XCIII (1).

Années	Nombre de banques existantes	Nombre de banques supprimées
1923	1.701	85
1924	1.629	49
1925	1.537	69
1926	1.420	87
1927	1.283	90
1928	1.031	222
1929	881	110
1930	782	79
1931	683	62
1932	635	17

A vrai dire, environ un tiers du nombre des banques disparues depuis 1927, ont fusionné avec d'autres, soit 230 ; une centaine ont été rachetées par des établissements financiers plus puissants ; une cinquantaine ont augmenté leur capital en conformité avec la loi ; 115 ont été dissoutes ; 11 ont fait banqueroute ; 74 ont changé leur mode d'activité.

En vue d'activer la concentration bancaire, le

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », Mars 1933, Paris, p. 16.

gouvernement a fait voter, en 1927, une loi sur les banques dont voici la principale disposition : Aucune banque ne sera autorisée à Tokio et à Osaka, qui n'aurait pas un capital minimum de 2.000.000 de yen ; dans les villes de 10.000 habitants et au-dessus, un capital de 1.000.000 de yen et dans les autres villes d'une population moindre, un capital de 500.000 yen.

Cette loi, adoptée en 1927, n'est appliquée que depuis le 1^{er} janvier 1933, un répit de cinq ans ayant été accordé à tous les établissements financiers pour se mettre en règle avec la loi ou pour disparaître.

2° — *La concentration industrielle* : D'une part très encouragée par le gouvernement, d'autre part influencée par l'évolution bancaire, la concentration industrielle s'est poursuivie avec autant de vigueur que dans les banques.

Elle s'est faite par voie de dissolution des entreprises non viables de fusion entre les petites et, surtout depuis ces deux dernières années, par voie de fusion entre les plus grosses entreprises.

C'est ainsi que les plus importantes entreprises de la sidérurgie, du papier, de la bière, de la soie artificielle, des fabriques de conserves de poissons, viennent de fusionner. La concentration industrielle et la concentration bancaire sont l'un des résultats bienfaisants de la rationalisation, dont nous avons parlé. C'est dire quelle place importante elles ont dans le succès de l'Economie japonaise.

g) — *Les Missions commerciales :*

Afin d'activer l'extension des marchés pour ses produits, le Japon envoie des missions d'étude à l'étranger. Celles-ci sont chargées d'orienter la production vers les besoins des divers marchés et en même temps de profiter de l'expérience technique des pays visités. La direction de ces missions est toujours confiée à des hommes d'élite remarquablement préparés pour ce travail.

Les résultats obtenus en cette matière, doivent être satisfaisants puisque le Japon ne cesse de multiplier ces caravanes de spécialistes. Ainsi, rien que pour le dernier trimestre de 1931 il en a envoyé :

Dans l'Inde, les mers du Sud et l'Europe, pour les tissus de soie.

Dans l'Ouest et le Nord de l'Afrique pour la bonneterie.

Dans l'Inde, les mers du Sud et l'Amérique du Sud, pour la porcelaine.

Dans l'Amérique du Nord et du Centre, pour les jouets.

En Europe et en Afrique du Nord pour les conserves alimentaires.

Dans l'Inde, les Mers du Sud et l'Est Africain, pour les bicyclettes.

§ 2. — LES CARACTÈRES DES DIRIGEANTS NIPPONS

Les dirigeants nippons se caractérisent principalement par leur nombre restreint, par leur puissance financière et politique et par leur mentalité.

gouvernement a fait voter, en 1927, une loi sur les banques dont voici la principale disposition : Aucune banque ne sera autorisée à Tokio et à Osaka, qui n'aurait pas un capital minimum de 2.000.000 de yen ; dans les villes de 10.000 habitants et au-dessus, un capital de 1.000.000 de yen et dans les autres villes d'une population moindre, un capital de 500.000 yen.

Cette loi, adoptée en 1927, n'est appliquée que depuis le 1^{er} janvier 1933, un répit de cinq ans ayant été accordé à tous les établissements financiers pour se mettre en règle avec la loi ou pour disparaître.

2° — *La concentration industrielle* : D'une part très encouragée par le gouvernement, d'autre part influencée par l'évolution bancaire, la concentration industrielle s'est poursuivie avec autant de vigueur que dans les banques.

Elle s'est faite par voie de dissolution des entreprises non viables de fusion entre les petites et, surtout depuis ces deux dernières années, par voie de fusion entre les plus grosses entreprises.

C'est ainsi que les plus importantes entreprises de la sidérurgie, du papier, de la bière, de la soie artificielle, des fabriques de conserves de poissons, viennent de fusionner. La concentration industrielle et la concentration bancaire sont l'un des résultats bienfaisants de la rationalisation, dont nous avons parlé. C'est dire quelle place importante elles ont dans le succès de l'Economie japonaise.

g) — *Les Missions commerciales :*

Afin d'activer l'extension des marchés pour ses produits, le Japon envoie des missions d'étude à l'étranger. Celles-ci sont chargées d'orienter la production vers les besoins des divers marchés et en même temps de profiter de l'expérience technique des pays visités. La direction de ces missions est toujours confiée à des hommes d'élite remarquablement préparés pour ce travail.

Les résultats obtenus en cette matière, doivent être satisfaisants puisque le Japon ne cesse de multiplier ces caravanes de spécialistes. Ainsi, rien que pour le dernier trimestre de 1931 il en a envoyé :

Dans l'Inde, les mers du Sud et l'Europe, pour les tissus de soie.

Dans l'Ouest et le Nord de l'Afrique pour la bonneterie.

Dans l'Inde, les mers du Sud et l'Amérique du Sud, pour la porcelaine.

Dans l'Amérique du Nord et du Centre, pour les jouets.

En Europe et en Afrique du Nord pour les conserves alimentaires.

Dans l'Inde, les Mers du Sud et l'Est Africain, pour les bicyclettes.

§ 2. — LES CARACTÈRES DES DIRIGEANTS NIPPONS

Les dirigeants nippons se caractérisent principalement par leur nombre restreint, par leur puissance financière et politique et par leur mentalité.

importée passaient par leurs mains. Leurs transactions commerciales étaient, en 1930, évaluées à 1 milliard 700 millions de yen, soit actuellement environ 8 milliards 500 millions de francs.

Ils habillent le Japon et, par leurs grandes lignes de navigation, le mettent en communication avec l'Amérique et l'Océanie. Leurs usines électriques fournissent à leur patrie la lumière et la force motrice.

Partout, en Orient domine leur marque : M.B.K., Mitsui Bussan Kaisha (Entreprise Commerciale Mitsui), représentée à Paris par la S. A. Française Bussan.

Partout, au Japon, en Chine, en Corée, en Mandchourie, et à présent de plus en plus aux Indes, en Afrique, en Europe, on remarque ces trois lettres M.B.K., arborées par de grandes usines, des banques, des entrepôts, des filatures, des bateaux etc...

Voici les chiffres (1) du capital nominal de la Société Mitsui et des compagnies associées et connexes :

Société Mitsui (responsabilité illimitée) : Capital 300.000.000 de yen.

Compagnies associées :	Capital (en yen)
Banque Mitsui	100.000.000
Mitsui Bussan	100.000.000
Mines Mitsui	100.000.000
Entrepôts Tôshin	15.000.000

(1) Kyocho Kai, p. 723 à 725 « Saikin no Shakai Oundo », Tokyo 1929,

Mitsui Trust	30.000.000
Assurances-Vie Mitsui	1.500.000
Papeteries Wôdji	65.916.000
Houillères Hokkai	70.000.000
Tôyô Menka	25.000.000
Aciéries Nihon	30.000.000
Etablissements sidérurgiques Shi- baura	20.000.000
Soie artificielle Tôyô	10.000.000

Compagnies connexes :

Engrais artificiels du Japon	35.000.000
Industrie Elctro-Chimique	35.000.000
Nettai Sanghyo (Indust. tropicales)	6.000.000
Sucre de Formose	63.000.000
Papeteries Gounze	20.660.000
Celluloïd du Japon	10.000.000
Mines Kamaichi	20.000.000
Navigation à vapeur Kyoritsou	5.000.000
Chemins de fer Yôubari	5.000.000
Energie Hydraulique Kantô	12.000.000
Energie Hydraulique Hokkai	31.000.000
Soufre Hokkaïdo	3.000.000
Houillères du Japon	15.000.000
Charbonnages Kilun	10.000.000
Energie Hydraulique Kamioka	5.000.000

En outre, les Mitsui sont propriétaires de concessions en Russie, au Mexique, en Ethiopie. Ils collaborent directement avec la Banque Franco-Japonaise, la General Electric, Barmeister et Waiss (les chantiers les plus importants du Danemark), Babcock et Willcox et autres.

2° — La puissance financière des Mitsubishi :

Les Mitsubishi sont la seule famille approchant, par son importance, celle des Mitsui. Ils contrôlent 92 firmes avec un capital d'environ 14 milliards de francs. Leurs transactions commerciales étaient, en 1930, évaluées à plus d'un milliard de yen et leur fortune personnelle atteignait en 1934 quatre milliards de francs.

Voici les chiffres du capital nominal de la compagnie Mitsubishi et des compagnies associées et connexes :

Société Mitsubishi (respons. limitée), capital : 120.000.000 de yen.

Compagnies associées :	Capital (en yen)
Banque Mitsubishi	50.000.000
Commerciale Mitsubishi	15.000.000
Assurance maritime incendie Mitsubishi	5.000.000
Entrepôts Mitsubishi	10.000.000
Mines Mitsubishi	100.000.000
Mitsubishi Trust	30.000.000
Papeteries Mitsubishi	10.000.000
Fonderies de fer Mitsubishi	25.000.000
Chantiers navals Mitsubishi	50.000.000

Fabriques de Machines Electriques

Mitsubishi	15.000.000
Fabriques d'Aéroplanes Mitsubishi	5.000.000

Compagnies connexes :

Soies brutes du Japon	5.000.000
Assurance Vie Meidji	2.000.000
Assurance Incendie Meidji	10.000.000
Assurance Maritime Incendie de To- kyo	30.000.000
Navigation Ryodô	600.000
Tissages Tôyô	1.500.000
Houillères et navigation de Kiou- Siou	5.000.000
Chemins de Fer et Charbonnage Ashuberi	5.000.000
Mines du Nord de Sakhaline	10.000.000
Agricole Toungh Shan.	10.000.000
Tôa Kôghyo	20.000.000
Pétroles du Nord de Sakhaline	10.000.000
Mines du Shantoung	5.000.000
Mines Taighen	2.000.000
Sucreries Meidji	48.000.000
Brasseries Kirin	10.800.000
Fonderies de Fer Toyô	40.000.000
Accumulateurs du Japon	3.500.000
Verreries Asahi	12.510.000
Bois de Sakhaline	510.000
Verreries de Shôkô	3.000.000
Port de Wakamatsou	3.660.000

La banque Mitsubishi possède des filiales à New-York, Londres et Shanghai. L'entreprise Mitsubishi possède des bureaux à New-York, Londres, Paris, Berlin.

Les Mitsubishi ont des intérêts communs avec la

Westinghouse Electric en Amérique ; avec Wickers en Angleterre, avec Sulzer Frères, en Suisse.

3° La puissance financière des Sumitomo, Yasuda et Okura :

Ces trois familles, bien que moindres que les deux premières sont aussi très importantes.

Elles possèdent à peu près la même puissance financière, contrôlant environ un milliard de yen chacune. Pour avoir une idée de cette puissance, voici à titre d'exemple les chiffres du capital nominal de l'une d'entre elles, la Sumitomo, avec celui des compagnies qui lui sont associées et connexes.

Société Sumitomo (1) : Capital 150.000.000 de yen.

Compagnies associées :	Capital (en yen)
Banque Sumitomo	70.000.000
Assurance Vie Sumitomo	1.500.000
Entrepôts Sumitomo	15.000.000
Fabrique de fil électrique Sumitomo	10.000.000
Fonderies de cuivre Sumitomo.	15.000.000
Engrais Sumitomo	12.000.000
Aciéries Sumitomo	12.000.000
Sumitomo Trust	20.000.000
Mines de cuivre Sumitomo Besshi ..	15.000.000
Construction d'immeubles Sumitomo	6.500.000
Houillères Sumitomo de Saka	2.000.000
Houillères Sumitomo de Kiou-Siou..	10.000.000

(1) Kyocho Kai. « Saikin no Shokaie Oundo », Tokyo, 1929 p. 723 à 725.

Entreprises connexes :

Fil électrique Foudjikoura	5.000.000
Port septentrional d'Osaka	35.000.000
Assurance Maritime Foussô	5.000.000
Verre à vitres japano-américain	3.000.000
Entrepôts et banque Wakayama	500.000
Société Tomshina	1.000.000

En résumé, si l'on considère que la richesse nationale du Japon, évaluée à 101 milliards de francs environ, est constituée par la totalité des ressources exploitées et en potentiel du pays, et si, en outre, comme le fait remarquer M. Larchin (1), l'on réfléchit au fait, qu'entre la masse économique « active » et la masse économique « passive », il y a une démarcation à établir, on en arrive à la conclusion que les cinq sociétés, dont nous venons de parler, contrôlent à elles seules la moitié de l'économie productive du pays. Le reste est contrôlé par quelques autres sociétés industrielles de moindre envergure, — celle du coton notamment, — et l'Etat.

A la puissance financière, les Mitsui et les Mitsubishi ajoutent la puissance politique.

c) — *Leur puissance politique :*

La Diète n'a pas une grande importance au Japon ; mais elle vote le budget.

Les députés n'ont pas beaucoup d'influence sur les pouvoirs civils ; mais ils peuvent faciliter les af-

(1) « Japon 1934 », p. 29.

faïres. De plus, un grand parti politique constitue un moyen de propagande important.

C'est ce qu'ont compris les Mitsui et les Mitsubishi.

Ils disposent à leur gré des deux grands partis politiques du Nippon.

Le Seiyukai, ou parti conservateur, est commandité par la maison Mitsui. Le Minseito, parti libéral, est financé par les Mitsubishi.

Puissance d'argent et puissance politique sont donc au Japon entre les mains de quelques personnes, alors qu'en Europe et en Amérique, des centaines et des milliers d'individus se les partagent.

Comment les dirigeants nippons usent-ils de cette double puissance ?

d) — *Leur mentalité :*

On pourrait croire que les Mitsui et les Mitsubishi, soudoyant des partis adverses, se font une guerre acharnée dans tous les domaines, comme il est d'usage entre les trusts de race blanche. Il n'en est rien : les Mitsui et les Mitsubishi *collaborent* dans toutes les affaires importantes qui les mettent en présence et ils ne refusent jamais à l'Etat leur collaboration.

Un exemple typique de cette dernière nous est offert par la métallurgie :

En 1930-1931, un cabinet Minseito est au pouvoir. La maison Mitsubishi est alors toute puissante. On devait donc s'attendre à ce qu'elle en profitât pour amoindrir les Mitsui. En particulier dans le domai-

ne des aciéries, on devait prévoir que la « Mitsubishi Iron and Steel C^o » écraserait ses rivales la « Wamshi Iron C^o » et la « Kamaishi C^o », toutes deux appartenant aux Mitsui. Il n'en fut rien. On collabora. On s'unit à l'Etat.

Le 1^{er} février 1934, la nouvelle société « Nippon Seitetsu Japan Iron Manufact. C^o » au capital de 368.500.000 yen est créée, groupant en un seul organisme, les aciéries de l'Etat de Yawata, avec les entreprises de Mitsui et celles de Mitsubishi.

Le Japon dans une très habile propagande montre les deux trusts sous des aspects européens ou américains, c'est-à-dire se combattant sans merci, tant au Japon que sur les marchés du monde. Et devant le spectacle que nous offre la lutte des trusts de race blanche, comme par exemple le duel Standard Oil-Deterding, nous croyons volontiers que les oligarchies nippones ne sont point différentes des nôtres. La vérité est tout autre :

Les Mitsui et les Mitsubishi promoteurs de l'économie japonaise, sont bien différents des oligarques blancs. Ils ne gaspillent pas leurs forces à se combattre. Ils construisent où leurs collègues de la race blanche ne font le plus souvent que détruire.

Les techniques se ressemblent sans doute, mais l'esprit est différent. Où les maîtres blancs s'entre-tuent, les maîtres nippons s'unissent. Comment ne pas comprendre, alors, le succès de l'essor industriel et commercial du Nippon ?

§ 3. — LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

DES OUVRIERS INDUSTRIELS NIPPONS

Nous étudierons successivement :

- a) — Le système familial,
- b) — Le travail à domicile,
- c) — La durée du travail et le taux des salaires industriels.

a) — *Le système familial* :

Le *système familial* était et reste l'une des caractéristiques de l'Economie japonaise.

Les mots « droit » et « devoir » n'existaient pas en japonais, avant l'introduction de la notion occidentale de la valeur de l'individu. Les rapports entre l'artisan et ses apprentis ou ouvriers étaient marqués de franche camaraderie et même d'affection.

Depuis l'introduction du travail en fabrique, beaucoup d'employeurs japonais ont estimé sincèrement que leurs relations avec leurs employés, — même très nombreux — devaient être conformes aux mœurs d'autrefois ; que tous font partie d'une même famille.

Ainsi, dans la très grande majorité des ateliers nippons les relations entre employeurs et employés sont en général intimes :

Ils mangent la même nourriture, partagent le même abri et travaillent et vivent comme s'ils appar-

tenaient véritablement à une même famille. Ils ont le même standard de vie.

De grandes quantités de marchandises bon marché destinées à la consommation nationale ou à l'exportation, sont fabriquées dans ces conditions : Jouets, boîtes en papier, éventails, articles de bambou, parasols, lanternes japonaises, papier pour impressions d'étoffes, tressés de paille, rubans de coton ou de soie, articles de broderie, et une foule d'autres objets faits à la main.

A la base de l'industrie nippone, le travail en commun des patrons, des artisans, des apprentis, groupés en « système familial », peut être accompli dans des conditions si modestes, que les prix de revient défient ceux des pays les plus favorisés.

En outre, le *système familial* apparaît comme un facteur d'entente et de paix dans les relations entre patrons et ouvriers.

b) — *Le travail à domicile :*

Au Japon, le travail à domicile, tient une place très importante. Le fait que pour une population de 65 millions d'habitants le nombre des ouvriers enregistrés aux ateliers, ne s'élève qu'à quatre millions huit cent mille, nous laisse supposer l'étendue et l'importance du travail à domicile dans les villes surpeuplées. Toutes sortes de travaux sont ainsi faits à domicile : Ghetas (1), formes de chapeaux, statuettes en bambou, pièces d'horlogerie. Ici on tra-

(1) Chaussures de bois.

veille les tubes de stylographes, là on met des œillets aux souliers de tennis, ailleurs on imprime, on sculpte, on fabrique des bas de soie, on coud des kimonos.

De grandes entreprises fournissent à ces gens, pour la plupart très pauvres, leur petit matériel.

Quatre-vingts pour cent des « objets divers » d'exportation proviennent d'un tel travail.

Le travail à domicile étant payé aux plus bas prix, permet de concurrencer les usines les plus modernes.

c) — *La durée du travail et le taux des salaires :*

Afin d'embrasser tous les aspects que comporte cette double question, nous exposerons successivement :

- 1° — Quelques considérations préliminaires.
- 2° — La durée du travail.
- 3° — Le taux des salaires industriels,
- 4° — La question du « dumping » social.

1° — *Considérations préliminaires :*

Au Japon, les conditions du travail en général, et en particulier la durée du travail et le taux des salaires industriels — conditions les plus importantes pour un ouvrier, — sont influencées par trois facteurs qui sont loin de leur être, actuellement, favorables. Ce sont :

- α) La population,
- β) La législation du travail,
- φ) L'organisation syndicale.

α) La population,

Nous savons que la population est pléthorique au Japon, et nous avons déjà exposé le caractère angoissant de cette question. Les Japonais doivent vendre pour ne pas mourir de faim. Tous les Japonais sont menacés, mais parmi eux il en est qui le sont plus que les autres parce qu'ils le sont tous les jours, et ce, malgré la croissance des exportations de leur pays. Ce sont les ouvriers. « La surpopulation japonaise, dit M. Zischka (1), a atteint un degré tel, que ceux qui donnent à manger ne serait-ce qu'un bol de riz par jour peuvent en échange demander tout ce qu'ils désirent ».

Quel remède à cette constante menace de famine ?

Dans d'autres pays qui ressemblent sur ce point au Japon, en Italie, par exemple, on a trouvé un palliatif : l'émigration. Mais au Japon, une telle mesure est, on le sait, inemployable ; l'histoire de l'émigration nippone, chapitre pénible de l'histoire du Japon, nous l'a amplement démontré.

La population nippone progressant dans les proportions que l'on sait, crée une offre de travail abondante qui s'avère de plus en plus supérieure à la demande. Et ici, comme partout ailleurs, la loi de l'offre et de la demande joue son rôle implacable.

Le tableau XCIV est suffisamment éloquent :

(1) « Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris, 1934, p. 51.

TABEAU XCIV.

Opérations des bureaux de placement officiels
(d'après le Rodo Tokei Yoran, Statistiques du travail du Cabinet Tokyo, 1931) :

Travailleurs réguliers :

	Demandes d'emplois	Travailleurs placés	Proportion
1920	115.783	61.629	53,2 %
1925	877.982	283.598	32,3 %
1930	1.168.114	336.197	28,8 %

Travailleurs occasionnels :

1920	159.174	95.789	60,2 %
1925	1.680.438	1.270.578	78,4 %
1930	6.174.973	5.121.110	82,9 %

β) La législation du travail,

La législation japonaise du travail est très peu développée. Voici ses grandes lignes :

1° En ce qui concerne les femmes, et les enfants -
au-dessous de seize ans :

Deux jours de congé par mois.

Défense du travail de nuit (depuis 1929).

Durée maxima du travail : 12 heures par jour.

2° Pour les hommes :

Aucune limite de durée du travail sauf dans les mines pour les ouvriers de fond. Le maximum de leur journée de travail a été fixé à 10 heures.

Aucun repos obligatoire.

Règlement des assurances pour les deux sexes :
Les primes pour maladie ou accident sont payées à 45 % par l'ouvrier, à 45 % par le patron et le reste, soit 10 %, par l'Etat.

« Pour une infirmité totale, 540 jours de salaire sont payés. L'ouvrier tué, la famille obtient 360 jours de salaire. Le mutilé partiellement infirme a droit à 4 jours de salaire » (1).

Voilà l'essentiel de la législation ouvrière du Japon. Elle est pauvre. Elle est inexistante. Elle n'est cependant valable que pour les entreprises employant plus de dix ouvriers, soit seulement pour les 40 % de la population ouvrière recensée.

L'ouvrier nippon ne semble donc pas protégé. Mais nous croyons que grâce au système familial qui lie le travailleur au patron, ce dernier ne profite pas de l'absence de législation.

Néanmoins, grâce à cette carence du législateur, le patron est maître des conditions de travail de l'ouvrier.

φ) L'organisation syndicale.

Le patron est d'autant plus maître des conditions de travail de l'ouvrier que l'organisation syndicale au Japon :

1° Est très peu développée,

2° Poursuit des buts qui semblent s'éloigner considérablement de celui qu'elle devrait logiquement avoir : l'amélioration des conditions de travail.

1° *L'organisation syndicale est très peu développée* : La lecture du tableau XCV le démontre.

(1) « Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris 1934, p. 76-77.

TABLEAU XCV. — *Effectifs et nombre des syndicats classés par industries (1).*

Genre d'industrie	Nombre de syndicats	Effectifs	Nombre de femmes
Transports	101	162.771	1.370
Machines et outils . .	91	92.053	1.322
Textile	45	14.640	4.819
Produits chimiques .	77	14.861	959
Gaz et électricité . .	15	9.290	111
Mines	19	6.794	148
Alimentat., boisson .	25	4.988	58
Bâtim., trav. publ. . .	38	7.330	18
Communications. . .	3	2.046	1
Métiers divers	120	17.929	883
Autres	234	37.421	1.163
Total	768	370.123	10.852

Le nombre des ouvriers syndiqués est de 370.000. C'est là un chiffre infime pour une population ouvrière dont le recensement seul s'élève à plus de 4.500.000 individus.

Ces 360.000 syndiqués appartiennent à 762 associations qui sont sans relations entre elles et, à cause de leur nombre excessif, n'ont pas de force et ne sont pas reconnues légalement.

Les raisons de ce médiocre développement s'expliquent aisément :

D'abord, le Japon est encore avant tout un pays agricole et le besoin d'association ne se fait pas sentir chez les artisans et dans les petites industries familiales qui persistent toujours et où les relations

(1) Rôdô Jihô, octobre 1931, p. 15.

entre patrons et ouvriers sont directes et personnelles. La force et l'esprit du *système familial* légué par la tradition, entraînent la faiblesse de l'idée des intérêts de classe, — pour nous exprimer en langage marxiste.

De plus, la loi restreignant la liberté d'action en matière de grève, retarde dans une certaine mesure la croissance du syndicalisme :

Par ailleurs, les rapports du capital et du travail sont en général assez faciles jusqu'à ce jour. Cela tient à ce que les ouvriers nippons sont respectueux de la parole donnée et savent se plier aux exigences du moment. Voici quelques exemples typiques (1) illustrant leur bonne volonté :

En mai 1932, quelque 400 ouvriers employés dans une fabrique de teinture d'Hamamatsou, qui souffrait de difficultés financières, soumirent à la direction une proposition unanime de réduction de 10 % de leur salaire. Peu de temps après, trois cents ouvriers de l'entreprise de bois de Tenryougawa firent une offre analogue. En juin de la même année, quelque 1.200 ouvriers de la fabrique d'instruments de musique d'Hamamatsou, décidèrent volontairement d'effectuer une heure supplémentaire non payée pour aider la société à se relever après deux incendies survenus dans les ateliers. Quelques mois plus tard, les ouvriers d'une fabrique de coffres-forts d'Otami-Kioto, ceux d'une fabrique de papier de Kôbé et ceux d'une fonderie de fer située près de

(1) « Le Travail industriel au Japon », Bureau International du Travail, Genève, 1933, p. 59.

Nagoya, offrirent spontanément d'accepter une diminution de salaire de 10 à 20 %.

Une autre raison du médiocre développement de l'organisation syndicale au Japon, réside dans la situation spéciale de l'industrie textile. Cette dernière est, comme l'on sait, la principale industrie du pays.

La main-d'œuvre qu'elle emploie est composée en majeure partie de jeunes filles. Or, la tendance générale des jeunes femmes est de regarder le travail industriel comme une occupation temporaire appelée à prendre fin avec le mariage, et cette tendance est dans l'industrie textile plus forte qu'ailleurs, car les jeunes ouvrières y sont originaires de régions agricoles et ne viennent travailler dans les fabriques que pour quatre ou cinq ans au plus. Leur seul objet est de se constituer une dot. Ce but atteint, elles s'en retournent à la campagne.

C'est là une des raisons qui expliquent que les ouvriers de la plus importante industrie du Japon, restent complètement en dehors du champ d'action de l'organisation syndicale.

En résumé, l'indifférence des ouvriers est à la base du médiocre développement de l'organisation syndicale au Japon. Mais, cette carence n'existerait-elle pas, qu'il se trouverait sur le chemin du syndicalisme nippon d'autres obstacles, à commencer par le régime de surveillance institué par les patrons sur les ouvriers.

Ainsi, « on a toujours gardé les ouvriers japonais à vue : on les fait coucher et manger à l'usine. Et quand cette habitude est en régression chez les

hommes, 90 % de toutes les ouvrières japonaises habitent encore aujourd'hui les « dortoirs de leurs usines ». Ceci les protège, non seulement contre le vice qui guette ces jeunes filles partout aux coins des grandes villes, mais surtout contre les agitateurs. Cela empêche toute organisation ouvrière, assure le contrôle complet sur la main-d'œuvre, empêche les concurrents de corrompre de bons travailleurs en leur offrant des salaires plus élevés » (1).

« Le système des dortoirs, écrit Dorothy Orchard, qui a analysé pendant des années les conditions japonaises de travail, a des avantages exceptionnels pour les manufacturiers. Avec ce système, l'employeur est sûr de son personnel d'un bout à l'autre de la semaine : il est à même de supprimer les absences et les retards. Il *contrôle* les loisirs aussi bien que le travail de ses employés » (2).

Donc, le syndicalisme nippon est enrayé, dans une certaine mesure, par l'attitude des patrons.

Celle du gouvernement, en cette matière, aboutit à un résultat analogue :

Ainsi, en vertu des dispositions de l'article 8, paragraphe II, de la loi sur la Sécurité publique, le ministre de l'Intérieur a le droit d'interdire une association quelconque, si cet acte est nécessaire au maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

Par une interprétation très large de ces disposi-

(1) « Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris 1934, p. 73.

(2) « Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris 1934, p. 75.

tions, le ministre de l'intérieur peut arrêter l'action politique des syndicats, et par suite leur influence, en prononçant la dissolution des partis auxquels ils correspondent, toutes les fois que la tendance de ces derniers ne semble pas conforme aux vues gouvernementales.

Un exemple de cette façon d'agir :

L'introduction du suffrage universel, en 1926, portant le nombre des électeurs, de trois millions à 12 millions environ, eut pour résultat d'augmenter le nombre et l'effectif des syndicats et d'accroître la vigueur de leur activité politique. Le syndicat des fermiers du Japon (Nihon Nômin Koumiai) prit alors l'initiative de fonder un parti politique national. Ce dessein unifia pendant quelques mois toutes les forces du travail organisé du Japon. Le nouveau parti fut fondé au cours d'une réunion tenue à Tokio le premier décembre 1925, et reçut le nom de « Parti des fermiers et ouvriers » (Nômin Rôdô Tô) ; mais, comme sa tendance paraissait trop avancée aux yeux du gouvernement, deux heures après la réunion, les membres du comité exécutif du parti furent convoqués aux Bureaux de la police métropolitaine, et là on leur communiqua un arrêté du ministre de l'Intérieur ordonnant la dissolution immédiate du parti.

2° *L'organisation syndicale poursuit des buts qui semblent s'éloigner considérablement de celui qu'elle devrait logiquement avoir : l'amélioration des conditions de travail :*

Ainsi, plus des trois quarts des syndicats nippons

sont avant tout nationalistes. Les « cinq grands » (1) les seuls syndicats du Japon qui aient quelque importance, sont même très nationalistes. La « Rodo Sodoméi » (Fédération générale du travail au Japon) demande la guerre contre la Russie et l'Amérique. Mais, dira-t-on, les revendications ouvrières peuvent très bien aller de pair avec les sentiments nationaux. Certes oui, seulement, au Japon, l'idée de Patrie prime tout. « Aucun de ces syndicats ne fera rien qu'on puisse interpréter comme nuisible à la Patrie. Et les salaires élevés ne nuiraient-ils pas aux exportations ? A l'influence du Japon sur les marchés du monde ? » (2) Les ouvriers nippons semblent l'entendre ainsi. La modestie de leurs revendications en est une preuve. D'après le rapport Maurette (3), ils demandent :

1° Le contrôle des industries intéressées à l'exportation, afin d'établir un salaire minimum dans ces industries ;

2° La promulgation d'une loi sur les syndicats donnant reconnaissance légale aux travailleurs du droit de s'associer ;

3° La ratification de quatre conventions internationales sur :

(1) « Fédération Générale du Travail du Japon », « Syndicat des Marins Japonais », « Fédération des Syndicats d'Ouvriers des Chantiers de la Marine », « Fédération des Ouvriers des Entrepôts de l'Etat », « Association des Officiers de la Marine Marchande ».

(2) « Le Japon dans le Monde », par A. Zischka, Paris 1934, p. 78.

(3) « Aspects sociaux du développement industriel du Japon », Bureau International du Travail, Genève, 1934, p. 47.

a) la durée du travail dans l'industrie.

b) la réglementation du travail pour les jeunes personnes et pour les femmes.

c) l'interdiction du travail de nuit.

d) le repos hebdomadaire.

Ce sont là des revendications qui depuis longtemps sont acceptées en France. Mais l'ouvrier nippon se contente de si peu qu'il semble les regarder, ces revendications, comme les ultimes limites de son bonheur.

Après cet exposé des facteurs commandant les conditions de travail — et influant en particulier, sur la durée du travail et le taux des salaires industriels, — il ne faudra pas s'étonner que les journées de travail japonaises soient longues et que les salaires nippons soient bas ; mais de telles journées et de tels salaires aident le Japon à conquérir les marchés du monde.

2° La durée du travail :

Dans la période initiale du développement industriel, le travailleur nippon ne s'intéressait guère à la question de la durée du travail : la notion occidentale du temps lui était totalement étrangère.

N'est-ce pas là une constatation lourde de conséquences ?

Quelle est la durée moyenne de la journée de travail au Japon ?

L'information officielle la plus récente, et la plus considérable sur ce point, nous est fournie par le recensement du travail (Rôdô Tôkei Jitchi Tchôssa)

de 1927. Cette enquête gouvernementale (1) a englobé 7.486 fabriques employant 1.381.931 travailleurs (629.106 hommes et 752.825 femmes), ou 72 % du total des ouvriers occupés par les fabriques pendant l'année. D'après ce recensement, 314.461 ouvriers, soit 23 % des travailleurs considérés, faisaient des heures supplémentaires, tandis que 39.181 ou 3 % travaillaient moins que l'horaire réglementaire. Si l'on fait abstraction de ces deux groupes, 1.020.803, ou 74 % du total des ouvriers considérés, travaillaient dans les conditions indiquées au tableau XCVI.

TABLEAU XCVI. — *Heures journalières de travail effectif* (2)
(dans diverses industries, octobre 1927 (3)).

Fabriques	Nombre de personnes effectuant un horaire réglementaire	Durée moyenne du travail effectif
<i>Textile :</i>		
Filatures de soie	280.949	10 54
Filatures de coton	202.716	9 54
Tissage du coton	63.096	9 54
Tissage de la soie	35.520	10 18
Tissage de la laine	25.021	10 00
Autres établissements . .	89.795	— —
Total et moyenne	697.097	10 18

(1) Rôdô Tokei Jitchi Tchôssa Hôkokou. (Enquête statistique sur le travail), octobre 1927, section des fabriques, vol. II, p. 516. Tokio.

(2) L'expression « heures de travail effectif » utilisée dans ce tableau et ceux qui suivront, doit s'entendre des heures de travail à l'exclusion des heures de repos.

(3) « Le Travail industriel au Japon », B.I.T., Genève, 1933, p. 184.

TABLEAU XCVI (suite).

Fabriques	Nombre de personnes effectuant un horaire réglementaire	Durée moyenne du travail effectif
Céramique	28.599	9 00
Métallurgie.	37.737	9 00
Machines-outils	87.745	8 54
Produits chimiques	37.715	9 12
Papier.	16.860	9 00
Cuir, os, etc.	2.515	9 00
Bois et bambou	16.178	9 12
Alimentation et boisson	43.867	9 00
Habillement	19.846	9 12
Construction	10.129	9 00
Imprimerie et reliure.	13.144	8 42
Industries d'art	4.938	9 00
Gaz, électricité.	2.221	9 30
Autres établissements	2.752	8 18
Total général et moyenne générale.	1.020.803	9 54

D'après ce tableau, tandis que la durée moyenne de travail effectif était de dix heures dix-huit minutes par jour dans l'industrie textile, dans les industries qui se classent ensuite par ordre d'importance des effectifs employés, savoir : les machines-outils (treize pour cent du total des ouvriers des fabriques), l'alimentation et la boisson (neuf pour cent), la métallurgie (six pour cent) et les produits chimiques (six pour cent), cette durée oscillait entre 8 heures 54 minutes (industrie des machines-outils) et 9 heures 12 minutes (industrie chimique).

On peut donc ranger les industries japonaises en

deux groupes du point de vue du travail : le groupe du textile d'une part et l'ensemble des autres industries d'autre part. Dans le premier groupe, la durée générale du travail était légèrement inférieure à 11 heures par jour dans les filatures de soie et à 10 heures dans les ateliers de filature et de tissage du coton, tandis que dans l'ensemble des autres industries l'horaire le plus fréquent était de neuf heures par jour. Dans le calcul de la journée moyenne du travail pour toutes les industries, le groupe du textile exerce une grande influence sur la moyenne totale, en raison du grand nombre d'ouvriers intéressés. Cette moyenne était, en fait, en 1927, de 9 heures 54 minutes par jour. Depuis 1930, la moyenne de la journée de travail ayant considérablement baissé dans certains groupes du textile (elle est désormais de 8 h. 30 pour certaines filatures) (1), la moyenne totale pour toutes les industries doit être entre 9 heures et 9 heures et demie. La journée de huit heures est une invention européenne, la seule, sans doute, que les Japonais n'aient pas copiée.

La convention de Washington sur la durée du travail, prescrivait bien dans l'article spécial concernant le Japon, une limitation légale générale pour les trois catégories de salariés nippons (hommes, femmes, jeunes gens) ; mais à l'encontre de bien des nations occidentales, le Japon n'a pas ratifié la dite convention.

Il est une autre différence entre le Nippon et les

(1) « Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers », octobre 1934, p. 418.

pays d'Occident, qui modifie la vie des travailleurs et influe sur les prix de revient : il n'existe pas de repos hebdomadaire dans l'archipel Japonais. La raison en est que le dimanche est une fête purement chrétienne et que les calendriers lunaires de l'Orient n'imposent pas la règle du 7^e jour. La convention de Washington, prescrivait bien une période de repos hebdomadaire de vingt-quatre heures consécutives pour tous les travailleurs sans distinction de catégorie, mais aucune mesure législative n'a encore été prise dans ce sens par le Parlement nippon. La plupart des établissements industriels et commerciaux n'ont pas renoncé à l'ancienne coutume de donner deux jours de congé par mois, généralement le 1^{er} et le 15, ou le 1^{er} et le 3^e dimanche.

Imagineraient-on, après cela, que les ouvriers nippons rêvent d'obtenir une cadence du repos hebdomadaire ? Que non pas. Par crainte, sans doute, d'une diminution de salaire, ils se sont opposés dans certains cas à la substitution du repos hebdomadaire, dominical ou autre, au jour de congé mensuel ou bi-mensuel qui avait été la règle jusque là.

3° Le taux des salaires industriels :

Les salaires des ouvriers nippons sont de beaucoup inférieurs à ceux des ouvriers européens. Il est difficile de donner des chiffres exacts parce que, au Japon, le salaire normal est souvent accompagné de rémunérations accessoires telles que rétribution d'heures supplémentaires, indemnités spéciales, primes ou paiement en nature ; ce dernier s'opérant

surtout sous forme de logement (dortoir ou habitation ouvrière), éclairage, nourriture, vêtements.

En outre, les salaires aux pièces sont très répandus, et, ce qui ajoute à la difficulté de leur calcul, des systèmes compliqués ont été introduits dans lesquels les taux augmentent avec l'accroissement de production en sus de la quantité réglementaire.

Ce sont là des systèmes si embrouillés que, dans les filatures de soie, par exemple, les jeunes ouvrières illettrées sont souvent incapables d'en comprendre l'économie.

En général, la quantité journalière et réglementaire du travail est imposée d'avance et les ouvriers bénéficient d'une prime ou subissent une amende selon les écarts constatés entre la production et la somme fixée, ou selon le rapport existant entre la production nette et une quantité donnée de matière première, ou selon la qualité du produit : éclat, égalité... etc. Les gains de l'ouvrier sont ainsi constitués par son salaire réglementaire augmenté de la prime ou diminué de l'amende, selon le cas. Les salaires réglementaires sont aussi élevés ou abaissés, suivant le prix des matières premières, la saison ou le prix des marchés.

Ceci posé, voici, d'après la plus récente statistique du ministère du Commerce et de l'Industrie, la moyenne des salaires nominaux de l'ensemble des ouvriers nippons, suivant leur catégorie, pendant l'année 1933 :

TABLEAU XCVII. — *Moyenne du salaire journalier des ouvriers en 1933 (1) (en yen).*

<i>Industrie textile :</i>		yen
Devideuse de soie		0,67
Fileuse de coton		0,75
Trameuse de soie		0,77
Tisseuse de coton (machine)		0,67
Tisseuse de soie (main)		0,80
Ouvrier en bonneterie		1,45
Ouvrière en bonneterie		0,72
<i>Manufactures de métal, machines, outils</i>		yen
Ouvrier tourneur		2,25
Ouvrier finisseur		2,28
Ouvrier fondeur		2,18
Ouvrier forgeron		2,23
Ouvrier modeleur, en bois.		2,30
<i>Industries céramiques ;</i>		yen
Ouvrier potier		1,74
Ouvrier verrier		1,70
Ouvrier cimentier		2,12
Ouvrier briquetier		1,15
Ouvrier tuilier		1,33
<i>Industries de produits chimiques :</i>		yen
Ouvrier chimiste médical		1,77
Ouvrier en allumettes		1,07
Ouvrière en allumettes		0,49

(1) The Thirty Fourth Financial and economic annual of Japan, 1934. The department of Finance, Tokyo, 1934, p. 91.

Ouvrier huilier	1,63
Ouvrier en papier japonais	1,40
Ouvrier en papier étranger	1,68
Ouvrier tanneurs	2,00

Industries de produits alimentaires : yen

Ouvrier meunier	1,64
Ouvrier brasseur de saké	1,79
Ouvrier brasseur de bière	1,53
Ouvrier sucrier	2,06
Ouvrier confiseur	1,44
Ouvrier raffineur	1,54

Industries de confection : yen

Tailleur (costumes européens)	1,89
Cordonniers	1,76
Sabotier	1,41

Entreprises de construction : yen

Ouvrier charpentier	1,88
Ouvrier plâtrier	2,13
Ouvrier maçon	2,26
Ouvrier poseur de briques	2,31
Ouvrier poseur de tuiles	2,31
Ouvrier peintre	2,12

Travaux de bambou et de bois : yen

Ouvrier scieur (à la machine)	1,65
Ouvrier menuisier	1,80
Ouvrier laqueur	1,61
Ouvrier cordier	1,40
Ouvrier faiseur de nattes	1,90

<i>Industries du livre :</i>	yen
Ouvrier imprimeur	2,14
Ouvrier relieur	1,70
<i>Arrimeurs et journaliers :</i>	yen
Ouvrier arrimeur	1,90
Ouvrier journalier (homme)	1,28
Ouvrier journalier (femme)	0,74
Ouvriers pêcheurs.	1,74

Ainsi, en 1933, les salaires nominaux des ouvriers nippons variaient, suivant les catégories, de 2,31 yen à 1,07 yen, pour les hommes, et de 0,80 yen à 0,49 yen pour les femmes. En transformant en francs ces yen de 1933, — le cours moyen du yen de 1933 étant de 5,08 (1) francs, — on trouve que les salaires des ouvriers nippons oscillaient alors, entre 11,73 francs et 5,43 francs pour les hommes et entre 4,06 francs et 2,47 francs pour les femmes.

La modicité de ces chiffres est par elle-même éloquente, mais elle l'est davantage, quand on compare ces derniers, — compte tenu du rendement, — aux chiffres correspondants européens.

Par exemple, les ouvriers du Lancashire conduisent de 5 à 6 métiers, travaillent de 5 à 6 heures par jour et reçoivent un salaire minimum de deux livres par semaine, alors qu'une petite ouvrière de la région des usines d'Osaka travaille 10 heures par jour, contrôle 25 métiers et reçoit un salaire de 5

(1) « Bulletin numéro 14 de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie », année 1934, rédigé par M. R. Picard, professeur à la Faculté de Droit de Paris, p. 3.

yen par semaine, ou 70 sen par jour, c'est-à-dire un salaire qui n'atteint pas le 1/7^e de celui d'un ouvrier du Lancashire pour un rendement dix fois supérieur (1).

Les salaires nominaux des ouvriers nippons sont donc infimes, comparés à ceux des ouvriers européens, mais il ne faut pas en conclure que les conditions de vie de l'ouvrier nippon sont misérables; ce serait une grosse erreur. La modicité des salaires nippons est relative parce que :

a) — Le rendement des ouvriers nippons est, dans son ensemble, — à part de brillantes exceptions dues surtout à la valeur de l'outillage, — inférieur au rendement des ouvriers européens.

b) — Le coût de la vie au Japon est très bas.

c) — L'ouvrier nippon reçoit des suppléments en nature.

Examinons ces trois points :

a) — Le rendement des ouvriers nippons :

Dans son « Rapport sur la situation commerciale industrielle et financière du Japon de 1914 à 1919 », M. Hugh Horne, secrétaire commercial de l'Ambassade britannique à Tokyo, écrivait de la main-d'œuvre japonaise en la comparant à celle de l'Angleterre : « le coefficient des rendements ne dépasse ja-

(1) Il est à remarquer que la différence de rendement ici est surtout due à la supériorité des machines de l'inventeur nippon Toyoda. Par ailleurs, le règlement des « Trade-Union » défend à l'ouvrier anglais de conduire plus de 6 métiers.

mais, dans les conditions les plus favorables, deux tiers, et il est évalué par beaucoup à un demi ».

De 1919 à 1934, ce coefficient, indépendamment de la modernisation des machines, semble s'être amélioré. Madame Andrée Viollis, déclare, dans son dernier reportage (1) sur le Japon, que le rendement de l'ouvrier japonais atteint les deux tiers du rendement européen.

Ainsi, le rendement de l'ouvrier nippon est en progrès, mais, — question d'outillage mise à part, — il est encore moindre que celui de l'ouvrier européen.

b) Le bas prix de la vie au Japon :

Le Japon est le pays du bon marché. Voici ce que dit M. de Caters, dans un des plus récents reportages qui aient été faits sur le Japon (2).

« C'est prodigieux ce que l'on peut avoir pour dix sous au Japon. Je passe des quarts d'heure à examiner, incrédule, de comptoir en comptoir. Pour cette somme, on m'offre tour à tour une boîte d'aquarelle soigneusement vernie avec une dizaine de tubes de peinture, ou une boîte de crayons, un blaireau, des jarretières, des boutons de manchettes, 4 savons, un sac en tissu caoutchouté, que sais-je ?... Si je pousse jusqu'à trente sen (trente sous), j'aurai le choix entre un joli plateau laqué et des pantoufles ; avec soixante dix sen, j'acquerrai ce pull-over ;

(1) « Le Japon et son Empire », Paris 1933.

(2) « Le Japon aux deux visages », (chap. 7), Ch. de Caters, « Intransigeant », Paris 1934.

et pour un yen, cinq francs, je pourrai offrir une paire de chaussures au mousko, au petit garçon à tête ronde et à cheveux plats qui regarde émerveillé.

« Rien mieux que cette petite boutique toujours achalandée, ouverte jusqu'à la sortie des théâtres, ne pouvait donner la sensation que le Japon est le Pays du bon marché. La crise a accentué encore sa disposition naturelle à produire à bas prix. Avec leurs petits gages, les japonais, doivent bien se contenter de ces produits un peu baclés, d'ailleurs, leur goût n'est pas très éclairé de nos jours ; du moment qu'un objet leur rappelle l'Europe ou l'Amérique, il leur plaît. D'autre part, le soin qu'ils ont des choses, leur délicatesse en les maniant, font qu'ils utilisent longtemps des objets ou des matériaux qui ne résisteraient pas trois jours à la force des doigts européens. Ce n'est pas en vain que toute la race s'est accoutumée, depuis des millénaires, à vivre dans des maisons de bambou et de papier de riz ».

Et voici, à titre complémentaire sur le même sujet, un extrait d'un autre très récent reportage (1) :

« Voici ce que j'ai pu acheter moi-même pour un yen, en faisant le marché :

« Pour dix sen (dans un yen il y a 100 sen), trois œufs frais. Pour 23 sen (un franc au cours du change), 1 kilog 100 de riz. Pour 13 sen (50 centimes), 13 sardines. Un gros poisson de 4 kilos m'a été offert pour 65 sen. Pour 10 sen, 48 centimes, on m'a proposé 3 maquereaux ; pour 20 sen on m'a donné

(1) « Japon 1934 », par Maurice Larchin, Paris 1934, p. 169.

dans une boucherie 200 grammes de filet de bœuf. Et l'on sait que le poulet coûte très bon marché au Japon. Je pourrais allonger l'énumération des produits que l'on peut acheter pour quelques sen ».

Les salaires nippons n'ont pas considérablement augmenté avec la chute du yen et l'augmentation du coût de la vie a été infime. Le riz, base de l'alimentation, coûtait en avril 1933, en yen dévalués des deux tiers, le même prix qu'en yen au pair il y a trois ans. L'ouvrier peut vivre à peu de frais. L'examen des trois principaux éléments du coût de la vie, (nourriture, vêtement, logement), nous le prouve :

1° — La nourriture :

Le repas ordinaire de l'ouvrier nippon est constitué par un bol de riz accompagné par une tranche de poisson salé, de cornichon ou d'algues, à l'occasion de nouilles ou de patates douces. Ce repas s'établit aisément à six sen par tête et même moins.

2° — Le vêtement :

S'il mange à bon marché, l'ouvrier nippon s'habille aussi à peu de frais. L'été, il porte le yukata (1) dont le tissu et la confection n'atteignent pas un yen. Un vêtement chaud d'hiver en coûte une dizaine et dure toute la saison.

La garde-robe de l'ouvrière n'est pas plus onéreuse que celle de l'homme. C'est presque la même.

3° — Le logement :

Les loyers sont aussi modestes que la nourriture

(1) Kimono léger en coton.

et le vêtement. A proximité de l'usine, un ménage se procure aisément une petite maison de deux pièces pour le prix de 15 yen par mois.

En résumé, actuellement, avec 70 yen par mois un ménage nippon peut joindre les deux bouts d'une existence décente. Il peut « orner d'arbustes sa maison volière, s'offrir le soir le luxe de quelques coupes de saké (la coupe a la taille d'un dé à coudre) et, les jours de fête, envoyer ses enfants à la représentation d'un cinéma de quartier dont l'entrée n'excède pas 20 sen » (1).

Le bas prix de la vie japonaise correspond à la simplicité de la vie non seulement des travailleurs, mais de tout le peuple nippon. Les commerçants, les intellectuels, les magistrats, les fonctionnaires jusqu'aux plus hauts ont des habitudes de vie simple.

Cela tient, sans doute, au climat, à la nature du sol, aux mœurs. Il est un mot qui résume le genre de vie du Japon, c'est : harmonie.

c) — Les suppléments en espèce et en nature :

Au salaire de base nippon s'ajoutent souvent, avons-nous dit, des rémunérations accessoires telles que : indemnités spéciales et paiement en nature.

1° — Les indemnités spéciales :

Dans l'industrie japonaise, il est de coutume

(1) « Le Tour du Monde 1934 », reportage par Marc Chaudourne et Jules Sauerwein, « Paris-Soir », 19 juin 1934.

presque universelle d'attribuer des primes aux travailleurs : primes de régularité ou d'assiduité, prime annuelle ou semestrielle, et prime à l'ancienneté ou pour services signalés (inventions ou améliorations des procédés de fabrication, prévention du gaspillage ou des accidents, sauvetage des vies et des biens, etc...)

La prime de régularité ou d'ancienneté est généralement de une à trois journées de salaire par mois. Elle est versée en même temps que le salaire; dans les mines, il est fréquent d'accorder une prime journalière, généralement inférieure à quinze sen. Le montant des primes annuelles versées à la fin de l'année et des primes semestrielles payées à la fin de juillet et de décembre, varie avec la prospérité de l'industrie, la valeur et la durée des services de l'ouvrier ; il oscille entre quinze et cent yen.

Par ailleurs, il est d'usage au Japon de doubler le salaire durant les mois de juin et de décembre.

Parfois, le système des primes a pris la forme d'une participation aux bénéfices. En 1928, une organisation patronale, intitulée « Club industriel japonais » a procédé à une enquête (1), qui a montré que, sur 430 établissements sélectionnés, 42, soit près de 10 p. 100, avaient adopté le système de la participation aux bénéfices (2).

(1) Honpô Koghyo ni Okeru Riyeki Bounpai Narabini Roudji Seido ni Kansourou Tchôssa (Enquête sur la participation aux bénéfices ou sur les systèmes analogues appliqués au Japon), publiée par le Club industriel japonais, 1930. Cette enquête a englobé 86.241 personnes dont 8.291 employés 77.250 ouvriers et 700 personnes non classées.

(2) « Le travail industriel au Japon », Bureau International du Travail, Genève, 1933, p. 206.

Mais ces indemnités en espèces sont infimes, comparées à celles que l'ouvrier reçoit en nature.

Un grand nombre d'entreprises japonaises ajoutent au salaire en espèces, des fournitures, système qui peut être désigné sous le nom de « paiement partiel de salaire en nature ».

2° — Le paiement en nature :

Il s'opère : sous forme de logement dans des dortoirs ou dans des habitations ouvrières appartenant à l'employeur, avec, le cas échéant, fourniture de l'éclairage et du combustible, du riz ou d'autres produits alimentaires et de vêtements. Voici, à titre d'exemple, les avantages que l'« Association des filateurs de coton du Japon » signale comme assurés aux travailleurs des grandes et moyennes filatures de coton japonaises :

Nourriture :

Beaucoup d'ouvriers prennent leurs repas à l'usine ; chaque jour, trois repas suffisamment substantiels leur sont fournis pour le prix global de 20 sen (20 sous), prix très modique même au Japon.

Logement :

La plupart des ouvriers des filatures sont logés, soit dans des maisons ouvrières, avec leur famille, soit, quand il s'agit de jeunes gens et surtout de jeunes filles, dans des dortoirs. La somme prélevée pour l'habitation dans les dortoirs est infime. Les logements ouvriers sont également loués à très bas prix.

Autres avantages d'ordre matériel :

Soins d'hygiène et bains gratuits pour les ouvriers non logés comme pour les logés. Traitement médical gratuit.

Autres avantages d'ordre social et intellectuel :

Education générale, éducation d'apprentissage, éducation ménagère pour les jeunes filles (y compris l'art d'arranger les fleurs et la pratique de la cérémonie du thé »), salles de lecture, de jeux, terrains pour les sports (tennis, base-ball), séances cinématographiques.

On retrouve la même organisation dans les grandes usines autres que les filatures.

On ne peut nier que la plupart de ces avantages se chiffrent dans un budget par des économies substantielles et par un abaissement des chiffres au poste « dépenses ».

La direction de la filature Hashiba de la « Daï Nihon Cotton Spinning C^o », à Tokyo, déclare qu'un de ses ouvriers touchant en espèces un salaire quotidien de un yen cinquante, reçoit en outre, sous forme de bonus annuel, de logement à prix réduit (dans un dortoir), de fourniture de denrées à prix réduit, au moins cinquante pour cent de ce salaire. Dans le cas d'une ouvrière touchant un salaire quotidien de soixante sen, ces avantages supplémentaires doubleraient presque le dit salaire, car l'ensemble des versements en espèces et des prestations en nature, représenterait une somme supérieure à un yen.

En définitive, les salaires nippons sont médiocres,

mais les suppléments en espèces et les avantages en nature qui les accompagnent, les rehaussent considérablement (1).

Il serait certainement exagéré d'attribuer à tous les travailleurs nippons ces avantages. Tous les ouvriers japonais, ne disposent pas de tennis, de club ou de théâtre. Un tel confort est l'apanage de l'ouvrier des grandes et des moyennes entreprises. Toutefois, il n'apparaît pas que l'ouvrier des petites fabriques et des ateliers soit à plaindre. En effet, généralement, à son salaire propre s'ajoutent ceux de sa femme et de ses enfants. En additionnant le tout on n'arrive pas à un total mirifique, mais sa maison et sa nourriture lui coûtent si peu qu'il ne doit pas être trop à court. Il n'est pas question pour lui d'automobile, comme naguère pour l'ouvrier américain, mais « il a ses petits plaisirs plus simples, le goût de la promenade, de la fête populaire. Il ignore le cabaret, s'enivre rarement de saké, se chauffe d'un peu de charbon de bois qui brûle doucement dans un réchaud et ne dépense guère pour ses kimonos de cotonnades » (1).

4° — La question du « dumping » social :

La modicité des salaires industriels nippons a fait couler beaucoup d'encre, surtout en ces derniers mois. Une presse nombreuse appartenant à des pays

(1) « Aspects sociaux du travail industriel au Japon », par Fernand Maurette, sous-directeur du Bureau International du Travail, B.I.T., Genève, 1934, p. 30.

(1) Christian de Caters, « Le Japon aux deux visages », reportage de l'« Intransigeant », 21 août 1934, Paris.

fortement touchés par la concurrence nippone, accuse le Japon de devoir son succès économique à la pratique d'une opération qui consisterait à abaisser les conditions de travail, — en particulier les salaires industriels, — jusqu'à leur extrême limite, afin d'obtenir un coût de production minime. En d'autres termes, le Japon devrait son succès à un « dumping » (2) social.

C'est là un reproche très grave, mais n'est-il pas dicté par la rancœur d'avoir perdu des marchés de soie ou de coton ?

L'économie japonaise mérite-t-elle cette accusation ?

A cette dernière question, gouvernants, patrons, ouvriers, économistes et sociologues nippons ont répondu unanimement par la négative. Que les gouvernants, que les patrons expriment une telle opinion, cela va de soi, mais qu'elle soit aussi celle des ouvriers, c'est-à-dire de ceux qui sont regardés comme les victimes du « dumping » social, c'est là un fait troublant qui nous porterait à croire que le reproche adressé à l'économie nippone est sans fondement, si nous n'en étions déjà convaincus par les

(1) « Dumping », participe présent du verbe anglais to dump : déverser. « Ce mot est un de ceux qui prêtent le plus à équivoque dans le jargon économique, si riche pourtant en termes ambigus. Originellement il désignait une méthode consistant pour une industrie à vendre ses produits moins chers sur les marchés étrangers que sur le marché national, dût-elle, en procédant ainsi, exporter au-dessous de son prix de revient. Aujourd'hui « dumping » se dit de toute concurrence déloyale et parfois de toute concurrence heureuse ». (R. Picard), Bulletin de la B.N. C.I., n° 14, p. 1. Paris 1933.

indications que nous ont apportées les pages qui précèdent, sur les conditions de travail au Japon.

L'argumentation nippone a simplement renforcé notre conviction. Voici quelques extraits et résumés de cette argumentation, recueillis par M. Fernand Maurette (1), lors de son récent voyage au Japon (du 3 au 21 avril 1934), et classés suivant leurs sources : opinions gouvernementales, patronales, ouvrières et diverses. Leur lecture, en même temps qu'elle éclaire lumineusement la question du « dumping » social au Japon, nous révèle certains aspects intéressants de l'Economie japonaise.

a) — *Les opinions gouvernementales* (2)

Le gouvernement est représenté ici par le Dr Matsumoto, ministre du Commerce et de l'Industrie, par M. Niwa, directeur du « Bureau des Affaires Sociales » (bureau aussi important par le nombre de ses branches et de son personnel qu'un grand ministère du travail) et par M. Kitaoka, haut fonctionnaire du « Bureau des Affaires Sociales », délégué du Gouvernement japonais à la 18^e session de la Conférence Internationale du Travail.

L'expression de leurs diverses opinions peut se résumer ainsi :

Dans le succès actuel de l'exportation japonaise, on veut attribuer aux salaires industriels un rôle

(1) « Aspects sociaux du développement industriel au Japon », B.I.T. par Fernand Maurette, sous-directeur du B.I.T., Genève 1934.

(2) « Aspects Sociaux du Développement Industriel au Japon », par Fernand Maurette, Genève, 1934, p. 35 et suivantes.

qu'ils ne jouent pas. Et d'abord, il est incorrect de comparer le taux des salaires nominaux du Japon, ou traduits en or, avec les salaires payés dans les pays concurrents. Cela, d'une part, parce que la chute rapide du yen n'a pas été accompagnée d'une hausse équivalente ou même d'une hausse quelconque dans le prix des denrées indigènes : riz, poisson, légumes, thé, etc... D'où cette conséquence que les salaires réels du Japon sont beaucoup moins loin des salaires occidentaux que les salaires nominaux. D'autre part, le genre de vie de toute la population japonaise, paysans, ouvriers et autres, est très simple. Il est le résultat des conditions de climat et de sol et des mœurs. D'ailleurs genre de vie simple ne signifie pas genre de vie misérable. En fait, ce genre de vie ne doit pas être nocif pour l'individu, car, ni pour l'énergie, ni pour la capacité mentale ou physique, le Japonais n'est aujourd'hui inférieur à l'homme d'Occident. Quant à la durée du travail, elle oscille dans les grandes usines entre huit et neuf heures.

Le Gouvernement japonais ne méconnaît pas que des progrès sont encore possibles et souhaitables, pour améliorer les conditions du travail et les conditions de vie du travailleur. Il a fait siens les principes qui ont présidé à la constitution de l'Organisation Internationale du travail. Il est d'ailleurs d'un intérêt national bien entendu, d'améliorer ces conditions, d'abord pour accroître la capacité d'achat des masses et la puissance du marché intérieur, ensuite pour enlever même toute apparence de raison d'être à certaines campagnes extérieures contre les produits japonais, en montrant

que tout progrès dans l'industrie et dans le commerce japonais sera dans l'avenir, comme il a été dans le passé, suivi d'une amélioration du sort des travailleurs.

b) — *Opinions patronales :*

Les opinions patronales — entre autres celles de MM. le baron S. Go et G. Fujiwara, respectivement président et l'un des directeurs de la « Fédération Nationale des associations industrielles, de M. Inabata, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Osaka, de M. Abe, président de l'Association des filateurs de coton du Japon, de M. S. Okaya, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nagoya, de M. T. Miyajima, directeur de la délégation des employeurs japonais auprès de l'« Organisation Internationale du Travail », se trouvent résumées dans l'exposé que M. Keinosuke Zen, directeur de la « Corporation Insurance C^o », fit, le 6 avril 1934 à Tokio, lors d'une conférence à la Fédération Nationale des Associations industrielles.

M. Keinosuke Zen déclara notamment :

« On nous dit que certains critiques étrangers, inférant du bas coût de production aux bas salaires, veulent comparer les salaires nominaux du Japon avec ceux qui sont payés dans les pays d'Europe et d'Amérique en les traduisant en termes de monnaie de ces pays, et en concluent que l'industrie japonaise tire avantage de conditions de travail inférieures ; sur quoi, au nom de la justice, ils demandent à l'industrie japonaise d'élever les conditions

du travail de ses ouvriers au niveau de celles qui sont appliquées en Occident. Mais cette argumentation est erronée, car elle méconnaît la nature des relations qui existent au Japon entre employeurs et travailleurs, le genre de vie de la population japonaise et les conditions de notre vie sociale.

« Les salaires moyens des ouvriers adultes de sexe masculin, dans les entreprises industrielles, sont inférieurs à ceux des fonctionnaires du gouvernement ou des services municipaux, mais supérieurs à ceux des fonctionnaires des administrations locales, et de beaucoup supérieurs encore aux revenus des paysans, qui constituent la grande majorité de la nation. Quant aux femmes qui travaillent dans ces entreprises, notamment dans l'industrie textile, la plupart n'y travaillent que trois ou quatre ans, depuis la sortie de l'école obligatoire jusqu'au moment du mariage. Elles habitent généralement dans des dortoirs attachés à l'usine, et reçoivent un salaire suffisant pour acquitter leurs frais de logement et d'entretien et leurs dépenses diverses, tout en gardant une marge qui leur permette d'aider leur famille et d'économiser en vue de leur mariage. Bien des filatures de coton leur procurent par ailleurs, le bénéfice d'une éducation supplémentaire (cuisine, couture, cérémonie du thé, arrangement des fleurs, etc). Les dortoirs où elles vivent, sont mieux aménagés que ceux des écoles commerciales, et le niveau de la vie qui leur est ainsi procurée est bien supérieur à celui de leurs sœurs demeurées au village. Voilà ce qu'on peut dire du niveau de vie des travailleurs de l'industrie en général.

« Ajoutons que les salaires en espèce ne repré-

sentent pas toute la rémunération du travail. Il faut y ajouter les dépenses faites d'ordinaire spontanément par les industriels pour le bien être de leurs ouvriers, alors qu'ils n'y sont tenus par aucune loi et par aucun contrat collectif. D'après une enquête dirigée il y a deux ans par le « Club Industriel Japonais », le montant des dépenses faites par les 128 compagnies affiliées au club, pour le bien-être de leurs ouvriers, représente 24 pour cent de la somme totale payée par elles en salaires.

« Bien qu'il n'y ait pas d'assurance contre le chômage au Japon, les ouvriers congédiés reçoivent légalement une somme équivalente à deux semaines de salaire, au moment de leur départ, et on y ajoute, en général, une indemnité de congédiement variant en proportion de la longueur du temps de service accompli sans interruption. Par exemple, pour une année de service continue, l'ouvrier reçoit à son départ une somme égale au salaire de quinze jours à un mois ; pour un service continu de 25 à 30 ans, la somme atteint 4.000 et même 5.000 yen. Même des travailleurs qui quittent volontairement le travail, reçoivent de 50 à 70 pour cent de l'indemnité calculée comme ci-dessus. Quand on évalue les salaires au Japon, il y a lieu de tenir compte de ces indemnités. En outre, la coutume existe d'accorder des « boni » à la fin de l'année, parfois même à la fin de chaque semestre, au prorata des profits réalisés par l'entreprise pendant le temps considéré.

« Le travail, au Japon, n'est pas une marchandise. Au contraire, l'engagement des travailleurs dans une entreprise a pour l'employeur une signification morale, impliquant à ses yeux la garantie d'un

certain niveau de vie et l'enrichissement de leur culture.

« De leur côté, les travailleurs ne prennent point comme mesure de leur travail le montant des salaires qu'ils reçoivent ni le nombre des heures de travail auxquelles ils sont tenus. Ils mettent un point d'honneur à améliorer leur habileté technique et à produire des articles de qualité supérieure, et ils sont heureux quand l'entreprise, à laquelle ils appartiennent, est prospère. Il y a quelques années, quand la dépression économique était au plus bas au Japon, bien des travailleurs ont spontanément offert qu'on abaissât leurs salaires ou qu'on en différât le paiement, pour sauver leur maison de la faillite. Les travailleurs japonais ne recourent pas à la grève pour le maintien ou l'amélioration des conditions de leur travail. Mais il leur est arrivé de le faire pour marquer qu'ils avaient perdu confiance dans leurs contremaîtres, pour demander d'être mieux traités par leurs chefs, pour exiger la reconnaissance d'un syndicat. Il n'y a pas au Japon de contrats collectifs portant sur les salaires et la durée du travail, mais il y en a qui ont été conclus pour exprimer la foi des ouvriers dans la sincérité de leurs employeurs et des chefs du syndicat auquel ils appartiennent. Ces faits sont révélateurs des sentiments des ouvriers japonais.

« Pour la détermination de la rémunération du travail industriel au Japon, les facteurs les plus importants ne sont pas une législation du travail fixant les salaires, la durée, etc., mais la densité de la population et le niveau de vie des paysans.

« Par ailleurs, le fait que les salaires des agriculteurs et même des autres travailleurs sont bas, n'implique pas forcément un bas niveau de vie, car les Japonais ont l'habitude d'une vie simple, et la nourriture, le logement et les articles de la vie courante sont d'un prix extrêmement modique. Ajoutons à cela que 98 pour cent de la population a pu recevoir le bénéfice d'une instruction obligatoire, et que la lumière électrique, la radio, et d'autres avantages de la vie moderne, sont à la disposition des districts ruraux les plus retirés, malgré les salaires nominaux si réduits de leurs habitants. » (1).

c) — *Opinions ouvrières :*

Les accusations de « dumping » social portées sur l'Economie japonaise, n'ont pas moins piqué au vif les ouvriers que les patrons.

Les opinions ouvrières se trouvent exposées dans le numéro d'avril 1934 du « Rodo Kezai », revue économique pour le prolétariat paraissant à Tokio.

« Rodo Kezai » dit, en substance.

« Pour comprendre la modicité des salaires il ne faut point s'en tenir à considérer les conditions du travail et de l'industrie ; il faut tenir compte des conditions climatiques, géographiques et démographiques du Japon, de ses traditions historiques, de ses traits raciaux, de son genre de vie, de sa cons-

(1) Tiré d'une conférence de M. Kunosuke Zen, directeur de la corporation Insurance C°, 6 avril 1934, cité par F. Maurette, p. 38 et suiv. « Aspects Sociaux du développement Industriel au Japon », Genève 1934.

titution sociale, et même de la situation internationale.

« En matière de nourriture, de logement, de vêtement, les japonais ont des mœurs simples ; sans doute leur vie s'est, dans une certaine mesure, « occidentalisée » ; mais le peuple, au Japon, n'aimerait pas voir sa vie complètement occidentalisée. Il n'y a pas là, forcément, la marque d'un bas niveau de vie, mais simplement de différences qualitatives entre la vie de l'Occident et de l'Orient. Or, la vie simple et frugale des Japonais explique le coût modique de cette vie, et c'est là le sens réel de l'existence des bas salaires.

« Au Japon, la majorité du peuple est composée des paysans ; la classe ouvrière, en tant que telle, est d'origine récente ; la plus grande partie en a été recrutée à la campagne ; toutes les ouvrières des industries du coton et de la soie le sont encore aujourd'hui ; et l'on ne peut dire qu'elles appartiennent vraiment à la classe ouvrière moderne. Les liens qui unissent les divers membres de la famille, au Japon, sont particulièrement remarquables chez les paysans. Le retour habituel des ouvriers d'industrie en chômage à leur village natal, où leur absorption par la famille paysanne, qui les reprend et les nourrit pendant le chômage, donnent, avec l'habitude d'acheter les denrées quotidiennes à crédit et non au comptant comme il est d'usage dans les districts industriels, une grande souplesse à la vie économique des ouvriers japonais. « On ne saurait ignorer cet état de choses si l'on veut arriver à une exacte compréhension des conditions de vie des travailleurs japonais.

... « Nous ne pouvons nous empêcher d'éprouver de la sympathie pour les ouvriers de l'étranger, dont les niveaux de vie sont menacés par l'invasion des produits japonais à bon marché et qui envisagent, comme mesure d'urgence, d'arrêter l'accroissement du flot d'invasion. En même temps, nous demandons qu'on institue d'urgence une sérieuse enquête pour trouver les causes réelles du bon marché des produits japonais. Il nous serait très difficile d'approuver une attitude par laquelle, après une simple comparaison des taux de salaires dans les différents pays, on condamnerait la récente expansion commerciale du Japon, en la dénonçant comme un effet de « dumping » social résultant des bas salaires. Nous reconnaissons que les salaires sont bas au Japon ; mais nous ne pouvons penser que la différence entre les salaires réels de notre pays et des autres soit aussi large que celle des salaires nominaux. Enfin, nous désirerions attirer l'attention sur le fait que, durant les années où les articles étrangers de bonne qualité et à bon marché ont inondé le Japon, nous n'avons jamais rien fait pour qu'ils en fussent exclus, mais au contraire, soixante ans durant, nous les avons bien accueillis, et, appréciant hautement l'habileté et le talent des ouvriers étrangers, nous avons essayé de tirer des leçons de l'examen de leur production. Nous, travailleurs japonais, nous voudrions dire à tous les travailleurs du monde, notre désir qu'ils recherchent les causes réelles du bon marché de la production japonaise ; nous voudrions leur dire que toute tentative pour prévenir ou restreindre l'expansion du commerce extérieur du Japon, aboutirait pour nous à des réduc-

tions de salaires, arrêterait le progrès de la civilisation et permettrait au système industriel si irrationnel, qui prévaut encore à notre époque, de continuer... »

d) *Opinions diverses* (1).

Voici l'opinion de M. Kamekichi Takahashi, économiste très réputé. A une réunion du « Mokuyo Kai » (Club du jeudi) (2), il déclara :

« Dans tout pays, il y a une espèce de standard national du salaire, qui sert de base à toutes les échelles de salaire dans les diverses industries. Il est une des expressions de la productivité du pays dans son ensemble. Il n'est pas juste de comparer une industrie particulière dans un pays avec la même industrie dans un autre pays, et de conclure que l'une est basée sur du travail à bon marché et l'autre non, et que l'une abaisse le standard de vie du pays et l'autre non. La comparaison doit être faite en prenant comme base le standard national du salaire pour les deux nations. De ce point de vue, il est important de noter qu'au Japon le standard national de salaire est déterminé par le revenu de l'agriculteur. Les agriculteurs constituent la majorité de la population laborieuse du Japon. Quand les travailleurs de l'industrie sont en chômage, ils retournent dans leur village natal et se livrent aux tra-

(1) « Aspects sociaux du développement industriel au Japon », par Fernand Maurette, Genève 1934; p. 47 et suiv.

(2) Ainsi appelé parce qu'il réunit ce jour-là régulièrement des économistes, des sociologues, des publicistes, des professeurs pour discuter de questions sociales.

vaux agricoles. La base du salaire est donc l'agriculture. Or, l'agriculture étant au Japon d'un médiocre revenu, toute l'échelle des salaires industriels, qui part ainsi de très bas, ne saurait monter très haut ».

Nous ne saurions terminer l'exposé de la question du dumping social au Japon, sans ajouter à l'argumentation japonaise l'opinion d'un français, M. Balet, grand japonisant, à n'en pas douter l'un des Français qui connaissent le mieux l'économie japonaise.

« On croit volontiers, dit M. Balet, qu'une nation dont la population peut se contenter d'une maisonnette légère, semblable à la tente d'un campement, de quelques bols de riz, de légumes, de poissons et de thé, ne peut avoir un *standard de vie très élevé*. Il faudrait donc en conclure que le summum de la civilisation consiste à développer sans repit les besoins matériels, en multipliant également les moyens de les satisfaire. C'est un point de vue ; très certainement celui des Américains et de pas mal de nations occidentales ; ce n'était pas celui des Japonais antiques dont les fils actuels n'ont peut être qu'un tort, celui d'abandonner quelque peu l'idéal de leurs pères. Cependant, tout bien considéré, les Japonais modernes sont encore plus près du niveau matériel de vie de leurs ancêtres que du nôtre. Leur vie est simple, frugale, mais digne ; le plus étonnant, c'est qu'ils ont su adapter les plus utiles conquêtes de la science, de l'hygiène, du bien être et du divertissement au cadre modeste d'une vie matérielle qui nous paraît attardée et moyenâgeuse. La formule du bonheur est-elle autre, après tout, que celle d'une équation dans laquelle les be-

soins égalent, sans les dépasser, les moyens d'y satisfaire ?

« Si après cela, on apprend qu'un premier ministre ne reçoit que l'équivalent de 40.000 francs de notre monnaie, un général de division et un amiral un peu moins de 30.000 francs ; un ingénieur, chef d'industrie, quelque 25.000 francs, comment ne pas reconnaître qu'il est parfaitement possible à un ouvrier d'équilibrer son budget avec un salaire moyen de 8 francs par jour, et à une femme avec 5 francs ? On a dit un tas d'inexactitudes sur la vie misérable, sur le travail forcené, pour ne pas dire forcé, des ouvriers japonais. C'est affaire de comparaison. Pour ceux qui les ont vus de près — et je suis de ceux-là — ils s'inscrivent en faux contre ces assertions. De nombreuses missions d'industriels britanniques sont allées sur place étudier la situation matérielle des travailleurs japonais de la grande industrie. Ils sont revenus émerveillés, et ils ont eu le courage d'établir une comparaison entre les ouvriers et les ouvrières des filatures japonaises et ceux du Lancashire. Or cette comparaison est toute à l'avantage des Japonais. Il faut donc en prendre son parti : *la modicité des salaires industriels* au Japon correspond à un *standard de vie* qui, pour être différent du nôtre, ne lui est pas inférieur. Et si les salaires, en général, entrent pour 40 % dans le coût de la production, il faut savoir apprécier la nation qui peut les limiter et les maintenir, sans souffrances pour ses sujets, à un cinquième de ceux que l'on paie ailleurs sans parvenir à contenter ceux qui les reçoivent. »

En définitive, les diverses opinions que nous ve-

nous d'exposer, nous semblent largement suffisantes pour lever l'accusation de dumping social qui pèse sur l'industrie nipponne. Qu'on dise qu'au cours actuel du change la modicité des salaires industriels constitue une des causes du succès nippon, c'est exact ; mais qu'on déclare que c'est en affamant ses ouvriers que le Japon exporte si facilement ses produits, c'est là une accusation gratuite que seuls peuvent formuler des gens qui n'ont pas cherché à connaître la valeur intérieure d'un yen. En outre, « s'il suffisait, comme le dit M. R. Saint-Pierre (1), d'avoir un standard de vie plus bas que l'adversaire pour le dominer, la Chine aurait dû depuis longtemps ruiner le reste du monde. »

La modicité des salaires industriels est loin d'avoir dans le succès nippon l'importance que certains lui attribuent. L'industrie textile, par exemple, — dont on sait le rôle prépondérant dans l'essor commercial nippon, — nous en donne une preuve : ainsi, elle ne comporte, grâce à son outillage, qu'un personnel relativement restreint (250 jeunes filles pour surveiller 8.000 métiers) (2). Il en résulte, indubitablement, que les salaires jouent un rôle secondaire dans l'établissement des prix de revient des produits textiles au Japon.

(1) « Le Marché Economique d'Extrême-Orient et le Dumping Japonais », par R. Saint-Pierre et Morel-Journel, Paris, 1934, p. 16.

(2) « Tour de Pacifique », par Fernand Maurette, Paris 1934, page 142.

CONCLUSION DE LA III^e PARTIE

Parmi les principales causes du succès japonais que nous venons d'exposer, *l'organisation rationnelle de la production et de l'exportation* retient particulièrement notre attention. Cette série de causes représente à nos yeux le grand facteur du succès nippon. C'est surtout grâce à la rationalisation de ses industries, à son outillage moderne et à sa technique hors de pair, à ses cartels et à ses guildes, à ses services commerciaux, grâce à la discipline qui règne dans tous ses organes, et partant à la valeur de ses dirigeants et de ses ouvriers, que l'économie japonaise bat tous ses concurrents sur les marchés du monde. Quelques esprits chagrins, venant grossir le nombre de ses détracteurs, — nous avons pu constater jusqu'ici qu'il n'en manquait pas, succès oblige, — lui reprochent, — en plus de ce que nous savons, — de pratiquer une concurrence déloyale par le recours à un dumping commercial et à l'espionnage industriel. Certains vont même jusqu'à voir dans ces pratiques les seules raisons du succès japonais.

Il nous est facile de lever la première accusation. En effet, le dumping commercial est une opération qui consiste, on le sait, à vendre moins cher à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, or, il est incontestable que les produits nippons se vendent au même prix tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Et ce n'est pas l'aide financière, — insignifiante, nous l'avons vu, — du gouvernement, qui peut constituer un dumping.

L'autre reproche a plus de fondement. Il est effectivement vrai que le Japon se livre à l'espionnage industriel. Mais d'abord, il n'est pas prouvé qu'il se livre à cette pratique, sur une grande échelle ; ensuite, nous aimerions connaître le pays d'Europe ou d'Amérique qui pourrait, en cette matière, lui jeter la première pierre.

La vérité, c'est que tout change selon l'aspect sous lequel nous voyons les choses. Ce que nous appelons vertu chez nous, devient un vice affreux quand c'est l'étranger qui nous en donne le spectacle et que c'est nous qui en souffrons.

Ainsi, il apparaît que le succès nippon a des causes profondes qu'il est difficile de faire comprendre aux victimes de la concurrence japonaise. Peut-être l'avenir s'en chargera-t-il.

QUATRIEME PARTIE

**L'avenir
de l'économie japonaise dans la lutte
pour les marchés mondiaux**

L'AVENIR DE L'ECONOMIE JAPONAISE DANS LA LUTTE POUR LES MARCHES MONDIAUX

Que réserve l'avenir à l'expansion économique du Japon ?

La nécessité pour ce pays de développer toujours et encore ses exportations, est exposée constamment par sa presse et ses gouvernants. Sa population augmentant de 900.000 âmes par an, il doit, coûte que coûte, accroître ses ventes au dehors, car ses possibilités intérieures sont, nous le savons, insuffisantes. Ses conditions économiques l'obligent donc à persévérer dans la voie où ses hommes d'Etat l'ont engagé avec une claire perception du but à atteindre : « bâtir la nation sur l'industrie », formule qui a pour corollaire : « conquérir les marchés extérieurs ».

Les résultats obtenus jusqu'ici et leurs causes que nous venons d'exposer, semblent permettre, à cet égard, de bien augurer de l'avenir. Mais le Japon possède-t-il les éléments indispensables à un développement industriel intensif ? Nous avons eu l'occasion de dire qu'il manquait de matières premières, n'est-ce pas là un gros handicap pour un pays dont la monnaie s'est détachée de l'étalon-or ?

En outre, le Japon possède-t-il les capitaux nécessaires à une vaste expansion économique ? Est-il pourvu des voies de communication, des moyens de

transport, de la force motrice nécessaires à un tel développement ? Matières premières, force motrice, capitaux, voies de communication et moyens de transport, ce sont là des éléments indispensables à l'avenir économique d'un pays. Quelle est la position du Japon, et sa politique en cas de pénurie, dans ces divers domaines ?

Cette question mise à part, n'y a-t-il pas, sur le chemin de l'expansion économique nipponne, certains obstacles susceptibles de la freiner, sinon de l'arrêter un jour ?

Répondre à ces questions sera l'objet de cette quatrième partie. Nous examinerons d'abord les conditions du Japon vis-à-vis des éléments (matières premières, force motrice, capitaux, voies de communication et transports) indispensables à son avenir économique et comment il entend se les rendre favorables.

En second lieu, nous envisagerons les obstacles susceptibles d'entraver l'expansion économique du Japon et quelle politique ce dernier entend suivre à leur égard.

CHAPITRE PREMIER

Les Conditions du Japon vis-à-vis des Éléments Indispensables à son Avenir Économique, et la Politique qu'il entend suivre pour se les rendre favorables

Nous examinerons successivement les matières premières, la force motrice, les capitaux, les voies de communication et transports.

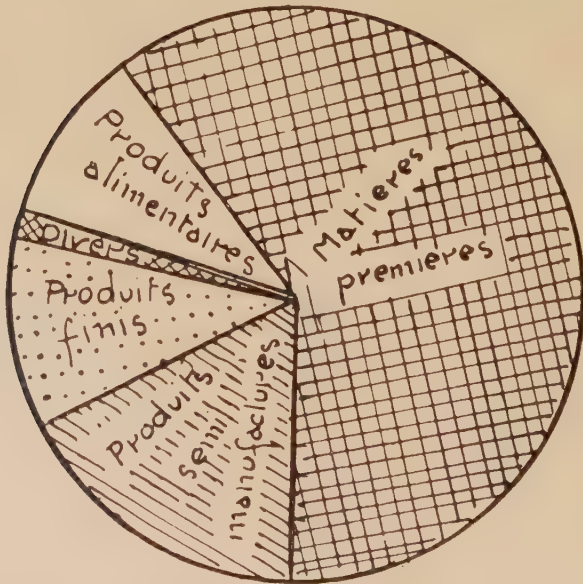
§ 1. — LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'examen du commerce extérieur du Japon, démontre que ce pays manque de matières premières. Voici, en effet, les chiffres officiels, pour la dernière décade, des importations japonaises avec le pourcentage des matières premières :

TABLEAU XCVIII. — *Importations de 1921 à 1930 (1).*

ANNEES	Total des Importat.	Matières premières	Pourcentage des matières premières
1921	1.614.155	757.020	46,9
1922	1.890.308	828.004	43,8
1923	1.982.231	997.587	50,3
1924	2.453.402	1.166.501	47,6
1925	2.572.657	1.492.745	58
1926	2.377.484	1.341.918	56,4
1927	2.179.153	1.201.982	55,2
1928	2.196.315	1.165.198	53,1
1929	2.216.240	1.223.919	55,2
1930	1.546.051	828.552	53,6

Et voici, figurée dans le cercle ci-dessous, la part des matières premières dans les importations de 1933 (2) :



(1) « Le travail industriel au Japon », p. 34. Bureau International du Travail, Genève 1933.

(2) « Financial and Economic Annual of Japan », Tokyo 1934, (p. IV).

Parmi les principales matières premières nécessaires à l'industrie nipponne, il faut citer : le charbon, le pétrole, le fer, le cuivre, le coton, le caoutchouc, le bois, la laine et les cocons.

Examinons les conditions où se trouve le Japon vis-à-vis de ces diverses matières premières et comment il agit pour se les rendre favorables.

a) — *Charbon.*

Le Bureau des Mines évalue les réserves houillères de l'Empire nippon à huit milliards de tonnes (1), soit : 2.933 millions pour Kiou-Siou (Mines de Miiké, Mitsoui), 2.675 millions pour Hondo, 385 millions pour Formose, 81 millions pour la Corée. L'exploitation est loin d'être intensive, le nord de Kiou-Siou fournit à lui seul les trois-quarts de l'extraction. La production totale fut environ de 33.880.000 tonnes en 1933.

Le Japon trouve donc sur place la plus grande partie du charbon qui lui est nécessaire. Il en exporte d'ailleurs, annuellement, trois millions de tonnes environ.

Cependant, la consommation qui est encore assez faible (0 tonne 5 par habitant, soit moins du tiers de la moyenne française, 1 tonne 8), s'accroît rapidement et l'on craint que le jour où le niveau de vie s'améliorera et où les familles consommeront du

(1) « Asie des moussons », par Jules Sion, Paris, 1928. Page 225.

charbon pour le chauffage des habitations (1), elle ne dépasse la production locale.

D'autre part, les charbons nippons n'ont pas un pouvoir cokéifiant très élevé, presque tous ont de hautes teneurs en cendres et en matières volatiles. Aussi, le Japon demande-t-il actuellement au dehors 3 millions de tonnes d'anhracite et de charbon de coke par an, plus de la moitié lui étant fournie par sa colonie du Kwantung. Mais, l'avenir du Japon, en cette matière, sera assuré grâce à l'apport de la Mandchourie.

Des gisements d'inégale importance existent dans au moins trois des quatre provinces qui constituent la Mandchourie. Jusqu'à présent, on estime à 1.451 millions de tonnes de charbon l'ensemble de ces gisements répartis ainsi qu'il suit (2) :

	TONNES
Province de Feng-Tien (au total) ..	1.175.000.000
Mines de Fushun	998.000.000
Mines de Pensihn	100.000.000
Mines de Yen-Tai	42.000.000
Mines de Takota	35.000.000
Province de Kirin (au total)	36.000.000
Mines de Mu-ling	8.000.000
Mines de Mi-shan	28.000.000
Province de Heilung-Kiang (au t.)	240.000.000
Mines de Chalai-nor	200.000.000

(1) Dans la règle les maisons japonaises sont chauffées, quand elles le sont, au charbon de bois.

(2) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », décembre 1932, page 26, Paris.



Actuellement, l'extraction la plus importante est fournie par les mines de Fushun qui livrent 7 millions 500.000 tonnes par an, l'extraction globale de l'ensemble des gisements mandchouriens étant de 8 millions 500.000 tonnes. Les anthracites de Fushun sont célèbres dans le monde par l'épaisseur de leur couche qui dépasse souvent 120 mètres et par leur exploitation à ciel ouvert.

L'extraction des gisements mandchouriens est peu importante, parce que le Japon trouve chez lui la presque totalité de sa demande en charbon.

b) — *Pétrole.*

Actuellement, en chiffres ronds, la demande japonaise de pétrole se traduit ainsi (1) :

450.000 tonnes pour la marine de guerre,
450.000 tonnes pour le commerce,
250.000 tonnes pour les automobiles et l'aviation,
20.000 tonnes pour les bateaux de pêche,
150.000 tonnes d'huile de graissage,
120.000 tonnes d'huile de lampe,
250.000 tonnes pour les trains, usines, mines,
soit près de deux millions de tonnes.

Quant à la production, voici :

1° *La production du Japon proprement dit* (2) :

La répartition du pétrole au Japon proprement dit, se borne à trois districts situés dans l'ouest, le nord-ouest et le nord du Japon. Voici les résultats

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », page 5, mars 1932, Paris.

(2) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », n° 22, p. 8, Paris, 1932.

de l'année 1930, année moyenne de production, dans les trois districts de Niigata, Akita, Hokkaido, avec le détail des centres exploitants et leur rendement respectif dans chaque district (1) :

TABLEAU IC.

<i>Hokkaido :</i>		En koku
Ishikari		45.115
Atsushui.		23.572
Masuhoro		100
Total		68.787
<i>Akita Préfecture :</i>		
Kurokawa		78.664
Toyokawa		92.990
Michikaw		79.469
Aahigawa.		85.245
Yuri		65.910
Kokura Toyokawa		15.279
Nakano		36.686
Yamato Oguni		25.543
Hibiki		6.816
Total		482.602
<i>Niigata Préfecture :</i>		
Nütsu		225.463
Higashuyama		60.945
Nishiyama		450.000
Nanokayama		7.111
Daimen		85.109
Kubiki		7.250
Total		838.487
Grand total		1.387.876

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », page 5, mars 1932, Paris.

2° La production du Japon et de ses colonies.

Voici la production de l'Empire nippon de 1922 à 1930 (1) :

TABLEAU C. — (En tonnes).

Années	Japon seul	Japon et Formose	Japon, Formose et Sakhaline
1922	278.957	278.957	278.957
1923	257.349	257.349	257.349
1924	257.829	257.829	257.829
1925	265.567	265.567	265.567
1926	257.735	257.535	287.364
1927	233.714	247.143	325.843
1928	241.428	285.415	389.415
1929	258.040	291.100	478.100
1930	226.584	277.609	470.649

Remarque :

De cette production il faut déduire environ 65.000 tonnes annuelles en provenance de la partie russe de l'île Sakhaline.

Ainsi, à une demande de près de deux millions de tonnes, le Japon et son Empire offrent actuellement moins de 500.000 tonnes ; 75 pour cent de la consommation doivent donc être importés. C'est là un lourd tribut qui ne peut handicaper outre mesure l'avenir économique du pays, mais qui fait surtout peser sur lui une grande inquiétude au sujet de son potentiel de guerre, dans un conflit éventuel avec un autre pays.

(1) « Bulletin de la Société d'Informations Economiques et Financières », page 4, mars 1932, Paris.

Aussi, nombreux sont les efforts du Japon pour arriver, sinon à se suffire par les ressources de son Empire, du moins à développer ces dernières dans l'extrême limite du possible.

Une préoccupation le domine :

Mettre sa défense nationale à l'abri de surprises résultant d'un conflit avec des nations qui pourraient entraver son approvisionnement.

Comment résoudre ce problème ?

Au Japon proprement dit, tous les champs pétrolifères sont repérés et exploités. Voyons ce que peuvent donner les colonies et dépendances :

En Corée : il n'y a pas de pétrole.

A Formose : la production est insignifiante (44.000 tonnes en 1933) (1), mais on conserve quelque espoir de nouvelles découvertes.

En Mandchourie : on sait qu'il y a du pétrole dans le Chientao en bordure de la Corée et dans la région de Khailar sur la ligne de l'est chinois, mais l'exploitation en est à peu près nulle. C'est l'inconnu ainsi que dans le Jéhol.

Il faut cependant remarquer qu'on commence à obtenir du pétrole en distillant à basse température, d'après des procédés nouveaux (2), les shistes bitumeux des gisements houillers de Fu-Shun. La première installation a donné de 5 à 6 pour cent de pétrole à la tonne et permettra de fournir de 30.000

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », Paris, décembre 1934, page 10.

(2) Ces procédés sont une adaptation japonaise du système anglais Scott. Il porte le nom de Fushun Internal Heating Still.

à 40.000 tonnes. Peu à peu on espère porter la production à 200.000 tonnes, mais ce sera un maximum.

200.000 tonnes ! alors que c'est 1.500.000 qu'il faut annuellement au Japon !

Sakhaline, est riche en pétrole. La partie nord, qui appartient aux Russes, est de beaucoup la plus riche de l'île. La partie sud, qui appartient au Japon, est en pleine exploitation. On y compte 120 puits et, en 1934, 30 nouveaux puits devaient y être forés. Les premiers donnent 200.000 tonnes ; avec les seconds on espère porter la production à 250 mille tonnes.

Dans la partie russe, qui est insuffisamment exploitée, la production annuelle paraît atteindre 400.000 tonnes. Si le Japon pouvait un jour en devenir propriétaire, il est probable que, de toute l'île Sakhaline, il tirerait près d'un million de tonnes, ce qui comblerait à peu près son déficit. Ne pouvant pour le moment espérer une pareille aubaine autrement que par voie de rachat ou à la suite d'une guerre heureuse pour ses armes, il achète, par l'intermédiaire de la société nippone « North Saghalin Oil Co », une partie de la production russe, et se dispose à en acquérir la moitié, soit près de 250 mille tonnes, par contrat avec l'U.R.S.S. De plus, des négociations sont en cours entre M. Inaishi, représentant la compagnie japonaise, et les Soviets, pour renouveler la concession d'exploitation qui lui fut consentie par Mascou jusqu'en 1936 sur un certain périmètre.

Le grand espoir actuel du Japon est évidemment Sakhaline.

Par ailleurs, le bruit court (1) de l'achat éventuel par le Japon à la Hollande, de certaines régions pétrolifères des îles de Timor et de Bornéo.

Enfin, pour mémoire, citons ce passage de l'étude de Claude Izabert (2) sur le « Problème du Pétrole au Japon », qui montre l'importance qu'attache le Japon à cette question : « dont la gravité n'est nullement ignorée par l'homme de la rue, lequel suit avec le plus grand intérêt les péripéties de l'affaire des carburants » (3) :

« On m'a raconté, écrit Claude Izabert, qu'au moment où le professeur allemand Bergius inventait un procédé pour la liquéfaction du charbon et pour la production d'un pétrole synthétique, le Japon entier accueillit avec une joie indescriptible la nouvelle de la découverte dont il attendait sa libération de ce qu'on appelle au Japon : « l'esclavage pétrolier ». Hélas ! l'expérience a prouvé, depuis, que le pétrole synthétique n'est point utilisable dans la marine de guerre. Mais il faut ajouter, cependant, que les Japonais n'ont pas encore abandonné l'espoir de voir perfectionner le procédé du professeur germain. C'est une des raisons pour lesquelles un grand nombre de savants japonais travaillent actuellement en Allemagne, en suivant de près les travaux et les expériences auxquelles se livrent, sur une plus grande échelle que jamais, les chimistes d'outre-Rhin.

« En dînant un soir dans un restaurant de Tokio

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », juin 1933, Paris, p. 7.

(2), (3) « Le Japon sous les Armes » (4), « L'Intransigeant », du 26 septembre 1934.

avec un de mes amis Japonais, nous parlions de la fortune.

« C'est relativement facile, me dit mon ami. Si vous avez un brevet pour la fabrication du pétrole synthétique au Japon, vous pouvez devenir millionnaire du jour au lendemain.

« — Je sais, dis-je, mais pour cela il est inutile de venir si loin, pour un brevet pareil on paierait partout une fortune.

« — Vous vous trompez, me répondit-il. Il n'y a pas un gouvernement au monde, qui paierait pour ce brevet autant que le gouvernement japonais, puisque notre avenir dépend de cela. »

« — Revues scientifiques et journaux quotidiens abordent très fréquemment cette question et ils sont unanimes à démontrer que, sans la solution de ce problème, l'armée et la marine japonaises seront privées d'une liberté d'action si nécessaire, pourtant, au cours des opérations éventuelles dans le Pacifique et sur la côte orientale de l'Asie ».

Tout ceci souligne les efforts japonais pour atteindre un but difficile et éloigné, pour la réalisation possible duquel il faudra du temps, de la volonté et des capitaux. Mais il ne faut pas oublier que la pénurie de pétrole, si elle constitue un handicap dans le potentiel de guerre du Japon, ne saurait freiner l'essor industriel du pays, car le pétrole peut alors être remplacé par le charbon et l'électricité.

c) — *Fer.*

Le Japon proprement dit ne possède que très peu

de minerai de fer utilisable pour les hauts fourneaux. Ses réserves sont évaluées à 80 millions (1) de tonnes (2). Le gisement le plus important, et le meilleur, est à Kamaishi. Le reste se compose de sable ferrifère extrêmement abondant, mais peu propre à la fabrication de la fonte, parce qu'il est pulvérulent et qu'il contient de 3 à 10 pour cent, et plus, de titane.

L'extraction au Japon proprement dit, s'élevait, en 1927 (année moyenne), à 171.300 tonnes de minerai dont 12.300 tonnes de sable ferrifère.

Que donnent les colonies et dépendances ?

La Corée : est un peu plus riche que la métropole. Elle donne environ 422.600 tonnes.

La Mandchourie : fournit 630.600 tonnes. Au total, l'Empire nippon fournit en moyenne, actuellement, 1.224.500 tonnes de minerai de fer. A combien s'élève sa demande ?

Sa demande d'aciers divers et de fer (qu'il ne faut pas confondre avec minerai de fer), atteint en moyenne 3 millions de tonnes. Il en produit les deux tiers et importe le reste. Mais pour produire ces deux millions de tonnes il lui faut traiter 2.700.000 tonnes de fonte qui nécessitent 5 millions de tonnes de minerai de fer. Or, nous venons de voir qu'il n'en produit que 1.224.500, par an. Il lui manque donc annuellement plus de 3.500.000 tonnes de minerai de fer.

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », décembre 1930, Paris, p. 6.

(2) 123 millions de tonnes, d'après les statistiques du Bureau International du Travail. « Le Travail Industriel au Japon », Genève, 1933, p. 32.

C'est là un sérieux handicap. Ainsi, le problème du fer s'avère aussi difficile que le problème du pétrole.

Comment le Japon le résout-il ?

De la manière suivante :

Le minerai de fer étant très lourd et les frais de transport trop onéreux, le Japon en achète le plus possible aux pays producteurs les plus proches. Il importe ainsi annuellement 500.000 tonnes, environ des mines de Ta-yeh (vallée du Yang-Tsé, près de Ou-han, en Chine), dont une société sino-japonaise s'est assuré l'exploitation, et près de 450.000 des mines de Johore (Archipel malais).

Au total, $1.224.500 + 450.000 + 500.000 = 2$ millions 174.500 tonnes ou, en chiffres ronds, 2.200.000 tonnes de minerai de fer sont traités au Japon même, donnant 1.200.000 tonnes de fonte.

Le reste, soit : $2.700.000 - 1.200.000 = 1.500.000$ tonnes de fonte, le Japon le fait venir de l'étranger; en particulier de l'Inde (600.000 tonnes).

En résumé, le Japon résout le problème du fer :

1° en extrayant chez lui 1.200.000 tonnes de minerai de fer,

2° en important 950.000 tonnes de minerai de fer, 1.500.000 tonnes de fonte, 1.000.000 de tonnes de fer et aciers.

Il est à remarquer que dans ce dernier chiffre, il faut compter de plus en plus, les résidus de pyrite les scories des forges, les pailles, les ferrailles, les vieux bateaux mis à la démolition, enfin, toutes matières que le Japon obtient à bas prix, afin de rédui-

re le plus possible la valeur de ses importations. Pour la même raison, il s'attache aussi à la question du briquetage des minerais fins. De telles installations existent, ou sont en construction, dans plusieurs grosses usines. On peut encore mentionner les procédés d'enrichissement de minerais de fer pauvres dans les usines d'Aushan. Des installations à cette fin sont en construction.

Enfin, de gros efforts ont été tentés en vue de l'utilisation des sables ferrifères dont les gisements sont énormes. Cependant, jusqu'ici tous les essais en vue de la réduction sur une grande échelle de ces sables, au haut fourneau ou au four électrique, n'ont pas donné de bons résultats du point de vue commercial. Il en est de même du procédé Anderson et Tornhille pour la réduction directe du sable ferrifère en une éponge de fer contenant environ 80 % de fer et 9 % de titane. On continue les recherches.

Mais, en Chine, le fer existe en quantités énormes: un milliard de tonnes a été reconnu, dont près de cent millions de tonnes sur les rives mêmes du Fleuve Bleu, et la production annuelle atteint 1 million 500.000 tonnes.

Aussi, le Japon est venu ici chercher le fer que lui refusent parfois les U.S.A. et il contrôle les neuf dixièmes des gisements chinois.

d) *Cuivre.*

Les gisements de cuivre du Japon ne sont dépassés en importance dans le monde que par ceux des Etats-Unis, du Chili et du Congo.

Les principaux gisements sont ceux de Ashio, fournissant un quart de la production, d'Awita et de Hitachi (tous trois de Hondo), de Besohi (Chikok) et de Saganoseki (Kiou-Siou).

La production annuelle est d'environ 60.000 tonnes. Le Japon est ainsi le second producteur de cuivre du monde.

C'est une des rares matières premières qu'il possède en abondance.

e) *Bois.*

Le Japon ne trouve pas dans ses forêts (94.482.000 acres (1) dont 30 pour cent utilisables pour l'industrie), suffisamment de cellulose pour satisfaire aux besoins croissants de ses industries de la rayonne et du papier.

Aussi en importait-il, en 1933, pour 40.584.000 yen, particulièrement des Etats-Unis et du Canada. Mais il se libèrera bientôt de ce tribut grâce à l'apport des riches forêts : de Mandchourie, qui couvrent 376.625 kms² (2); de Sakhaline, qui fournissent déjà 160.000 tonnes (3) de cellulose, et de Formose, qui s'étendent sur 25.179 (4) kilomètres carrés. (La Corée qui a été fortement déboisée, ne peut, pour le moment, entrer en ligne de compte).

(1) L'acre, mesure anglaise, vaut environ un demi hectare.

(2) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », Paris, septembre 1934, p. 23.

(3) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », décembre 1932, Paris, p. 25.

(4) Financial and Economic Annual of Japan, 1934, (The Department of Finance). Tokyo, 1934, p. 264.

f) *Coton.*

Le Japon a consommé, en 1934 : 3.225.000 balles de coton. C'est là un chiffre record et qui sera certainement dépassé en 1935.

Sur ces 3.225.000 balles, Formose et la Mandchourie lui ont fourni respectivement 600.000 balles et 60.000 balles, soit au total 660.000 balles. Il lui a donc fallu trouver à l'étranger les quatre-cinquièmes de sa demande. C'est là un tribut auquel le Japon entend se soustraire d'une manière rapide et définitive.

A l'instar de la « Cotton Growing Association » et de la Russie Soviétique, il est donc en train de se créer un empire du coton :

1° En intensifiant la culture de cette fibre sur son propre sol.

2° En multipliant ses achats de plantations de coton en Chine. (A l'heure actuelle, il est propriétaire, non seulement de toutes les grosses filatures de ce pays, mais aussi de toutes ses grosses plantations).

3° En acquérant (1933) un million d'hectares de terres à coton en Abyssinie, de quoi fournir la moitié de la consommation japonaise.

4° En continuant ses achats de terre en Amérique du Sud, au Brésil, au Pérou, et surtout au Mexique. Ce pays était déjà lié au Japon par un premier traité secret de 1912, aux termes duquel la moindre velléité d'intervention de la part des Etats-Unis donnerait le signal d'une participation guerrière du Japon aux côtés du Mexique. Un second traité, du 8 octobre 1924, fortifie la position des Japonais au

Mexique, et leur donne carte blanche pour l'achat de grandes plantations et leur exploitation.

De telles mesures, pensons-nous, libèreront sous peu le Japon des importations de coton brut étranger.

g) *Caoutchouc.*

Le sol nippon est impropre, nous le savons, à la culture de l'hévéa. Aussi, le Japon, en cette matière, est-il tributaire de l'étranger pour la totalité de ses besoins: 33.434 tonnes de caoutchouc ont été importées en 1930. Cependant, il faut remarquer qu'une partie de cette importation provient de plantations situées en Malaisie et dont les Japonais sont propriétaires.

Par une acquisition progressive de plantations d'hévéas en Malaisie, le Japon tend à se libérer de plus en plus de l'étranger, pour le caoutchouc.

h) *Laine.*

La laine fait presque entièrement défaut au Nippon. L'élevage du mouton, malgré les tentatives faites jusqu'ici, y rencontre des obstacles qui semblent insurmontables. La totalité des besoins japonais en cette matière, est actuellement importée (48.895 tonnes en 1929).

Cependant, comme pour le coton et autres matières premières, le Japon rêve de se passer des laines brutes de l'étranger. Dans cette intention, une compagnie, la « Mandchou Mongolian » au capital versé de 27 millions de yen, a été créée. Elle est en

train d'organiser un troupeau mongolo-mandchou-rien, mais il faudra sans doute quelque 25 ans pour qu'elle apporte un contingent appréciable.

i) *Cocons.*

Le Japon est tout à fait indépendant en ce qui concerne la production des cocons. En fait, il a développé à un tel point cette industrie qu'il est devenu, comme on le sait, le plus grand producteur et exportateur de cocons et de soie grège du monde.

En définitive, le Japon est démuné de la plupart des matières premières dont il a besoin, et le tribut qu'il doit par suite payer à l'étranger pourra constituer, du moins dans un avenir immédiat, — étant donnée la dépréciation actuelle de sa monnaie, — un lourd handicap pour son industrie. Mais ce dernier ne saurait subsister longtemps. En effet, grâce à l'apport de ses colonies et de ses acquisitions à l'étranger, le Japon possèdera, dans un avenir non immédiat, il est vrai, mais cependant pas très lointain, un Empire de matières premières. Sa politique à ce sujet peut se résumer en deux points.

1° Tirer des colonies, toutes les matières qui font défaut sur le sol métropolitain et, dans ce but, activer dans les colonies la production de matières premières.

2° En cas d'insuffisance coloniale, acquérir à l'étranger les sources de matières premières dont le pays a besoin (terres à coton, plantations d'hévéas, etc...)

§2. — LA FORCE MOTRICE.

Voici, d'après le tableau CI, la répartition de la force motrice dans les fabriques japonaises durant la période 1909-1929 :

TABLEAU CI. — Force motrice utilisée dans les fabriques en 1909-1929 (1).

NATURE DE LA FORCE	1909	1914	1919	1924	1927	1928	1929
Machines à vap'..	326	418	525	478	493	617	377
Turbines à vap' ..	66	172	290	760	1.639	1.684	1.568
Moteurs à explos.	12	50	84	55	33	31	21
Mot ^{rs} à huile lour.	7	7	9	13	27	30	25
Roues Pelton. . .	58	226	295	595	1.153	1.345	2.038
Turbines	21	64	57	245	254	376	556
Turbines Japon . .	4	4	11	7	5	5	12
Moteurs électriq. .	241	347	1.063	1.486	2.149	2.301	4.931
Nbre tot. de chev.	735	1.288	2.334	3.639	5.763	6.389	9.528
Pourcentage d'énergie électrique dans ce total . . .	32,9	27,0	45,5	40,8	39,0	36,0	51,7
Fabriques :							
Nombre de fabriques utilisant la force mécanique .	9.155	14.578	26.947	37.141	43.726	46.247	48.822
Nombre total de fabriques	32.390	31.859	41.087	48.394	53.680	55.948	59.887
Pourcent. de fabriques utilisant la force mécaniq.	28,3	45,7	65,6	78,8	81,3	82,6	83,2

(1) Tableau compilé d'après le Kōjō Tokai Hyō de 1926 1928 pp. 74-75 et le Thirty First Financial and Economic Annual of Japan, pp. 86-87.

On se rend compte, ainsi, des progrès faits par la mécanisation durant les vingt dernières années et jusqu'à quel point l'emploi de l'électricité s'est généralisé pendant la guerre mondiale. L'électricité est actuellement la principale forme d'énergie utilisée au Japon. Elle est désormais fournie par la force hydraulique (1) qui a remplacé le charbon.

L'approvisionnement en charbon et en pétrole — autres sources de force motrice — ayant été étudié dans un autre paragraphe, nous nous bornerons, ici, à exposer l'approvisionnement du Japon en force motrice hydraulique.

Parmi les pays ayant d'abondantes ressources en force motrice hydraulique (2), le Japon se place en très bon rang. Sa nature montagneuse, ses fortes pluies, lui confèrent de grands avantages en ce domaine pour l'utilisation de cette force. Ses ressources en force hydraulique se répartissent entre les îles principales, à peu près dans les proportions suivantes : les trente-trois rivières de Hondo peuvent produire 9.600.000 chevaux ; les sept rivières de Kiou-Siou, 667.000 ; les trois rivières d'Okkaïdo, 496.000 et les trois rivières de Sikokou, 296.000 (2).

(1) La première centrale hydraulique fut construite à Kyoto en 1892 pour l'utilisatiton des eaux du lac Bira. Les centrales thermiques remontent à l'année 1887.

(2) Sous ce rapport, les Etats-Unis, le Canada, la Norvège et la Suisse viennent avant le Japon, mais, relativement, les ressources du Japon sont beaucoup plus élevées que celles de la plupart des autres pays, en raison de sa faible superficie.

Les recherches entreprises par le gouvernement, en 1923, ont montré que le volume total de force hydraulique pouvant être obtenu des 2.822 chutes que possède le Japon proprement dit, atteint 6 millions 415.000 chevaux en période de sécheresse, un maximum de 14.090.000 à niveau normal et une moyenne de 11.933.000 chevaux par an (1).

La force prélevée jusqu'ici sur cette énergie potentielle s'élève à 3.586.000 chevaux produits par 994 stations ; toutefois, le gouvernement a déjà accordé des autorisations pour l'utilisation de 4.730.000 chevaux supplémentaires. La quantité de force exploitée représente par conséquent 27 pour cent seulement des ressources totales.

C'est dire que la force motrice hydraulique est un facteur d'avenir pour le développement industriel du Japon.

§ 3. — VOIES DE COMMUNICATION ET TRANSPORTS

On distinguera les voies intérieures des voies extérieures.

a) *Les voies de communication intérieures*

1°) Les routes :

Pays montagneux, le Japon possède un réseau routier médiocre ; 2.677 kilomètres (2) (en 1930) de routes carrossables le sillonnent. Elles sont utili-

(1) « Le travail industriel au Japon », Genève 1933, p. 41.

(2) « The Japan Year Book », 1930, p. 386.

sées par un nombre de véhicules automobiles relativement petit : 94.737 (2) dont 60.758 voitures, 31.948 camions, 2.031 cars, soit une automobile pour 700 personnes.

L'industrie automobile n'a pas encore fait de grands progrès au Japon, d'abord parce que les besoins intérieurs ne se sont accrus que très lentement et ensuite parce que les prix de vente au Japon sont encore trop élevés pour des bourses japonaises.

2°) Les chemins de fer :

Le Japon est passé directement de l'âge de la piste à celui du rail.

De 1872, — date de la première ligne de chemin de fer entre Tokyo et Yokohama, — à 1907, l'Etat et les sociétés privées se sont partagé l'administration des réseaux. En 1907, l'Etat l'a reprise entièrement et leur a donné un développement considérable, en même temps qu'il réalisait de nombreuses améliorations quant à la rapidité, au confort et à la sécurité des transports (1).

En 1932, le réseau des chemins de fer atteignait le total de 22.102 kilomètres, soit 3 kms 200 au kilomètre carré. C'est là un chiffre remarquable, car la construction des voies ferrées s'avère très laborieuse dans un pays montagneux comme le Japon.

Il faut dire que, dans cet archipel sept fois plus

(1) Le Travail Industriel au Japon B. I. T. Genève 1933, p. 39.

(2) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », mars 1932, Paris, n° 9.

(1) L'attelage automatique a été adopté.

long que large, le cabotage, moyen de transport peu coûteux, est préféré à la voie ferrée.

3°) Les rivières :

Les rivières japonaises, obstruées par des rapides dans les montagnes, par leurs alluvions dans les dépressions, terminées par des deltas, sont peu utilisables pour le trafic.

b) *Les voies de communication extérieures.*

Le Japon étant un archipel comprenant quatre grandes îles et une infinité d'îlots, ce sont surtout les voies maritimes et par conséquent les transports maritimes qui dominent dans son économie.

Nous examinerons les conditions des voies de communication maritimes, c'est-à-dire : le littoral, les ports, la marine marchande et les lignes maritimes.

1°) Le littoral :

Le littoral nippon se prête facilement à la petite batellerie. Surtout au sud et à l'est où il offre une multitude de rades excellentes, dont le seul défaut est de s'insinuer entre des montagnes sans ressources.

Par contre, ce même littoral ne se prête qu'en peu de points aux besoins de la navigation moderne.

On trouve bien, de la baie d'Owari à celle Tokio, d'excellents ancrages et surtout des golfes qui s'avancent dans l'intérieur vers des plaines fertiles. De même, dans la région de Tsourouga, à l'ouest de la mer du Japon, de hautes falaises enferment des

ports excellents, mais ce sont là des exceptions, car on rencontre le plus souvent le long des côtes nippones, tantôt des rebords élevés de terrasses tertiaires ou de plateaux, tantôt de vastes baies aboutissant à des rivages sans profondeur, où jadis les navires devaient ancrer au large, exposés sans défense aux vents du sud et à la forte houle du Pacifique.

Aussi, pour avoir des ports modernes, ne cesse-t-on, au Japon, d'approfondir à grands frais les bassins de la plupart des ports.

2°) Les ports :

Les ports du Japon, du moins les principaux, sont capables, à présent, de recevoir les plus forts navires. Celui de Yokohama présente sur le tiers de sa surface (326 hectares) (1) une profondeur de 6 à 10 mètres 50 au-dessous du niveau des plus basses marées. En le restaurant, après le seisme de 1923, on a considérablement accru ses quais et son outillage ; on le relie par canal à Tokyo, destiné à se fondre avec lui en un gigantesque organisme économique, future zone franche où les marchandises destinées aux réexpéditions seront manufacturées.

Pour Kobé, un programme achevé en 1923 lui a donné une surface de 17 millions de mètres carrés, bien protégée contre les vents du sud et de l'est, avec vingt-huit postes d'arrimage pour les navires calant 11 mètres.

Yokohama et Kobé sont deux ports complémentaires et non rivaux. Le premier vit des exportations, surtout de la vente de la soie et des soieries aux Etats-Unis. Le second est l'avant-port du grand

(1) Le Japon par Jules Sion (Asie des Moussons), Paris 1928 p. 224.

centre industriel d'Osaka, dont les bassins, également en voie d'agrandissement, sont plutôt destinés aux navires de faible tonnage.

La principale fonction de Kobé est de procurer à Osaka les matières premières nécessaires à son industrie, (coton, minerai, etc...)

Le groupe Yokohama-Tokyo dirige son activité vers l'Amérique, tandis que le groupe Kobé-Osaka oriente son action vers l'Asie. Celui-ci obtient la primauté quand ce sont les importations qui dominent, et celui-là quand ce sont les exportations.

Entre ces deux centres, Shimizou, sur la baie de Tsourouga, est devenu le principal vendeur de thé.

Nagoya, au débouché d'une région très riche en riz et en soie, entouré de fabriques de machines, peut recevoir des navires de 5.000 tonnes.

Entre Moji, sur le détroit de Shimonoseki, traversé par un ferry-boat, bientôt par un tunnel, et Nagasaki, d'où part la houille de Kiou-Siou, on adjoint à l'industrielle Hakata, près de l'ancienne ville seigneuriale de Fukuoka, un port moderne en vue de développer les relations avec la Corée.

Nous pouvons citer encore Tsuruga, Niigata, Aomori, Hakodaté, Otaru — tous ports se livrant à l'industrie des conserves de poisson, — et Wakamatsu, Miiké, Yokkaichi, Tokuyama.

En résumé, les ports de quelque importance sont peu nombreux au Japon, mais bien placés par rapport aux centres industriels dont ils sont les débouchés. (Voir carte planche II).

Les tableaux CI bis et CI ter nous donnent le trafic des principaux ports du Japon durant ces dernières années :

TABEAU CI bis. — Entrées des navires par ports (1).

PORTS	1932		1933		1934 (10 mois)	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
Yokohama	2.492	10.087.102	2.553	10.537.275	2.153	8.971.586
Kobé	3.902	14.531.814	3.955	14.769.344	3.341	12.618.913
Osaka	2.411	7.076.376	2.751	8.682.478	2.279	7.411.180
Nagasaki	408	1.244.259	440	1.383.576	393	1.274.825
Moji	2.459	6.805.188	2.799	7.993.360	2.434	7.161.914
Hakodate	284	579.044	201	400.945	222	471.967
Shunizun	276	1.180.453	2289	1.217.103	278	1.082.159
Nagaya	1.336	4.235.537	1.504	5.001.012	1.315	4.393.353
Wakamatsu	538	1.300.205	685	1.650.798	596	1.497.752
Miike	458	1.598.518	657	2.345.165	545	2.009.475
Otaru	364	983.125	302	813.891	285	763.860
Yokkaichi	252	924.611	238	770.318	203	711.354
Tokoyama	132	361.240	162	509.178	154	493.261

(1) « Bulletin de la Chambre de Commerce Française du Japon », novembre 1934, p. 278. Yokohama.

TABLEAU CI ter. — *Sorties des navires par ports.*

PORTS	1932		1933		1934 (10 mois)	
	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage	Nombre	Tonnage
Yokohama	2.353	9.908.523	2.516	10.434.158	2.129	6.900.416
Kobé	3.895	14.536.114	3.957	14.739.612	3.336	12.601.963
Osaka	2.387	7.001.020	2.745	8.666.927	2.250	7.323.590
Nagasaki	405	1.235.950	446	1.402.779	401	1.298.044
Moji	2.514	6.948.492	2.823	8.042.997	2.458	7.189.128
Hakkodaté	275	527.920	208	388.388	228	462.931
Shinizu.	259	1.138.616	284	1.203.973	274	1.071.728
Nagoya	1.317	4.204.807	1.499	4.988.940	1.312	4.390.935
Wakamatsu	525	1.237.921	623	1.519.952	546	1.378.615
Milké.	532	1.804.590	751	2.593.813	596	2.145.171
Otaru	477	1.190.551	375	924.772	347	879.479
Yokkaichi	246	915.796	234	759.353	195	684.313
Tokuyama	106	332.174	142	463.124	140	467.875

3°) La marine marchande japonaise :

Les Japonais ont toujours été un peuple maritime. Jusqu'au 17^e siècle leurs navires ont parcouru les mers du sud, longeant la côte sud-est de l'Asie et allant même jusqu'aux Indes. Toutefois, l'expansion maritime du pays a été arrêtée, nous l'avons vu, par les Shogoun qui, craignant la pénétration étrangère, interdirent rigoureusement la construction de bateaux propres à la navigation océanique. Cette dernière n'a repris qu'après l'abandon de la politique d'isolement et, depuis 1868, elle s'est poursuivie sans interruption, faisant du Japon l'un des principaux pays maritimes du monde.

Dès 1869, le gouvernement invita les particuliers à acheter des bateaux étrangers. Puis, il favorisa la naissance de puissantes sociétés de navigation, préférant mettre la marine marchande entre les mains de particuliers sous la protection de l'Etat plutôt que d'en faire une entreprise d'Etat.

En 1875, les navires appartenant au gouvernement furent transférés à la compagnie Mitsubishi, avec une subvention annuelle de 250.000 yen pour la navigation et 15.000 yen pour la formation des marins, pendant une période de 15 ans. Le nombre total des navires enregistrés n'était alors que de 149, jaugeant au total 42.000 tonneaux.

En 1884, fut fondée la compagnie Osaka Shosen Kaisha (O.S.K.)

En 1885, fut créée la compagnie « Nippon Yûsen Kaisha (N.Y.K.) » par la fusion de la Compagnie Mitsubishi et d'une autre compagnie, fondée peu de temps auparavant.

En 1887, la Compagnie Toyo-Kisen fut créée. Entre 1893 et 1896, le tonnage brut du Japon a passé de 110.000 à 373.000 tonnes et le nombre de ses navires de 680 à 899, à la suite de l'impulsion donnée par la guerre sino-japonaise.

En 1896, des lois furent promulguées dans le but d'encourager aussi bien la navigation que la construction des navires. En 1907, est créée la compagnie Nisshin-Kisen-Kaisha.

Après 1907, on enregistre à nouveau une importante période d'expansion ; la construction des paquebots et cargos commence à se développer sur une beaucoup plus grande échelle et le tonnage total passe ainsi d'environ 660.000 tonnes, en 1903, à plus d'un million, en 1914.

Pendant la guerre mondiale l'accroissement du tonnage nippon s'est accentué considérablement. Au moment de la signature du traité de paix, l'augmentation était de 76 % sur 1914 et le chiffre du tonnage dépassait 4 millions.

Ainsi, la marine japonaise qui arrivait au sixième rang avant la guerre mondiale, se plaçait, en 1931, immédiatement après celle de l'Angleterre et des Etats-Unis, comme nous le montre le tableau CII.

TABLEAU CII. — *Tonnage brut total des navires jaugeant plus de 1.000 tonnes y compris les bateaux de pêche à propulsion mécanique (1).*

PAYS	NOMBRE DE NAVIRES	TONNAGE
Grande-Bretagne .	8.238	20.438.000
Etats-Unis	3.530	11.388.000
Japon	2.060	4.317.000
Allemagne	2.157	4.229.000
Norvège	1.916	3.668.000
France.	1.651	3.531.000
Italie.	1.380	3.331.000
Pays-Bas	1.401	3.086.000
Suède	1.417	1.624.000
Grèce.	546	1.391.000

A la fin de 1931, la marine marchande japonaise se décomposait de la façon suivante, pour les navires à vapeur et à moteur au-dessus de 6.000 tonnes (2) :

Mais, à la quantité le Japon ajoute la qualité. C'est ainsi qu'afin de rajeunir sa marine marchande encombrée de vieilles unités importées de l'étranger, le Parlement a voté une loi, dite « loi du Renouvellement de la Flotte » (« Ship Improvment Law »), devant être appliquée à partir du 1^{er} octobre 1932, et ayant pour but de remplacer 400.000 tonnes de vieux bateaux par 200.000 tonnes de nouveaux, le gouvernement entrant pour un quart dans les dépenses pour chaque unité qui remplit les conditions exigées.

(1) « Lloyd's Register of Shipping, London », 1931.

(2) Department of communication Tokyo. Cité par The Thirty-Third Financial and economic annual of Japan, Tokyo, 1933. (Tonne est ici synonyme de tonnes ; nous employons indifféremment les deux termes).

TABLEAU CIII. — Nombre et tonnage des navires au-dessus de 1.000 tonnes classés suivant leur jauge et suivant le matériel ayant servi à leur construction.

NATURE DE LEUR CONSTRUCTION	de 1.000 à 3.000 ton ^{es}		de 3.000 à 5.000 ton ^{es}		de 5.000 à 7.000 ton ^{es}		de 7.000 à 10.000 ton ^{es}		Plus de 10.000 ton ^{es}		Grand total	
	Nombre	Tonnage total	Nombre	Tonnage total	Nombre	Tonnage total	Nombre	Tonnage total	Nombre	Tonnage total	Nombre	Tonnage total
Acier												
ou												
Fer												
Bois	407	771618	223	837016	191	112582	73	592097	19	237947	913	354190
	1	1056									1	1056
Total	408	772704	223	837016	191	112582	73	592097	19	237947	914	3462346

D'après ces dernières, les nouveaux bateaux devront avoir des moteurs Diesel et fournir 17 nœuds. La première année, la construction devait porter sur 50.000 tonnes ; la deuxième sur 100.000 tonnes et la troisième sur 50.000 tonnes (1).

La loi ayant été appliquée dès le jour indiqué, les subsides accordés par le Parlement jusqu'à la fin de l'année fiscale, c'est-à-dire jusqu'au 31 mars 1933, se sont élevés à 11 millions de yen sur lesquels 3.852.000 yen ont été attribués aux compagnies pour dix unités à construire, la moitié de la somme devant être versée lors de la mise en chantier, l'autre moitié lors de la réception du navire. Ces dix unités représentent un tonnage global de 73.000 tonnes environ et remplacent 35 vieilles unités représentant 155.016 tonnes.

A la fin de 1933, il y avait 33 unités en construction d'un tonnage de 67.600 tonnes.

Au 31 mars 1934, les effets de la loi du « Renouvellement de la flotte », sont les suivants : 94 unités jaugeant 399.000 tonnes ont été démolies et livrées à la ferraille, tandis que 31 bateaux jaugeant 199 mille tonneaux ont été lancés ou le seront avant le 31 mars 1935.

Ainsi, le programme triennal, préconisé par le Parlement, a été rempli à une tonne près. En outre, les ouvriers spécialisés qui, avant cette loi trouvaient une occupation dans les chantiers, sont passés, de 23.000 à 30.521.

(1) « Bulletins d'Informations Economiques et Financières Japonaises », p. 23, décembre 1932 ; p. 25, juin 1933.

Toutefois, ces heureux résultats ne sont pas jugés suffisants et, à la demande de la « Shipbuilding Association » et de la « Japan Shipowners Association », le gouvernement étudie les possibilités de prolonger la durée de cette loi pour une nouvelle période de trois ou de cinq ans à partir du 31 mars 1935.

Mais, cette fois, la démolition des vieux bateaux porterait non seulement sur les cargos, mais sur les bateaux de passagers ; chaque année de cette nouvelle période devrait voir la démolition de 100.000 tonnes de vieux bateaux au-dessus de 25 ans d'âge, et la construction de 100.000 tonnes nouvelles. A cet effet, des subsides, de l'ordre de 27 millions de yen, seraient fournis par le gouvernement, dans les mêmes conditions que sous le régime de la loi de 1932.

Lorsque ce programme sera terminé, le Japon possèdera une des plus belles et des plus rapides flottes marchandes du monde, dans le Pacifique. C'est tout juste s'il ne battra pas la flotte américaine. Déjà, en 1932, avant l'exécution du programme du « Renouvellement de la flotte », dans ses exportations vers les Etats-Unis et ses importations du même pays, il avait la part du lion en ce qui concerne le fret. Ainsi, la valeur respective du fret — aller et retour — des deux flottes entre les deux pays, était la suivante, en 1932 :

	Valeur d'exportation.	Valeur d'importation
	(en dollars)	
Flotte américaine .	15.738.000	28.511.000
Flotte japonaise . .	59.971.000	82.368.000

Mais, en dehors du commerce direct entre les

deux pays, le Japon avait su s'assurer une part du fret entre les Etats-Unis et les autres pays, comme le prouvent les chiffres suivants :

Valeur des importations totales des	
Etats-Unis en 1932	733.831.000 \$

Valeur des exportations totales des	
Etats-Unis en 1932	893.203.000 \$

Valeur des importations faites sur	
les bateaux des U.S.A.	430.631.000 \$

Valeur des exportations faites sur	
les bateaux des U.S.A.	460.720.000 \$

C'est donc plus de 40 pour cent du commerce des U.S.A. qui se fait par des petites flottes marchandes autres que les siennes.

Sur ces 40 % : la flotte japonaise a transporté vers les Etats-Unis pour 120.653.000 dollars, soit le sixième de toutes ces importations ; et des Etats-Unis vers l'extérieur, pour 67.281.000 dollars, soit 12 % environ des exportations américaines transportées sous pavillon non américain. Que sera-ce dans quelques années ?

4°) *Les grandes lignes maritimes :*

Voici les principales lignes japonaises qui relient le Japon aux différents pays du monde. Par leur grand nombre et par l'importance du tonnage qu'elles emploient, elles se prêtent admirablement à un développement industriel intensif du pays.

TABLEAU CIV. — *Les grandes lignes maritimes japonaises (1).*

Lignes		Navires sur la ligne	Service régulier	Cies de Navigation
Service Postal	Yokohama	10 navires ou plus en service de plus de 9.000 tonnes chacun. Vitesse : au-dessus de 16 nœuds.	une fois ou plus par quinzaine	Nippon Yusen Kaisha
	Londres			
Service de l'Amérique du Nord	Yokohama	8 navires en service de plus de 5.000 tonnes. Vitesse : au-dessus de 15 nœuds.	une fois ou plus par mois	id.
	Melbourne			
Service de l'Amérique du Sud	San Francisco	3 navires en service de moins de 15 ans, 13 à 14.000 tonnes. Vitesse: 18-20 nœuds.	une fois ou plus par mois	id.
	Seattle			
Service de l'Amérique du Sud	Côte ouest	3 navires de moins de 15 ans. 7.000 à 9.000 tonnes. Vitesse: 14 à 16 nœuds.	une fois ou plus tous les 2 mois	id.
	Côte est			
Service de l'Afrique	Côte est	5 navires en service. De moins de 25 ans. 9.000 tonnes. Vitesse: 15 nœuds.	une fois ou plus par mois	id.
	Côte ouest			
Service de l'Inde du Sud	Java	4 navires en service, de moins de 20 ans. Au-dessus de 3.500 tonnes. Vitesse : au-dessus de 13 nœuds.	une fois ou plus par mois	Nanyo Yusen Kaisha
	Inde			
Côtes de Chine	Chine	4 navires en service, de moins de 15 ans. Au-dessus de 2.000 tonnes. Vitesse : 12 nœuds.	trois fois ou plus par mois	Nisshin Kisen Kaisha
	Inde			

1) Compiled by the Department of communications, cité par le « Thirty Fourth Financial and economic annual of Japan », 1934, Tokyo, 1934.

TABLEAU CIV. (suite).

Lignes		Navires sur la ligne	Service régulier	Cies. de Navigation
Service de la Chine	Shanghai Hankow	4 navires en service, de 2.000 tonnes et au- dessus. 12 nœuds.	dix fois ou plus par mois	id.
	Hankow Tchang	1 navire en service, de 1.500 tonnes et au- dessus. Vitesse : 11 nœuds.	trois fois ou plus par mois	id.
	Hankow Changsha	1 navire en service, de 800 tonnes. Vites- se : 9 nœuds.	deux fois ou plus par an le service étant sus- pendu pendant la période des basses eaux de la rivière	id.
	Hankow Changteh	1 navire en service, de 800 tonnes. Vites- se : 9 nœuds.	une fois ou plus par mois. Le service étant sus- pendu pendant la période des basses eaux de la rivière	id.
	Ichang Chungking	2 navires en service de 500 tonnes. Vites- se : 14 nœuds. en été. 2 navires de 250 ton- nes vitesse: 11 nœuds en hiver.	1 fois par mois. Le service étant sus- pendu pendant la période des basses- eaux de la rivière	id.
	Dairen	4 navires, dont 3 au- dessus de 20 ans. De 5.000 tonnes chacun. Vitesse : 15 nœuds.	2 fois ou plus par semaine	Osaka Shosen Kaisha

TABLEAU CIV (suite).

Lignes		Navires sur la ligne	Service régulier	Cies. de Navigation
Nord de la Chine	Nagasaki Shanghai	2 navires de moins de 15 ans et de plus de 5.000 tonnes. Vitesse: 20 nœuds.	1 fois tous les 4 jours	Nippon Yusen Kaisha
	Yokohama Shanghai	3 navires employés.	5 fois ou plus par mois	id.
	Kobé Tien-Tsin	3 navires au-dessous de 15 ans, de 1.500 tonnes. Vitesse : 12 nœuds.	une fois par se- maine	Kinkai Yusen Kaisha
	Yokohama Newch- wang	3 navires en service, de 1.500 tonnes. Vi- tesse : 12 nœuds.	3 fois par mois	id.
	Yokohama Tien-Tsin	2 (4 de décembre à février) navires en service, 1 de 1.500 tonnes. Vitesse : 12 nœuds, les autres de 1.200 tonnes, vitesse 10 nœuds.	2 fois par mois	id.
	Tsingtsu	3 navires de 3.000 tonnes. Vitesse : 13 n.		Nippon Yusen K. Osaka Shosen K. Harada Kisen K.
Mer du Japon	Tsuruga Vladivos- tock	1 navire de 2.000 ton- nes. Vitesse : 13 n.	2 fois par mois. Na- vigation suspendue en hiver	Kitanihon Kisen Kaisha
	Tsuruga Corée du Nord	1 navire de 3.000 ton- nes. Vitesse : 12 n.	3 fois par mois	id.
	Karafuto	2 navires de 1.300 tonnes. Vitesse : 12 n.	5 fois par mois d'août à novembre 2 fois de décembre à mars	Kinkai Yusen Kaisha

TABLEAU CIV. (suite).

Lignes	Navires sur la ligne	Service régulier	Cies. de Navigation
Petrovavlosk	{ 1 navire de moins de 25 ans et de 1.500 ton. Vitesse : 10 nœuds. }	{ 1 fois par mois. Navigation en hiver }	{ Shosen Kaisha }
Kagoshima nawa	{ 2 navires de 1.200 tonnes. Vitesse : 12 n. }	{ 2 fois par semaine }	{ Osaka Shosen Kaisha }
Osaka nawa	{ 2 navires en service. }	{ 2 fois par mois }	id.
Hokkaido-Honshû	{ 2 navires de 800 tonnes. Vitesse : 10 n. }	{ 1 fois par jour }	{ Kitanihan Kisen Kaisha }
Proche-Orient (Europe)	{ Navires employés p ^r la liaison Japon-Europe, de 6.000 tonnes. Vitesse : 14 nœuds. }	{ 2 fois par trimestre }	{ Nippon Yusen Kaisha }
Havane	{ Navires employés p ^r la liaison Japon-U.-S. A., 5.000 tonnes. Vitesse : 14 nœuds. }	{ 1 fois en 2 mois }	id.

Voici, d'après le « Bulletin d'Informations Economiques et Financières » de juin 1934, quelle était au 1^{er} mars 1934 la situation des transports sur les diverses lignes :

TABLEAU CV.

1^{er} mars 1934

Lignes	Nbre d'unités	Tonnage
D'Europe.	45	404.954
Atlantique-Est	43	400.216
Trans-Pacifique	45	438.124
Australie-Océan Indien	30	226.388
Mers du Sud	86	519.512
Mers côtières et avoisin.	265	1.070.211
En cale	24	133.059
Désarmés	10	46.314
Divers	3	18.175
Total	551	3.301.953

Les principales compagnies de navigation sont
(1) :

Nippon Yusen Kaisha au capital versé de	64.250.000 yen
Nisshin Kisen Kaisha au capital versé de	10.125.000 »
Osaka Shôsen Kaisha au capital versé de	62.500.000 »
Manyo Yusen Kaisha au capital versé de	4.562.000 »
Kitanihon Kisen Kaisha au capital versé de	2.325.000 »

(1) Compiled by the Department of communications
cité par le « Thirty Fourth Financial and economic annual
of Japan », 1934, Tokyo, 1934.

§ 4. — LES CAPITAUX (1)

Au début de 1932, on comptait au Japon 9.673 sociétés en participation à responsabilité illimitée, avec un capital de 1.157 millions de yen ; 27.655 sociétés en participation, avec un capital de 940 millions 346.000 yen ; 19.649 sociétés par actions, avec un capital de 17 milliards et demi de yen ; 8 mutuelles avec 4.880.000 yen de capital et une quarantaine de sociétés par actions à responsabilité limitée avec 10 millions de capital. L'ensemble représente donc un capital souscrit de près de 20 milliards de yen. 45 % sont investis dans les industries de transformation et dans les mines ; 42 % dans le commerce et dans les banques ; 10 % dans les transports ; 3 % seulement à l'agriculture et à la pêche. Ces proportions nous montrent la prépondérance du financement industriel au Japon.

Mais, l'équipement industriel et commercial du Japon n'a pu se faire sans un large appel aux capitaux étrangers. On peut diviser ces derniers en deux catégories. Soit qu'ils aient été importés par le gouvernement ou par les sociétés privées japonaises, soit qu'ils aient été investis directement par des étrangers dans leurs affaires. Le chiffre total paraît pouvoir être évalué à 4 milliards de yen, dont plus de la moitié sont représentés par des emprunts publics, ou des émissions privées négociées à l'étran-

(1) « Bulletin de la Chambre de Commerce Française du Japon », n° 145, Yokohama, 1934, p. 129 et suiv.

Et « L'expansion industrielle du Japon », par J.-C. Balet, p. 5, Paris, 1934.

ger. Cette moitié se décomposerait à peu près comme suit, à l'heure actuelle :

Emprunts de l'Etat, municipalités : 1.700 millions de yen. Obligations et actions d'entreprises privées : 500 millions de yen.

Sur 485 millions de yen d'obligations émises par les entreprises industrielles et commerciales, 380 millions auraient été investis dans les sociétés d'électricité ; le reste serait représenté en grande partie par des obligations de la compagnie de Chemins de fer du Sud-Mandchourien.

Les capitaux principalement américains, investis par des étrangers dans les entreprises privées, l'ont été en grande majorité dans des affaires où ils se rencontrent avec des capitaux japonais ; ils ont d'ailleurs généralement adopté la nationalité japonaise, conformément aux lois en vigueur, pour mieux assurer leur activité dans le pays et échapper aux impôts prohibitifs. Leur développement date surtout de l'après-guerre.

Celles de ces affaires où les capitaux étrangers restent en majorité se répartissent à peu près comme suit, leurs capitaux étant indiqués en milliers de yen (1) :

(1) « Bulletin de la Chambre de Commerce Française du Japon », n° 145, Yokohama, 1934, p. 129.

TABLEAU CVI.

	Nombre de firmes	Capital souscrit	Capital versé
Manufactures . . .	15	23.104	22.579
Import.-Export. . .	48	21.308	18.613
Maison de gros . .	11	3.255	3.255
Comm. et représ..	19	1.925	1.925
Agences immob. .	11	1.123	998
Transports	3	1.090	790
Hôtels	3	1.230	1.225
Entrep. de constr.	2	250	250
Exploit. de mines	2	115	115
Maisons d'édit. . .	1	50	50
Total.	115	53.450	49.900

Les plus importantes de ces firmes sont la « Rising Sun Petroleum C^o of Japan » au capital de 10 millions de yen ; la « Ford Motor C^o of Japan » au capital de 7 millions de yen ; on peut citer encore « Victor Phonograph C^o », et « Illies C^o » (maison allemande de navigation et de commerce). Trois compagnies d'assurance sur la vie — 2 canadiennes et - américaine — et trente compagnies d'assurance diverses, dont 22 britanniques, ont leurs agences ou succursales au Japon, également nationalisées japonaises ; les trois premières détiendraient environ 41.000 polices d'une valeur de 293 millions de yen.

Il faut noter qu'il existe au Japon 17 succursales de banques étrangères : 4 à Tokyo ; 4 à Yokohama ; 2 à Osaka et 7 à Kobé. Les principales sont : « The National City Bank of New-York », « The Hong-Kong et Shangaï Banking Corporations » ; « The

Chartered Bank of India. Australia et China » ;
« The Netherland Commercial Bank » et la « Banque Franco-Japonaise ».

Ces banques traitent, en général, des affaires de change et leurs dépôts ne dépassent pas dans l'ensemble 60 millions de yen.

Voici les détails qu'on donne sur la situation de ces banques étrangères (fin 1933) :

TABLEAU CVII.

	Nombre d'établissements	Montant des dépôts (en yen)	Montant des avances (en yen)
Tokyo	4	12.094.000	3.632.000
Yokohama	4	9.994.000	3.763.000
Osaka	2	4.814.000	878.000
Kobé	7	28.453.000	14.434.000
Total.	17	55.355.000	22.707.000

D'autre part, les investissements étrangers dans les entreprises restées sous le contrôle japonais se divisent en trois catégories :

1° Actions obtenues en échange de la session de un ou plusieurs brevets ;

2° Actions obtenues en échange d'un investissement de capital ;

3° Souscriptions aux actions ou obligations.

La première catégorie comprend des firmes telles que les « Shibaura Engineering Works », « Tuji Electric Works » (Siemens), « Tokyo Denki » (General Electric), « Nippon Denki » (Westinghouse), « Asaki Silk Weaving Co ».

Dans la seconde figurent : « Nippon Seikojo » (aciérie), « Nippon Plate Glass Manufacturing C^o », « Osaka Chain Manufacturing C^o ».

Les sociétés « General Electric », « Westinghouse » et « Siemens » sont considérées comme étant les trois grandes entreprises d'électricité du monde. Elles ont au Japon des firmes affiliées auxquelles elles ont cédé leurs brevets.

La « Nippon Seikojo » est une société mixte formée par Mitsui et Arinstrong Vickers d'Angleterre dont les parts respectives sont 74 et 24 %.

Dans la troisième catégorie, il est difficile d'évaluer la part des actions et obligations étrangères dans les sociétés japonaises. Dans le doute, nous ne donnons aucun chiffre.

Voilà la situation actuelle de l'ensemble des capitaux aussi bien japonais qu'étrangers existant au Japon.

Que réserve l'avenir en cette matière ?

Le Japon pourra-t-il continuer à financer son expansion économique ?

De prime abord, l'examen de sa situation financière nous conduirait à répondre négativement. En effet, les finances du pays sont, depuis deux ans, en déséquilibre complet, le Japon entretenant un train de maison formidable. Les dépenses militaires sont très supérieures à ce que peut supporter normalement ce pays. Le déficit du budget 1933-1934 est de un milliard de yen, presque égal au montant des recettes réelles qui ne pourraient être augmentées que dans de faibles proportions. Celui du budget 1934-1935, d'après les prévisions sera du même ordre. La

dette aura augmenté de plus de 2 milliards et demi de yen, soit au taux actuel, plus de 12 milliards et demi de francs, en trois ans.

Mais, malgré cette situation financière, le Japon trouvera, pensons-nous, des capitaux pour soutenir son essor industriel.

C'est que, outre l'apport des gros capitalistes nationaux genre Mitsui — dont nous avons dit la puissance financière et le rôle dans l'économie du pays, — deux moyens s'offrent à lui :

1° L'argent étranger ;

2° La guerre.

1° L'argent étranger :

Nous avons vu que les capitaux étrangers ne semblent pas boudier l'économie nipponne. En ce temps de crise, il est probable qu'ils continueront de prendre le chemin du Japon et ce, parce qu'à l'heure actuelle, l'industrie japonaise est celle qui sert les plus gros dividendes du monde.

Les bénéfices nets de l'ensemble de toutes les sociétés, aussi bien japonaises qu'étrangères, existant au Japon, ressortaient en 1932 à 743.675.000 yen soit environ 60 %. N'est-ce pas là un taux remarquable en cette période de crise ?

Certaines sociétés de soie artificielle nipponnes n'ont-elles pas versé des dividendes atteignant 32 pour cent ? (1) Et nous n'ignorons pas que dans les industries du caoutchouc, du ciment, etc..., on obtient d'aussi beaux pourcentages.

(1) « Le marché économique d'Extrême-Orient et le Dumping Japonais », par Morel Journel et R. Saint-Pierre, p. 31.

De tels résultats ne peuvent qu'engager les capitaux étrangers à venir au Japon.

2° La guerre :

Jusqu'ici la guerre a enrichi le Japon. Dès 1895, une guerre victorieuse contre la Chine lui a rapporté Formose et la Corée avec une indemnité de guerre de deux cents millions de taëls. En 1904, le conflit avec la Russie l'a rendu héritier des droits de cette puissance dans la Mandchourie du Sud.

La grande guerre mondiale, à laquelle il a participé, — surtout en qualité de fournisseur des alliés, — est venue lui apporter la richesse. Elle lui a permis de renouveler son outillage et de prendre la place des concurrents.

La crise mondiale de 1930 a eu inévitablement sa répercussion sur le Japon ; mais, en affaiblissant ses adversaires, elle lui a permis de conquérir la Mandchourie pour un prix dérisoire en hommes et en argent. Ce pays est aussi riche que la Belgique et sa superficie est le double de celle de la France. Les bénéfices que procurera la mise en valeur de son sol et de son sous-sol peuvent entretenir le train de vie du Japon pendant plusieurs décades. D'ailleurs, n'y a-t-il pas là, à sa porte, le plus riche héritage du monde : la Chine, dont les ressources sont inépuisables si elles étaient mises en valeur, et dont l'anarchie incurable fait une proie sans défense.

« En réalité, dit M. René Saint-Pierre (1), pour

(1) « Le Marché Economique d'Extrême-Orient et le Dumping Japonais », par R. Saint-Pierre et Morel-Journel, Paris 1934, p. 26.

le Japon comme pour l'Allemagne, la guerre est la véritable industrie nationale. C'est la guerre qui, dans le passé, a ouvert les périodes de prospérité, dénoué les crises économiques et permis en soixante ans de franchir les étapes que nous avons mis si longtemps à parcourir. Tous les ressorts de la Nation sont bandés vers ce but suprême, et la lutte sur le terrain commercial n'est qu'une forme du combat par lequel les Japonais espèrent conquérir l'empire de l'Asie, et, partant celui du monde ».

Ainsi, le Japon ne semble pas devoir manquer de capitaux pour son expansion industrielle.

CHAPITRE II

Les Obstacles susceptibles d'entraver

l'Expansion Économique du Japon

Les obstacles susceptibles d'entraver l'expansion économique japonaise, nous sont fournis par :

1° Les mesures protectionnistes prises par l'étranger à l'encontre des marchandises nippones.

2° La situation monétaire et agricole du Japon.

§ 1. — LES MESURES PROTECTIONNISTES

DE L'ÉTRANGER.

L'expansion du commerce japonais est un fait qui tend à prendre les proportions d'un événement mondial. Qu'elle soit la conséquence d'une impérieuse nécessité et le résultat d'une organisation supérieure à laquelle contribuent toutes les forces d'une nation disciplinée, peu importe ; les nations qui se sentent menacées, soit chez elles, soit dans leurs débouchés extérieurs par la concurrence japonaise, commencent à s'inquiéter et se préparent à la défense.

Par quels moyens ?

Par la dénonciation des traités de commerce, l'élévation des tarifs à l'endroit de certains produits, contingentements, etc..., en un mot par des mesures protectionnistes.

C'est ainsi que, tour à tour, les Indes Britanniques (ou l'Angleterre), les Etats Malais, les Indes Néerlandaises, la Chine, le Canada, l'Egypte, le Sud-Afrique, les Philippines, les Etats-Unis, l'Australie ont surélevé leurs barrières douanières pour faire face à l'invasion japonaise.

Examinons ces diverses mesures dans leur application et leurs effets.

Indes Britanniques.

En 1932, la valeur des exportations japonaises aux Indes Anglaises fut de 192.500.000 yen : 80.626 mille yen d'habits et de tissus de coton, 14.342.000 yen de filés de coton ; 32.957.000 yen de tissus de soie naturelle ou artificielle ; 3.463.000 yen de porcelaine ; 4.160.000 yen de verrerie, etc..., etc... Mais c'est de très loin que le coton et la soie l'emportaient sur les autres produits d'une année à l'autre ; on peut bien dire que l'Inde était submergée par les produits japonais, ainsi que le montre le tableau CVIII (1) :

	En quantité	En valeur
TABLEAU CVIII. — A l'unité de 1.000 (<i>yards, balles ou yen</i>).		
Tissus de coton	yards	
1931	403.936	49.818
1932	644.458	80.626
Filés de coton	(balles)	
1931	16.094	5.592
1932	50.837	14.343
Soie naturelle et artificielle		
1931	—	21.525
1932	—	32.957

(1) « Bulletin d'informations Economiques et Financières Japonaises », juin 1933, p. 24.

Une telle invasion ne pouvait manquer d'alarmer les industriels anglais en passe d'être éliminés du marché de l'Inde, et l'industrie naissante de ce dominion.

Aussi, dès avril 1930, les droits sur les marchandises japonaises étaient élevés. Voici, jusqu'en juin 1933, la progression (1) tarifaire, appliquée aux cotonnades anglaises et aux cotonnades japonaises, qui montre le régime de faveur dont bénéficièrent les anglais aux Indes :

TABLEAU CIX.

MOIS	Tarif sur les cotonnades angl ^{ses}		Tarif sur les cotonnades jap ^{ses}	
	Tissus en général	Tissus gris	Tissus en général	Tissus gris
Avril 1930	15 %	15 %	20 %	20 %
Août 1931.. . . .	20 %	20 %	31,25 %	25 %
Septembre 1931..	25 %	25 %	31,25 %	32,5 %
Août 1932	25 %	25 %	50 %	50 %
Juin 1933	25 %	25 %	75 %	75 %

Estimant, sans doute, cette élévation de tarif insuffisante, le Foreign Office de Londres informait, le 12 avril 1933, l'ambassadeur du Japon à Londres, M. Matsudaira, que le gouvernement anglais dénonçait la convention de 1904 par laquelle étaient régies les relations commerciales du Japon et de l'Inde. Cette convention nécessitant pour prendre fin un préavis de six mois, le 10 octobre 1933 devait marquer la fin de cette convention.

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », Paris, décembre 1933, p. 21.

Le gouvernement britannique ayant le droit d'agir ainsi, le Japon ne put opposer aucune protestation valable. Il prit acte de la dénonciation ; mais, comme on pouvait s'y attendre, l'annonce de cette mesure jeta la consternation sur les industriels exportateurs japonais, notamment parmi les filateurs et tisseurs de coton, de soie artificielle et de soie naturelle. C'est qu'en effet, depuis que la Chine a perdu le premier rang parmi les clients du Japon, l'Inde occupe le second immédiatement après les Etats-Unis.

Le Gouvernement de l'Inde, en même temps qu'il dénonçait l'accord Indo-Japonais de 1904, annonçait l'adoption d'un « tarif de change » interprété comme une mesure contre la baisse du change japonais. D'après ce nouveau tarif, les tissus de soie artificielle pure de provenance japonaise seraient frappés d'un droit de 100 % ad valorem ; ceux des autres pays de 26 à 30 % seulement. Pour les tissus mélangés de soie artificielle et d'autres éléments, le tarif serait de 47 % pour le Japon et de 32 à 36 % pour les autres pays.

C'était là des taux prohibitifs dont devaient bénéficier surtout les produits anglais ou italiens.

Afin d'égaliser un peu les chances, les fabricants japonais demandèrent à leur gouvernement la suppression de la taxe intérieure de consommation qui frappe les tissus de soie artificielle pure.

Le président de la célèbre filature Kanegafuchi, M. Tsuda, conseilla :

1° de boycotter le coton brut de l'Inde dont le Japon est un des plus gros acheteurs.

2° de cesser d'acheter la fonte de l'Inde représen-

tée au Japon par la firme Kishimoto, à laquelle on donnerait une compensation : la vente de 50.000 ou 100.000 tonnes de fonte japonaise.

Le 12 juin 1933, la « Japan Spinners Association » adopta, à l'unanimité, la proposition de boycotter les achats de coton de l'Inde. On sait que cette association contrôle 8 millions de broches, autant dire toutes les industries de filature de coton. La résolution votée comportait trois points et un exposé des motifs, comme suit :

« 1° Les membres de l'Association s'engagent, à partir du 13 juin, à ne plus passer de contrats nouveaux d'achat de coton de l'Inde.

2° Avant le 16 juin, ils notifieront au siège de l'Association les engagements extérieurs à exécuter avant le 13 juin et les quantités de coton indien dont la livraison doit avoir lieu après le 13.

3° Toutes les mesures à prendre en exécution de cette résolution, sont laissées à l'initiative du comité de direction de l'Association.

« L'Inde, entre le mois d'avril 1930 et aujourd'hui, a, par cinq fois relevé les droits sur les cotonnades du Japon. Ils sont de l'ordre de 75 %, étrangement supérieurs de 50 % aux droits sur les cotonnades anglaises. On peut dire que c'est là un tarif prohibitif.

« Il est inutile de rappeler au public qu'en avril dernier, au mépris de la foi internationale, sans avoir recours à aucune négociation préalable, le gouvernement indien dénonça le traité de commerce Indo-Japonais.

« Depuis lors, le gouvernement japonais a eu beau s'aboucher avec la Grande-Bretagne et l'In-

« de dans l'intérêt commun, le gouvernement in-
« dien a de nouveau annoncé qu'il allait relever les
« tarifs existants, montrant ainsi son manque de
« sincérité.

« Ce faisant, il excipait du fait que le change
« était tombé de 100 à 83 roupies, après le dernier
« relèvement des droits. Mais le Japon dépend de
« l'étranger pour le coton brut, et il est naturel que
« le prix du coton monte en proportion de la bais-
« se du yen. A chaque augmentation des tarifs, nous
« avons protesté amicalement auprès de l'Inde et
« montré beaucoup de patience. Mais les derniers
« actes du gouvernement de l'Inde sont une véri-
« table insulte..., etc... Aussi sommes-nous ferme-
« ment résolu à pratiquer la résolution votée ci-
« dessus à moins que les Gouvernements britanni-
« ques et indien ne modifient leur attitude (1) ».

C'était la guerre économique dans toute sa ri-
gueur, qui commençait. Elle ne s'annonçait pas
comme devant tourner à l'avantage de l'Inde.

Rappelons qu'en effet le Japon, qui avait impor-
té 391 000 balles de coton en provenance des Indes
au mois d'août 1933, n'en achetait plus, en novem-
bre de la même année, que 2 871 balles.

Ainsi, le gouvernement des Indes, craignant pour
la fortune de ses agriculteurs, demanda à négocier.

Après d'interminables pourparlers poursuivis à
Delhi et à Simla, on arriva à un accord qui fut si-
gné à Delhi dans les premiers jours de Janvier 1934.

Voici les lignes principales de cet accord :

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Finan-
cières Japonaises », septembre 1933, Paris, p. 24.

Le tarif des cotonnades japonaises est abaissé à 50 % ad valorem et leur contingentement est fixé à 325 millions de yards si le Japon achète un millions de balles dans l'année, et à 400 millions s'il achète 1.500.000 balles. Mais il a le droit d'importer 125 millions de yards de cotonnades sans engagement quelconque. Cet accord lui assure, en outre, pour les autres marchandises, le traitement de la nation la plus favorisée, et il est conclu pour trois ans (1).

Les Indes Néerlandaises :

Un mouvement analogue à celui des Indes anglaises s'est dessiné dans les possessions hollandaises de l'Océan Indien. Le gouvernement des Pays-Bas a décidé de mettre un terme à l'envahissement progressif des colonies hollandaises par les produits japonais, en particulier les batistes et les cotonnades.

Quelques chiffres suffisent à montrer à quel point le Japon est parvenu à battre, non seulement les exportations anglaises, mais même les hollandaises, dans les plus florissantes colonies de l'Insulinde.

TABLEAU CX. — *Cotonnades diverses importées (2) aux Indes Néerlandaises. (En millions de yards).*

Années	Japon	Hollande	Angleterre
1928	193	163	170
1929	230	160	143
1930	222	131	89
1931	352	119	44
1932	258	109	46

(1) « Exportateur Français », 15 mars 1934, p. 135.

(2) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », Mars 1934 p. 14.

TABLEAU CXI. — *Batiste importée à Java.* (en 1.000 gulden).

Années	Japon	Hollande	Angleterre
1928	1.347	28.593	11.417
1929	2.369	29.560	10.302
1930	2.768	23.577	6.213
1931	9.774	15.754	2.876
1932	6.890	9.138	1.845
1933 (5 mois) ..	5.791	1.412	424

Et voici, pour l'année 1933, la part du Japon dans la totalité des importations de tissus aux Indes Néerlandaises :

TABLEAU CXII.

Spécification	Total général (en tonnes)	Part du Japon	Pourcentag des tissus jap
Cotonnades écrues.	5.830	5.400	93 %
Cotonnad ^{es} blanch ^{es}	14.313	11.642	81 %
Tissus teints et im- primés	14.063	13.404	95 %
Tissus satinés	4.673	4.501	96 %
S e r g e s satinées (Shallon)	3.154	2.938	93 %
Tissus fantaisie : . .	4.436	3.646	82 %
Divers	9.761	7.233	74 %
Total	56.230	48.770	87 %

Quant aux marchandises générales exportées du Japon aux Indes Néerlandaises, voici leur progression et leur plan dans le volume des importations totales des colonies néerlandaises :

TABEAU CXIII (1). — *Importations des Indes Néerlandaises.*

ANNÉES	Total des importations	Part du Japon dans les importations.	Pourcentage de la part du Japon par rapport au total
	EN VOLUME (Tonnes métriques)	EN VOLUME (Tonnes métriques)	
1931	43.706	26.283	(60 %)
1932	52.021	37.533	(72 %)
1933	56.230	48.753	(87 %)
	EN VALEUR (1000 Florins)	EN VALEUR (1000 Florins)	
1931	78.750	39.160	(50 %)
1932	63.967	37.173	(60 %)
1933	55.707	43.532	(83 %)

On comprend que les Hollandais ne soient pas satisfaits. Il paraît que les filateurs et tisseurs hollandais songeraient à transporter nombre de leurs entreprises dans les Indes Néerlandaises, afin d'y avoir une main-d'œuvre meilleur marché, d'éviter le fret (le coton brut est indien) et de réduire les importations de provenance étrangère.

En attendant ces mesures, ils se préparent à recourir au système des contingents. Ils l'ont déjà fait pour les bières en provenance du Japon et le Japon en pâtit durement. Si la Hollande fait de même pour le reste, il faut s'attendre à voir le commerce japonais avec Java tomber de moitié.

Mais le Japon a senti le danger ; comme avec l'Inde, il cherche à négocier avec la Hollande un accord

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », p. 16, juin 1934.

afin de trouver un *modus vivendi* au sujet de ses exportations dans les colonies hollandaises. Cette conférence qui devait se tenir en mars 1934, a été retardée. Elle aura lieu incessamment à Java. Le Japon est fortement menacé d'y voir nombre de ses exportations sérieusement jugulées. Ce serait pour lui un coup dur. On attend des deux côtés les résultats de cette conférence qui comportera plus d'un enseignement.

La Chine.

Voici l'évolution des relations économiques entre la Chine et le Japon de 1931 à ces derniers mois, période la plus intéressante pour nous à cet égard.

Dès les premiers mois de 1931, des associations nationalistes anti-japonaises se forment un peu partout en Chine, à Nankin, à Shanghai, à Hankéou, etc.

A la suite de l'affaire de Wan-Pao-Chan et du massacre de Chinois par les Coréens, à Ping-Yang, ces associations prennent des résolutions invitant à la rupture des relations économiques avec le Japon.

Voici un spécimen de ces résolutions (1) :

- 1° Défense d'acheter des produits japonais ;
- 2° Défense d'employer des produits japonais ;
- 3° Défense de transporter des marchandises japonaises ;
- 4° Défense d'employer la monnaie japonaise ;

(1) « Que veut le Japon, que veut la Chine », par J.-C. Balet, Paris, 1931, pp. 95, 96, 97.

5° Défense d'embarquer sur des bateaux japonais ;

6° Défense de travailler pour les japonais ;

7° Défense d'avoir des relations personnelles avec les japonais ;

8° Défense de faire des dépôts dans les banques japonaises ;

9° Défense de se rendre au Japon dans n'importe quel but ;

10° Défense de fournir des vivres aux Japonais.

Une association spéciale est formée pour surveiller l'exécution de ces résolutions. Elle organise des bureaux pour la saisie des marchandises japonaises. Elle fait arrêter des dizaines de marchands chinois coupables d'avoir enfreint ces ordonnances. Elle exige :

a) L'arrêt de toutes transactions financières ou commerciales avec les Japonais ;

b) La démission obligatoire de tous les agents ou employés chinois des firmes japonaises ;

c) Que les coolies n'acceptent pas de décharger les bateaux japonais ;

d) Le refus de la part des pilotes chinois de guider les bateaux japonais, dans les passes difficiles du Wham-Poo et du Fleuve Bleu.

La liste serait longue des mauvais traitements infligés aux Japonais et des manifestations anti-japonaises. Nous sommes en présence non pas seulement d'un boycottage, mais d'une véritable « quarantaine à l'usage de pestiférés » (1).

(1) « Que veut le Japon, que veut la Chine », par J.-C. Balet, Paris, 1931, p. 96.

Les effets de ces mesures se font immédiatement sentir comme nous pouvons le constater d'après les tableaux CXIV et CXV (2) suivants :

TABLEAU CXIV. — *Exportations japonaises en Chine.* (en 1.000 yen).

en :	8 mois 1930	8 mois 1931
Mandchourie	27.010	3.485
Chine du Nord	51.765	39.340
Chine Centrale	89.017	73.436
Chine du Sud	3.779	3.382
Kwantung	60.407	44.853
Hong-Kong	35.546	28.841
Total	267.024	198.337

TABLEAU CXV. — *Importations de Chine au Japon.* (en 1.000 yen).

de :	8 mois 1930	8 mois 1931
Mandchourie	38.085	26.727
Chine du Nord	35.779	32.680
Chine Centrale	37.847	36.834
Chine du Sud	7.906	6.077
Kwantung	97.693	67.382
Hong-Kong	347	250
Total	217.658	169.950
Excéd. des exportations.	49.366	28.387

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », mars 1932, Paris, p. 19.

(2) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », décembre 1931, Paris, p. 22.

Et voici les chiffres (1) du commerce sino-japonais pour les 12 mois de 1930 et de 1931 :

TABLEAU CXVI. — *Exportations*. (en 1.000 yen).

vers :	1930	1931
Mandchourie et Mongolie	35.576	11.874
Chine du Nord	78.667	51.748
Chine Centrale	139.777	88.443
Chine du Sud	6.807	3.686
Kwantung	86.814	65.542
Hong-Kong	55.646	36.754
Total	403.287	258.007

TABLEAU CXVII. — *Importations*. (en 1.000 yen).

de :	1930	1931
Mandchourie et Mongolie	45.197	41.848
Chine du Nord	52.155	47.642
Chine Centrale	53.230	48.203
Chine du Sud	11.085	8.904
Kwantung	121.405	90.165
Hong-Kong	838	499
Total	283.910	236.201
Excéd. des exportat. (+)	119.377	21.785
Valeur totale des échanges.	687.297	494.268

On voit, en comparant les tableaux CXIV et CXV avec les tableaux CXVI et CXVII, que le boycottage chinois s'est accentué durant la période août-décembre 1931. L'excédent des exportations japonai-

ses qui était en août 1931 de 28.387.000 yen, n'est plus à la fin de 1931 que de 21.785.000 yen. C'est que, durant la période août-décembre 1931, la lutte pour le Mandchukuo éclate (18 septembre 1931) et que le 19 septembre 1931 le Japon intervient militairement en Mandchourie.

Ainsi, pour l'année 1931, les exportations du Japon en Chine ont baissé de 36 % et ses importations de 16 %.

Mais, l'année 1932 voit le boycottage chinois s'atténuer considérablement et pour le grand bien du Japon. En effet, les exportations du Japon en Chine s'élèvent à 294 millions de yen en 1932, soit une augmentation de 14 % sur celles de 1931, tandis que ses importations en provenance de Chine atteignent 206 millions de yen, soit une diminution de 8 % sur celles de 1931.

L'année 1933 voit le boycottage chinois disparaître. En effet, les exportations japonaises en Chine (1), s'élèvent pour cette année à 434 millions de yen, soit une augmentation de 50 % sur celles de 1932, et les importations de Chine au Japon passent à 283 millions de yen, soit une augmentation de 37 % sur celles de 1932.

En conclusion, le boycottage chinois a coûté à la Chine la perte définitive d'une province (Mandchourie) et n'a influencé les relations entre la Chine et le Japon que pendant une très courte période. Comme nous le disions plus haut (voir marchés exté-

(1) Mandchukuo, Kwantung, Hong-Kong sont toujours compris dans la Chine à moins d'indication contraire.

rieurs) : la géographie finit toujours par avoir raison.

Par ailleurs, le boycottage chinois a démontré qu'un protectionnisme exacerbé est inutile, pour ne pas dire dangereux, quand le pays contre lequel il est dirigé se nomme le Japon.

La Grande-Bretagne.

C'est la première puissance européenne touchée par la concurrence nipponne.

Après avoir tenté de déclarer au Japon une guerre économique impitoyable en encourageant le protectionnisme de ses dominions et en élevant les droits d'entrée des marchandises nippones sur son propre sol, elle a préféré transiger. Elle a encouragé les récents accords indo-japonais de Simla, et elle a accepté de traiter à Londres avec les représentants de l'industrie nipponne sur l'ensemble des relations commerciales. Cependant, les conversations de Londres ont été interrompues, les délégués ne pouvant arriver à s'entendre, autrement dit : les représentants nippons n'ont voulu se prêter à aucune concession sur la question des débouchés pour leur propre industrie textile. Donc, échec complet des négociations. Mais, sans doute, reprendront-elles. En attendant, les délégués japonais ont quitté l'Angleterre depuis le 30 mars 1934.

L'étude des relations économiques anglo-nippones sera reprise, mais seulement de gouvernement à gouvernement. Si une entente amiable ne peut aboutir, des mesures protectrices seront sans doute de nouveau envisagées. On n'ose prédire où elles mèneront.

Les Etats Malais.

Depuis le 15 juin 1933, le gouvernement des Etats Malais confédérés a relevé de 5 cents par yard, les droits sur les tissus de coton importés du Japon. Ce qui donne un pourcentage de 30 à 80 % ad valorem suivant la nature des tissus. Les plus frappés sont les tissus bon marché, qui sont les plus demandés dans les Etats Malais.

Or voici, quelle était l'importance des exportations japonaises en Malaisie, en ces dernières années, par rapport à celles de la Grande-Bretagne.

TABLEAU CXVIII. (en 1.000 yards).

	1930	1931	1932
Tissus de coton japonais..	44.552	41.305	82.228
Tissus de coton anglais . . .	38.956	19.867	37.343

En 1932 :

Tissus de soie artificielle japonais 8.548.000 yards
valant 2.141.000 yen.

Tissus de soie artificielle anglais 444.000 yards
valant 283.000 yen.

En valeur, les tissus de coton exportés du Japon en 1932, représentent 11 millions de yen et les tissus de soie naturelle et autres, 2.900.000 yen.

Pour les quatre premiers mois de 1933, les tissus de coton exportés en Malaisie valent 3.400.000 yen et les tissus de soie artificielle (en progression), 1 million 100.000 yen.

Cette situation explique les mesures protectionnistes prises par le gouvernement des Etats Malais. Quant au Japon, en attendant de négocier, il a

adressé une protestation aux autorités de la Fédération malaise.

Avec l'Angleterre, les Indes britanniques et néerlandaises, les Etats Malais et la Chine, d'autres pays ont appliqué ou envisagent de semblables mesures protectionnistes et sans doute leur liste n'est pas close ; mais soit que peu rigoureuses, soit parce qu'émanant de pays dont la clientèle est de faible importance, ces mesures ne revêtent pas pour le commerce nippon le caractère de gravité de celles que nous venons d'exposer, aussi nous bornerons-nous à leur simple énumération :

L'Egypte et l'Australie ont relevé leurs droits de douane sur les tissus de coton en provenance du Japon. L'union de l'Afrique du Sud et le Canada frappent d'une taxe spéciale l'importation d'un grand nombre de marchandises nippones.

Aux Etats-Unis, les droits protecteurs ont été quelque peu renforcés par des mesures dites « anti-dumping ».

Le Pérou a dénoncé le traité commercial qui le liait au Japon, pour des raisons d'inégalité des échanges entre les deux pays. Ce traité demeure encore valable pour un an ; d'ici là il sera nécessaire d'ajuster les desiderata des deux pays.

Cuba, l'Albanie, la Perse demandent la même chose, c'est-à-dire l'augmentation des achats de leurs produits par le Japon, sinon la restriction de ses exportations.

La France a commencé à contingenter un certain nombre d'articles nippons, entre autres les bicyclettes et la porcelaine.

En résumé, l'Angleterre et ses Dominions sont

parmi ceux qui se distinguent le plus dans cette série de mesures. C'est qu'en effet, l'Empire britannique est jusqu'à présent la plus grande victime de la concurrence japonaise. Mais il ne faut pas oublier que si l'industrie cotonnière du Lancashire qui, pour pouvoir vivre, est obligée d'exporter 75 % de sa production, est ruinée par celle du Japon, ce dernier achète bon an, mal an, pour plus de 200 millions de yen de coton brut aux Indes et pour près de 90 millions de yen de laine en Australie.

La valeur des échanges pour les trois années de 1930 à 1932 entre l'Empire britannique et le Japon, accuse la différence de 147.732.000 yen en faveur de la Grande-Bretagne. Le Japon est donc un client qu'il faut ménager.

Mais, vraisemblablement, d'autres pays, touchés durement par l'invasion des exportations nippones, prêteront leur concours à cette levée de boucliers.

Le protectionnisme croissant de l'étranger, pose ainsi au Japon un problème angoissant. Nous avons déjà dit que l'exportation est pour ce pays une nécessité vitale. Il lui faut, par l'intermédiaire de l'argent, troquer ses marchandises contre d'autres marchandises qui sont nécessaires à la vie de sa population vertigineusement croissante.

Aussi, le Japon se prépare-t-il à faire face aux difficultés qui commencent sur le chemin de son expansion commerciale.

Comment entend-t-il résoudre le problème posé par les mesures protectionnistes étrangères ?

— Contre ces dernières, il vient d'organiser un plan de défense, par une série de mesures votées

par le Parlement, en sa session clôturée le 26 mars 1934, et qui font l'objet d'une seule loi. Une note officielle explique que cette loi a été nécessitée par des tendances de plus en plus gênantes pour la liberté des échanges.

« C'est ainsi, dit la note, que le nombre des pays qui dressent des barrières contre les exportations japonaises, est en augmentation continuelle » (1).

Cette loi (2) comprend trois « bills » tendant chacun à leur manière à maintenir, à défendre ou à améliorer la position exportatrice du Japon.

Le premier est le « Foreign Trade Central Bill », le second l'« Export Guild Revision Bill », et le troisième le « Retaliative System Bill ».

1° *Le « Foreign Trade Central Bill » :*

Par ce bill le ministre du Commerce et de l'Industrie, aidé de ses collègues des Finances, des Affaires Étrangères, etc..., ainsi que d'une commission de contrôle, est investi du pouvoir de limiter et de prohiber l'exportation et l'importation de certains articles, suivant l'attitude qui sera prise par les diverses puissances à l'égard du Japon.

Cette mesure comporte même pour certains produits et dans certains cas la fixation des prix (Dokusen Kakoku).

2° *L'« Export Guild Revision Bill » :*

Par ce second « bill », qui complète le premier, le gouvernement nippon veut que les organismes déjà créés, en l'espèce la Guilde des exportateurs et

(1), (2) « Bulletin d'Informations Économiques et Financières Japonaises », juin 1934, Paris, p. 17 et suivantes.

les guildes industrielles, et fonctionnant plus ou moins bien, travaillent à la perfection en vue d'ôter tout sujet de plainte aux nations qui achètent les produits japonais.

Un certain contrôle des exportations (Yushutou Tô-sei) existait déjà, comme l'on sait, mais il était généralement fait par les Guildes d'Exportation auxquelles adhéraient un certain nombre de sociétés exportatrices. Personne, jusqu'à présent, n'était obligé d'en faire partie ; si on le faisait, c'était en raison de quelques avantages dont jouissaient ces guides.

Par le second « bill » il est fait un pas de plus dans la voie du contrôle ; le Gouvernement est désormais investi du pouvoir de forcer les exportateurs à faire partie des Guildes d'Exportation, lorsque la chose est jugée nécessaire pour exercer un contrôle effectif sur les articles exportés, et d'édicter tel ou tel règlement nécessaire pour faire observer la ligne de conduite du Gouvernement en matière d'exportation. Des pénalités et des amendes ont été prévues pour les délinquants.

Ce « bill » paraît avoir été adopté pour deux buts :

Le premier, afin d'éviter, entre les exportateurs nippons une concurrence déplorable sur les marchés extérieurs, laquelle entraînait parfois des dumpings partiels et le mépris pour la qualité des produits exportés.

Le second, afin d'obtenir la standardisation dans la qualité des produits à l'exportation. Le Gouvernement veut ainsi éviter les reproches parfois mérités que l'on fait aux articles japonais : Meilleur marché que tous les articles similaires étrangers ils sont souvent inférieurs en qualité. De plus, ils ne

sont pas toujours égaux à eux-mêmes d'où un discrédit sur la tenue de la fabrication et la nécessité de leur standardisation.

Il ne faudrait pas se hâter de conclure que l'Etat, grâce à ce second « bill », va, comme en Russie, s'attribuer le monopole des exportations pour son propre compte. En réalité, il préconise, non de limiter l'initiative individuelle de ses sujets, mais de la canaliser, de la contrôler, dans l'intérêt du pays aussi bien que des particuliers. Autrement dit, l'Etat désire généraliser un régime de « liberté contrôlée », pour employer l'heureuse formule de M. Flaudin.

3° Le « Retaliative System Bill » :

Ce « bill » autorise le Gouvernement à modifier, sans recourir aux Chambres, le tarif douanier « ad tempus » par l'imposition de droits exceptionnels sur certains produits importés.

L'ancien système douanier (1) ne comptait qu'un seul tarif général, le nouveau en comporte deux, l'un maximum qui sera très élevé, l'autre minimum,

(1) Le Japon a repris, en 1897, le libre usage de son tarif douanier (il l'avait perdu à l'ouverture de ses ports aux étrangers). Dès 1897, il promulgua un système douanier qui entra en vigueur le 1^{er} janvier 1899. Ce système comportait un tarif général et un tarif conventionnel résultant de traités conclus avec les différents pays étrangers et comportant pour certains la clause de la nation la plus favorisée. Depuis 1897, de nombreuses modifications ont été apportées au tarif général, en ce qui concerne le taux des droits. Voici quels étaient les droits appliqués aux principaux articles importés par la dernière modification du tarif douanier, (mai 1933) précédant immédiatement

comme cela existe en France, en Espagne, au Canada, etc... Le tarif maximum sera applicable, soit, dans sa totalité, aux pays qui n'ont pas de traité de commerce avec le Japon, soit, partiellement, aux pays qui, tout en ayant un traité, se montreraient hostiles aux importations japonaises:

Le tarif minimum sera applicable aux pays qui montreront des dispositions amicales, et, en général, à ceux qui réserveront au Japon, comme il le fera lui-même, la clause de la nation la plus favorisée.

Bien plus, il est dit que, dans le cas où des accords préférentiels pourraient être négociés, ils comporteront des tarifs encore au-dessous du tarif minimum.

En outre, à partir de ce jour et jusqu'à nouvel ordre, le Japon prend pour base de sa politique

le vote du « Retaliative System Bill », et succédant au tarif de 1926 :

Spécification des produits	Unité	Tarif 1926	Tarif 1932	Pourcent. d'augment.
Blé	100 lbs	1 y. 50	2 y. 50	67 %
Millet	—	exempt	1 y. 00	—
Maïs	—	0 y. 30	1 y. 70	467 %
Farine de froment	—	2 y. 90	4 y. 30	48 %
Beurre, beurre art.	—	36 y. 90	50 y. 00	35 %
Lait condensé . . .	—	13 y. 40	25 y. 00	86 %
Phosphore.	—	exempt	14 y. 30	—
Chlorate de potas. .	—	exempt	4 y. 20	—
Amiante (brut) . . .	—	8 y. 25	15 y. 00	82 %
Fonte	—	0 y. 10	0 y. 36	260 %
Moteurs à combustion interne.		20 y. 00	35 y. 00	75 %
Moteurs pour autos, cycles		30 y. 00	35 y. 00	15 %

Les autres marchandises importées voient leurs droits uniformément élevés de 35 % ce qui nous donne un taux allant de 2,75 yen à 11,30 yen par 100 kin. (D'après Financial and Economic Annual of Japan 1934, p. 47, et Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises, septembre 1932, p. 22).

commerciale *l'égalité des échanges*, ce terme devant s'entendre non à la lettre, mais dans un sens large et raisonnable. Voici comment on doit l'interpréter dans ses grandes lignes :

1° Pour des pays qui sont déjà gros exportateurs au Japon et petits importateurs de produits nippons, comme l'Allemagne, l'Australie, etc..., le Japon proposera d'établir un certain équilibre, soit en leur demandant d'acheter davantage chez lui, soit en diminuant ses achats chez eux, parce que l'écart est trop grand et nuit à l'harmonie générale des échanges.

2° Pour les pays neufs, ou presque, vis-à-vis des produits japonais, le Japon s'efforcera de leur acheter des matières premières dans la mesure où ils achèteront ses produits, afin d'en faire des clients fidèles parce que intéressés.

Cette politique devra s'appliquer spécialement à toute l'Afrique, à l'Amérique du Centre et du Sud, à la Chine, à l'Inde, au Siam, aux Straits Settlements, au Proche-Orient.

Telles sont les directives destinées à défendre, à fortifier et à étendre la position commerciale du Japon.

A cet effet, le nombre des consuls, des attachés commerciaux et des missions de renseignement, va être augmenté. Le Ministère des Affaires Etrangères, accusé d'avoir jusqu'ici négligé le côté économique dans les relations internationales, a déjà commencé, avec M. Hirota, à seconder les efforts du commerce et de l'Industrie.

Autre effet, le budget des affaires étrangères re-

cevra, cette année, un supplément de crédit de l'ordre de 10 millions de yen.

En résumé, la politique commerciale du Japon devant le protectionnisme croissant des autres pays, n'est pas une politique d'attaque, mais de défense, et surtout de conciliation. L'avenir immédiat de l'expansion commerciale nippone appartient donc à ses diplomates, à ses négociateurs.

Aussi, le Japon a-t-il conclu au cours de l'année 1934 des traités avec divers pays — ou se prépare à en conclure — ou à modifier ceux qui existent, généralement sur la base de l'égalité des échanges.

Ainsi, avec l'Uruguay, un traité ordinaire de commerce et de navigation contenant pour les deux pays la « clause de la nation la plus favorisée », en fait de tarifs douaniers, a été signé à Montévidéo. Il vient d'être ratifié par les Chambres uruguayennes et par l'Empereur du Japon.

Avec l'Irak, les négociations commencées à Londres entre les représentants des deux pays, lors de la Conférence économique, sont sur le point d'aboutir, également sur la base de la réciprocité des achats et des ventes et de la nation la plus favorisée.

Avec la République de San-Salvador, en Amérique Centrale, les pourparlers avancent rapidement depuis que la dite République a reconnu l'Etat du Mandchoukuo.

Avec l'Australie, lors de la visite au Japon du ministre australien des Affaires Etrangères en mai dernier, la question d'un traité de commerce ordinaire fut décidée en principe.

Comme la balance des échanges est fortement fa-

vorable à l'Australie, et, qu'en raison de la politique impériale britannique, certaines restrictions pèsent sur les exportations japonaises, le Japon demande, à titre de compensation, que soient abaissés les droits de douane sur ses produits.

Avec la Turquie il existe un traité ordinaire de commerce et de navigation depuis quatre ans. D'un consentement réciproque il est question d'y insérer une clause sur l'égalité des échanges, car les exportations japonaises l'emportent de beaucoup sur les achats en Turquie ; en raison de quoi, ce pays a sévèrement contingenté l'entrée des produits japonais.

Au Portugal, le Japon demande que soit modifié l'article du traité de commerce qui établissait une distinction entre les marchandises importées au Portugal sous pavillon étranger et sous pavillon national, depuis que l'Angleterre en a obtenu l'abrogation le 1^{er} juillet 1934 ; et cela en raison de la clause de la nation la plus favorisée. Satisfaction lui sera donnée, mais après une révision partielle du traité.

En attendant l'effet de ces mesures de défense ou de conciliation, le succès des exportations japonaises sur les marchés mondiaux ne semble pas diminuer — bien au contraire, — malgré les mesures de protectionnisme appliquées jusqu'ici par l'étranger.

Le tableau CXIX nous apporte cet enseignement. La période des 4 premiers mois de 1934 est, en effet, antérieure à l'application, par le Japon, des trois bills et autres moyens de défense, mais postérieure à la mise en vigueur des mesures de protectionnisme étrangères.

TABLEAU CXIX. — *Valeur globale des exportations japonaises par pays durant les quatre premiers mois de 1933 et 1934. (Les chiffres sont en 1.000 yen) (1).*

	4 pr. mois 1933	4 pr. mois 1934	Pour cent de l'augmentation
<i>Asie :</i>			
Proche-Orient, Perse, Irak, Afghanistan, Beloutchistan etc .	5.414	15.358	183 %
Philippines	6.031	11.470	90 %
Aden (Arabie)	1.983	3.517	77 %
Etats Malais.	10.316	16.915	64 %
Siam	4.928	7.298	48 %
Mandchoukuo, Chine, Inde, Indes Néerlandaises, Indochine, Singapour, etc.	243.142	267.384	10 %
Total pour l'Asie	271.214	321.942	18 %
<i>Europe :</i>			
Grande-Bretagne . .	22.593	34.005	50 %
France	9.095	14.477	59 %
Allemagne	3.265	6.940	112 %
Italie	1.351	2.926	117 %
Hollande	4.344	6.091	40 %
Russie d'Europe . .	235	428	82 %
Suède.	922	2.321	152 %
Norvège	314	973	309 %
Bulgarie, Yougoslavie, Hongrie, Tché-			

(1) « Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises », septembre 1934, p. 11, 12, 13.

TABLEAU CXIX. (suite).

	4 pr. mois 1933	4 pr. mois 1934	Pour cent de l'augmentation
coslovaquie, Roumanie, Finlande, Albanie, Esthonie, Lettonie, Lithuanie,	599	1.475	146 %
Belgique, Suisse, Autriche, Espagne, Grèce, Turquie, Pologne, Portugal . . .	5.054	5.117	—
Total pour l'Europe	47.835	74.711	56 %
<i>Amérique du Nord :</i>			
Etats-Unis	117.528	129.783	10 %
Canada.	1.644	2.456	49 %
Autres	38	—	—
Total	119.210	132.239	10 %
<i>Amérique Centrale :</i>			
Salvador	112	612	450 %
Cuba	508	2.609	414 %
Mexique	290	787	171 %
Panama et Canal, Haïti, Jamaïque etc.	1.596	5.493	244 %
Total	2.736	10.105	276 %
<i>Amérique du Sud :</i>			
Uruguay	274	1.492	444 %
Chili	225	1.021	354 %
Pérou	505	1.991	295 %
Sept autres pays . .	6.611	7.379	11 %
Total	7.615	11.883	56 %

TABLEAU CXIX. (suite).

	4 pr. mois 1933	4 pr. mois 1934	Pour cent de l'augmentation
<i>Océanie :</i>			
Australie	13.397	14.856	11 %
Nouvelle-Zélande . .	1.336	2.004	40 %
Diverses Iles	2.463	1.900	20 %
Total	17.196	18.760	20 %
<i>Afrique :</i>			
Egypte	17.224	24.950	40 %
Sud Afrique	6.920	7.432	7 %
Est Afrique	6.552	12.247	93 %
Afrique Occidentale et Nord	7.295	12.415	70 %
Total	37.991	57.044	40 %
Divers		2.019	
Grand Total	504.397	627.678	24 %

Il ressort de ce tableau que d'une année à l'autre les exportations japonaises ont augmenté de 24 % sur l'ensemble des marchés mondiaux passant de 504.317.000 yen à 627.678.000 yen. En dehors de quelques îles de l'Océanie leur avance est générale. Moindre en Asie, 18 %, remarquable en Europe, 56 pour cent, à peine perceptible en Amérique du Nord, elle est tout à fait sensationnelle dans l'Amérique Centrale, en Amérique du Sud et dans certaines parties de l'Afrique.

Ainsi, l'expansion commerciale japonaise, bridée sur certains points du vieux monde, — à la suite des mesures que l'on sait, et vis-à-vis desquelles la réac-

tion ne s'était pas encore fait sentir, — a trouvé de nouveaux débouchés dans les pays neufs et relativement pauvres, au détriment de leurs anciens fournisseurs.

L'obstacle protectionniste ne semble pas devoir atteindre fortement l'expansion commerciale japonaise dans son ensemble.

§ 2. — AUTRES OBSTACLES A L'EXPANSION

COMMERCIALE DU JAPON. LA SITUATION MONÉTAIRE ET

AGRICOLE.

Toute une série d'obstacles provenant des errements de la monnaie, et de la misère de l'agriculture, semblent s'opposer à l'expansion commerciale du Japon. Dans quelle mesure ?

— En premier lieu, du fait de la forte dépréciation du yen, on peut s'attendre à une hausse prochaine des salaires assez sensible. Si elle n'a été que très légère jusqu'ici, rien ne dit que bientôt elle ne s'accroîtra pas. On devrait alors prévoir une hausse corrélative du coût de production des marchandises nippones.

De plus, les stocks de matières premières achetées par le Japon, avant la dévalorisation du yen, sont épuisés; parmi les nouveaux stocks qu'il acquiert, ceux qui ont peu subi la baisse des prix mondiaux, lui coûtent, à présent, environ trois fois plus en sa propre monnaie ; d'où on doit envisager une nouvelle hausse des prix de revient dans certaines industries japonaises.

En second lieu, l'agriculteur nippon, — et nous avons vu qu'il représente les 7/10^e de la population, — produit presque uniquement de la soie et du riz; or, ces derniers, étant actuellement en surabondance, se vendent mal.

D'autre part, la prospérité de l'industrie est, dans une certaine mesure, édifiée sur la misère de l'agriculture.

Pour les paysans, pour les ouvriers même, qui sortent de la classe rurale, cette prospérité se manifeste surtout par l'étalage de quelques fortunes scandaleuses (en particulier, celles des grands trusts); ne doit-on pas craindre qu'un antagonisme naisse entre les petits producteurs, les petits industriels, les petits commerçants et ceux qui souvent les font disparaître : les Cartels ?

Jusqu'à présent, le gouvernement est parvenu à empêcher le mécontentement de se manifester trop ouvertement, chez ces petites gens. Il a su canaliser les mouvements de révolte.

Quant aux ouvriers, ils sont encore inorganisés, nous l'avons vu ; le gouvernement n'a rien à craindre d'eux, du moins pour une période assez longue.

Mais le péril est plutôt, pensons-nous, du côté de la classe agricole. Elle est, toutes proportions gardées, plus endettée que celle des Etats-Unis et elle a conscience de n'avoir pas emprunté pour acheter des automobiles et des appareils de T.S.F., mais pour vivre misérablement.

Son porte-parole est l'armée, composée de ses fils, et il ne faut pas oublier que les assassins du Premier Ministre Inukai et du Baron Takuma Dun, ancien président de la « Mitsui », sont de jeunes

officiers, qu'ils sont soutenus par la sympathie de leur pays, et que tous les chefs des grands trusts figuraient sur la liste dressée par les assassins.

Leur procès a révélé l'influence considérable qu'exercent sur la jeune armée, des ouvrages comme ceux de MM. Ikki Kita et Sakyo Gondo, qui, tout en restant loyalistes envers l'Empereur, réclament la confiscation de toutes les fortunes supérieures à 100.000 yen et la nationalisation de toutes les industries.

Voilà à notre sens les obstacles que peut encore rencontrer le Japon dans son expansion commerciale.

Sont-ils d'importance ? Nous ne le pensons pas. Ainsi, en ce qui concerne la hausse du coût de production provenant de la hausse des salaires, elle ne comblera jamais, à notre avis, la différence qui sépare les prix de revient des marchandises nippones de ceux des produits étrangers.

Quant à la hausse des matières premières, le Japon ne semble pas devoir en pâtir très longtemps, puisqu'il se libérera de plus en plus, dans un avenir qui n'est pas très lointain, du tribut qu'il verse aux pays étrangers pour l'alimentation de son industrie.

En ce qui concerne la misère de l'agriculture, elle peut entraîner une révolution, qui se ferait naturellement sous les auspices de l'Empereur et avec le concours de l'armée, ainsi qu'il résulte de l'étude de M. Larchin (1); cependant, un tel bouleversement intérieur, s'il se produisait, ne désorganiserait pas l'économie japonaise, sans doute l'a-

(1) « Japon 1934 », par M. Larchin, Paris, 1934.

moindrait-il, mais pour peu de temps. Les révolutions au Japon, nous en avons quelque exemple, se font à la japonaise, c'est-à-dire dans l'ordre et pourrait-on ajouter : dans le silence. Les concurrents du Japon n'en tireraient pas assurément des avantages capables d'enrayer son essor commercial.

CONCLUSION DE LA QUATRIÈME PARTIE

Ainsi donc, et pour résumer l'exposé de cette dernière partie, il apparaît que l'avenir ne semble pas réserver au Japon de sérieux obstacles à son expansion économique, au succès de son économie dans la lutte pour les marchés mondiaux.

Nous estimons :

1° Que le Japon se libèrera progressivement du tribut qu'il sert à l'étranger pour les matières premières, grâce à l'apport croissant de ses possessions.

2° Que les obstacles provenant de la situation monétaire et agricole sont peu importants.

3° Que les mesures de protectionnisme de l'étranger vis-à-vis des exportations japonaises, n'amoindriront pas considérablement le commerce du Japon. Elles ne peuvent, tout au plus, que varier la répartition géographique de ses exportations.

4° Que tous les obstacles susceptibles d'enrayer l'essor économique du Japon sont largement contrebalancés par les vertus de son économie, par sa situation géographique hors de pair, (n'est-il pas à deux pas de contrées immensément riches en matières premières et en acheteurs, alors que ses concurrents directs sont à des milliers de lieux ?) et par la puissance de sa marine marchande, dont le pavillon flotte sur toutes les mers du globe.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Lorsqu'en ce mois de juillet 1853, le Commodore Perry contraignit le Japon à ouvrir ses ports au commerce étranger, il ne se doutait pas que, moins d'un siècle après, ce petit pays prendrait une revanche éclatante en forçant, à son tour, toutes les portes et toutes les barrières.

A présent, presque de tous les pays du monde s'élève un cri d'alarme : voici l'invasion japonaise ! Les plus grandes puissances industrielles se sentent elles-mêmes menacées par les prodigieux progrès d'une offensive économique sans précédent. Comparés à l'ampleur et à la rapidité des victoires japonaises, les plus brillants succès obtenus, en matière d'expansion industrielle et commerciale, par l'Allemagne et les Etats-Unis à l'apogée de leur triomphe, apparaissent bien peu de chose.

Le développement et la pénétration universelle de l'économie japonaise, sont assurément, jusqu'ici, le fait économique le plus important de notre temps. Quelques années, quelques trimestres même, suffisent pour que la concurrence japonaise évince les compétiteurs les mieux outillés, les fournisseurs les plus anciennement et les plus solidement établis, et qu'elle règne en maîtresse sur telle ou telle région où nulle marchandise nippone ne pénétrait auparavant.

Pareille offensive d'exportation pose, dans l'état actuel du monde, un problème économique bien plus grave qu'il n'eut été dans le passé. Aux temps du libre échange relatif et des grandes migrations, les pays pouvaient rapidement se réadapter à la nouvelle situation causée par l'industrialisation des pays agricoles. L'économie mondiale actuelle est beaucoup moins souple, l'adaptation n'y est plus si aisée. Elle entraîne de plus grands frais, de plus considérables sacrifices. Partout, l'industrie tentera de se défendre contre l'obligation de changer ses batteries. Il s'en suivra de nombreuses mesures protectionnistes, — car les traités de commerce sont éphémères, — voire peut-être des guerres économiques et douanières.

Il faut même envisager que ces guerres économiques débordent sur le terrain politique. Ne s'agit-il pas, dans le cas du Japon, d'une expansion, non seulement économique, mais politique ? Chacun sait que le Japon veut intégrer l'Asie dans son empire politique aussi bien que dans son empire économique. « L'Asie n'est pas une scène pour les acteurs de race blanche » (1) ; c'est ainsi que M. Tsuda (2) a clairement posé le problème. Les puissances « blanches » qui, comme l'Angleterre et les Etats-Unis, sans parler de la France et de l'U.R.S.S., ont encore beaucoup à dire en Asie, accepteront-elles cette diminution de leurs droits ? N'assisterons-nous pas ici, un jour, à des complications plus gra-

(1) « Bulletin Officiel de la Chambre de Commerce de Bruxelles », 17 juin 1934, p. 396, n° 24, Bruxelles.

(2) Président de la célèbre filature Kanagafuchi.

ves qu'une simple guerre économique et douanière ?

« Il faut pourtant espérer, comme l'écrit M. Fernand Maurette, dans une solution pacifique raisonnable et humaine d'un problème où se joue l'avenir de la moitié de l'humanité, peut-être de l'humanité tout entière (1) ».

En Asie, pensons-nous, il y a de la place pour tout le monde, mais celle du Japon devra être prépondérante. Ailleurs, dans les régions où les droits de douane ne seront pas trop prohibitifs, surtout dans les pays neufs, la suprématie économique du Japon s'imposera à bref délai. Il est en effet le pays qui s'avère le plus capable de *civiliser* à bon marché les centaines de millions d'êtres humains de Chine, de l'Inde, d'Afrique et d'ailleurs, qui vivent à peu près nus, que les cotonnades du Japon habilleront, que ses produits de caoutchouc chaufferont, voire même que nourriront ses conserves alimentaires ; vêtements, chaussures, aliments, tous produits que ces peuplades ne pouvaient se procurer, lors de la prépondérance des « blancs », parce que ces derniers les leur vendaient trop cher.

Sans doute, l'offensive économique du Japon jettera à la rue des milliers d'ouvriers blancs, mais elle satisfera les besoins de millions d'êtres et, — si paradoxal que cela puisse paraître, — elle sera regardée par certains, en définitive, comme une va-

(1) « Tour de Pacifique », par Fernand Maurette, Paris 1934, p. 21.

gue de civilisation (1) déferlant sur le monde, si tant est que la *civilisation* consiste à créer et à satisfaire des besoins nouveaux chez les peuples.

Le succès de l'économie japonaise comporte en soi une leçon. Son étude impartiale et objective conduit à la conclusion qu'elle est due principalement à l'organisation rigoureusement scientifique de sa production et de son exportation, à l'excellence de ses méthodes commerciales, et à la laborieuse sagesse du personnel de ses usines, dont le niveau de vie, en dépit de salaires apparemment très bas, n'est en rien inférieur à celui des ouvriers européens. Ainsi, l'indéniable succès des méthodes nippones donne à un monde en quête d'équilibre et de stabilité, une magistrale leçon d'organisation économique et de discipline sociale.

Alger, Février 1934-Avril 1935

(1) Des médecins du Tanganyika déclarent que « l'achat de chaussures en caoutchouc japonaises à bon marché a fait, en cette contrée, plus que tous les efforts du service de santé pour combattre la maladie dénommée : « kook-worm », (d'après la « Quinzaine Coloniale », du 25 mai 1934, p. 222, Paris).

TABLEAU DES POIDS, MESURES ET MONNAIES

Bien que le Japon ait adopté officiellement le système métrique, son adoption effective par tout le pays demandera encore un certain temps. En attendant, l'ancien système des poids, mesures et monnaies demeure encore en vigueur dans beaucoup de cas ; d'où la nécessité d'en connaître les données comparées avec celles des principaux pays étrangers. On remarquera, d'ailleurs, que le Japon usait déjà, dans certains cas, du système décimal.

JAPON	FRANCE	GRANDE-BRETAGNE
<i>Ri lieue</i>	3.927 m. 27 7	2 milles 44030
<i>Ri</i> , lieue carrée	15 kmq. 42347	5 mq. 95505
<i>Shaku</i> , pied = 10 <i>sun</i> , 100 <i>bu</i>	0 m. 30303	11 inches 93
<i>Ken</i> = 6 <i>shaku</i> , 60 <i>sun</i>	1 m. 81828	5 ft. 11 1/2 inche.
<i>Tsubo</i>	3 mq, 30579	3 yards q. 95369
<i>Chô</i> = 10 <i>tan</i> = 3.000 <i>tsubo</i>	99 ares 173	2 acres 45064
<i>Koku</i> = 10 <i>tô</i> = 100 <i>shô</i> , 1.000 <i>gô</i>	180 lit. 39	4 bushels 960005
<i>Mommé</i>	3 fr. 750	2.11644 drams 2.41131 Dwts.
<i>Kin</i> , livre 160 <i>mommé</i>	0 kg. 600	1.32277 av. poids 1.60754 Troy.
<i>Kwammé</i> , 1.000 <i>mommé</i>	3 kg. 750	8.26733 lbs av. du p. 10.04711 lbs Troy
<i>Yen</i> , unité monétaire.	2 fr.-or 583	2 s. o d. 582
<i>Sen</i> , 100 ^e partie du <i>yen</i>	0 fr. 02583	»
<i>Rin</i> (1), 10 ^e partie du <i>sen</i>	»	»
<i>Mon</i> ou <i>mô</i> (1), 10 ^e partie du <i>rin</i> . .	»	»

EXPLICATION DE CERTAINES MESURES CITEES DANS LE TEXTE :

Le *picul* est une mesure très courante en Extrême-Orient. C'est un mot malais qui signifie : sac que l'on porte dans le dos. — Le *picul* vaut généralement 60 kg. 68 ou 133 lbs 1/2 anglaises. — Aux Philippines, 140 lbs. — En Malaisie, 142 lbs 7.

La *roupie* est l'unité monétaire de l'Inde anglaise ; elle vaut actuellement 9,32 francs.

Le *florin-or* (gulden), unité monétaire de la Hollande, vaut 10,259 frs.

Le *tonneau*, dont il est aussi question, est la mesure de capacité française employée pour le jaugeage des navires. Il équivaut à 1,440 mètre cube. Souvent, pour exprimer le jaugeage d'un navire, nous avons employé, au lieu de *tonneau*, le terme *tonne* qui lui est synonyme.

Le baril de ciment pèse 300 kgs.

SOURCES DE DOCUMENTATION

NOTE. — Sauf indications contraires, les ouvrages et publications cités ont été publiés à Paris.

I. — OUVRAGES :

- ARNOUX (J.). — *Le Peuple Japonais*. — 1912.
- AVIGDOR ET WINDSOR (D. C. H. d'). — *La Sibérie Orientale et le Japon*. — 1922.
- AYUSAWA (Iwaho). — *Législation et conditions de travail dans l'Industrie au Japon*. — B. I. T., Genève, 1926.
- BALET (J.-C.). — *L'Expansion Industrielle du Japon*. — 1934.
- BALET (J.-C.). — *Que veut le Japon ? Que veut la Chine ?* — 1931.
- BECKER (G.). — *Le Japon va-t-il faire la guerre ?* — 1934.
- BELLESSERT (A.). — *La Société Japonaise. Le Nouveau Japon*. — 1902, 1918.
- BÉRARD (V.). — *La Révolte de l'Asie*. — 1905.
- BOUSQUET (G.). — *Le Japon de nos jours et les échelles d'Extrême-Orient* (2 vol.) — 1877.
- BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. — *Le travail industriel au Japon*. — Genève 1933.
- CHADOURNE (Marc) ET SAUERWEIN (Jules). — *Le tour du monde 1934*.
- CHAMBERLAIN (B.-H.). — *Mœurs et coutumes du Japon*. — 1931.
- CLAVERY (E.). — *Le développement économique du Japon et le commerce en Extrême-Orient*. — 1908.
- *Les étrangers au Japon et les Japonais à l'étranger*. — 1904.
- CATERS (Ch. de). — *Le Japon aux deux visages*.
- CROCKER (W.-R.). — *The Japanese Population Problem*. — Londres, 1931.
- DUMOLARD (H.). — *Le Japon politique, économique et social*. — 1905.
- GRANDE (J.). — *La place du Japon dans le monde*. — 1934.
- GONCOURT (E. de). — *Hokousai. L'art japonais*.
- ISABERT (C.). — *Le Japon sous les armes*. — 1934.
- KATSUROU HARA. — *Histoire du Japon des origines à nos jours*. — 1926.
- KIKOU YAMATA. — *Japon dernière heure*. — 1930.
- LARCHIN (M.). — *Japon 1934*. — 1934.
- MAURETTE (F.). — *Aspects sociaux du développement industriel au Japon*. — B. I. T., Genève, 1934.

- MAURETTE (F.). — *Tour de Pacifique*. — 1934.
MAURETTE (F.). — *Atlas pratique*. — 1929.
MAYBON (A.). — *Le Japon d'aujourd'hui*. — 1924.
MICARD (E.). — *Le Japon*. — 1928.
MIGEON (G.). — *L'art japonais*. — 1928.
MONCHARVILLE. — *Le Japon d'outre-mer*. — 1931.
PRÉVILLE (de). — *Le Japon et son évolution sociale* — 1904
PINON (R.). — *La lutte pour le Pacifique*. — 1906.
REQUIEN (M.). — *Le problème de la population au Japon*.
— Tôkyo, 1934.
SAINT-PIERRE (R.) ET MOREL-JOURNEL. — *Le marché économique d'Extrême-Orient et le dumping japonais*. — 1934.
SAINT-MAURICE (de). — *La puissance économique du Japon*. — 1909.
SAINT-MAURICE (de). . . *La civilisation économique du Japon, son expansion en Extrême-Orient*. — 1907.
STON (J.). — *L'Asie des moussons*. — 1928.
VIALATE (A.). — *L'avenir économique du Japon*. — 1907.
VIOLLIS (A.). — *Le Japon et son empire*. — 1933.
ZISCHKA (A.). — *Le Japon dans le monde*. — 1934.
ZISCHKA (A.). — *La guerre secrète pour le coton*. — 1934.

II. — BULLETINS, REVUES ET AUTRES PUBLICATIONS

Note. — Les publications quotidiennes sont marquées : [Q]
les publications hebdomadaires : [H], les publications mensuelles : [M], les publications bi-mensuelles : [bi-M], les publications trimestrielles : [T], les rapports annuels et les annuaires : [A].

Bulletin d'Informations Economiques et Financières Japonaises [T]. — Années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934. Janvier et Mars 1935.

Bulletin de la Chambre de Commerce Française du Japon [M]. — Années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, Janvier, Février, 1935 (Yokohama).

Bulletin de la Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie [M]. — Année 1934.

Bulletin de la Banque de l'Indochine [M]. — Années 1933, 1934.

Bulletin Quotidien. — 2 Novembre, 14 Novembre, 28 Novembre, 1^{er} Décembre 1933, 10 Janvier, 7 Juin 1934.

Bulletin Mensuel de Statistiques de la Société des Nations. — Années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934, Genève.

Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers [M]. — Mars, Février, Octobre 1934. Janvier 1935. Anvers.

Bulletin Commercial Belge [Q]. — 7 et 17 Septembre 1934.

Bulletin Officiel de la Chambre de Commerce de Bruxelles.
[H]. — 10-17 Juin 1934, Bruxelles.

Bulletin Mensuel de la Chambre de Commerce et d'Industrie du centre [M]. — Février 1934, La Louvière, Belgique.

Bulletin de la Société Industrielle de Mulhouse [M]. — Septembre 1934.

Bulletin du Syndicat Général de la Construction Electrique [bi-M]. — 15 Novembre 1933.

Bulletin de la Halle aux Cuirs [H]. — 11 Février 1934.

Revue Internationale du Travail [M]. — Mars 1922 (*Le Mouvement ouvrier au Japon*) ; Août 1926 (*La situation des syndicats au Japon*) ; Octobre 1927 (*Le problème de la population et de l'industrialisation au Japon*) ; Novembre 1927 (*Les conditions des travailleurs agricoles au Japon*) ; Février 1929 (*L'emploi des femmes dans l'industrie au Japon*) ; Décembre 1930 (*Le problème de l'émigration au Japon*) ; Octobre 1931 (*La journée de huit heures au Japon*) ; Mai 1933 (*Les conditions de travail dans les filatures japonaises*).

L'Europe Nouvelle [H]. — Dossier n° 159-A. (*Les affaires intérieures du Japon. Evolution, politique et situation économique*). Année 1926 à 1935.

Dossier n° 160-A. (*Les affaires extérieures du Japon*). Année 1926 à 1935.

Dossier n° 38-C. (*La politique japonaise*). (*L'émigration japonaise aux Etats-Unis*). Année 1924.

Revue Politique des Idées [bi-M]. — 15 Juillet 1934.

Revue Economique Française [M]. — Juin 1934.

Revue Bleue Politique et littéraire. — 4 Août 1934.

L'Observation Economique [M]. — Janvier 1934.

Revue du Pacifique. — 15 Janvier 1933.

Le Nord Textile [H]. — 27 Janvier, 15 Septembre, 10 Novembre 1934, Roubaix.

L'Océanie Française [M]. — Juillet-Août 1934.

L'Actualité Economique [M]. — Mai 1934.

La Quinzaine Coloniale [bi-M]. — 25 Mars 1934.

Financial and Economic Annual of Japan [A]. — (The department of finance.) Année 1933-1934, Tokyo.

Made in Japan (Journal of Japanese manufacturers) [M]. — Mars 1934, Kobé.

Japanese Manufacturers And Exports [M]. — N° 1, 1933, Tokyo.

Present Day Nippon [A] (Annual english supplement of the Asahi). — 1933-1934, Osaka.

- Japan Trade Review* [M]. — Années 1933-1934, Yokohama.
The Japan Advertiser [Q]. — 15-28 Août 1933, Tokyo.
Times [Q]. — 29 novembre 1933.
Quarterly Report of Financial and Economic Conditions in Japan [T]. — Année 1934, Tokyo.
Aperçus du Commerce Mondial. — S.D.N. 1934, Genève.
Tokei Jiho [M]. (Bulletin statistique).
Nihon Teikokou Tokei Nenkan (Annuaire Statistique de l'Empire du Japon) [A]. — 1933-1934.
Rodo Kezin. (Revue Economique pour le Prolétariat) [M].
Avril 1934, Tokyo.
Publication des Recherches Economiques du Consortium Mitsubishi. — Tokyo, 1933-1934.
Journée Industrielle [Q]. — 12-13 octobre 1934.
Moniteur Officiel du Commerce et de l'Industrie. — 22 décembre 1934.
Courrier des Pétroles [Q]. — 2 Décembre 1934.
L'Economiste Français [H]. — 23 Mars 1907.
L'Economiste Européen [H]. — 2 et 24 Août 1934.
Supplément n° 69 au Bulletin Quotidien n° 239.
Paris-Soir [Q]. — Juin-Juillet-Août 1934.
Journal du Commerce [Q]. — 1^{er} Mars, 12 Avril 1934.
L'Intransigeant. — Août-Septembre 1934, 15 Mars, 15 Avril 1935.
Le Messager du Commerce et de l'Industrie. — 1^{er} Mai 1934
Alger.
Le Sémaphore de Marseille. — 20 septembre 1934.
Times [Q]. — 29 novembre 1933, Londres.
Le Journal de Genève [Q]. — 21 Avril 1934, Genève.
Le Soir [Q]. — 24 Janvier 1934, Bruxelles.
La Stampa [Q]. — 28 novembre 1933, Rome.
Il Corriere Della Sera [Q]. — 29 Novembre 1933, Rome.
Il Popolo di Roma [Q]. — 29 Novembre 1933, Rome.
Deutsche Bergwerks Zeitung. — 15 Décembre 1933, Ham-
bourg.
-

Vu :

Le Président de thèse,
M. GAFFIOT

Vu :

Pour le Doyen, l'Assesseur,
ANDRÉ BRETON.

Vu et permis d'imprimer :

Alger, le 2 Mai 1935

Le Recteur,
G. HARDY.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION.	1
PLAN DE L'OUVRAGE	6
PREMIERE PARTIE	
LA PRÉPARATION JAPONAISE A LA LUTTE POUR LES MARCHÉS MONDIAUX.	19
CHAPITRE I. — <i>Origine de l'Industrialisation</i>	20
CHAPITRE II. — <i>Evolution de l'Industrialisation</i>	23
1 ^{re} étape : 1868-1880	23
2 ^e étape : 1880-1895	23
3 ^e étape : 1895-1914	23
4 ^e étape : 1914-1921	25
5 ^e étape : 1921-1924	25
6 ^e étape : 1924-1928	26
7 ^e étape : 1931	26
CHAPITRE III. — <i>Résultats d'ensemble de l'industrialisation</i>	29
§ 1. — La richesse nationale	29
§ 2. — Le revenu national	30
§ 3. — Le capital industriel	31
§ 4. — La population	32
a) L'accroissement prodigieux de la population	32
Les solutions du problème de la population	38
1 ^o La limitation des naissances	38
2 ^o L'émigration	40
3 ^o L'industrialisation	47
b) L'exode vers les villes	47
§ 5. — La variété des industries	49
§ 6. — La modernisation de l'industrie	53
CONCLUSION	57
DEUXIEME PARTIE	
LES ASPECTS DU SUCCÈS DE L'ÉCONOMIE JAPONAISE DANS LA LUTTE POUR LES MARCHÉS MONDIAUX	61
CHAPITRE I. — <i>L'aspect général du succès</i>	62
§ 1. — Les indices	62
a) Les indices de la production	62
b) L'indice des exportations en volume	64
c) L'indice de l'industrie textile	65
d) L'indice général des prix de gros et le pourcentage des bénéfiques	66
e) Les prix de détail	67
f) Le tonnage transporté par chemin de fer	67
g) Le tonnage des bateaux passant par le canal de Suez	68
h) L'indice du chômage	68
§ 2. — Les statistiques	69
a) Commerce visible et commerce invisible	69
b) Les exportations comparées en valeur-or	70

	PAGES
c) Les exportations en volume et en valeur	71
d) Le commerce extérieur	71
CHAPITRE II. — <i>Le développement des industries exportatrices</i>	75
§ 1. — Les industries textiles	75
a) L'industrie de la soie naturelle	77
b) L'industrie de la soie artificielle	85
c) L'industrie cotonnière	100
d) L'industrie de la laine	114
e) L'industrie de la bonneterie	119
f) Résultats d'ensemble des industries textiles	122
§ 2. — Les industries de l'alimentation	122
a) L'industrie des conserves	123
b) L'industrie de la bière	127
c) L'industrie sucrière	132
d) L'industrie du thé	135
e) La meunerie	137
§ 3. — Industries diverses	140
a) Industrie de la faïence et de la porcelaine	141
b) L'industrie des jouets	144
c) L'industrie de la mécanique	147
d) L'industrie du caoutchouc	151
e) L'industrie des ampoules électriques	157
f) L'industrie de la verrerie	160
g) L'industrie des articles de Paris	162
h) L'industrie du papier	163
i) L'industrie de l'émail	165
j) L'industrie de la savonnerie	167
k) L'industrie des boutons	168
l) L'industrie du ciment	170
m) L'industrie de la cellophane	174
n) L'industrie des colorants	174
o) L'industrie de la soude caustique	177
p) Appendice	179
CONCLUSION	179
CHAPITRE III. — <i>Les marchés extérieurs du Japon</i>	181
§ 1. — Les marchés du Japon	182
§ 2. — Les clients du Japon	188
a) Les clients asiatiques	189
1° La Chine	189
2° L'Inde Anglaise	191
3° Les Indes Néerlandaises	193
4° Les Etats Malais (Straits Settlements)	194
5° Les Philippines	195
6° La Russie d'Asie	195
7° L'Indochine	195
8° Le Siam	196
9° Les nouveaux clients	197
b) Les clients d'Océanie	197
1° L'Australie	197
2° La Nouvelle-Zélande	198
3° Les Iles Hawaiï	199

	PAGES
4° Autres clients d'Océanie	199
c) Les clients d'Amérique du Nord	199
1° Les Etats-Unis	199
2° Le Canada	201
d) Les clients d'Amérique Centrale	202
e) Les clients sud-américains	202
f) Les clients européens	211
1° La Grande-Bretagne	211
2° La France	212
3° L'Allemagne	213
4° Les autres clients européens	213
g) Les clients africains	215
1° L'Egypte	215
2° Le Cap et Natal	216
3° L'Est Africain	217
4° Autres clients africains	218
CONCLUSION	219

TROISIEME PARTIE

LES CAUSES DU SUCCÈS DE L'ÉCONOMIE JAPONAISE DANS LA LUTTE POUR LES MARCHÉS MONDIAUX	225
---	-----

CHAPITRE I. — <i>Cause temporaire ou accidentelle : la dépréciation du yen</i>	229
--	-----

CHAPITRE II. — <i>Les causes permanentes</i>	237
--	-----

§ 1. L'organisation rationnelle de la production et de l'exportation	237
a) L'Outillage	238
b) La Technique	239
c) La Rationalisation	241
d) L'Aide financière de l'Etat	242
e) Le Contrôle de la production et de l'exportation	246
1° Les Guildes	246
2° Les Cartels	251
f) Les concentrations bancaire et industrielle	252
1° La concentration bancaire	252
2° La concentration industrielle	254
g) Les Missions commerciales	255
§ 2. Les caractères des dirigeants nippons	255
a) Leur nombre restreint	256
b) Leur puissance financière	257
c) Leur puissance politique	263
d) Leur mentalité	264
§ 3. Les conditions de vie et de travail des ouvriers industriels nippons	266
a) Le système familial	266
b) Le travail à domicile	267
c) La durée du travail et le taux des salaires industriels	268
1° Considérations préliminaires	268
α La population	269
β La législation du travail	270
φ L'organisation syndicale	271
2° La durée du travail	278
3° Le taux des salaires	282
a) Le rendement des ouvriers nippons	287

	PAGES
b) Le coût de la vie au Japon.....	288
c) Suppléments en espèces et en nature	291
4° La question du « Dumping » social..	295
a) Opinions gouvernementales	297
b) Opinions patronales	299
c) Opinions ouvrières	303
d) Opinions diverses	306
CONCLUSION	310
QUATRIEME PARTIE	
L'AVENIR DE L'ÉCONOMIE JAPONAISE DANS LA LUTTE POUR LES MARCHÉS MONDIAUX	315
CHAPITRE I. — <i>Les conditions du Japon vis-à-vis des éléments indispensables à son avenir économique</i>	317
§ 1. Les matières premières	317
a) Charbon	319
b) Pétrole	321
c) Fer	327
d) Cuivre	330
e) Bois	331
f) Coton	332
g) Caoutchouc	333
h) Laine	333
i) Cocons	334
§ 2. La force motrice	334
§ 3. Voies de communication et transports	337
a) Les voies de communication inté- rieures	337
1° Les routes	337
2° Les chemins de fer	338
3° Les rivières	339
b) Les voies de communication exté- rieures	339
1° Le littoral	339
2° Les ports	340
3° La marine marchande	344
4° Les grandes lignes maritimes	350
§ 4. Les capitaux	356
CHAPITRE II. — <i>Les obstacles susceptibles d'en- traver l'expansion économique du Japon</i> ..	364
§ 1. Les mesures protectionnistes de :	
L'Inde britannique	365
L'Inde néerlandaise	370
La Chine	373
Grande-Bretagne	378
Etats Malais	379
La réaction japonaise	382
1° Le « Foreign Central Bill »	382
2° L'« Export Guild Prevision Bill » ..	382
3° Le « Retaliative system Bill »	384
§ 2. La situation monétaire et agricole....	392
CONCLUSION	395
CONCLUSION GÉNÉRALE	396
TABLEAU DES POIDS ET MESURES	400
SOURCES DE DOCUMENTATION	401

